

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

N° 66 — Année 1970

L'activité de la Société :

Assemblée générale du 23 avril 1970

Aline VAGNON. — Sortie d'été de la société

Joseph GARON. — Sortie d'automne.

Etudes :

Henri FRUTON. — Les maisons des pauvres à Vienne

Claude FAURE. — Le règlement du collège de Vienne en 1550 et le collège de Vienne après la suppression de l'ordre des Jésuites.

Marcel GOURDANT. — Vienne et Grenoble : une entente difficile

Prosper GIEN. — Ombres et sépultures

Charles JAILLET. — Les dessins sur Vienne d'Etienne Martellange, S.J. (1606 et 1619)

Joseph GARON. — Vienne insolite (suite et fin).

Chroniques :

Chronique archéologique, par Joseph GARON

Chronique des arts, par Louis RAIBAUD

Une promenade en gondole, par Mlle Elisabeth JOSSIER

Chronique théâtrale, par Georges ARTUS

Liste des nouveaux sociétaires 1970.

VIENNE
IMPRIMERIE TERNET-MARTIN

14, quai Jean-Jaurès

— 1971 —

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES
AMIS DE VIENNE

N° 66 — Année 1970



VIENNE
IMPRIMERIE TERNET-MARTIN

14, quai Jean-Jaurès

— 1971 —

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES AMIS DE VIENNE

L'assemblée générale de la société, pour l'année 1969, a eu lieu le 23 avril 1970 dans la salle de conférences de la Chambre de commerce.

Le président Marcel Gourdant déclare l'assemblée ouverte.

Avant de prononcer son rapport, le président met aux voix l'approbation des nouveaux statuts de la société. Ils sont adoptés à l'unanimité.

L'assemblée lui renouvelle également tous les pouvoirs accordés au président Frécon pour traiter avec le Sous-Comptoir des entrepreneurs des formalités concernant prêts et subvention destinés à l'immeuble de la Table-Ronde.

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

Nous ne saurions commencer cette assemblée générale sans évoquer la mémoire de notre ancien président récemment décédé.

Je ne vous redirai pas les mérites de M. Pierre Frécon. Pour l'avoir connu, la plupart d'entre vous ont pu les apprécier comme je l'ai fait moi-même ; ce n'est donc qu'un modeste hommage à « l'ami de Vienne » qu'il fut, que je veux lui rendre ce soir, sociétaire alors qu'il était étudiant en droit dès 1906, il fut « ami de Vienne » au sens le plus noble de ce qualificatif, il le resta en effet pendant 63 ans : depuis 1918, il participa à l'administration de notre société.

Même lorsque son grand âge et un état de santé déficient l'obligèrent en 1969 à se démettre de sa fonction de président, il viendra encore jusqu'à ses derniers jours nous apporter son concours à chaque réunion du conseil d'administration.

Cette année encore vous trouverez dans notre bulletin son étude sur Michel-Ange Slodtz.

Cet attachement sans réserve aux « Amis de Vienne », cette ténacité exemplaire méritent de nous servir d'exemple à tous. Puissions-nous les uns et les autres avoir et garder, comme il l'a fait lui-même, cet

enthousiasme et cette foi qui permirent à ceux de sa génération de créer notre société des « Amis de Vienne », de la faire vivre et prospérer, et d'arriver à la maintenir constamment à l'avant-garde de la mise en valeur du très riche patrimoine que notre ville garde de son passé.

Vous entendrez maintenant le rapport financier présenté par notre trésorier, M. Jacob :

En caisse au 31/12/1968	14 104,12	Impressions du bulletin	5 660,00
Cotisations	5 591,50	Frais imprimerie	97,67
Subv. ville de Vienne	500,00	Frais assemblée générale	342,00
Location immeuble		Frais réception	
Saint-André-le-Bas	1 463,25	Echanges internationaux	204,20
Sortie d'été	700,00	Sortie d'été	575,30
Vente de bulletins	33,10	Solde au 31/12/1969	15 512,80
	<u>22 391,97</u>		<u>22 391,97</u>

Le rapport est adopté à l'unanimité

Vous entendrez maintenant le rapport d'activité de notre secrétaire M. Garon :

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

Vous trouverez très détaillées dans notre bulletin n° 65 toutes nos activités de l'année 1969 et des premiers mois de 1970.

Ce rapport sera donc très bref. Je rappellerai seulement le grand succès de notre sortie d'été en Ardèche grâce aux commentaires de M. Serge Turrenc à Alba et de l'abbé Jean Charay, conservateur des musées de l'Ardèche, à Mirabel et à Viviers.

Notre promenade d'automne nous a révélé les trésors du musée de Gadagne à Lyon, présentés par le vigilant conservateur, Mlle Monique Ray.

D'autre part, nous sommes persuadés que tous ceux d'entre vous qui ont assisté à la remarquable conférence du R. P. Lecler sur le Concile de Vienne de 1311, avec l'amical concours de la chorale « A Cœur Joie », dans notre belle primatiale magnifiquement illuminée par les soins des services techniques de la ville, en ont conservé un durable souvenir.

Nous avons reçu de nombreux visiteurs, par exemple :

- le 22 avril et le 11 juin, les membres du club de « Madame Inter » de Vienne et de la région, visite commentée par votre serviteur ;
- le 30 juin, réception des membres de la Société archéologique de la Drôme par MM. Ruf, Gourdant, J. Guyamier et nous-même ;
- Les membres de l'académie du Beaujolais tout dernièrement, par Mlle Andrée Jacquet.

C'est toujours avec plaisir que notre activité s'oriente vers la jeunesse. C'est ainsi que votre président a utilement conseillé un groupe de jeunes scouts, « les Rangers », désireux de connaître votre ville, son passé, son présent, son avenir, pour leur faciliter la rédaction d'une brochure sur Vienne.

Notre président leur a servi de conseiller et de guide, avec la collaboration de notre jeune ami, Jacques Guyamier.

En juillet avait eu lieu sur la terrasse du cloître de Saint-André-le-Bas, favorisée par un temps magnifique, l'amicale réception habituelle des jeunes gens et jeunes filles du groupe des Echanges internationaux.

Notons encore en septembre, la visite d'un groupe d'élèves de l'école du Louvre par Mlle Andrée Jacquet.

En novembre, sur l'initiative de Mme Garde, la section culturelle des élèves de Bon-Accueil, par notre ami Jean-François Guillet.

Auparavant, au début du mois d'octobre, nous avons été conviés par la société des « Amis du Vieux-Saint-Etienne », dont les membres avaient consacré, il y a deux ans, une journée à la visite de nos monuments, visite que nous avons relatée en son temps. Cette société, fort dynamique, groupe un nombre important de participants. Son siège social est situé dans une maison ancienne de la ville, l'hôtel de Villeneuve ; elle y a réuni un petit musée fort intéressant et une très importante bibliothèque : ces deux réalisations sont en progression constante, d'où nécessité d'un nouvel aménagement auquel s'emploie avec beaucoup de dévouement et de savoir le président, M. Jean Tenant, et les membres du conseil de cette société. Des conférences ont lieu très fréquemment, et votre président, Marcel Gourdan a prononcé ce soir-là une causerie sur Vienne romaine et Vienne chrétienne, devant un très nombreux public, dans une salle de la Chambre de commerce. Elle fut illustrée par un très beau film sur Vienne, réalisé par un membre du groupe, M. Louis Vincent.

Revenant à notre bulletin, je vous signale que deux nouvelles demandes d'échanges de publications nous sont parvenues tout dernièrement. La société des « Amis de l'abbé Boisse », ce savant drômois trop modeste qui était notre sociétaire, a été fondée en vue d'honorer sa mémoire et d'assurer la pérennité de ses travaux scientifiques, historiques et littéraires, ainsi que la poursuite de ses recherches. Elle édite à cette fin une très intéressante revue : « Recherches tricastines ». Un musée archéologique a été fondé aux Granges-Gontarde où l'abbé Boisse exerçait son ministère. Il est destiné à recueillir tous les objets découverts par lui et par ses élèves dans cette région du Tricastin ; il s'enrichit constamment.

D'autre part, M. Alain Duval, conservateur du Musée des antiquités nationales du château de Saint-Germain-en-Laye, fait paraître un bulletin annuel ; son titre : « Antiquités nationales ». Il nous écrit : « Nous avons envisagé de proposer l'échange entre notre revue et les périodiques que font paraître les sociétés régionales ou locales, parmi lesquelles la vôtre se situe en très bonne place ».

Cet échange sera certainement fructueux.

Nous nous proposons dans un de nos prochains bulletins, de faire paraître une chronique mentionnant le sommaire de tous les ouvrages que nous recevons, afin que vous puissiez les consulter à notre siège.

Sur un autre plan, vous avez pu constater que dans nos vieux quartiers, de nouveaux rez-de-chaussée et boutiques ont été rénovés et remis en valeur. Nous nous en réjouissons tous.

Je suis persuadé que vous attendez avec impatience, de savoir ce que l'on peut réaliser, sur un plan plus général, pour nos vieilles maisons.

Je ne veux donc pas retarder plus longtemps votre attente et le plaisir que vous aurez à écouter nos conférenciers.

RAPPORT DU PRESIDENT

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

Vous venez d'apprécier la minutie avec laquelle notre trésorier, M. Jacob, tient les comptes de notre société. Je suis heureux de le remercier en votre nom.

Nous avons beaucoup de chance aussi d'avoir pour secrétaire M. Garon, qui vient de vous présenter avec sa précision habituelle, le rapport d'activité. Qu'il soit remercié du dévouement sans limite qu'il nous apporte depuis bien des années. Mieux que quiconque, votre président est en mesure d'apprécier la valeur de son concours dans les deux activités complémentaires dans lesquelles il le retrouve constamment : « Amis de Vienne » et Syndicat d'initiative.

Merci aussi à vous tous, chers sociétaires, qui êtes venus ce soir, témoigner par votre présence, l'intérêt que vous portez à notre société, à notre conférencier et au sujet qu'il doit traiter.

Je suis heureux de saluer la présence parmi nous, de M. Georges Abert, non seulement parce qu'on est toujours heureux de trouver un ami à ses côtés, mais parce qu'en son titre de premier adjoint, il représente le Dr Chapuis, empêché.

Avant de vous présenter notre conférencier et nos invités de ce soir, permettez-moi, ainsi qu'il est d'usage, d'apporter quelques commentaires sur le fonctionnement de notre société et sur nos projets :

Sur le fonctionnement de la société :

Sur les statuts.

Vous avez adopté, sur la proposition du conseil d'administration quelques modifications.

Vous l'avez remarqué, il ne s'agit que de modifications de détails dont l'adoption permettra, d'une part de mettre en bonne harmonie avec notre époque les articles dont la rédaction vieillie était désuète, d'autre part de donner plus de souplesse à certains autres. En aucun cas, il n'y aura d'altération de l'esprit des statuts qui ont régi notre société jusqu'à ce jour.

Sur la gestion de l'immeuble des « Amis de Vienne ».

Vous vous souviendrez sans doute que des travaux importants avaient été entrepris dans notre immeuble de la rue de la Table-Ronde. Ces travaux sont terminés et ils ont apporté des améliorations très valables.

M^e Frécon avait bien voulu se charger des démarches nécessaires à l'obtention des prêts et des subventions qui doivent nous permettre d'assurer le règlement des entrepreneurs. Je remercie son fils, M^e Charles Frécon, d'avoir bien voulu accepter d'assurer la continuité nécessaire à la suite de son père dans les démarches en cours. Grâce à lui, nos intérêts sont en bonnes mains.

Sur les finances.

La cotisation qui était restée stable l'an dernier, a dû être portée à 15 F pour les retraités et les étudiants, à 20 F pour les autres membres. L'augmentation enregistrée sur le prix de revient du bulletin en est la cause. A lui seul, il représente la plus grosse part de votre cotisation. Nous avons voulu, cette année encore, lui garder sa classe habituelle, sans publicité ; le pourrons-nous encore dans l'avenir ? Le seul moyen d'en diminuer le prix de revient, en dehors celui d'y admettre de la

publicité, serait d'en faire un plus fort tirage. La solution est simple. A vous, chers sociétaires, de recruter de nouveaux membres, en nombre suffisant pour justifier le tirage.

Sur le bulletin.

Vous trouverez, avec une certaine émotion, dans le bulletin qui vous est distribué, une étude de notre regretté président, M^e Frécon, sur « le sculpteur Michel-Ange Slodtz » ;

Une importante étude d'un historien de qualité, M. René Herval de l'Académie de Rouen, Grand Prix de l'Académie française, sur le séjour que saint Martin fit à Vienne ;

Et toujours avec le même plaisir, une suite à la traditionnelle étude de notre secrétaire, M. Joseph Garon, sur les vieux quartiers de Vienne ;

Une nouveauté aussi, des chroniques de l'activité artistique locale :

— sur une collection de poupées, par Mlle Jossier ;

— sur la musique, par M. Jean Bouvard ;

— sur les arts graphiques par M. Louis Raibaud ;

— sur l'année théâtrale, par M. Artus.

Ce que sera notre prochain bulletin ? Ce que vous nous aiderez à en faire.

Nous comptons sur vous tous pour parvenir à le réussir. Nous souhaitons une participation plus active de nos sociétaires à sa rédaction. Que ceux qui sont en mesure de nous soumettre, études ou travaux intéressants, ne manquent pas de le faire. Que chacun ne manque pas non plus de nous signaler les études originales capables de retenir notre attention.

Nos projets pour 1970.

Vous avez sans doute remarqué les travaux importants qui ont été réalisés pour mettre en valeur les ruines du château de La Bâtie. Le mérite en revient exclusivement au propriétaire, M. Célette, qui assume seul la charge du débroussaillage et de consolidation de nombreux murs. Grâce à son obligeance, nous pourrons visiter ce qui reste du château de nos archevêques, le samedi 9 mai, après midi, et le dimanche 10 mai, dans la matinée, pour ceux qui ne pourront être libres le samedi.

Le samedi 16 mai. Sous le patronage des « Amis de Vienne », sera donné en soirée, dans le cadre grandiose de la primatiale Saint-Maurice, un récital de musique religieuse, par le quatuor à cordes de Jean-Christian Michel.

Je remercie le chanoine Marchand, curé de Saint-Maurice qui, comme l'an dernier pour la conférence du père Leclerc, a bien voulu répondre favorablement à notre demande.

Le dimanche 28 juin aura lieu notre sortie d'été au château de Saint-Point et à Cluny. Par l'itinéraire de Belleville, Villié-Morgon et le Fût-d'Avenas, nous rejoindrons Saint-Point. Nous verrons l'église, le château et les souvenirs qu'il garde de Lamartine. Enfin, dans le parc, si le temps le permet, à l'intérieur dans le cas contraire, un petit nombre d'élèves du cours d'art dramatique de la ville de Vienne nous présenteront, en hommage au poète, quelques pages de Jocelyn.

Nous déjeunerons à Clermain et l'après-midi, sous la conduite de Mme Chachuat, conservateur, nous visiterons Cluny. Au retour, nous pourrons admirer l'enclos et les terrasses du château de Berzé.

Notre sortie d'automne aura lieu le **samedi 26 septembre**. Elle aura pour objectif le musée de Beaujeu, où nous serons heureux d'admirer la magnifique collection de poupées, que notre administrateur, Mlle Jossier, y a léguée.

Et très accessoirement pour ceux que cela pourrait intéresser, je préciserai à la suite de Mlle Jossier, que le caveau du Beaujolais est très proche du musée.

Sur la réalisation de nos buts.

Nos buts, vous les connaissez et les statuts que vous avez reçus récemment vous les auront remis en mémoire.

Nous sommes contre tout ce qui peut mettre en péril la beauté du site local ou diminuer la valeur du patrimoine artistique et archéologique de la ville ;

Avec la mairie de Vienne, contre la construction d'un toboggan sur la voie express, ouvrage qui défigurerait la beauté des quais du Rhône dans la traversée de la ville ; contre la construction d'immeubles en certains points du centre, là où précisément nous avons le plus besoin d'espaces et de dégagements et où l'aspect de nos monuments anciens risque d'en souffrir.

Par contre, **nous sommes pour** tout ce qui peut valoriser sites et monuments de notre ville ; pour tout ce qui peut la faire connaître, la faire apprécier, la faire aimer ; pour que soient pris en considération certaines de nos suggestions antérieures :

par exemple :

- pour que Vienne puisse désormais s'appeler officiellement « Vienne-la-Romaine » et non Vienne tout cours, l'adjonction de ce qualificatif ne pouvant qu'ajouter au renom et au prestige touristique de la ville ;
- pour que soit donné le nom de l'abbé Cavard à l'une des salles de la bibliothèque municipale, en hommage à celui qui fut un des plus prestigieux historiens de Vienne ;
- pour que soit reconstruite la belle fontaine publique déposée depuis longtemps et qui ornait autrefois le jardin de l'ancien hôpital.

Nous souhaitons enfin, alors que semble imminente la construction d'un pavillon du tourisme, que les changements à intervenir permettent une collaboration aussi totale dans l'avenir que dans le passé entre « Amis de Vienne » et Syndicat d'initiative. Les activités de l'un et de l'autre étant fondamentalement complémentaires.

Je dirai aussi tout l'intérêt que nous portons aux travaux de restauration de monuments actuellement en cours et combien nous souhaitons de les voir progresser rapidement. Il en est ainsi des fouilles de Saint-Romain, du théâtre de l'Odéon, de la primatiale Saint-Maurice et aussi du château de La Bâtie.

Les efforts d'urbanisme, qui contribuent à faire de notre cité une ville propre, coquette et accueillante, ne nous laissent pas non plus indifférents. Nous souhaitons cependant que tout ce qui sera fait puisse tenir suffisamment compte de son caractère ancien et que l'on puisse éviter les solutions qui risqueraient de le compromettre.

Et c'est parce que nos invités de ce jour sont des spécialistes en cette matière, que je suis heureux de les remercier d'avoir bien voulu venir ce soir, en bons voisins, nous faire part de leur expérience et de leurs réussites :

En premier lieu, M. Neyret, qui nous parlera du « Vieux-Lyon d'aujourd'hui » auquel il a beaucoup contribué et de la fédération « Civitas Nostra » qu'il préside avec tant de compétence, et M. Chastel qui est l'architecte du « Vieux-Lyon ».

Le président donne la parole à M. Régis Neyret.

M. Régis Neyret explique aux auditeurs que « Civitas Nostra » est l'appellation d'une fédération des quartiers anciens des villes de la France de l'Est, du Sud, et aussi des villes belges et suisses, fédération créée sur l'initiative de la « Renaissance du Vieux-Lyon » en 1963, en vue d'assurer la pérennité et la revitalisation des centres historiques des villes adhérentes et cela avec le concours des associations des habitants des quartiers concernés qui désirent participer effectivement et directement aux transformations projetées par les techniciens.

Il explique avec beaucoup de détails l'activité de la « Renaissance du Vieux-Lyon », ses buts : d'abord ne pas faire de ce quartier une ville-musée, mais un centre d'activité à la fois culturel et commercial où les habitants jouissent d'une vie normale grâce à la restauration des vieilles demeures et à leur assainissement.

Des progrès ont été accomplis depuis 1960 ; des rez-de-chaussée et même des caves servant d'entrepôts ont été récupérés et sont occupés maintenant par des artisans d'art, des restaurants, des caveaux de dégustation. Des visites commentées sont assurées régulièrement de jour et certains soirs avec illuminations sur rues et sur cours des plus beaux hôtels rénovés. De nombreux problèmes sont encore posés aux animateurs, tel que : celui de la circulation et de la saturation automobile dans le quartier, le relogement sur place des locataires dont les maisons sont en cours de restauration, le danger de constructions abusives à proximité du quartier sauvegardé. Un autre danger réside dans la trop grande prolifération possible des boîtes de nuit et par conséquence de noctambules tapageurs. Des colloques ont lieu sur place assez régulièrement pour la solution de toutes les difficultés auxquelles ont à faire face les membres de cette courageuse association.

Il appartenait à M. Chastel, architecte, d'illustrer cette conférence avec de très belles diapositives représentant les plus intéressantes maisons des quartiers de Saint-Jean et de Saint-Paul dont il a contribué par ses directives à assurer la restauration effectuée par des artisans qualifiés aidés de jeunes étudiants et ouvriers bénévoles. C'est un exemple à méditer et qui pourrait être suivi par beaucoup d'autres villes.

Après les remerciements du président aux conférenciers, M. Abert prend la parole pour exprimer la satisfaction qu'il a ressentie d'assister à cette assemblée. Il félicite la société des « Amis de Vienne » de poursuivre ses activités traditionnelles qui méritent à la fois des encouragements de la population et des édiles de la cité.

Les orateurs sont chaleureusement applaudis et la séance est levée à 23 heures.

SORTIE D'ÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ

Après une nuit d'orage où tous les éléments déchaînés créaient un authentique décor pour quelque drame shakespearien, les « Amis de Vienne » se retrouvaient le lendemain, dimanche 28 juin, dès 8 heures, pour participer à un émouvant pèlerinage lamartinien. Quel contraste ! Ni l'orage de la veille ni le ciel menaçant du matin n'avaient découragé les sociétaires qui savent bien tout l'enrichissement que leur apportent ces sorties toujours préparées avec tant de compétence et tant de soucis dans le détail par le président, M. Gourdant, si bien secondé dans cette lourde tâche par M. Garon.

Après avoir longé les vallées du Rhône et de la Saône, ce matin estompées de brume, c'est la traversée du vignoble du Beaujolais, de cette belle province de Bourgogne dont les vins ont inspiré tant d'écrivains et de musiciens tel Rameau, né à Dijon, qui « donna à la musique une richesse d'orchestration qu'elle ne connaissait pas encore, où résonnent toutes les flûtes, tous les cors, toutes les orgues du vin » et dont Erasme disait avec enthousiasme « Heureuse Bourgogne dont les mamelles produisent un si bon lait ! »

Un court arrêt au col du Fût-d'Avenas où, malgré le froid vif, chacun peut admirer le magnifique panorama ; et c'est le Charolais bien pittoresque avec tous ces champs et forêts tout ruisselants encore de la pluie matinale.

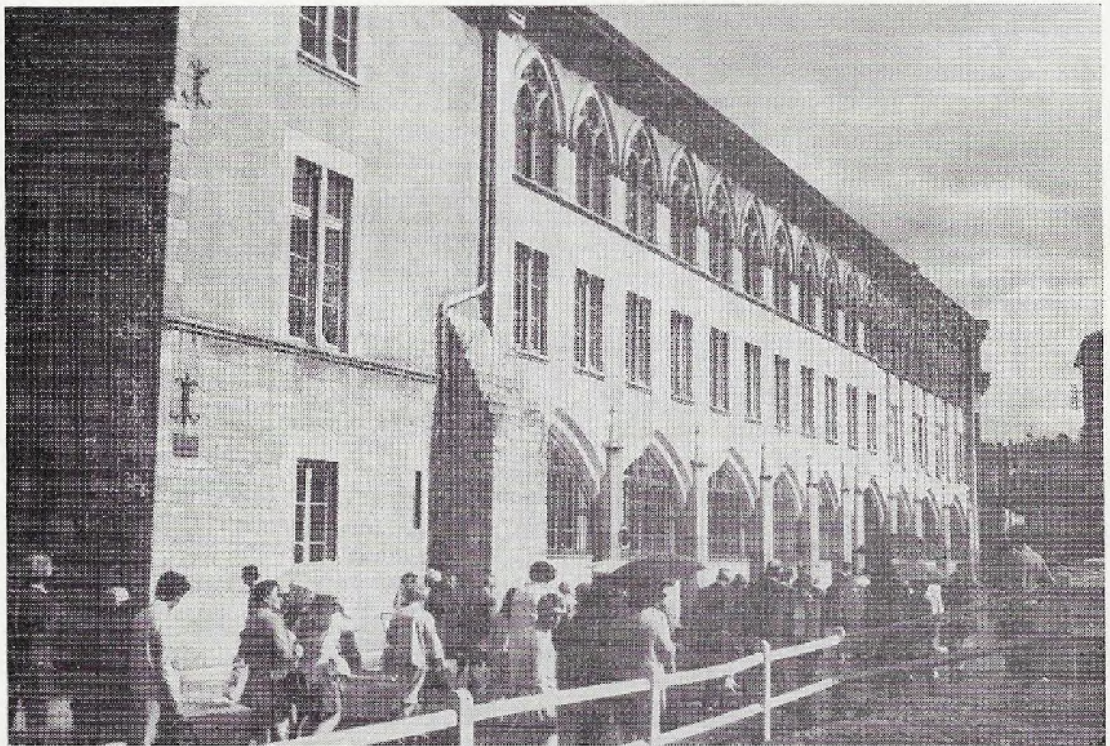
Le château de Saint-Point se dessine bientôt, situé dans un des plus harmonieux décors que puisse rêver un poète romantique ; tout près, la promenade en forêt du chêne de Jocelyn est d'une bien émouvante beauté ! « Les souvenirs abondent, les ombres de Jocelyn et de Graziella nous font cortège, ils continuent de hanter ces paysages ».

Au château, ancien mais restauré au XIX^e siècle, sont conservés bien des souvenirs de Lamartine et des siens (chambre à coucher, cabinet de travail). Les touristes s'attardent à visiter l'église romane où sont pieusement gardées deux peintures exécutées par la mère du poète ; le clocher du XII^e siècle retient également l'attention des visiteurs. Près de là, une petite chapelle gothique abrite un véritable sanctuaire où repose le poète à côté de sa mère, de sa femme et de ses enfants. Une émouvante rencontre !

Sur la proposition du président, M. Gourdant, les trois premiers prix décernés à des élèves de 2^e année du cours d'art dramatique de Vienne, avaient été invités, avec leur professeur, M. Casari, à participer à ce voyage et, après la visite du château, les sociétaires se réunissaient dans la cour et assistaient à un récital d'œuvres de Lamartine où ils eurent le plaisir d'entendre Agnès Filliat dans plusieurs poèmes et Béatrice Marmier et Gilles Gwidsek dans une scène très bien rendue de Jocelyn ; chacun put apprécier le talent plein de promesses des jeunes artistes. M. Casari, leur directeur, donnait ensuite le célèbre poème « Le Chêne » puis « Le Lac » dit avec émotion et discrétion. Le public applaudit



Un groupe des « Amis de Vienne » dans le parc de Saint-Point



A Cluny, façade restaurée de l'ancienne abbaye

longuement cette séance de choix, sensible aux beaux vers qu'il reconnaissait et à la remarquable interprétation.

Que M. Gourdant soit vivement félicité pour son heureuse initiative qui, tout en étant un précieux encouragement pour ces jeunes élèves, avait créé un climat si poétique !

L'heure du déjeuner va sonner, « O temps suspends ton vol », les « Amis de Vienne » ont encore tant à voir, tant à se souvenir. Comment s'arracher à ces lieux charmants quand « la nature est là qui t'invite et qui t'aime », comment, devant le sanctuaire où repose le poète pour l'éternité, ne pas évoquer quelques-uns de ses plus beaux vers.

« Le bonheur de la mort, c'est d'être enseveli »

« J'ai vécu pour la foule et je veux dormir seul »

« oh ! dites-nous ce nom ...

... non, je ne le dis pas sur la terre, à moi-même !

Je l'emporte pour m'embellir le ciel ».

A Clermain, les promeneurs se réunissent pour le repas succulent très bien servi ; chacun est enchanté.

Au dessert, respectant la tradition, M. Gourdant remercie les sociétaires présents pour leur fidélité à ces sorties et présente les excuses des membres empêchés pour des raisons familiales ou de santé, puis il donne lecture d'une lettre de M. Charles Jaillet, ancien président qui, du fait de son éloignement, ne pouvait être présent à ce voyage ; il évoque ensuite le souvenir du regretté Henri Fruton, ancien vice-président, qui vécut à Cluny et dont la famille est présente.

Avant de terminer, le président renouvelle ses chaleureux remerciements à M. Casari et à ses élèves et la caravane prend la direction de Cluny où elle arrive peu après.

Dans le logis abbatial du XV^e siècle de la célèbre cité médiévale qui fut d'abord station romaine puis villa sous les rois francs, se trouve le musée Ochier. Dans les vastes salles aux cheminées splendides, de nombreux souvenirs de la vie des moines de l'abbaye sont exposés. Mme Chachuat, l'éminent conservateur, accueille les touristes viennois pour cette visite privée. Avec une riche documentation, elle évoque le souvenir des grands abbés de la métropole religieuse qui se succédèrent du X^e au XV^e siècle : saint Mayeul, saint Odilon, saint Hugues le Grand qui porta à son apogée la gloire de Cluny qui comptait alors plus de 2.000 dépendances et plus de 10.000 moines.

L'activité des abbés de Cluny dépassait en effet de fort loin les limites de l'abbaye : trois d'entre eux furent élevés au souverain pontificat : Grégoire VI, le pape des croisades et Pascal II. Mme Chachuat rappelle la visite de saint Louis, roi de France, en 1245, qui donna lieu à de somptueuses fêtes.

La règle de saint Benoît qui régissait la vie de l'abbaye imposait au religieux la loi stricte du travail et de la prière, il devait, en outre, chanter les louanges de Dieu, jour et nuit. Cette règle ne proscrivait pas la culture des lettres et des arts. Les moines terriens pouvaient se faire inventeurs, architectes, maçons, sculpteurs, verriers, orfèvres.

Le musée conserve d'admirables témoins de ces activités : riches incunables et manuscrits aux délicates miniatures.

De son importante bibliothèque, de très nombreux ouvrages n'ont pu être encore étudiés (livres écrits à Cluny ou sur l'abbaye) traitant de la nécessité religieuse, ou travaux sur la médecine.

L'église abbatiale mesurait 171 m de long et se composait d'un vaste narthex de 5 travées, de 5 nefs se terminant suivant l'usage bénédictin par un chœur très profond ; 5 chapelles, 2 transepts, 7 tours complétaient cet édifice colossal presque entièrement roman qui fut, malheureusement, détruit au début du XIX^e siècle ; seuls subsistent le bras sud du grand transept avec sa tour et le clocher octogonal de l'eau bénite, magnifiques fragments, seuls témoins d'une architecture splendide mais qui ne donnent à l'esprit qu'une faible idée de la majesté de l'édifice primitif. Au-dessus d'une belle salle voûtée, aux élégantes ogives, se trouve le farinier de l'abbaye (XIII^e siècle) où sont exposés les remarquables chapiteaux romans du chœur de l'église abbatiale, sauvés du désastre : Adam et Eve, L'Apiculteur, Les Quatre Fleuves du paradis, Les Saisons et les Vertus, quelques frises sculptées, des portes de divers styles sont les autres témoins de la magnifique décoration des édifices abbatiaux.

Dans le cellier, se trouvent rassemblés de beaux fragments de sculptures d'époques diverses, en particulier des signes du zodiaque.

Cette partie de la visite était guidée par M. J.-C. Gosse, dont les commentaires savants, agrémentés d'anecdotes contées avec verve et humour, enchantèrent l'auditoire.

Pour achever cette sortie déjà si riche d'enseignements, les promeneurs se dirigent vers Berzé-le-Châtel. Comme elle a fière allure cette demeure féodale avec ses tours, ses remparts et comme ses jardins sont beaux, que, par autorisation spéciale du propriétaire, le comte de Milly, les « Amis de Vienne » ont pu visiter ; de la terrasse la vue est impressionnante, dominant un vaste paysage agreste avec, dans le fond, la Roche de Solutré, haut lieu de la Préhistoire.

Après avoir remercié le président, M. Gourdant, et M. Garon pour le soin qu'ils ont apporté à l'organisation de cette promenade qu'ils ne sont pas près d'oublier, les « Amis de Vienne » rentraient, heureux d'avoir pu, au milieu de paysages tout imprégnés de fraîcheur et de sérénité, éprouver tant d'émotions poétiques : poésie lyrique de Lamartine, poésie des vieilles pierres de Cluny. Non, la poésie n'est pas morte !

A. VAGNON

SORTIE D'AUTOMNE

Les seigneurs de la maison de Beaujeu jouèrent un rôle important depuis le IX^e siècle jusqu'au rattachement à la couronne de France. De leur château, rien ne subsiste ; leur ancienne capitale, Beaujeu, est aujourd'hui une petite ville calme et tranquille, dans un joli site.

Le samedi 3 octobre, un groupe de sociétaires se retrouvaient au début de l'après-midi, devant l'hôtel de ville, dans une annexe duquel est installé le musée des Traditions populaires du Beaujolais, but de leur visite.

Ce musée fut fondé par Marius Audin en 1942 pour abriter quelques vestiges de l'ancienne ville, illustrer les traditions locales et abriter une collection de poupées anciennes, léguée par Mme Poiron, antiquaire de Villefranche.

A ces poupées de mode, aux ravissants costumes du Directoire et du second Empire est venue s'ajouter la très importante collection offerte

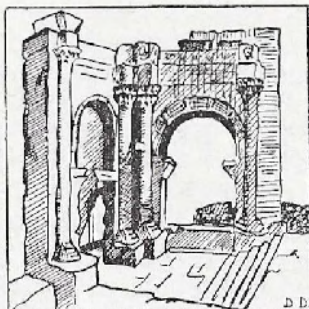
par Mlle Elisabeth Jossier, notre sociétaire ; elle rassemble des poupées champenoises aux belles coiffes de dentelle, mais surtout des poupées italiennes, aux costumes scrupuleusement reproduits, taillés dans de somptueux tissus, costumes des Abruzzes, du Latium, du Piémont. Les poupées de Sardaigne sont particulièrement remarquées.

Tous ces petits personnages, aux attitudes variées, sont très vivants et leurs visages aux yeux de verre, très expressifs ; la présentation dans des vitrines savamment éclairées avec un mobilier à leur échelle, petites tables, commodes, services à thé en opaline ou en étain, est tout à fait remarquable.

Mlle Durhône, conservateur de ce gentil musée, commente longuement et guide les visiteurs dans d'autres salles, notamment celles où sont représentés un intérieur de vigneron beaujolais, aux beaux meubles rustiques avec personnages en grandeur nature, et tous les outils utilisés pour la culture de la vigne et la production du vin.

Après une courte halte au caveau de dégustation voisin dont l'installation pittoresque retient l'attention et la visite de l'église Saint-Nicolas dont le beau clocher roman forme, avec une maison ancienne et un parc verdoyant, un charmant ensemble, les Viennois prennent la route du retour aux derniers rayons du soleil couchant.

J. GARON



ETUDES

LES MAISONS DES PAUVRES

Notre regretté vice-président Henri Fruton nous a laissé un certain nombre de documents, résultat de ses recherches sur le passé de Vienne. Il nous a demandé de publier dans le bulletin ceux qu'il estimait devoir intéresser nos sociétaires « bien que, nous disait-il, il s'agisse de notes sans doute incomplètes, qui n'épuisent pas les questions traitées, mais qui pourront précisément servir de guides à d'autres chercheurs intéressés... »

Nous sommes heureux de rendre hommage à sa mémoire en publiant dans ce numéro ses notes sur les « Maisons des pauvres à Vienne ».

Les distributions de secours aux indigents furent au Moyen Age l'apanage exclusif, des églises et communautés religieuses (1) ; c'est ainsi qu'à l'abbaye Saint-Pierre, la maison de l'Aumône Saint-Pierre, située en dehors des remparts du monastère, avait cette mission charitable. Une autre maison-Dieu de la Miséricorde fut fondée par les archevêques dès le VIII^e siècle.

Autour de la ville de nombreuses maladreries existaient pour héberger les voyageurs malades.

Enfin les hôpitaux comme nous le verrons furent fondés également par des religieux, par les archevêques ou le chapitre de Saint-Maurice :

A l'intérieur des remparts l'hôpital du Pont-du-Rhône près de la porte du même nom ; au nord l'hôpital Saint-Antoine près de la porte Mauconseil et de la maison des Epies ; à l'est l'hôpital Saint-Martin ; au sud l'hôpital Sainte-Marie-de-Notre-Dame ou de Fuissin qui devint l'hôpital Sainte-Catherine.

A l'extérieur du rempart l'hôpital Notre-Dame qui devint l'hôpital Saint-Jacques.

Cependant les consuls intervenaient souvent en faveur des personnes ayant besoin d'une aide pécuniaire ou de soins, les « économiquement faibles » de l'époque.

A partir du XVI^e siècle lorsque l'administration des hospices passa sous leur tutelle, leur participation fut en quelque sorte

(1) Cf. Charles Jaillet. « Histoire consulaire de la ville de Vienne », t. I, pages 139 à 190.

officielle et généralisée. De cette époque date également l'essor d'innombrables confréries, associations pieuses et charitables ou groupements professionnels (2).

LA MAISON DE L'AUMONE

Ce fut le plus ancien hôpital de Vienne. D'après l'historien Drouet de Maupertuis ! Guiguer, abbé de Saint-Pierre, et Héraldus, moine, firent construire pour les malades un hôpital au lieu-dit « Caprasia » ou « Capriara » (chèvrerie), à l'endroit où sont aujourd'hui les capucins (3) ; c'est-à-dire près du palais supérieur, vestige du palais romain des empereurs que le seigneur de Pagny, comte de Vienne, avait cédé à l'archevêque Jean de Bernin en 1262 » et que les archevêques de Vienne habitèrent un temps.

L'hôpital, s'il fut fondé comme on le pense au VIII^e siècle, fut sans doute réparé à différentes reprises. On sait peu de choses sur cet hôpital qui disparut à une date inconnue alors que s'élevaient d'autres hôpitaux à l'intérieur et aux portes de la ville.

HOPITAL DU PONT-DU-RHONE

On l'appelait aussi hôpital Sainte-Marie du Pont-du-Rhône ou Notre-Dame-de-Pitié du Pont-du-Rhône.

Il fut construit par l'archevêque Jean de Bernin en 1254. Il comprenait une salle très vaste partagée dans sa longueur par une cloison qui séparait les deux sexes.

Chorier et Charvet nous en ont donné la description, bien qu'au temps de ce dernier l'hôpital ne fonctionnât plus : « Il y avait à l'ouest, au fond de la salle, un autel solide en forme de jubé où l'on montait par cinq ou six degrés, ce qui permettait aux malades d'entendre la messe et de voir le prêtre officier ».

Cet hôpital reçut de nombreux dons et notamment en 1522 de Claude de Nièvre, chanoine et chantre du chapitre de Saint-Maurice et en particulier une maison à proximité de cet édifice et dans laquelle il avait fondé une chapelle ; ses armes étaient sculptées aux clefs de voûtes de la chapelle. (Elles étaient « *d'azur semé de croisettes, recroisetées, à pied fiché d'or au griffon volant de même* »).

(2) Claude Faure. « Mélanges d'histoires viennoises », page 49.

(3) « Histoire de la sainte église de Vienne » — 1708.

Cette maison fut habitée par les pères augustins déchaussés qui étaient chargés du service de l'hôpital pendant un certain temps.

En 1531 et 1532, de graves épidémies sévirent dans la ville et l'hôpital fut prêté aux consuls.

L'hôpital fut réuni à l'hôpital Saint-Paul en 1536. La maison de l'hôpital fut occupée par les chantres du chapitre de la cathédrale et la grande salle servit à différents usages, notamment de 1557 à 1565 où un moulin à soie fut installé.

En 1737, la chapelle fut convertie en écurie et remise, mais pour la plus grande partie les bâtiments furent détruits par un incendie en 1742 et finalement tout fut démoli en 1841, lors de la prolongation des quais.

Sur le pont du Rhône était érigée une chapelle qui dépendait de l'hôpital, lequel possédait aussi des terres, notamment près de Sonnay (Isère), une terre de trois éminées (environ 52 ares) sur laquelle se trouvait une fontaine dite « Sainte-Font » qui avait la propriété de certaines guérisons.

L'HOPITAL SAINT-ANTOINE

Il était situé au nord de Vienne, entre la porte de Lyon et la porte Mauconseil.

On a peu de renseignements sur cet hôpital à ses débuts ; il fut cédé aux antonins et érigé en commanderie en 1275 sous l'archevêque Guy d'Auvergne. Les antonins soignaient surtout les malades atteints du « mal des ardents », jusqu'au XIV^e siècle, époque où cette maladie disparut.

L'HOPITAL SAINT-MARTIN

L'hôpital Saint-Martin se trouvait à la porte de la Fusterie.

Il avait été construit en 1266 par les soins des religieuses nobles de Saint-André-le-Haut et dirigé par les chanoines de Saint-Ruf qui occupaient alors le monastère de Saint-Martin. Après la disparition des chanoines de Saint-Ruf, l'hôpital fut gouverné par des prêtres collégiés de la cathédrale Saint-Maurice qui étaient eux-mêmes curés de la paroisse Saint-Martin. C'est ainsi qu'un prêtre incorporé, Pierre Denjs, titulaire de la maison qui joignait l'abbaye Saint-Ferréol, fut curé de la paroisse de Saint-Martin de 1472 au 4 octobre 1493, date de sa mort et à ce titre recteur de l'hôpital.

Cet hôpital ne dépendait pas de l'archevêque, il échappait à sa juridiction et c'est pourquoi il ne s'est pas réuni à l'hôpital Saint-Paul, comme nous le verrons pour les autres, en 1536.

Il disparut seulement en 1572, date à laquelle il fut démoli.

L'HOPITAL SAINTE-MARIE-DE-NOTRE-DAME

L'hôpital Sainte-Marie-de-Notre-Dame appelé aussi Notre-Dame-du-Fuyssin devint hôpital Sainte-Catherine.

Cet hôpital fut construit en 1314 sous l'archevêque Briand de Lagneu (1305-1317), grâce aux dons d'une dame Pétronille Pellier qui avait cédé une maison et un jardin.

La consécration officielle de cette fondation fut faite par cet archevêque, par des lettres qui unirent la direction de cet hôpital à l'archiprêtrise de Saint-Vallier. Il paraît que cet hôpital ne se maintint pas très longtemps. Il fut fondé une seconde fois par un prêtre de l'Eglise de Vienne, Josserand Megeti, sous le titre d'hôpital de Sainte-Catherine et il fut réservé à l'usage exclusif du clergé. Le curé de la Croix de la Cathédrale fut recteur de cet hôpital.

L'hôpital et tous ses bâtiments furent donnés en 1536 par l'archevêque de Vienne aux consuls pour la ville ; uni à l'hôpital Saint-Jacques-hors-la-Porte, il fut par la suite désaffecté.

On peut situer son emplacement entre les rues actuelles Milleret, Boson et le cours Brillier.

L'HOPITAL SAINT-JACQUES-HORS-LA-PORTE

L'hôpital Saint-Jacques-hors-la-Porte succéda à l'hôpital Notre-Dame : il avait été fondé en 1314 par Martin de Nahum, archiprêtre d'Annonay, sous le titre de Notre-Dame, Saint-Pierre et Saint-Blaise. On l'appelait couramment hôpital Notre-Dame-de-la-Porte-d'Avignon. Il était administré par des bénédictins.

Lorsqu'en 1330, l'archevêque Bertrand de la Chapelle supprima la paroisse de Saint-Alban-de-Navou, il attribua les revenus du territoire de cette paroisse à cet hôpital. Par la suite sa mission consistait à héberger les pèlerins de passage à Vienne.

Désaffecté en 1535 et cédé à la ville en 1536, il fut démoli en 1548 par les consuls, car il servait de repaire à des vagabonds. On respecta pourtant provisoirement sa chapelle où l'on venait révéler les reliques de saint Jacques et de saint Alban. On peut supposer qu'il se trouvait approximativement sur l'emplacement de l'immeuble H.L.M. n° 6 du cours Brillier.

LA MAISON DES EPIES

La maison des Epies, hospice des « pauvres infectés » ou hôpital des « pestiférés » des Epies, fut installée dans une maison portant ce nom par les consuls le 30 mai 1496. Cette maison fut reconstruite et aménagée en hôpital pour recevoir les malades

atteints de la peste car de 1451 jusqu'en 1647, « il ne s'écoulait pas vingt ans sans que ce fléau ne ravagea la ville » (4).

Il y avait un cimetière clos de murs, une chapelle sous les vocables de saint Sébastien et de saint Roch. L'hôpital fut agrandi en 1510 et en 1545 on établit le chemin des Epies. L'épidémie de 1546 fut si grave qu'il fallut transporter une partie des malades à l'hôpital du Pont-du-Rhône.

Cet hôpital eut de nombreux avatars : en mars 1565 il fallut nettoyer entièrement les bâtiments et construire tout autour des cabanes pour y loger les pestiférés et ceux-ci étaient tellement nombreux que l'on dut en évacuer dans le prieuré voisin de Saint-Pierre-entre-Vignes ; la maison désaffectée vers 1594, en partie démolie, fut reconstruite en 1599, mais détruite par un incendie en 1636. Le terrain fut cédé par la ville en partie aux dames de Saint-André-le-Haut et en partie aux capucins.

LE GRAND HOTEL-DIEU OU HOPITAL SAINT-PAUL

Il fut fondé nous disent les anciens historiens de Vienne pour « l'esbergement des pauvres » par l'archevêque Pierre Palmier et son frère le vi-bailli au XVI^e siècle (5).

La construction fut terminée par l'archevêque Charles de Marillac. Erigé sur le territoire des cloîtres, il fut administré par le chapitre de Saint-Maurice. Chorier nous a laissé une description de cet hôpital tel qu'il subsistait à son époque : « la chapelle Saint-Antoine est voûtée et d'une grande structure, plus capable de résister au temps que de mériter l'admiration » ; par contre « la salle qui lui est contiguë du côté nord où se font les assemblées des directeurs est fort spacieuse, l'escalier par où l'on y monte est un des plus beaux qu'on puisse voir... ». Mais déjà à cette époque les guerres de Religion avaient mis à mal le grand portail dont les statues étaient en partie brisées...

Les consuls ayant demandé que l'hôpital leur fut remis, le recteur (6), l'archevêque et le chapitre finirent par accepter en 1534. Le 19 janvier 1543 le Parlement de Grenoble publia un arrêt en ce sens. D'ailleurs dans tout le royaume les hôpitaux passèrent sous la dépendance des municipalités comme l'ordonnait l'édit de François 1^{er}. Enfin l'édit de Villers-Cotterêts du 17 janvier 1546 ordonna que les quatre hôpitaux de Vienne, c'est-

(4) Mermet. « Histoire de Vienne ».

(5) Lelièvre, Maupertuis, Charvet. « Histoire de la sainte église de Vienne ».

(6) Gilles Maximi, chanoine et chantre de Saint-Maurice.

à-dire, l'hôpital du Pont-du-Rhône, l'hôpital de Saint-Paul, l'hôpital de Saint-Jacques, celui de Sainte-Catherine-de-la-Porte-d'Avignon, seraient dirigés par les mêmes administrateurs siégeant dans la grande salle de l'hôtel-Dieu Saint-Paul.

L'hôpital fut presque entièrement incendié le 1^{er} février 1758, reconstruit en partie en 1759 et achevé seulement en 1816.

En 1939 commence la démolition totale de ses bâtiments achevés après la dernière guerre. Sans vouloir rentrer dans les détails de son administration, nous signalons que le consul plus spécialement chargé de l'administration des revenus était appelé « le maire de l'hôpital » (7).

LA MAISON DE LA CHARITE

La Charité avait été instituée, ou du moins réglementée, en 1328 par l'archevêque Bertrand de la Chapelle (1328-1353). Il y avait la grande et la petite Charité. Elle reçut des dons : notamment Isabelle d'Anthon, veuve de Guigue, seigneur de Beauvoir, dans son testament rédigé le 4 septembre 1343 porte un legs pour la petite et la grande Charité de Vienne.

En 1530, la grande et la petite Charité étaient sous la direction des consuls. Une confrérie de la petite Charité avait été créée tout d'abord à l'intérieur de l'hôtel-Dieu Saint-Paul en 1593. En 1644 elle fut installée à l'emplacement du vieux collège. Elle s'était séparée de l'hôtel-Dieu grâce à des dons qu'elle avait reçus et surtout grâce à un legs que lui fit la dame Marguerite de la Baume-Suze, fille de Jeanne de Maugiron, ce qui permit de construire des bâtiments importants dont une chapelle qui est encore debout (8).

(7) Cf. Bulletin des « Amis de Vienne », n^{os} 19 et 20 — 1923-24 — Francis Bresse. « Notes d'histoire sur l'hôpital de Vienne ».

(8) La maison du n^o 7 de la rue des Orfèvres fut pendant un temps propriété des Maugiron. Il est possible que le bas-relief de sculpture assez fruste et qui est situé dans la montée d'escalier de cet immeuble et qui représente une femme ramassant au lever du jour un enfant nu, puisse représenter « La Charité » en commémoration du souvenir de cette dame de la Baume-Suze.

Nous ne savons à quelle époque cette sculpture a été transportée dans cette maison. Cf. Bulletin des « Amis de Vienne » n^o 62, page 55 (N.D.L.R.).

La Charité obtint le 16 novembre 1676 du vicomte de Polignac, seigneur de Plaisians et de Beauvoir-de-Marc, le château de Beauvoir avec terres, prés, vignes, bois, etc..., cens, servis (revenus), rentes, pensions...

Le château de Beauvoir fut par la suite en partie détruit et les dirigeants de la Charité vendirent le château, ou plutôt les matériaux de ce château.

A la Révolution les biens de la Charité furent vendus à l'encan (9).

Henri FRUTON.



(9) Actuellement la chapelle de la Charité sert de dépôt de matériel et mériterait un autre sort, d'autant plus que les monuments du XVIII^e siècle sont rares à Vienne. L'intérieur possède encore des vestiges de décoration intéressants ; une restauration intelligente permettrait d'utiliser ce bâtiment ancien par exemple pour des expositions artisanales ou autres... (N.D.L.R.).

EXTRAIT DU LIVRE «MÉLANGES D'HISTOIRE VIENNOISE»

PAR CLAUDE FAURE

Au moment où s'ouvre à Vienne un nouveau lycée, ou plutôt une succursale du lycée Ponsard, nous avons pensé que beaucoup de Viennois seraient intéressés par une étude concernant le règlement du collège de Vienne en 1550 et la situation du collège de Vienne après la suppression de l'ordre des Jésuites. Ces deux articles sont extraits du livre « Mélanges d'histoire viennoise » dont l'auteur était l'éminent archiviste du Rhône, M. Claude Faure, ouvrage qui avait fait l'objet d'une édition de la « Société des Amis de Vienne » et qui est introuvable aujourd'hui.

Nous remercions très vivement Mme Claude Faure et sa fille, en religion sœur Claude Catherine Faure, de nous avoir aimablement autorisé de procéder à cette publication. (N.D.L.R.)

I. - LE REGLEMENT DU COLLEGE DE VIENNE EN 1550

Jusqu'au XVI^e siècle, on ne trouve dans les registres consulaires de Vienne aucune délibération relative à l'instruction publique. Le soin d'enseigner la jeunesse devait être laissé tout entier au clergé, notamment au chapitre de l'église Saint-Maurice, dont un des dignitaires s'appelait l'écolâtre ou capiscol. Même, les premières fois que les consuls choisissent des recteurs pour les écoles de Vienne, c'est avec le consentement du doyen du chapitre, à qui appartient le droit de nomination.

Il en est ainsi, le jeudi 12 septembre 1532, lorsque les consuls admettent pour régir les écoles de Vienne, maître Antoine Franchessin, prêtre, et Jacques Daddoux, tous les deux maîtres ès arts ; ils doivent être présentés au doyen avant d'entrer en fonctions (1). Les gages attribués aux deux régents sont seulement de 20 livres tournois par an. La ville, il est vrai, paye le loyer de l'école. C'est certainement à la modicité du traitement qu'il faut attribuer les fréquents changements de régents. Le 15 juillet

(1) Archives de Vienne, BB. 15, fol. 36.

1533, on choisit pour régir et gouverner les écoles maître Antoine Gonard et Germain Damas (2). Le 18 avril 1535, nouveau changement.

« Assemblez en la maison du consulat tous messieurs les consulz, excepté maistre Benoit Parys, consul absent de la cité, sont sourvenuz maistres Jaques Astier et Denys Long prestres, lesquels se sont présentez à régir les grans escolles de la ville, en leur eslargissant les gaiges et stippendiez accoustumés donner aux aultres maistres qui ont régi par cy-devant, qu'est de vingt livres tournois avecques la maison de la grande escolle. Et lesquelz messieurs les consulz, après avoir ouy ce que dessus et estre informés de leur souffisance, science et capacité, ont consenty avoir et régir lesdites escolles de la cité avec les gaiges de vingt livres tournois annuelles à leur payer doresnavant de quarton en quarton, saus aulcune conséquence et tant que plaira à la ville et non aultrement ; car n'a pas long temps que l'on ast acomancé à leur donner telz gaiges, sinon pour aultant de les entretenir ycy pour fere leur devoir à endoctriner et edifier en bonnes meurs et sciences leurs escolliers ; et aussi leur fourny sera de ladicte maison de la grande escolle ne reste sinon que monsieur le doyen auquel appartient la collation et admissions d'icelles escolles les vueille admectre (3) ».

On trouve encore de nouveaux régents choisis à la date du 15 août 1537 (4)...

La maison de la grande école était prise à bail par les consuls, de Gonnese, veuve d'Arnaud Guiche, pour le prix de 9 livres par an (5). En 1536, une chambre pour le grand maître de l'école fut prise en location de Mathieu de Montléans pour la somme de 8 petits florins chaque année (6).

De 1532 à 1550, il y eut donc des tentatives pour organiser l'instruction publique à Vienne sous la direction des consuls. Les premiers essais semblent avoir assez médiocrement réussi. A un certain moment, les gages attribués aux régents furent supprimés. Maître Germain Damas, régent en 1533, apparaît comme principal du collège de Vienne en 1550. Il avait promis d'exercer ces fonctions sans demander aucune subvention à la ville. Mais cette situation ne put pas durer. Le 25 mars 1550, les consuls et les notables s'assemblèrent dans la maison commune.

(2) Archives de Vienne, BB. 15, fol. 71.

(3) Ibid., fol. 108 v°.

(4) Ibid., fol. 192 v°.

(5) Ibid., fol. 83.

(6) Ibid., fol. 125.

A la requête de maître Germain Damas, ils décidèrent de nommer une commission pour visiter le collège et « pour en cas qu'il y eut plus grand charge que prouffict », accorder au principal « quelque honneste somme d'argent de gaige, mouyennant laquelle il sera tenu entretenyr ledict collège comme cy-devant a esté faict ». Le lendemain, la commission visita les classes, salles et chambres du collège et chargea Germain Damas de composer un règlement (7).

Le 4 mai 1550, lecture de ce règlement fut faite par le secrétaire de la ville à l'assemblée des consuls et des notables. L'ordonnance pour « la réformation et aulgmentation du collège » fut adoptée à la majorité des voix. On décida que le principal et les régents devraient désormais promettre de l'observer. Un nouveau principal, maître Aimé Josserand, fut choisi « pour parachever la réformation dudict collège ». On déclara que maître Germain Damas ne pouvait plus continuer ses fonctions (8). Deux mois plus tard, le 7 juillet, on lui paya une somme de 50 livres pour ses gages et les réparations qu'il avait faites au collège (9).

Le secrétaire de la ville a transcrit dans le registre des délibérations consulaires l'« ordonnance sur la réformation et aulgmentation du collège de Vienne ». C'est un document du plus haut intérêt (10).

*
**

Le premier article établit une commission de surveillance composée de trois membres...

Cette commission était chargée de surveiller à la fois l'enseignement donné aux élèves et l'administration du principal.

Le principal avait des pouvoirs très étendus : il administrait le collège et veillait au bon ordre et à la discipline. L'instruction était donnée par quatre régents. Les élèves se divisaient en deux catégories : les internes appelés « commensaux » ou « portionistes » et les externes nommés « martinets ». Ceux-ci pouvaient se faire accompagner aux leçons des régents par leurs pédagogues. Enfin, il devait y avoir au collège au moins deux valets, un portier et un cuisinier, et une vieille chambrière.

Voici les articles du règlement relatifs au principal, aux régents et aux domestiques :

(7) Archives de Vienne, BB. 24, fol. 41-42.

(8) Archives de Vienne, BB. 24, fol. 51.

(9) Ibid., fol. 85 v°.

(10) Ibid., fol. 54-64.

« Aura audict collège ung principal, homme de crédit, savant, de bonne vie et meurs, qui aura la charge universelle dudict collège, qui entretiendra ledict collège à ses despens, nourrira les régens d'icelluy et commensaulx et poursionistes ès gains, prouffictz et eztatz cy-après déclairez et à son péril et charge. Et aura toute correction première tant sur lesdictz régentz que sur lesdictz commensaulx, pédagogues et martinetz par tout le collège, pour iceulx chastier et faire chastier et corriger ès cas méritants pugnition audict collège par voye de correction et discipline, et aultrement aura semblable povoir auctorité et prééminence sur les dessusdictz tant dedans que dehors comme ont les principaulx des collèges de Paris (11) et le semblable soyt dict pour le regard des régentz.

« Et sera tenu ledict principal se tenir continuellement dans ledict collège, mesmes (surtout) ès heures des leçons et disputations et aultres heures le plus qu'il pourra, pour atandre à l'entretienement et observation des ordonnances qui s'ensuyvent, tant de l'érudicion et enseignement desdicts enfans, que sur leurs vivres et despances. Et pourtera ordinairement ledict principal hors de chambre et hors de l'heure des repas, tant dehors que dedans ledict collège, ung chapperon doctoral et ne sourтира hors dudict collège sans cause légitime et sans ledict chapperon.

« Item, sera tenu ledict principal nourrir et entretenyr audict collège quatre régentz savantz et de bonnes vies et meurs qu'il pourra instituer et destituer quant bon luy semblera toutefois seront provez et receuz lesdictz conservateurs et consulz de Vienne appelez. Et pourteront ordinairement les borrelectz à la forme des régentz de Paris et bonnectz carrez et robbes longues.

« Item, troys varlectz ou du moings deux varlectz et une vieille chambrière ; lesquelz varlectz feront protection ès lettres, mesmes le pourtyer qui sera fort et puyssant, et le cuysinier ou despancier ».

Les articles suivants sont relatifs au chauffage, à l'éclairage, au blanchissage. Les obligations du principal sont minutieusement fixées ; on détermine jusqu'au poids des chandelles...

*
* *

L'ordonnance se poursuit par une longue série d'articles « sur l'ordre des leçons et discipline dudict collège ».

(11) Sur l'organisation des collèges parisiens, il faut lire deux chapitres très intéressants et très vivants de Jules Quicherat dans « L'Histoire de Sainte-Barbe », Paris, 1860 - 3 vol. in-8° ; ch. IX et X : Tableau d'un collège vers 1500.

Le premier article proclame l'obligation pour les écoliers — générale à cette époque (12) — de toujours parler en latin.

« Premièrement que lesdictz escolliers parleront toujours latin audict collège sur peyne de estre fessés irrémissiblement ».

Le fouet est une punition dont il est parlé à plusieurs reprises dans le règlement. Un costume uniforme est imposé à tous les élèves, internes et externes, et même aux précepteurs de ces derniers...

« Item, que lesdicts commensaulx pourteront ordinairement la sainture sur leurs manteaulx et robbes ; laquelle sainture pourteront aussi lesdictz martinctz et pédagogues dans ledict collège, laquelle ils seront tenuz prendre et mettre sur leurs dictz manteaulx et robbes à l'entrée dudict collège sur peyne d'estre irrémissiblement fessés par auctorité dudict principal et des régentz, esquelz est enjoinct sur peyne de privation de leurs gaiges d'ung moys pour chescune foys qu'ilz seront treuvez avoir fally à ladicte correction ».

Le dernier article du règlement contient encore des prescriptions sur le costume et accorde une certaine liberté aux pédagogues...

Très sagement, en vue d'éviter des querelles et des rixes sanglantes, il était interdit à tous de porter des armes dans l'intérieur du collège.

« Item qu'il ne sera loysible à régens, commensaulx, pédagogues, leurs disciples et martinctz avoyr ny pourter dans ledict collège espées, dagues, marteaulx, ors qu'ilz pourront avoir leurs couteaulx à leur service à table qu'ils ne pourteront sur eux ».

Les blasphèmes étaient punis du fouet et le châtiment était alors appliqué avec une solennité particulière.

« Tous commensaulx, martinctz et pédagogues jureurs du nom de Dieu, des saintz et saintes de paradis et invocateurs du diable seront irrémissiblement fessés et chastiez à discrétion du principal et régens respectivement en la salle, à la forme des salles qui se donnent à Paris, en l'assistance de tous les régens et escolliers au son de la campane congrégez et sera tenu rolle de telles exéquutions et en tous cas sera par ledict principal arbitrée la pugnition ».

C'était à Vienne comme dans les autres collèges.

(12) Cf. H.-L. Bouquet, « L'ancien collège d'Harcourt et le lycée Saint-Louis - Paris », 1891, p. 192.

« Si l'on avait parlé français au lieu de parler latin, si l'on avait menti, juré, injurié, frappé, ou si l'on n'avait pas dénoncé un de ces délits dont on eût été témoin, *væ natibus* ! comme s'écriait Erasme (13) ».

Régents et commensaux ne sortaient guère du collège.

« Item, que lesdictz régens ne yront hors ledict collège sans permission et congé dudict principal, qui le leur pourra défendre et ne le leur permettra sans cause légitime.

« Item, que lesdictz commensaulz ne sourtyront aulcunement dudict collège sans exprestz licence dudict principal et conduite d'un régent ou aultre commis par luy ; auquel principal est inhibé leur bailher congé sans grande et bien évidante cause qui seroyt si leur père ou mère ou aultre tenantz leurs places les print et mena audict collège.

« Item, que lesdictz commensaulx ne sourtyront dudict collège pour aller à l'esbat que en compagnie de tous ; ce que, sellon que il viendra à propostz audict principal et régens, de leur congé et permission, ilz pourront faire une foys de quinze en quinze jours en esté et de moys en moys d'hiver, et aultrement à la discrétion dudict principal, pourveu que les lectures, questions et compositions mentionnez ès présentes ordonnances ne cessent et ne soient retardées ».

Les écoliers pouvaient aussi se divertir un peu à l'intérieur du collège.

« Les dymanches et festes lesdictz commensaulz joueront à la paume et feront aultres honnestes récréations depuys deux heures jusques à troys... Ce temps, pendant qu'on jouera, le puy dudict collège sera serré, aux fins que les enfants ne preignent mal y allant boyre estans en chaleur ; et se tiendra à la porte ledict pourtier pour les garder de sourtyr et tenir l'œil à ce que lesdictz enfans ne boyvent jusques à ce qu'ilz soient refroydis ».

C'est une prescription hygiénique que l'on s'étonne un peu de trouver déjà dans ce règlement.

Les exercices religieux étaient nombreux. Chaque jour, les régents et les commensaux allaient assister à la messe des Carmes, à 7 heures. Les heures même des repas étaient employées à l'édification et à l'instruction des élèves.

« Tous les jours, à entrée de table, à disner et soupper, se dira le *Benedicte* et y aura ung desdicts commensaulx qui lyra ung texte de Bible ou de l'Evangile, tel que luy sera ordonné par

(13) J. Quicherat, « Histoire de Sainte-Barbe », t. I, p. 81.

ledict principal ; laquelle lecture se fera à tour de rolle par semaines par lesdicts commensaulx. Et aussi lesdictz grâces et *Benedicite* se diront par semblable tour par aultre que celluy qui myra ladicte Bible. Tous les jours avant soupper se dira le *Salve* à haulte voix audict collège, en la salle ou en la plus grande classe du collège, jusques à ce qu'il y ait une chapelle. A l'yssue de table se sonnera à petits clos la cloche pour ledictes grâces. Avant lesquelles, sur la fin dudict disner et soupper, par semblable tour de rolle, feront lesdictz principal et régentz faire rescit par cueur à haulte voix à ung des enfants et commensaulx de chescune classe des textes des leçons du jour, par tel mouyen que ladicte leçon du matin se récite au soupper et celle d'après disner se récitera lendemain au disner, aux fins par ce mouyen d'aprendre audace de dire en public et de bien faire ses accentz ».

Le premier jour de chaque mois, « après grâces il sera faict lecture des précédantes ordonnances, qui à ces fins seront reduictes en langue latine ».

L'ordre des leçons variait avec les saisons.

« Item, que en yvert il y aura ordinairement leçons pour ledictz commensaulx et martinctz scavoyr troys foys le jour et en esté quatre foys à chescune classe. Pour ce regard commencera l'esté le premier jour d'avril et finira le dernier de septembre ; ainsi l'hiver commencera le premier d'octobre et finira le dernier mars ».

Les vacances n'existaient pas ; le cours des leçons se poursuivait sans interruption pendant toute l'année.

Les journées étaient bien remplies.

« Et parce que l'hiver il n'y aura en public et aux classes que troys leçons, sera sonnée la première leçon au matin pour la première foys ung quart d'heure avant huict heures ; et au point de huict heures, après que pour la deuxiesme foys la cloche aura esté sonnée, entreront tous lesdictz commensaulx, régens, martinctz et pédagogues en leurs classes assignées ; esquelles lesdictz régens lyront et interpréteront bons livres et aulgteurs selon ce qu'ilz verront et sentiront leurs auditeurs estre capables. Et à neuf heures et demy l'on sonnera ladicte campane à petis clos pour signifier les disputations ou compositions qui se feront puy ledict son jusques à dix heures, ausquelles sera sonnée ladicte cloche à branle significative du disner et retraite pour icelluy. A mydi l'on sonnera à branle ladicte campane significative des réparations, lesquelles et lecture de quelque aultre se feront puy mydi jusques une heure, à laquelle on sourtyra au clocher d'icelle campane.

« À troys heures, après que l'on aura sonné par deux foyz la campane dudict collège à branle, entreront lesdictz escolliers et régentz, qui lyront et feront réciter par cueur à leurs auditeurs leurs leçons jusques à quatre heures et demy que ladicte campane sera clochée, significative desdites disputations ou compositions qui seront faictes par ledictz escolliers jusques à cinq heures, ausquelles ladicte campane sonnera à branle significative du soupper et retraicte desdictz escolliers.

« En esté, à six heures du matin, sera sonnée ladicte campane pour les réparations et leçons du matin, lesquelles se feront de quelque bon aulteur puyz lesdictes six heures jusques à sept, ausquelles sera clochée ladicte campane significative d'aller à messe et après desjeuner. Quant aux leçons de huict heures du matin, réparations, leçons, disputations et compositions sera observé comme dessus.

« Et seront tenz lesdictz régens faire répéticions avant que se coucher ès chambres à leurs commensaulx et d'esté après soupper ès classes après grâces, la campane sonnée, pour le temps de demy heure ; esquelles réparations les martinectz et pédagogues pourront venyr ».

Le samedi, les dimanches et jours de fête, il y avait quelques modifications à ce programme.

« Les samedys il ne se lyra à heure de troys après mydi ; ains depuys deux jusques à quatre et demy, il y aura disputations publiques, et, de quinze en quinze jours, il y aura déclamations audict collège.

« A tous les jours des festes où il n'y aura leçons ordinaires, on lira en place une grameyre ou quelque aulgteur le temps et espace d'une heure et demy : et commencera ladicte leçon à une heure après midy et finira à deux et demy.

« Les dimanches et aultres festes de commandement il se lira pour le moings une foyz en chescune classe qui sera à huict heures et jusques à dix d'hyver et neuf d'esté ».

Il est regrettable que ce règlement n'indique pas quels étaient les bons livres et les bons auteurs lus et interprétés par les régens. Comme dans tous les collèges, l'enseignement était surtout oral. Le régent lisait et expliquait un texte. Les exercices que les écoliers faisaient pour apprendre étaient la « réparation » et la dispute ou « disputation ». « Par la réparation les écoliers se recordaient mutuellement l'objet de la leçon exposée, jusqu'à ce qu'ils fussent en état de la répéter tous à peu près dans les mêmes termes. Par la dispute, ils argumentaient deux à deux, se partageant les rôles et prenant l'un le pour, l'autre le contre des

questions qu'avaient posées le maître (14) ». Le samedi, la disputation avait lieu en public. Les déclamations, qui se faisaient chaque dizaine étaient des compositions dont les régents étaient les auteurs et que les écoliers récitaient en présence des camarades et des parents.

Un autre article établit la rétribution scolaire due par les élèves externes.

« Tous martinectz, pédagogues et aultres, tant de la ville que estrangiers, payeront ung solz pour moys qui se payera au premier jour d'ung chascun moys, à la charge de ne sourtyr jusques à ce que ledict solz sera payé ; et si lesdictz martinectz ne venoient le premier jour il sera loysible au principal retenir les défailhans ès jours suivantz qu'ilz se présenteront et retourneront autict collège, et par aultres moyens honnestes ledict principal se fera payer ledict solz tous les moys ».

Le soin de maintenir la discipline dans les classes appartenait aux régents. Ils avaient « sur leurs escolliers et contre aultres semblable auctorité comme ont les régens de Paris ». Comme ceux-ci, ils devaient faire un fréquent usage de la férule.

Le rôle du portier était fort important. C'est lui qui sonnait la cloche et qui assurait ainsi la régularité de la vie dans le collège...

Il ne devait quitter la porte que pour assister aux leçons des régents...

Enfin, l'ordonnance interdit d'établir d'autres écoles à Vienne...

On laissait aux parents la liberté de faire élever leurs enfants chez eux par des précepteurs...

Quant aux pédagogues qui conduisaient les martinets aux leçons des régents, ils ne pouvaient pas avoir plus de douze élèves...

*
* *

La seconde partie de l'ordonnance est consacrée à l'établissement du budget du collège.

Les charges s'élevaient à la somme de 418 livres se décomposant ainsi : entretien du principal et des quatre régents, 200 livres ; les gages des quatre régents, 80 livres au premier, 50, 25 et 15, en tout 170 livres ; la nourriture de deux valets, le portier

(14) J. Quicherat, « Histoire de Sainte-Barbe », t. I, p. 87,

et le dépensier, et de la vieille chambrière : 45 livres ; les gages de la chambrière, 3 livres (15).

Pour faire face à ces charges, les profits s'établissaient ainsi :

« Quatre cens martinectz, compris les pédagogues, qui payeront ung sol pour moys, II^eXL livres.

« Plus sept chambres que ledict principal peult louer à raison de six livres pour chambre, oultre la chambre réservée à messieurs de Bonnevaux à laquelle l'on n'entend préjudicier, XLII livres.

« Plus la boutique du reigleur, VI livres.

« Plus soixante livres de gaiges que la ville luy donnera, compris en ce la pension due à messieurs de Bonnevaux sur ledicte collège qui sera payée sur lesdictes LX livres, LX livres.

« Plus trente portionistes sur lesquels fault prendre le reste desdictes charges montant LXX livres.

« Lesdictes septante livres despartiez esgallement à XXX portionistes montant pour personne II livres VI sols VIII deniers ».

Pour cette somme de 2 livres 6 sols 8 deniers, « ledict portioniste aura chambre, gastement de lict et en ce aussi sera comprise la peine de enseigner ». Les portionistes devaient, de plus, contribuer à d'autres dépenses : chauffage de la cuisine et des trois chambres qu'ils occupaient avec les régents, achat du scl, éclairage...

Chaque « portioniste » avait donc à payer pour le logement, le chauffage, l'éclairage, l'enseignement, 5 livres 2 sols 11 deniers 1 pite.

L'ordonnance détermine ensuite comment devaient être nourris les « portionistes ».

Chacun recevait deux livres de pain par jour, six onces au déjeuner et autant au goûter, 20 onces tant au dîner qu'au souper, « et néantmoins aultant que leur fera besoing encores qu'il en faille davantage » ; soit une dépense de 7 deniers par jour...

La nourriture de chaque « portioniste » coûte donc 24 livres 7 sols par an.

L'ordonnance prévoit ensuite quelques suppléments de nourriture.

(15) On estime qu'en Dauphiné, vers le milieu du XVI^e siècle, la livre tournois valait 4,72 F. En élevant à 4 le pouvoir de l'argent, 418 livres représenteraient, de nos jours environ, 4,892 F, valeur année 19

« Premièrement ung tiers de feulhiecte à desjeuner et aultant à goster, qui est par jour 11 deniers.

« Item, en chair à disner deux onces et aultant à soupper, qui sont par jour II deniers.

« Item, d'entrées, sourtiez et potaiges 1 denier ».

Cette augmentation s'élève par année à 7 livres 12 sols 6 deniers.

Au total, chaque « portioniste » devait donner chaque année pour le logement, le chauffage, l'enseignement, la nourriture, 37 livres 2 sols 5 deniers 1 pite (représentant de nos jours environ 700 francs). Le principal était autorisé à gagner sur chacun 10 sous ou environ par an, soit 15 livres sur les trente « portionistes » qui vivaient dans le collège. Il pouvait avoir la tentation d'augmenter ses bénéfices en les nourrissant mal. Aussi voit-on reparaître, à la fin de l'ordonnance, la commission de surveillance instituée au début.

« Item, que lesdictz conservateurs pourront touttefoys et quantes que bon leur semblera visiter lesdictes portions tant pain, vin, chair que aultres danriez et où celles ne se trouveront bonnes et légitimes, mesmes bon pain, vin et chair, sera ledict principal pagni et corrigé tant par subztraction de ses gaiges, diminutions du payement de ses portions que aultres voyes et peynes juridiques ».

*
* *

Cette organisation de l'instruction publique à Vienne, au milieu du XVI^e siècle, présente de frappantes analogies avec celle qui était en vigueur, vers la même époque, à Grenoble (16). Dans les deux villes, le caractère de l'enseignement c'est d'être laïque et municipal. Le collège de Vienne est installé dans une maison que les consuls prennent à bail des moines de l'abbaye de Bonnevaux (16 bis). Les consuls et les trois conservateurs du collège surveillent le choix des régents, l'administration du principal, l'instruction donnée aux élèves. Ce sont les consuls et les notables de la ville qui font rédiger et qui approuvent le règlement du collège. A Vienne comme à Grenoble, il y a un véritable monopole au profit du collège municipal. Il est interdit

(16) Sur les écoles de Grenoble, voir J.-J.-A. Pilot, « Règlements des écoles en 1520 et en 1558 » dans bulletin de la Société de statistique de l'Isère, 2^e série, t. IV, 1860, p. 57-64, 256-265, et surtout l'excellent article de M. A. Prudhomme, « L'enseignement secondaire à Grenoble avant la création du collège des dominicains (1340-1606) », dans Bulletin de l'académie delphinale, 4^e série, t. XIV, 1900, p. 93-140.

(16 bis) Cette maison se trouvait rue de la Charité actuelle, en face du couvent des Carmes. N.D.L.R.,

aux prêtres, aux pédagogues et à toutes autres personnes de tenir des écoles, ou du moins, d'y enseigner aux enfants autre chose que l'alphabet. Une certaine liberté était donc laissée à l'enseignement primaire.

Le recteur des écoles de Grenoble recevait de la ville un traitement de 100 ou 200 livres ; le principal du collège de Vienne ne touchait que 60 livres sur la caisse municipale. En 1554, les écoles de Grenoble étaient gouvernées par un recteur et deux régents. Nous avons vu que le règlement de 1550 prévoit au collège de Vienne un principal et quatre régents. La population scolaire était en effet plus nombreuse à Vienne qu'à Grenoble. Tandis qu'à Grenoble elle ne dépassait guère la centaine, à Vienne, comme l'indique le budget, on escomptait la présence de 30 « portionnistes » ou élèves internes et de 400 « martinets » et pédagogues. A Vienne comme à Grenoble, la rétribution scolaire de ces derniers était fixée à un sou tournois par mois. Il convient, d'ailleurs, de faire remarquer que le nombre de 30 « portionnistes » et de 400 « martinets » et pédagogues, prévu au budget du collège, n'a peut-être jamais été atteint.

Enfin, un dernier trait de ressemblance, c'est que cet enseignement laïque et municipal n'a guère dépassé, à Vienne comme à Grenoble, les dernières années du XVI^e siècle. Au commencement du siècle suivant, le soin d'instruire la jeunesse fut confié dans les deux villes à deux puissants ordres religieux, à Grenoble aux dominicains, à Vienne aux jésuites.

II. - LE COLLEGE DE VIENNE APRES LA SUPPRESSION DE L'ORDRE DES JESUITES (1765-1789)

C'est au commencement du XVII^e siècle que les jésuites furent appelés à la direction du collège de Vienne. Le 5 juillet 1601, les consuls délibéraient d'y établir cinq classes avec cinq régents ; quatre jours plus tard, l'archevêque Jérôme de Villars offrait de donner au collège une pension annuelle de 200 livres (17). *L'Ancienne Chronique de Vienne* de Thomas Mermet renferme d'intéressants détails sur l'installation des jésuites à Vienne et la construction du nouveau collège.

On sait que l'ordre des Jésuites fut supprimé par un arrêt du Parlement de Paris du 6 août 1762 et par un édit royal de no-

(17) Archives de Vienne, BB. 73, fol. 41-44.

vembre 1764. L'administration des revenus du collège de Vienne fut confiée aux consuls. Le vendredi 11 janvier 1765, l'assemblée générale des notables de Vienne députait à Grenoble, M. de Brèves, chanoine réfecturier de l'église Saint-Maurice, et M. Pérouse de Verchères, avocat, pour solliciter du Parlement un avis favorable au maintien du collège que les jésuites avaient dirigé pendant plus d'un siècle et demi (18).

Les deux députés de la ville de Vienne présentèrent au Parlement de Grenoble un long mémoire (19).

MEMOIRE

*présenté à nos seigneurs du Parlement
par les sieurs consuls
citoyens et habitants de la ville de Vienne
concernant l'utilité d'un collège à Vienne
et la nécessité d'y conserver celui qui y est établi*

Ce n'est point à l'établissement dans Vienne des ci-devant jésuites, que la ville de Vienne est redevable de l'établissement du collège qui y existe actuellement.

Les lettres patentes, accordées à la ville de Vienne par le roi Henri IV d'heureuse mémoire, le 28 février 1604, apprennent que les citoyens et habitants de Vienne avaient fait représenter à cet auguste souverain que de tout temps il y aurait eu à Vienne un collège pour l'éducation de la jeunesse ; que, depuis plusieurs années, ce collège s'était grandement accru et avait augmenté de réputation par l'affluence des écoliers et par le soin des habitants de Vienne d'y tenir des régents de grande doctrine ; que ce collège avait été dédié et voué à Mgr le Dauphin ; qu'il était déjà composé pour lors de cinq classes d'humanité et de deux classes de philosophie, et que, sur ces représentations, sa Majesté permit, par les dites lettres patentes, aux citoyens et habitants de Vienne d'y établir et d'y instituer tel nombre de jésuites qui seraient nécessaires pour régir et administrer ledit collège, au lieu et place des régents qui étaient pour lors, et de faire à cet effet, avec la compagnie et société des jésuites, les traités et conventions qu'ils trouveraient à propos.

(18) Ibid., BB. 209, fol. 159.

(19) Un exemplaire de ce mémoire, imprimé à Grenoble, chez Joseph Cuchet, rue du Palais, vis-à-vis de la Chambre des comptes, en 1765, est conservé aux archives départementales de l'Isère, série D.

Les ci-devant jésuites profitèrent des circonstances et de l'empressement que les citoyens de Vienne témoignaient avoir de les attirer à Vienne, pour faire avec les consuls et autres citoyens de Vienne, députés à ce sujet, des conventions et des traités par lesquels la ville de Vienne commença par céder et abandonner aux ci-devant jésuites les revenus précédemment attachés à l'ancien collège, de même que la maison où ce collège était établi et où habitaient les régents chargés de l'administrer.

Ces revenus déjà considérables par eux-mêmes, et qui étaient tous provenus des fonds et de la libéralité des citoyens de Vienne, avaient été augmentés, quelques années auparavant, par l'union que la ville de Vienne avait sollicitée et obtenue à grands frais, du prieuré de Saint-Claude de Salaize, ordre de Saint-Benoît, diocèse de Vienne, à l'ancien collège de la même ville ; union qui avait été autorisée par une bulle du pape du 2 février 1601, revêtue de lettres patentes du roi, enregistrées en la cour.

Les revenus de ce prieuré de Salaize, cédés et abandonnés par lesdits traités aux ci-devant jésuites, ne furent évalués pour lors qu'à une somme de quinze cents livres par année, mais les jésuites les portèrent par succession de temps à plus de dix ou douze mille livres de rente.

Ce ne fut pas tout. La ville de Vienne s'obligea, par les mêmes traités, d'acquérir un emplacement très considérable, situé dans une espèce d'isle de maisons, qui existaient dans un quartier supérieur de la ville, près de l'abbaye de Saint-André-le-Haut, et d'y faire construire des bâtiments très vastes et très étendus, tant pour le collège que pour l'habitation des jésuites qui devaient venir s'établir à Vienne, et une église, aussi fort vaste, le tout suivant les plans que les jésuites en avaient donnés.

La ville de Vienne s'obligea encore de fournir tous les meubles et ustensiles nécessaires, tant pour les bâtiments que pour la sacristie, d'acheter des livres pour en former une bibliothèque, et d'acquérir à peu de distance de la ville une maison et des spaciements pour la récréation des régents.

Les citoyens de Vienne ne s'en tinrent pas à la seule exécution de ces traités, et pour augmenter toujours davantage les revenus du collège, dont ils venaient de confier l'administration aux jésuites, ils sollicitèrent à grands frais et ils obtinrent : 1° La commission d'un octroi de trois sols sur chacun des minots de sel qui se débiteraient dans le grenier à sel de Vienne ; 2° L'union au même collège de plusieurs bénéfices, et entre autres du prieuré de Notre-Dame de l'Isle, près de Vienne.

Il n'y a point d'exagération à avancer que la seule construction de l'église de ce collège coûta cent cinquante mille livres

pour l'achat d'un grand nombre de maisons qui existaient dans l'emplacement destiné au collège, et pour l'acquisition d'un domaine appelé Saint-Ignace, situé à un quart de lieue de Vienne, destiné pour les récréations des régents, outre l'achat des bibliothèques, ustensiles et meubles mentionnés dans les traités.

Toutes ces sommes, qui arrivent à plus de six cent mille livres, furent prises sur les citoyens et habitants de Vienne, par des impositions faites de leur consentement, autorisées par des lettres patentes du roi ou arrêts de la cour.

Il est aisé de s'apercevoir que les citoyens de Vienne ne se seraient pas prêtés à des dépenses si immenses et si onéreuses pour eux, si la conservation et l'augmentation de leur ancien collège n'avait pas été d'une utilité et même d'une nécessité indispensable.

La ville de Vienne n'est point en effet du nombre de ces villes de commerce, dont les habitants n'élèvent leurs enfants que dans les principes du commerce auquel ils les destinent ; les enfants des citoyens de Vienne sont ordinairement destinés à d'autres Etats qui exigent une éducation différente, des principes de latinité et une connaissance plus particulière des sciences et des belles-lettres.

Il y a dans Vienne un archevêché, quatre chapitres considérables, dont l'un est composé de cent places qui forment autant de bénéfices, et sept paroisses (20) desservies par un curé, et dans quelques-unes desquelles il y a même des secondaires.

Il y a dans Vienne un siège royal du bailliage (21), composé de six officiers et un greffier ; le ressort en est très considérable ; cent justices seigneuriales y ressortissent, et presque toutes ces justices sont exercées à Vienne par des avocats qui y résident et qui sont au nombre de plus de quarante.

Il y a aussi un bureau d'élection (22), composé de cinq officiers et un greffier, une juridiction des traités et justice ordinaire.

(20) Notre-Dame-de-la-Vie, Saint-André-le-Bas, Saint-André-le-Haut, Saint-Ferréol, Saint-Georges, Saint-Martin, Saint-Sevère (« Calendrier ecclésiastique, militaire et civil de la province de Dauphiné, pour l'année 1796 ». Grenoble, chez la veuve Faure et fils, 1769, p. 52).

(21) Le bailliage était une sorte de tribunal de première instance. En 1769, M. Antoine-François de Mazière de Saint-Marcel était vi-bailli de Vienne.

(22) L'élection était une juridiction royale subalterne qui connaissait des tailles, des aides et des autres impositions ou subsides. M. Ferreol Vacher de Montjoly était président de l'élection de Vienne en 1769.

Les procureurs qui postulent dans ces tribunaux sont au nombre de vingt-cinq, il y a neuf à dix notaires, plusieurs médecins, chirurgiens et apothicaires, un grand nombre de bourgeois vivant de leurs rentes, et des marchands drapiers, épiciers ou autres.

Tous ces habitants destinent ordinairement leurs enfants ou à l'Etat ecclésiastique, pour y remplir quelques places dans les chapitres, églises et paroisses établis à Vienne, ou à l'étude des lois et de la pratique, pour remplir les offices de justice dans les tribunaux de bailliage, élection et autres, ou pour y exercer les fonctions d'avocats, procureurs et notaires ; ils s'empressent en conséquence de donner à leurs enfants l'éducation nécessaire pour les mettre en état d'obtenir ces places, et en remplir dignement les fonctions. Ils profitent pour cela du collège établi à Vienne, pour y faire donner à leurs enfants les premiers principes de latinité, de sciences et de belles-lettres.

Les citoyens de Vienne se trouveraient privés de cet avantage s'il n'y avait point de collège à Vienne ; car il en est très peu dont les enfants ne fussent exposés à rester sans éducation, sans principes, dans la plus grande ignorance, s'il n'y avait plus de collège à Vienne ; parce que la médiocrité de leur fortune ne leur permettrait pas d'envoyer leurs enfants dans d'autres villes, pour les y faire élever dans les collèges qui y auraient été établis ou transférés.

Car on trouverait à peine dans Vienne six ou sept citoyens, qui pourraient être en état de sacrifier une partie de leurs revenus, pour envoyer leurs enfants dans d'autres villes où il y aurait des collèges.

Encore est-il nécessaire de faire observer à la cour que ces citoyens ne préféreraient pas les villes de cette province où il y aurait des collèges pour y envoyer leurs enfants, parce que la ville de Grenoble, par exemple, dans laquelle se trouverait le collège le plus prochain, est éloignée de Vienne de quatorze lieues ; il faut deux jours pour y aller et deux jours pour en revenir, et que dans ces circonstances ils préféreraient les collèges établis à Lyon, à cinq petites lieues de Vienne, ou des pensions établies aussi en Lyonnais à trois ou quatre lieues de Vienne, soit parce qu'il leur en coûterait moins, soit parce qu'ils seraient plus à portée de voir leurs enfants plus souvent et avec moins de frais, dans les lieux où ils pourraient aller et en revenir le même jour.

De sorte que dans ces cas-là même, la suppression du collège de Vienne causerait un préjudice très considérable aux citoyens et à la ville de Vienne, sans procurer aucun avantage aux autres

villes de la province où il y aurait des collèges ; ce seraient ces villes et lieux d'une province voisine qui profiteraient des revenus des citoyens de Vienne, qu'ils pourraient être en état de sacrifier pour l'éducation de leurs enfants.

A toutes ces considérations qui annoncent déjà non seulement l'utilité d'un collège à Vienne, mais encore la nécessité d'y conserver celui qui y existe depuis plusieurs siècles, se joignent des motifs de justice et d'équité trop frappants pour qu'ils puissent échapper aux lumières de la cour et rester infructueux.

Les citoyens et habitants de Vienne ont sacrifié leurs biens et leurs fortunes pour l'établissement et successivement pour l'augmentation du collège qui existe à Vienne ; ils l'ont fondé, ils l'ont doté à leurs dépens ; une somme immense de plus de 600.000 livres a été employée à la construction et aménagement des bâtiments et de l'église de ce collège qui y existât à perpétuité, et dans lequel ils pussent faire donner à leurs enfants l'éducation nécessaire pour les mettre en état de remplir soit dans l'Eglise, soit dans la Robe, des places qui sont naturellement destinées aux citoyens de Vienne et dont ils se trouveraient privés à perpétuité, par l'impossibilité où les jetterait la suppression du collège de Vienne, de pouvoir faire donner à leurs enfants une éducation convenable dans un autre collège.

La cour est trop juste pour se déterminer à priver les citoyens actuels de Vienne et leurs successeurs du fruit des dépenses immenses faites par leurs pères pour l'établissement de ce collège, au détriment de leur fortune, et à faire profiter les collèges établis dans d'autres villes des revenus dont les citoyens de Vienne ont enrichi le collège qui y existe.

Les consuls, citoyens et habitants de Vienne osent donc espérer que la cour, touchée de ces représentations, voudra bien laisser subsister à Vienne le collège qui y est établi depuis tant de siècles, les faire jouir par là de l'avantage de pouvoir donner à leurs enfants une éducation convenable à leur état et à leur fortune et les faire profiter, en cela, du fruit des dépenses de leurs pères et du revenu dont ils ont enrichi ce collège, dont ils ne pourraient plus profiter si ce collège était supprimé ou transféré dans une autre ville.

Quant à ce qui concerne la composition du collège et de son administration, les citoyens de Vienne attendront, avec respect et avec soumission, les décisions et les ordres de la cour, sur les mémoires qui lui ont été envoyés.

Telles sont, en abrégé, les très humbles et très respectueuses représentations que les trois ordres de la ville de Vienne, assem-

blés le 10 janvier 1765, ont chargé les soussignés, leurs députés, de présenter à la cour.

L'abbé De Brèves, député.

*
* *

Les Viennois firent ensuite solliciter à Paris pour obtenir des lettres patentes. Le 26 avril 1765, « sur l'insuffisance notoire des revenus du collège de cette ville et sur l'intérêt que les citoyens ont à la confirmation dudit collège », les consuls décident « que la dépense à faire pour l'obtention des lettres patentes portant confirmation d'iceluy sera prise sur les fonds et revenus de la ville, et pour cet effet M. Guilliermin, consul trésorier, fournira à M. d'Augy, avocat au conseil, chargé de la sollicitation desdites lettres patentes, les sommes dont il aura besoin (23).

L'archevêque de Vienne se rendit lui-même à Paris. Par deux lettres, en date des 21 et 25 septembre 1765, il informe M. l'abbé Malvieux, chanoine précenteur de l'église de Vienne, et M. Marigeon, principal du collège, des démarches faites par l'évêque de Grenoble en vue d'obtenir pour le collège de Grenoble une partie des revenus du collège de Vienne : celui-ci serait transformé en une « pédagogie », où il ne faudrait que trois ou quatre professeurs, un pour la 6^e et la 5^e, un pour la 4^e et la 3^e, un pour la seconde et la rhétorique ; la philosophie serait supprimée.

Les consuls se hâtèrent de convoquer l'assemblée des notables dans la grande salle de l'hôtel de ville, le samedi 5 octobre. Ils exposèrent le projet de réduction du collège. M. Joseph Colomb, procureur du roi, déclara qu'il ne fallait rien négliger pour conserver le collège tel qu'il était. L'assemblée, après avoir entendu la lecture des deux lettres de l'archevêque, députa M. de Saint-Marcel, vi-bailli, à Paris, pour « supplier Sa Majesté d'accorder des lettres patentes portant confirmation du collège de cette ville pour y être l'enseignement fait comme par le passé par un régent de sixième, par un de cinquième, par un de quatrième, par un de troisième, par un de seconde, par un de rhétorique, par un de logique et par un de physique, qui sera tenu en même temps de professer les mathématiques, sous l'inspection d'un principal et d'un préfet, tous pris parmi le clergé séculier ou les laïques en se conformant à l'édit du mois de février 1763 (24) ».

Les Viennois obtinrent gain de cause. Par ses lettres patentes du 10 juillet 1766, le roi Louis XV déclara que le collège de Vienne serait conservé. L'article II détermine la composition du

(23) Archives de Vienne, BB. 209, fol. 185.

(24) Archives de Vienne, BB. 209, fol. 198 v^o - 201.

corps enseignant : « ledit collège sera composé d'un principal, d'un sous-principal, de deux professeurs de philosophie, d'un professeur de rhétorique, de cinq régents pour les seconde, troisième, quatrième, cinquième et sixième classes » ; les places seront remplies par des personnes ecclésiastiques ou séculières et l'enseignement sera gratuit.

L'article IV fixe les honoraires du principal à 900 livres ; le sous-principal et les professeurs de philosophie recevront par an 800 livres ; le professeur de rhétorique 700 ; le régent de seconde 650 ; le régent de troisième 600 ; les régents de quatrième, cinquième et sixième 550. Ces appointements pourront être augmentés si les revenus du collège le permettent, en vertu d'une délibération des administrateurs prise à la pluralité des deux tiers des voix et homologuée par le Parlement de Grenoble ; mais l'augmentation ne pourra excéder la somme de 300 livres par an pour le principal, et celle de 200 livres pour le sous-principal, les professeurs et les régents. Après vingt ans de service, si les revenus du collège le permettent, une pension pourra être accordée aux principal, sous-principal, professeurs et régents ; cette pension ne pourra pas être supérieure à 400 livres. En cas d'infirmités, la pension pourra être accordée avant l'expiration des vingt années.

Les prieurés de Notre-Dame de l'Isle et de Saint-Claude de Salaise demeureront unis au collège. Les administrateurs seront tenus de remettre annuellement pendant trente ans sur le produit de ces bénéfices une somme de 3.000 livres pendant les dix premières années suivantes, et celle de 1.000 livres pendant les dix années suivantes, et celle de 1.000 livres pendant les dix dernières années.

Afin de pourvoir aux besoins du collège de Grenoble, le roi ordonnait que, à partir du 1er janvier 1767, le collège de Vienne serait chargé à perpétuité d'une rente annuelle de 3.000 livres envers celui de Grenoble (25).

*
**

Un édit du roi du mois de février 1763 avait attribué la direction des collèges à des « bureaux d'administration ». Les consuls de Vienne interviennent, comme au XVI^e siècle, dans les affaires du collège. Le 7 août 1765, le sieur Ginet, régent des éco-

(25) Les lettres patentes sont transcrites dans le registre BB. 209 des archives de Vienne, fol. 241 v^o - 243. Un exemplaire, imprimé à Grenoble, en est conservé aux archives de l'Isère, série D.

liers de sixième, ayant donné sa démission, les consuls nomment à sa place maître Pierre Parise, clerc tonsuré du diocèse de Mâcon, aux appointements de 150 livres par an, à la charge de se faire approuver par l'archevêque ou ses grands vicaires, pour être ensuite agréé par le bureau municipal du collège (26).

Le samedi 30 août 1766, les consuls président la distribution des prix du collège. « Ils se sont rendus précédés et suivis des sergents de la ville et pertuisaniers au collège. Ils ont trouvé dès le haut de la montée dudit collège, M. le principal et les régents qui étaient venus les prendre et les ont conduits dans une salle du collège, où MM. les consuls ont entendu l'éloge qui a été fait par le professeur de rhétorique de Stanyslas, roy de Pologne, duc de Lorraine et de Bar (27), à la suite duquel il a fait un compliment aux consuls. Après quoy MM. les consuls ont fait faire en leur présence la distribution des prix fournis par la ville, laquelle ayant été faite ils ont été reconduits par M. le principal et les régents jusques au bas de la terrasse du collège, conformément à l'usage et en conséquence des lettres patentes de Sa Majesté du 10 juillet dernier qui conservent les droits des fondateurs dudit collège ». (28).

*
**

Le 17 mai 1774, le bureau d'administration du collège de Vienne demanda au roi de créer une classe de maître de dessin. Il rappelait l'utilité de l'étude du dessin et la création d'écoles de dessin dans plusieurs villes. « La position de celle de Vienne auprès de celle de Lyon semble la mettre plus qu'une autre dans le cas de prétendre au même avantage. Le Viennois, voisin de la frontière, fournit un grand nombre de militaires. Les soieries que le pays produit sont employées à la fabrique de différentes étoffes et l'affection des Romains pour la ville de Vienne fut marquée par de superbes édifices, dont chaque jour on découvre quelques vestiges. La surface de Vienne et de son territoire en présente de fort intéressants. Les plus précieux sans doute restent enfouis dans la terre. Les anciens monuments si propres à donner une idée du vrai beau se sont souvent perdus à mesure qu'ils voyaient le jour ; une fatale expérience a appris que le défaut de goût dans les citoyens avait causé ces pertes

(26) Archives de Vienne, BB. 209, fol. 190.

(27) Stanislas mourut le 23 février 1766, et la Lorraine fut alors réunie à la France.

(28) Archives de Vienne, BB. 209, fol. 240 v°.

inestimables, qu'on eût évitées si la jeunesse avait de bonne heure possédé les principes et l'amour des arts et surtout du dessin ». Sur un avis favorable du Conseil d'Etat, Louis XVI, par ses lettres patentes du 26 janvier 1775, permit aux administrateurs du collège de Vienne d'y établir une place de maître de dessin, aux appointements annuels de 800 livres, à la charge d'enseigner gratuitement le dessin aux élèves de la ville et des environs et « de lever les plans et faire les dessins des différents monuments découverts et à découvrir tant dans l'intérieur de la ville de Vienne que dans son territoire et les environs des deux côtés du Rhône ». Il nomme à cette place de maître de dessin le sieur Pierre Schneider, peintre, résidant à Vienne (29).

La situation du collège de Vienne restera telle jusqu'à la Révolution.

Voici, d'après l'*Almanach général du Dauphiné* de 1789, quelle était l'organisation du collège à cette époque.

« Son administration est confiée à un bureau qui s'assemble le 1er et le 15 de chaque mois et en règle toute l'administration politique et économique.

« Administrateurs : Mgr l'Archevêque, président ; M. le Vice-Bailli ; M. le Procureur du Roi ; M. le Maire de la ville ; M. le premier Echevin ; M. Revolat, médecin du Roi ; M. Berthet du Pinay, avocat ; M. Magnard, principal ; M. Armanet, secrétaire et receveur.

« Instituteurs : principal, M. Magnard, coadjuteur de la cathédrale ; sous-principal, M. Gallet, directeur du pensionnat ; en physique, M. Guy ; en logique, M. Bizet ; en troisième, M. Pessonnceaux ; en quatrième, M. Aupy ; en cinquième, M. Teillon ; en sixième, M. Pascal.

« Classe de dessin : M. Schneider, peintre, associé libre des académies de Lyon. Tout l'enseignement est gratuit ».

(29) Archives de Vienne, « Registre des enregistrements des arrêts, (non coté) », fol. 31 v^o-35. — Ces lettres patentes furent enregistrées au Parlement de Grenoble le 7 février 1775 (Archives de l'Isère, B. 1864).

VIENNE ET GRENOBLE

UNE ENTENTE DIFFICILE

LES EVENEMENTS DE 1967

Pour les Viennois, l'année 1967 fut une année de lutte.

L'enjeu de cette lutte était de faire échec au projet en cours d'un démembrement de l'arrondissement, dont les conséquences ne pouvaient moins faire que d'être préjudiciables à la ville.

Beaucoup pensaient aussi que l'occasion était enfin venue de réaliser le rattachement logique de Vienne et de sa région aux structures administratives rhodaniennes dont elle avait la vocation.

En votant la loi du 11 décembre 1966, le gouvernement, conscient des difficultés d'épanouissement des grandes villes dont l'expansion se trouvait freinée par des limites territoriales d'une époque dépassée, avait promulgué une loi qui permettait la création de communautés urbaines, regroupant les localités et territoires périphériques nécessaires au développement harmonieux d'un certain nombre de grands centres.

Parmi ceux-ci se trouvait Lyon. La position géographique de la préfecture du Rhône, située à la limite des départements de l'Ain et de l'Isère, sur le territoire desquels elle pouvait trouver normalement de larges facilités d'expansion, risquait de créer des difficultés administratives insurmontables en raison d'un chevauchement inévitable sur trois départements qui en résultait. Aussi la loi avait-elle prévu que toutes les localités périphériques susceptibles d'appartenir à la communauté urbaine de Lyon, devaient être rattachées au département du Rhône. L'entrée en fonction de cette loi étant envisagée pour le 1er janvier 1968, l'année 1967 devait être employée à fixer les modalités d'application et notamment le nombre exact des communes qui seraient annexées au Rhône.

Pour l'Isère, le seul arrondissement limitrophe étant celui de Vienne, ce n'était qu'au détriment de la ville que l'opération projetée pouvait se faire. Si l'on remarque que les communes

visées étaient toutes parmi les plus dynamiques de son ressort, on comprendra facilement le mécontentement que cette décision provoqua.

Vienne, dont l'économie était déjà faible depuis plusieurs décades, se voyait ainsi soudain dépossédée d'une bonne part de son ressort administratif, de sa population, de son potentiel économique.

Pour un grand nombre des habitants de la ville et de la région, la seule parade à une telle dévaluation, qui risquait à la longue d'avoir des conséquences catastrophiques, était de réclamer un rattachement de la cité elle-même et de toute sa région au département du Rhône.

La situation géographique de Vienne dans le bassin rhodanien et la vocation qui en découlait n'impliquaient-elles pas d'ailleurs sa dépendance administrative de Lyon, plutôt que de Grenoble, ville dont nous étions beaucoup plus éloignés et avec laquelle nous avions peu d'affinités.

Une telle solution aurait eu l'avantage d'éviter à Vienne une nouvelle déchéance en lui permettant de continuer à assumer des fonctions administratives d'égale valeur sur un arrondissement dont l'unité aurait pu être maintenue et même éventuellement étendue de part et d'autre du fleuve, dont les deux rives se situeraient sur un même département.

A Grenoble toutefois, on raisonnait fort différemment. Pour l'administration, pour les parlementaires du département à l'exception de ceux de Vienne, pour le conseil général et tous les organismes centraux, il fallait à tout prix maintenir l'intégralité du département et fut-ce au détriment de Vienne, n'en laisser aliéner que la plus faible partie possible. Il ne pouvait donc être question d'abandonner à un voisin le couloir rhodanien quelles que soient ses propres préférences et ses affinités.

Cette réaction égoïste suscita un très vif dépit chez les Viennois, d'autant plus que de vieille date les relations de la ville avec sa préfecture n'étaient pas sans ombrage.

Moins d'un siècle auparavant, Vienne aurait pu se défendre presque sur un pied d'égalité avec un Grenoble qui n'était guère plus important qu'elle. Mais l'importance relative des deux villes avait bien changé et ce n'est pas sans un certain sentiment de frustration et même de jalousie que Vienne avait vu grandir démesurément sa capitale administrative, alors qu'elle-même stagnait et s'enlisait dans des difficultés grandissantes.

La prospérité de l'une, la rapidité de son développement, l'égocentrisme dont elle témoignait et qui prenait racine dans

une expansion si dévorante qu'elle ne pouvait rien laisser à autrui autour d'elle, avaient provoqué chez les Viennois un sentiment irréversible d'incompréhension et d'abandon.

La loi sur les communautés urbaines venait donc, à point donné, fournir à la ville de Vienne l'occasion de revendiquer son rattachement à Lyon sa proche voisine, rhodanienne comme elle, et dont elle subissait depuis bien longtemps l'attraction économique, — l'occasion aussi de se libérer de la tutelle distante de la capitale des Alpes, qui n'avait jamais su ni la comprendre ni l'aider et des contraintes imposées par son éloignement.

C'est ainsi que l'année 1967 vit se développer à Vienne une importante campagne pour le rattachement de la ville et de sa région au département du Rhône. Les arguments de caractère économique en fournirent les éléments prépondérants, mais les arguments historiques furent aussi fréquemment avancés et avec plus ou moins de bonheur.

C'est ainsi que l'on vit les Grenoblois revendiquer l'unité historique d'un Dauphiné dont, selon eux, Vienne ne pouvait être séparée, et les Viennois allant au-delà de l'unité du Dauphiné se réclamer de l'entité d'un « Viennois » dont bien peu de nos contemporains entrevoyaient clairement la personnalité.

Nouvelle pour beaucoup, cette querelle du rattachement n'était au regard de l'histoire locale qu'un épisode supplémentaire d'une très ancienne contestation dont il est intéressant de revoir quelques-unes des principales péripéties.

Qu'était-ce donc que le Viennois ? Quelles furent ses liens avec le Dauphiné et pourquoi cette animosité de Vienne à Grenoble ?

C'est ce que nous nous efforcerons de retrouver.

VIENNE EN VIENNOIS.

Le rayonnement de la cité des archevêques.

Alors que beaucoup de cités importantes aux premiers siècles disparurent ou déclinèrent avec la chute de l'Empire romain, Vienne qui jouait aux IV^e et V^e siècles un rôle administratif prépondérant, dut sa survie à l'importance de son église, à la qualité et à l'autorité de prélats qui surent imposer le rayonnement de la ville en des siècles particulièrement difficiles.

De 457 à 516, elle fut choisie pour résidence préférée par les chefs de l'éphémère premier royaume de Bourgogne. Deux de ses prélats illustrèrent cette époque : saint Mamert (462-475) qui institua les rogations et saint Avit (490-518) qui fut un théo-

logien remarquable et un fin lettré. Leur rôle fut prépondérant dans la chrétienté de l'époque.

Sous la tutelle franque, de 516 à 879, la ville vit s'édifier cloîtres et monastères. La puissance de l'Eglise de Vienne la rendait très influente auprès du pouvoir et Charlemagne lui-même la prenait en considération. Il la dotera en 805 d'une constitution qu'elle gardera jusqu'en l'an 1385.

En faisant attribuer au duc Boson, beau-frère de Charles le Chauve, la couronne du royaume de Provence, le concile restreint de Mantaille, dominé par la personnalité de l'évêque de Vienne Ottramne, nous apporte en 879 le témoignage de l'influence de l'Eglise, et c'est un souverain fait de la main du clergé qui s'installera à Vienne. C'est sur ce clergé que Boson et ses successeurs s'efforceront d'appuyer leur difficile pouvoir.

Ainsi n'y a-t-il rien d'étonnant que ce soit à saint Maurice, protecteur de la ville, donc à l'Eglise de Vienne que l'un d'entre eux, Rodolphe III le Fainéant, dépourvu de postérité, lègue la ville et son comté.

Cédant sa couronne et ses territoires en 1203, quelques années plus tard à Conrad III, empereur romain-germanique, c'est ce même Rodolphe III qui fit ainsi des évêques de Vienne qu'il avait dotés les suffrageants du saint-empire.

Et en 1157, l'empereur Frédéric Barberousse concède à Etienne, évêque de Vienne, le titre, transmissible à ses successeurs, d'archichancelier de Bourgogne. Cependant l'éloignement des empereurs fait qu'ils s'intéressent peu à cette lointaine possession et c'est en véritables souverains que les évêques, dotés de pouvoirs aussi importants, vont gouverner Vienne.

Le pouvoir des évêques.

Car ils jouissent non seulement de l'autorité spirituelle qui leur donne l'ascendant sur leurs voisins les dauphins dont ils reçoivent l'hommage, mais ils sont aussi dans leur propre fief détenteurs de l'ensemble des droits régaliens, ils légifèrent, ils administrent la justice, perçoivent des impôts, requièrent le service armé des hommes et l'hommage des seigneurs leurs suzerains, bâtissent et défendent leurs propres forteresses.

Patiemment, du XI^e au XIV^e siècles, le clergé de Vienne a pu accroître son domaine par des achats, des donations, ou encore la soumission volontaire de ses vassaux.

Et si les domaines de ses voisins, les dauphins et les comtes de Savoie grandirent plus vite dans le même temps, ne faut-il pas y voir, avec le chanoine Ulysse Chevalier, historien de l'Eglise de Vienne, le résultat de la réticence des gens d'église à utiliser

la guerre et les moyens violents dont les premiers ne se privèrent point.

On ne peut moins faire que d'évoquer le souvenir de quelques-uns des plus célèbres d'entre eux : saint Léger, mort en 1070, qui entreprit la construction de Saint-Maurice — Guy de Bourgogne qui devint pape sous le nom de Calixte II et fut couronné à Saint-Maurice en 1119 — et encore Jean de Bernin qui gouverna le Viennois avec compétence et autorité de 1198 à 1266 ; guerrier et bâtisseur il construisit la forteresse de la Bâtie sur l'emplacement d'un fort romain, il restaura le pont romain du Rhône et contribua beaucoup à la construction de Saint-Maurice. Mais son nom doit aussi être retenu pour ses réformes, car en avance sur son époque il octroiera des franchises aux habitants de la ville qu'il dotera d'une charte leur permettant de désigner eux-mêmes leurs consuls.

Il est difficile d'apprécier l'importance du domaine de l'Eglise de Vienne, importance qui varie selon les époques et qui se complique du fait qu'il faut faire une différence entre le domaine proprement dit qui lui appartient effectivement et les très vastes seigneuries dont elle reçoit l'hommage sans cependant qu'elle en soit propriétaire en propre.

Le chanoine Ulysse Chevalier, membre de l'institut, spécialiste de l'histoire de la Sainte Eglise de Vienne, en donna les grandes lignes dans une communication faite à la Société d'archéologie de la Drôme le 4 juillet 1922, dont le texte fut publié dans le bulletin « Vienna », premier fascicule de 1923. En voici quelques extraits :

« Les fiefs de l'Eglise sont de deux sortes. En premier lieu, « les fiefs domaniaux, qu'elle possède en toute propriété et qu'elle régit directement par ses membres délégués et des officiers « à sa nomination. En second lieu, les fiefs hommages, dont « les seigneurs sont liés à l'Eglise par les devoirs de la fidélité.

« Ceux-ci se divisent en deux catégories : les fiefs avec « châteaux et mandements, et les fiefs moindres, ordinairement « apanage des branches cadettes des familles.

« *Fiefs domaniaux.* — Le domaine féodal se bornait à sept « places avec neuf châteaux, car Vienne en comptait trois : « Pipet, le Mont-Salomon et la Bâtie.

« Ce premier groupe se prolongeait au nord par les « châtellenies de Seyssuel, de Communay, de Feyzin et de Saint-Clair, « au sud.

« La terre de Feyzin, au nord, était séparée de ces seigneuries « par la châtellenie savoyarde de Saint-Symphorien-d'Ozon ; « le château de Mantaille, au sud, en était nettement détaché.

« Au XV^e siècle, Louis XI céda à l'archevêque les châteaux
« d'Azieu en Vélin et de Revel en Viennois, pour le dédommager
« de lui avoir cédé la moitié de la ville de Vienne et avoir con-
« senti à reconnaître sa supériorité.

« Il y eut donc, à ce moment, dix mandements du domaine di-
« rect de l'Eglise, car, aux portes de Vienne, Mont-Salomon en
« formait un distinct.

« Dans chacun d'eux, il existait une cour de justice, les appels
« ressortissants aux cours temporelles de l'archevêque ou du
« chapitre et à l'officialité diocésaine.

« *Fiefs hommages.* — La situation féodale de l'Eglise de Vien-
« ne prend une importance considérable à raison des fiefs pour
« lesquels on lui devait l'hommage.

« Il s'agit, en effet, de vingt-deux châteaux forts avec leurs
« mandements, qui devaient être mis à sa disposition en cas
« de guerre, qu'elle pouvait à tout instant requérir pour sa
« défense, pour ses assemblées, ou simplement pour affirmer
« sa souveraineté. A cela s'ajoutent environ trente fiefs possé-
« dant parfois une maison forte, mais dépourvus de l'organisa-
« tion administrative et judiciaire d'une châtelainie.

« Parmi les vassaux de l'Eglise de Vienne on trouve, avec les
« dauphins de Viennois et les comtes de Savoie, les comtes de
« Forez, les vicomtes de Clermont, les Clérieu, les Poitiers de
« Saint-Vallier.

« L'année 1203 mérite une mention dans l'histoire féodale du
« clergé viennois parce que Guillaume de Clermont vint mettre
« sous sa souveraineté les châteaux de Clermont, de Saint-Geoire-
« en-Valdaine et de Crépol. La même famille y ajouta plus tard
« ceux de Vaulserre et de Hautefort.

« Mais l'Eglise ne connut pas de plus beau jour que le 24 sep-
« tembre 1219, où elle acquit de Berlion de Moirans le fief de
« six châteaux, savoir : Châteauneuf-de-Galaure, Mantaille, Ra-
« tières, Saint-Quentin, Mureils et Miribel-de-Valclérieu.

« Le sort lui sourit encore au mois de juillet 1257 lorsque le
« damoiseau Amédée d'Hauterives, escorté de quelques nobles
« du Viennois méridional, mit sous sa tutelle ses châteaux de
« Hauterives et de Charmes.

« Nous ne pouvons dans ce rapide exposé suivre l'extension
« de la suzeraineté de l'Eglise de Vienne. Bornons-nous à don-
« ner la répartition géographique des fiefs dont elle recevait
« l'hommage.

« Au nord de Vienne, dans le canton de Saint-Symphorien-
« d'Ozon, l'Eglise n'a pas de château rendable, mais des fiefs à
« Saint-Symphorien même, à Communay, Corbas, Feyzin, So-

« laize. Allant vers l'est, dans le canton d'Heyrieux, elle en pos-
« sède à Oytier, dans celui de La Verpillière, qui prolonge le
« précédent, se trouvent deux châteaux rendables, Roche et
« Hautefort.

« Prenant la direction du sud-est, nous avons dans le canton
« de Bourgoin le château de Saint-Chef, et des fiefs moindres à
« Bourgoin, Nivolas, Saint-Savin ; dans celui de La Tour-du-
« Pin, des fiefs à Saint-Didier-de-la-Tour, Saint-Victor-de-Cessieu
« et Torchefelon ; dans celui de Pont-de-Beauvoisin le château
« de Vaulserre ; dans celui de Saint-Geoire, le château de même
« nom ; dans celui de Voiron, le château de Clermont.

« De l'extrémité orientale du diocèse, revenons à Vienne et
« prenons une direction générale sud-est, nous entrons dans le
« canton de La Côte-Saint-André, où l'Eglise reçoit l'hommage
« de fiefs situés dans les localités d'Arzay, Balbins, Commelle,
« Ornacieux, Semons ; dans le canton de Saint-Etienne-de-Saint-
« Geoires, un fief à Penol ; dans celui de Roybon, un fief avec
« maison forte à Montfalcon, un à Marcilloles ; dans celui de
« Tullins, le château de Saint-Quentin.

« Revenant encore une fois à Vienne, pour descendre droit
« vers le sud, nous avons, dans le canton de Roussillon, des fiefs
« à Assieu, Auberives, Chonas, Cheyssieu, Saint-Prim, Sonnay,
« Vernioz, Ville-sous-Anjou ; dans le canton de Beaurepaire,
« fiefs à Bellegarde et à Montseveroux ; dans celui du Grand-
« Serre, le château rendable d'Hauterives ; dans celui de Saint-
« Vallier, les châteaux de Châteauneuf-de-Galaure, Mantaille,
« Mureils et Ratières ; dans celui de Saint-Donat, les châteaux
« de Charmes et Bathernay ; celui de Romans nous en offre
« deux autres : Crépol et Miribel-de-Valclérieu.

« A l'est, le château delphinal de Beauvoir-en-Royans devint
« un fief rendable à partir de l'année 1311.

« Ajoutons que l'archevêque, en sa qualité d'abbé de Romans,
« participe à la seigneurie de cette importante ville et exerce,
« avec le chapitre de Saint-Barnard, la suzeraineté du château
« de Pisançon.

« Sur la rive droite du Rhône, l'Eglise a sous son autorité le
« château rendable de Mallevall, avec les maisons fortes de Mai-
« son-Blanche et Roche-Chauve ; dans le département de la
« Loire ; des fiefs à Saint-Michel-sous-Condrieu dans le Rhône
« et, dans l'Ardèche le château de Satillieu et divers fiefs autour
« de ce bourg et d'Annonay, dans les paroisses de Saint-Alban-
« d'Ay, Roiffieux, Monestier, Saint-Symphorien-de-Mahun.

« Elle détient, en outre, une infinité de droits seigneuriaux,
« tout son clergé lui-même est une seigneurie collective et les

« revenus ecclésiastiques qu'il possède dans cinquante paroisses,
« environ, sont de nature féodale ».

En 1311, Vienne qui jouit d'un grand prestige sera choisie par le pape Clément V pour siège du XIX^e Concile œcuménique qui verra sous la pression de Philippe le Bel la condamnation de l'ordre des Templiers.

Mais la convoitise des rois de France sur le Viennois et le Dauphiné est grande et les événements survenus de 1343 à 1349 vont créer pour le Viennois une situation équivoque.

En effet, le dauphin qui est vis-à-vis de l'empereur romain germanique corégent de la ville avec les archevêques, cède au roi de France sa province du Dauphiné.

Cession dont les archevêques de Vienne refusent de reconnaître la validité pour le Viennois.

Seules les préoccupations issues de la guerre de Cent Ans empêcheront probablement les rois de France de mettre rapidement un terme à une équivoque qui durera encore un siècle.

En 1378, le roi de France Charles V sollicite et obtient de son homonyme Charles VI, empereur romain-germanique, une donation qui enlève aux archevêques de Vienne les principaux éléments de leur pouvoir temporel, en particulier la maison des Canaux au centre de la ville et le château fort de Pipet dans lequel le roi introduit ses troupes commandées par Charles de Bouville.

En 1398, après vingt ans d'occupation, Rome, sous l'influence des archevêques de Vienne, ordonna la restitution des biens qui avaient été arrachés au clergé.

La ville résistera encore plus de cinquante ans à la pression des rois de France et ce n'est qu'en 1450, donc cent ans après la cession du Dauphiné à la France, que le dauphin Louis, futur Louis XI, profitant de la faiblesse de l'archevêque Jean de Poitiers pourra par le traité de Moras, se faire livrer la cité et les territoires qui en dépendent.

L'archevêque reconnaissait le dauphin pour suzerain de la ville. Il obtenait en compensation, des droits sur quelques maigres seigneuries de la région. Le pouvoir temporel des archevêques était aliéné au profit des dauphins, fils aînés des rois de France. Vienne rattachée au Dauphiné était désormais vouée à suivre les destinées d'une province à la création de laquelle elle avait naguère contribué et dont les débuts méritent aussi d'être rappelés.

VIENNE ET LA FORMATION DU DAUPHINE

Parmi les seigneurs groupés autour de Boson au IX^e siècle, figure un comte Guigue dont les successeurs portant ce même nom de père en fils, puis celui de comte d'Albon, devinrent de plus en plus puissants. Le lien de suzeraineté rattachant le Viennois à l'Empire germanique devenant de plus en plus faible, les comtes d'Albon se voient attribuer en fief par l'archevêque de Vienne : le bas Dauphiné, le Champsaur, le Grésivaudan, auxquels viendra s'ajouter le Briançonnais. Ils prennent dès lors le titre de princes du Grésivaudan et séjournent au château de Beauvoir, sur la rive gauche de l'Isère, au pied du massif du Vercors.

L'emblème du dauphin ne parut que beaucoup plus tard sur les armes des souverains de la province. Guigue IV fut le premier, au début du XII^e siècle, à avoir porté le nom de dauphin. Une légende non vérifiée, veut que le surnom de « dolphin », d'usage fréquent en Angleterre à cette époque, lui ait été attribué par sa mère anglaise.

Les dauphins de la première race s'éteignent en 1162 avec Guigue V dont la fille épouse successivement Raymond V, comte de Toulouse, et Hugues III, duc de Bourgogne. De cette dernière union naîtra Guigue André, sixième du nom d'où partira la deuxième race de dauphins en 1192. C'est ce dernier qui introduira le dauphin dans les armes de la famille. C'est Guigue André qui fit en 1192 un titre seigneurial du nom de « Dauphin du Viennois », titre habituellement revendiqué par les dauphins.

Sous cette seconde race, le Dauphiné s'augmentera de l'Embrunois, du Gapençais et passagèrement du Faucigny. En 1283, la seconde race s'éteint avec Jean I^{er} dont la sœur épouse Humbert de La Tour-du-Pin, lequel annexe ainsi à la province par ce mariage une partie du Viennois, de la Bresse et du Bugey.

De 1238 à 1350, les dauphins de la troisième race administrent sagement leur domaine. Mais en 1349, Humbert II, bon administrateur, mais mystique et follement prodigue, qui avait perdu tragiquement son unique enfant légitime, après avoir remanié plusieurs fois son testament, cède ses domaines au roi de France, Philippe VI, contre 200.000 florins et une rente de 24.000 livres. Désormais, le Dauphiné sera l'apanage des fils aînés du roi de France qui porteront le titre de dauphin. Le dernier dauphin sera Louis-Antoine de Bourbon, duc d'Angoulême, fils de Charles X.

En 1447, le dauphin Louis, futur Louis XI, arrive en Dauphiné. Il s'y conduit pendant neuf ans en souverain indépendant,

supprimant de nombreuses survivances de la féodalité, développant le commerce, créant le Parlement de Grenoble. C'est sous son impulsion que fut signé le traité de Moras avec le faible archevêque de Vienne, Jean de Poitiers, traité qui mettait fin à l'indépendance politique relative du Viennois.

Tel était donc ce Dauphiné auquel l'antique Vienne venait d'être rattachée.

La province du dauphin, fils aîné des rois de France, s'assurera désormais une suprématie qui ne sera plus jamais démentie.

Grenoble, sa capitale, supplantera progressivement Vienne dans le rôle de capitale régionale administrative de province, rôle dont les archevêques seront désormais exclus.

VIENNE EN DAUPHINE.

Une lente déchéance.

Avec la fin de l'autorité temporelle des archevêques le Viennois perdait son indépendance et la ville une bonne part de son influence.

A vrai dire, l'événement était prévisible depuis le rattachement du Dauphiné à la France, il y avait une centaine d'années déjà et les réactions furent assez atténuées. Il avait néanmoins fallu pour en finir de la résistance des archevêques, que puisse se trouver conjuguées d'une part la faiblesse d'un prélat trop âgé, Jean de Poitiers, d'autre part l'habileté et la ruse du dauphin Louis, futur Louis XI.

Peut-être les compensations qu'on leur avait fait miroiter illusionnèrent-elles nos compatriotes. L'archevêque recevait quelques seigneuries de peu de valeur et les habitants purent profiter à partir de 1452, pendant sept ans, de l'abandon par ordre du roi de toutes les sommes dont ils étaient redevables au titre de l'impôt des aides (Ch. Roux, Vienne, page 68 — d'après Pilot de Thorey).

On put toutefois craindre, dès le début, que la rancune que le dauphin Louis gardait de la longue résistance des archevêques, ne fut préjudiciable à la ville, lorsqu'au décès de Jean de Poitiers il imposa sur le siège, qu'avaient illustré tant de grands prélats, l'Italien Angelo Catho, une de ces créatures des moins recommandables, qui ne fut jamais adopté des Viennois.

On s'accoutuma cependant assez vite à la situation nouvelle et les grandes fêtes qui marquèrent le passage du roi Charles VIII en 1490, à son retour des campagnes d'Italie, en sont un témoignage.

Vinrent ensuite les guerres de Religion, leurs querelles sanglantes, les pillages et les destructions qui affaiblirent cruellement la ville pendant toute la moitié du XVI^e siècle.

La cour des aides et finances créée à Vienne en 1638 par Louis XIII qui apporta un court renouveau de vitalité, mais elle fut supprimée vingt ans plus tard en 1658. Les épidémies qui marquèrent la fin du XVII^e siècle et la pauvreté consécutive aux guerres de Louis XIV aggravèrent encore la misère. L'industrie qui fut prospère un moment dépérissait. La ville qui comptait 20.000 habitants en 1650 ne dépassait pas 6.000 au début du XVIII^e siècle.

Aussi garde-t-elle ses distances vis-à-vis de Grenoble, la lointaine capitale des Etats du Dauphiné. Les études de l'un des archivistes du département de l'Isère, M. A. Prudhomme, publiées en trois volumes chez Dupont à Grenoble entre 1886 et 1906, sous le titre « Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790 », nous font connaître les fréquentes discussions de préséance qui se déroulèrent à cette époque entre les villes de Grenoble et de Vienne, leurs consuls respectifs, l'archevêque de Vienne et l'évêque de Grenoble, particulièrement au sujet de la tenue des Etats du Dauphiné.

Mais si la ville perd progressivement son importance civile, il n'en est pas de même de son importance ecclésiastique.

Durant les XVII^e et XVIII^e siècles son siège épiscopal fut constamment occupé par des prélats de haute naissance et de grande distinction :

Trois membres de la puissante famille des Villars siégèrent successivement de 1598 à 1693 ;

Au siècle suivant : Armand de Montmorin, François de Crillon, le cardinal de la Tour d'Auvergne, Christophe de Beaumont, Jean de Saléon, Guillaume d'Hugues, Jean-Georges Lefranc de Pompidan en seront tour à tour titulaires.

Mais l'autorité de ces grands prélats ne s'appuie pas seulement sur le collège des évêques qui sont leurs ressortissants et le clergé séculier qui en dépend, elle est aussi soutenue par un nombre très important d'ordres religieux que la renaissance catholique du XVII^e siècle a vu multiplier.

C'est ainsi qu'à Vienne s'installeront successivement : les capucins en 1601, les jésuites en 1604, les ursulines en 1615, les bernardines en 1631, les minimes en 1633, les visitandines en 1642, les célestes en 1646, la congrégation de Saint-Joseph en 1668, les dames de la Miséricorde en 1679, les oratoriens en 1682. (D'après Charles Roux, Vienne, « Bloud et C^{ie} » — 1909, page 79).

Ce maintien d'une très importante activité religieuse aide sans doute les Viennois à oublier que la ville a perdu toute activité politique et militaire depuis son rattachement au Dauphiné. Elle n'a que 11.000 habitants en 1789 alors qu'arrive pour elle, avec la Révolution française, l'heure de la grande espérance de la reconquête de son autorité perdue, l'heure aussi de ses plus grandes désillusions.

VIENNE-LA-PATRIOTE.

Espoirs et désillusions.

Vienne s'installa sans heurts trop violents dans le nouveau régime et pour marquer sa volonté de réforme, elle adopta le nom de « Vienne-la-Patriote ».

Sa première déception fut du domaine religieux. Dès 1789, l'Assemblée constituante avait promulgué la nullité des vœux monastiques. Les couvents furent fermés, les bâtiments affectés comme biens nationaux.

La suppression par la constitution civile de l'archevêché et le rattachement de la ville à l'évêché de Grenoble fut plus grave encore. Le 15 novembre 1790 l'assemblée départementale signifiait à Mgr d'Aviau du Bois de Sanzay qui avait depuis peu remplacé Mgr Lefranc de Pompignan appelé à de hautes fonctions à Paris, d'avoir à cesser toute fonction religieuse et il dut s'exiler.

Vienne voyait ainsi s'écrouler tout l'édifice ecclésiastique qui lui avait permis de garder un certain éclat après son rattachement au Dauphiné.

L'esprit de réforme qui soufflait sur notre pays ne tarda pas à apporter d'autres désillusions aux Viennois, sur le plan administratif cette fois.

La fin des privilèges de l'ancien régime, la proclamation des droits de l'homme et la notion d'égalité civique des citoyens appelaient les grandes réformes administratives qui se proposaient d'adapter le cadre ancien aux nécessités du présent.

Dès le début de son existence l'Assemblée constituante envisagea une nouvelle division du territoire national.

Le 7 septembre 1789, un comité chargé d'établir le plan d'un nouveau découpage, fut créé sur proposition de Sieyes et de Thouret.

Le projet que présenta Thouret ne manquait pas d'originalité puisqu'il prévoyait de partager tout simplement la France en 80 régions géométriquement égales entre elles et recoupées à angles droits, de 324 lieues chacune, soit 18 sur 18.

Ce plan ne fut pas retenu et le comité de constitution reçut pour mission de « respecter les localités et les frontières de province ».

Ainsi il ne fut pas question de prendre en considération les éléments d'ordre économique pour base d'une telle réforme, bien que dès cette époque ils auraient dû, semble-t-il, être déterminants.

Il est vrai qu'elle fut réalisée en quatre mois seulement et qu'elle se proposait davantage dans ses débuts de mettre un terme aux inégalités de droits et de charges qui régnaient alors entre une multitude de circonscriptions administratives, que comme moyen d'administration centralisé. Ce n'est qu'à partir du 28 pluviôse de l'an VIII (17 février 1800) que la loi mandera les préfets comme représentants directs du gouvernement dans chaque département.

Aussi l'annonce de la réforme envisagée fit-elle naître à Vienne, dès qu'elle y fut connue, le grand espoir de voir enfin l'administration locale et régionale être dissociée de celle du Dauphiné qu'elle supportait mal depuis son rattachement de 1449.

La situation rhodanienne de la ville la rapprochait davantage de Lyon ou de Valence que de Grenoble dont elle s'estimait incomprise.

On gardait un peu aussi, il est vrai, la nostalgie d'un passé d'indépendance et de grandeur qu'il était difficile d'oublier malgré trois siècles de rattachement administratif du Dauphiné. Était-il possible de ne pas jalouser de loin la réussite de Grenoble qui avait si souvent profité de la déchéance de Vienne pour s'imposer à ses dépens ?

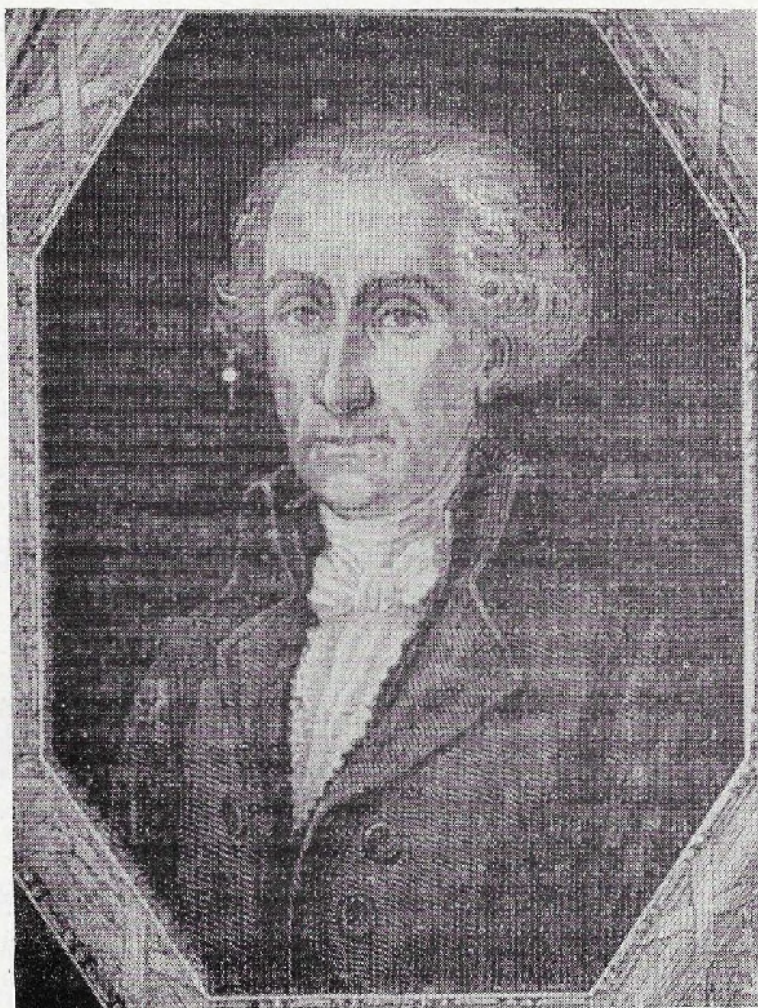
Loin de Paris, de ses intrigues, de son tumulte, l'équipe de modérés dont était composé le conseil général de Vienne nourrissait l'espoir que la ville ne serait pas trop défavorisée par les réformes en cours.

Sans doute, pouvait-on compter sur l'appui de Mgr Lefranc de Pompignan son ancien archevêque, qui, au terme d'une brillante carrière, était devenu ministre de Louis XVI et même président du tiers état.

Il y avait aussi Charles Chabroud, député du Viennois, qui était devenu rapidement président de la Constituante et dont la carrière semblait devoir être brillante.

On ne pouvait savoir d'avance que Mgr de Pompignan devait mourir dès la fin de 1789 et que Chabroud dont les bonnes intentions furent évidentes au début ne put ou ne voulut pas pousser bien loin la défense du Viennois.

Dès que les projets d'un nouveau découpage administratif furent connus, un important message fut adressé par le conseil général de la commune à l'Assemblée constituante en date du 24 novembre 1798, en vue de revendiquer pour Vienne le siège d'un département.



Portrait de Charles Chabroud
député à l'Assemblée constituante

(Extrait de l' « Histoire de la Révolution » de Louis Blanc)

Chabroud fut chargé de le transmettre.

Malgré son importance, ce texte mérite d'être cité presque intégralement, on y retrouve en de nombreux passages l'argumentation qui fut à nouveau celle de 1967 pour le même objet... 170 ans après et sans plus de succès.

« Nosseigneurs,

« Tous les bons Français ont vu avec la plus grande satisfaction le décret sur la nouvelle division du royaume en plusieurs départements, districts et cantons. Le motif qui a dicté cette loi d'équité justifie ce sentiment. Les bases arrêtées pour arriver à la formation de ce nouvel ordre de choses sont une suite de la sagesse et des principes qui règnent dans l'Assemblée nationale. On ne saurait, en effet, prendre des mesures plus sûres que celles de la population, du territoire et de la contribution.

« Les villes pouvant sans doute fournir des instructions locales à leurs députés, c'est dans cet objet que la municipalité et le comité de la nôtre, cédant à l'impulsion du vœu général des citoyens, viennent de prendre une délibération sur ce sujet et sur deux autres qu'ils ont cru assez importants pour être mis sous les yeux de l'Assemblée.

« Il résulte de cette délibération que la ville de Vienne, après avoir renouvelé à l'Assemblée nationale les preuves d'une soumission inviolable à tous ses décrets, celles de la confiance la plus respectueuse dans la sagesse et la profondeur de ses vues, la ville suppliera l'Assemblée de vouloir bien prendre en considération les vœux qu'elle forme :

« Qu'il soit formé dans son sein un chef-lieu de département comme le seul moyen de prévenir sa ruine et de lui procurer l'expoir d'une régénération.

.....

« Passant aux motifs qui ont déterminé la ville dans sa délibération relative au premier objet, nous vous supplions, Nosseigneurs, de considérer que le Dauphiné, par sa qualité de province frontière, par les limites naturelles et bien marquées qui la séparent des autres provinces du royaume, par son territoire, sa population et sa contribution peut sans démembrement former trois départements. Grenoble, Vienne et Valence, ses trois villes principales naturellement désignées pour être chef-lieu, ne seront pas, il est vrai, dans le centre de leur arrondissement ;

Le texte des trois lettres citées : lettre du conseil général de Vienne du 24 novembre 1789 — Réponse de Chabroud — Lettre du conseil général du 18 messidor — sont extraites de l'ouvrage de Claude Faure : « Mélange d'histoire viennoise », Martin, 1911 — qui donne pour références : archives de Vienne, bibliothèque municipale, BB. 229/6^e reg. du comité — Référence identique donnée aussi par le chanoine Cavard pour un extrait de la première de ces lettres dans « Vienne-la-Patriote », Blanchard 1956.

Nous sommes heureux de pouvoir nous référer aux textes fournis par ces deux historiens, car à notre grand regret ces lettres ne figurent plus aux archives de Vienne, sous le classement indiqué, les dossiers BB. 228 et BB. 229 sont actuellement regroupés et presque vides de contenu !

mais l'on ne pense pas que l'Assemblée s'arrête à ce défaut de localité qui doit se rencontrer presque partout. L'Assemblée voudra bien considérer que ces trois villes ont les établissements qu'on désirera dans chaque chef-lieu de département : un tribunal, un siège épiscopal et toutes ses dépendances, une population, tout ce qu'on peut demander, en un mot, pour répondre au plan projeté. Si le choix est porté sur d'autres villes dépouillées de ces avantages, le bien de l'opération ne se sentira qu'après beaucoup de temps et sera acheté bien chèrement, attendu les grandes dépenses qu'il faudra faire pour les nouveaux établissements.

« Grenoble formerait donc le chef-lieu d'un département, qui comprendrait le haut Dauphiné, le ressort actuel de son bailliage et une partie de celui de Saint-Marcellin.

« Vienne en formerait un second, qui comprendrait le ressort actuel de bailliage (à part quelques communautés qui sont voisines de Grenoble et que l'on pourrait ajouter à son département) et une partie du bailliage de Saint-Marcellin jusqu'à l'Isère.

« Valence formerait le troisième, qui comprendrait tout le reste du bas Dauphiné, jusques aux frontières de la Provence. Une division à peu près exacte exigerait que chaque département eût environ quatre cent trente paroisses.

« Les motifs particuliers de la ville de Vienne pour autoriser sa réclamation sont :

1) Qu'elle est une des plus anciennes villes des Gaules, qu'elle a été capitale des Allobroges, successivement devenue cité romaine après la conquête des Gaules, ville sénatoriale, et la résidence de quelques empereurs romains ; que, passée sous la domination des rois de Bourgogne, elle devint la capitale de leurs Etats ; que, le royaume ayant été conquis par les Français, Boson, gouverneur de Vienne, s'étant fait proclamer rois de Bourgogne, Vienne fut encore la capitale de ce second royaume de Bourgogne ; qu'après la mort de Rodolphe, dit le Fainéant, dernier roi, ses Etats ayant passé aux empereurs, Vienne fut confiée à la garde de l'archevêque comme vicaire de l'empire, et fut ainsi ville impériale.

2) Que Louis XI pour la relever de ses pertes, effets des guerres continuelles qu'elle avait soutenues, établit à Vienne le siège du bailliage qui y est encore et dont le ressort s'étend sur 105 communautés, formant environ 330 paroisses ou succursales.

3) Que la justice de ces communautés, en première instance, fut fixée à Vienne par François 1er en 1542, sur la demande des trois Etats.

4) Que Louis XIII, en 1628, y établit un tribunal d'élection, et, en 1638, une Cour des aides qui fut supprimée en 1658 (1).

5) Que, quoique Vienne soit considérablement déchue de son ancienne splendeur, et que Grenoble se soit élevée sur ses ruines, en attirant dans ses murs tous les avantages civils et militaires, comme le Parlement, la Cour des aides, la Chambre des comptes, le Bureau des finances, le Commandement, l'Intendance, l'exercice d'une partie des justices qui dépendaient du ressort de Vienne, presque toute la noblesse du pays, cependant Vienne est restée la seconde ville de la province, toujours soumise à son souverain légitime et aux bons principes tracés par l'Assemblée nationale.

6) Que si Vienne, dont l'arrondissement est aujourd'hui très considérable, n'est pas choisie pour former un chef-lieu de département, elle est réduite à une défection totale, par la perte simultanée de sa juridiction, de son siège archiépiscopal (le plus ancien des Gaules), de son corps ecclésiastique, de la consommation de son revenu, de l'exercice en première instance des justices seigneuriales et d'une grande partie du ressort de son bailliage, ce qui entraînera nécessairement sa dépopulation. Vous ne permettrez pas, Nosseigneurs, que la ville qui donne son nom à l'héritier de la couronne soit livrée à une perspective aussi désespérante, et quand la justice de ces motifs militera avec les circonstances locales démontrées favorables à sa réclamation, nous espérons que vous n'hésitez pas à lui conserver le rang qu'elle a toujours eu jusqu'ici dans la province.

" S'il entrait dans le plan de l'Assemblée nationale, toujours guidée par une politique réfléchie, de confondre les lisières de quelques provinces et que la localité du Dauphiné conduisit à un démembrement dans cette partie, Vienne pourrait encore solliciter, peut-être plus avantageusement, la faveur de devenir un chef-lieu du département. Un léger changement dans la division qu'on vient de présenter rend l'opération plus facile.

" En franchissant la limite formée par le Rhône, le département de Lyon s'étendrait sur quelques paroisses du Dauphiné les plus voisines de cette grande ville du côté du nord, mais en égard à son immense population et que son ressort peut s'étendre au

(1) On appelait Cour des aides une cour souveraine qui jugeait en dernier ressort de toutes les questions de tailles, aides (impôts indirects) et gabelles, et qui pouvait seule interpréter les ordonnances relatives à ces questions.

midi et au couchant, où il n'y a pas de villes considérables, cette portion de son territoire que lui fournirait le Dauphiné serait réduite proportionnellement.

" Vienne, de son côté, perdant cette petite partie de son territoire du côté de Lyon, en franchissant aussi le Rhône, en serait dédommée dans le Lyonnais et le Forez, dans l'étendue nécessaire pour lui faire son contingent. On ne peut se dissimuler que cette division a le grand avantage sur la première de circonscrire plus parfaitement son département, dont le chef-lieu se trouverait par ce moyen à distance presque égale de chaque canton, et si Lyon ne se trouve pas précisément au centre du sien, c'est un inconvénient de sa localité qui serait bien augmenté s'il était restreint dans ses limites actuelles.

"

" Nous sommes avec un très profond respect,

Nosseigneurs,

vos très humbles et obéissants serviteurs,

Chevallier ; Pra ; Chulliat ; Boissonnet ; Benatru.

Vienne, le 24 novembre 1789 ».

Chabroud ne tarda pas à répondre :

« Messieurs et chers compatriotes,

« L'adresse que vous m'avez fait parvenir a été exactement remise au secrétariat de l'Assemblée nationale et annoncée à la séance de mercredi.

« Les idées dont vous me faites part au sujet de la division du royaume en départements me trouveront d'autant plus disposé à les soutenir de toute ma force qu'elles sont conformes à celles que j'avais conçues en mon particulier.

« Des députés de la Guillotière sont ici pour solliciter leur séparation de la ville de Lyon. J'espère qu'ils nous seront utiles. S'ils n'obtiennent pas ce qu'ils demandent, ils pourront servir à nous faire céder en compensation quelque territoire du Lyonnais qui nous conviendrait bien et dont l'accolade rapprocherait notre ville du centre de son département.

« Je n'ai pas eu le souci de cacher à MM. de Grenoble les dispositions où l'on est à l'égard de leur ville. Les députés du bas Dauphiné leur ont déclaré nettement et sans détours que la province avait enduré un joug qu'elle voulait désormais ne plus porter. Je n'ai eu qu'à me taire et dans de telles circonstances on est heureux de pouvoir suffisamment s'expliquer par son silence... »

Le 20 décembre, le Comité général prie ses députés, MM. Chabroud et de Saint-Albin d'appuyer son mémoire auprès du Comité de constitution et il ajoute :

« Dans le cas où il serait décidé qu'il n'y aurait qu'un ou deux départements en Dauphiné et que de cette manière Vienne fut enclavée dans le département de Grenoble, son vœu le plus cher et dont elle ne se départira qu'à regret est d'être réunie au département de Lyon comme le lieu où elle a les plus grandes facilités de correspondre et les plus fortes raisons de se lier par rapport à son commerce. »

Mais il fallut déchanter et le décret du 3 février 1790 divisait le Dauphiné en trois départements, l'Isère avec Vienne sous dépendance grenobloise, la Drôme et les Hautes-Alpes.

L'entité historique qui était celle du Dauphiné et qui faisait son unité, ne pouvait se retrouver en chacun des nouveaux départements. Ils ne trouvaient pas davantage d'unité géographique ou économique dans la diversité des régions dont ils étaient composés. Vienne à l'extrémité du département de l'Isère aura plus à souffrir de l'incompréhension née de ce manque d'unité de vocation entre Grenoble et elle que de l'éloignement des deux villes.

La déception fut très grande. On le verra bien quelques années plus tard, lorsqu'il fut question de supprimer le collège de Vienne au profit du collège départemental de Grenoble. Contrairement au ton de la lettre du 24 novembre 1789 que nous avons vue, qui était modéré et courtois, la rancœur et l'amertume se donneront libre cours dans celle qui fut adressée le 18 messidor de l'an V, 8 juillet 1798, à titre de protestation à l'Assemblée nationale. On peut juger du changement qui s'était opéré chez nos dirigeants.

« Citoyens représentants,

« Au moment où une constitution bienfaisante va nous assurer les droits imprescriptibles de l'égalité, au moment où tous les peuples de l'Europe vont reconnaître notre indépendance, Vienne seule pourrait-elle dire que l'égalité est un vain titre, que ses droits sont méconnus et qu'elle est toujours accablée par le crédit d'une ville toujours oppressive et toujours occupée de son élévation ?

« Parmi nous il n'est plus de grands, il n'est plus de privilèges, il n'est plus de féodalité, et il existerait encore des capitales ? Grenoble, jadis enivrée de son pouvoir parlementaire et intendantiel, veut encore obtenir et nos écoles, et nos tribunaux, et nos administrations. Non contente de retenir depuis le commencement de la Révolution toute l'autorité que la loi attribue au chef-lieu du département, tous les bienfaits dont le gouvernement l'avait rendu dépositaire, par l'effet de cette dernière constitution, elle veut encore nous ravir nos administrations, nos collèges, nos tribunaux, et réduire la ville de Vienne à la triste et injuste posi-

tion d'aller solliciter dans son sein l'exécution des lois qui doivent assurer notre bonheur, ou y chercher les premiers éléments des arts et des sciences, sans lesquels une nation policée ne saurait exister.

« Citoyens représentants, pourquoi nos superbes établissements sraient-ils détruits ? Est-ce pour en élever d'autres au sein de Grenoble ? Peut-on sans injustice s'emparer d'un collège bâti à grands frais par les habitants même de Vienne ? Notre bibliothèque, nos monuments seront-ils renversés ou enlevés pour enrichir nos voisins de nos dépouilles ?

« Vienne située au confluent d'un grand fleuve, traversée par une rivière dont les eaux sont également propres aux teintures et à la trempe des aciers, Vienne placée sur la route la plus fréquentée de la République, n'est-elle donc destinée qu'à servir de relais aux voyageurs ? Vienne enfin qui a fourni huit à dix mille pièces d'étoffe de vingt-cinq à trente aunes aux armées de la République, des cuirs, des cuivres, des armes pendant la loi désastreuse du maximum, qui fait les plus généreux efforts pour extraire des métaux des mines de cuivre et de plomb qui sont en activité. C'est en vain qu'on exagère les avantages de notre commerce, la fertilité de notre territoire ; ces avantages doivent être encouragés et non détruits. Sans instruction, sans tribunal de justice, sans corps administratifs, quelle ressource peuvent avoir le commerce et une population active ? Ce serait rendre l'homme à l'état de nature et, bien loin d'améliorer notre sort par l'effet d'une grande et sublime révolution, nous en aurions partagé les fatigues sans en goûter les avantages.

« Si à ces réflexions générales nous joignons nos titres de propriété, et que contre notre espérance nos droits soient méconnus, il ne nous reste d'autre ressource que de demander, conformément à la Constitution, qu'il soit fait une nouvelle démarcation de notre district et que nous soyons réunis à un autre département moins occupé de son agrandissement et plus rapproché et utile à nos relations commerciales.

« Pesez donc dans votre sagesse des motifs aussi pressants, et veuillez considérer que ce n'est plus au milieu des ruines et des tombeaux, que ce n'est plus au milieu des crimes et de tous malheurs de l'anarchie que la voix du peuple parvient à ses fidèles représentants, que, libres dans leur vœu, les citoyens de cette commune ayant un droit égal aux sollicitudes de la Convention, n'aspirent point à ravir à leurs voisins des établissements publics, mais conserver les moyens qu'ils ont acquis par leurs sacrifices de faire fleurir les arts, le commerce et l'industrie,

sans lesquels ils seraient bientôt plongés dans l'ignorance et la barbarie ».

Suivent les signatures, au nombre de dix-neuf, parmi lesquelles : Bernard, agent national ; Guilliermin, maire ; Boissat, officier municipal ; Chevallier, officier municipal ; Charretton, officier municipal ; Prunelle de Saint-Didier, Fornier, Carron, Loriol, etc...

« Vu et approuvé par nous administrateurs du Directoire du district de Vienne, le 18 messidor, l'an V de la République une et indivisible ».

Suivent six signatures, dont Million, Dupuy, B.-M. Decombe-rousse.

DE 1800 A 1965 — UNE QUESTION EN DEMI SOMMEIL

Après son échec, Vienne semble se contenter du modeste rôle de sous-préfecture qui lui est dévolu. Son ressort administratif comprenait alors les communes de la banlieue lyonnaise : Villeurbanne, Vaulx, Bron et Vénissieux.

Cette situation n'était pas sans préoccuper Lyon qui voyait échapper à sa tutelle toute une région située à l'est et au sud-est, sur laquelle, depuis longtemps déjà, elle exerçait une indiscutable attraction.

Aussi, dès 1809, le conseil général du Rhône sollicitait-il de l'empereur Napoléon, le rattachement de l'ensemble de l'arrondissement de Vienne. Cette demande qui ne semble pas avoir connu une importante audience des Viennois, fut rejetée.

Les années 1810 à 1870 furent particulièrement fastes pour la ville. La population qui était de 11 700 habitants en 1790 s'élèvera à 26 500 en 1876.

Vienne se modernisera avec l'ouverture des places de Miremont et de l'Hôtel-de-Ville, du cours Romestang, des rues Victor-Hugo et Lafayette.

Les quais de la Gère et du Rhône seront achevés en 1840, l'année même où la ville sera dotée de l'éclairage au gaz. Le chemin de fer l'atteindra en 1854, après d'énormes travaux de viaducs, de tunnels et de murs de soutènement.

L'industrie connaît également une très grande prospérité. Il faut citer la part tenue alors par certaines branches aujourd'hui disparues, telles que les forges, la fonderie, la construction mécanique, la papeterie, la verrerie, la stéarinerie. La draperie surtout progressera très rapidement.

Vienne semble se griser de cette atmosphère de prospérité qu'elle veut garder jalousement pour elle seule. Elle se méfie des

avances faites par Lyon dont elle redoute la concurrence et le mercantilisme, alors qu'elle pense n'avoir rien à redouter d'un Grenoble trop éloigné — il faut encore une journée pour y aller — et à peine plus important qu'elle.

La question du rattachement des communes limitrophes de Lyon à cette ville revient cependant de temps à autre à l'ordre du jour. Il est même parfois question de rattacher tout l'arrondissement de Vienne au Rhône. C'est ce qu'affirme un chroniqueur de « La Revue de Vienne » en 1843. La réponse du « Moniteur viennois » du 18 juillet 1844 est particulièrement évocatrice de l'état d'esprit de cette époque. Avec le recul du temps ce texte nous paraît particulièrement savoureux :

Extrait du « Moniteur viennois » n° 29 — Jeudi 18 juillet 1844 — Timon, éditeur.

« Vienne comme ville de fabrique a son intérêt original..., son rang parmi les villes manufacturières s'agrandit chaque jour. Réunie au département du Rhône, elle serait toute à Lyon. La gent bigarrée des commissionnaires, ces grands tripoteurs commerciaux, ferait battre les métiers de Vienne pour l'illustration de Lyon..., bientôt on verrait la ruine de la petite fabrication... C'est le propre des grandes villes d'absorber toute l'influence des petites localités qui les entourent... ».

« Lyon ne sera jamais qu'une grande ville de transit où l'on expédie tout ce qui ne fait qu'y passer..., qu'une ville marchande plutôt que de fabriques, spéculatrice par nature, elle nous soumettrait à tant d'épreuves de bourses que nous finirions par perdre avant peu, tous les bénéfices de notre respectable et utile origine... ».

Le commentateur reconnaît qu'il serait sans doute plus commode d'aller en appel à Lyon qu'à Grenoble, que le crédit public y gagnerait parce que les opérations financières n'ayant plus à redouter les lenteurs d'une juridiction éloignée seraient plus faciles et moins onéreuses... « Mais, dit-il, ce ne sont que considérations intermédiaires..., le capitaliste lyonnais sera toujours disposé à s'intéresser à nos entreprises qui lui paraîtraient solides s'il est certain de faire un bon placement... L'importance de Lyon s'augmenterait des avantages intrinsèques qu'elle retirerait de Vienne... ». Il ajoute : « On parle de nos monuments historiques, de notre bibliothèque..., si tout cela est resté négligé par notre administration centrale (Grenoble), l'abandon est loin d'être accompli et certains préliminaires nous font pressentir que ces intérêts seront incessamment relevés utilement, mais soumis à Lyon tout se confondrait dans les spéculations mercantiles dont notre territoire deviendrait l'objet... ».

« Réunie à Lyon, Vienne n'aurait point d'avenir d'indépendance à espérer comme ville historique, point d'avenir de gloire personnelle comme ville manufacturière. Peu à peu Vienne serait dépeuplée de ces honorables familles industrielles... Lyon aurait tout accaparé, fortune, intelligence utile, Vienne ne serait plus qu'un vaste atelier ».

C'est en quelques lignes, parmi d'autres, que le « Moniteur viennois » du 2 avril 1852 publiera l'information suivante (l'arrêté avait été pris le 24 mars) :

« Les communes de Villeurbanne, Vaulx, Bron et Vénissieux sont distraites du département de l'Isère et sont réunies au département du Rhône. Elles feront partie du canton de La Guillotière. Les communes de La Guillotière, La Croix-Rousse et Vaise seront réunies à la commune de Lyon ».

La perte de ces quatre localités, dont Villeurbanne la plus importante, n'était encore peuplée que de 5.000 habitants, fut considérée comme négligeable pour l'arrondissement de Vienne et pour le département de l'Isère. Le problème fut fréquemment posé à nouveau au cours de la seconde moitié du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle, mais il fallut attendre les années 1965, 1966 et 1967 pour que se produise le rebondissement d'importance que nous venons de vivre.

UNE NOUVELLE MENACE POUR L'ARRONDISSEMENT DE VIENNE : SON DEMEMBREMENT.

La situation réciproque de Vienne et de Grenoble s'était profondément modifiée entre 1850 et 1965.

De petite ville qu'elle était au siècle précédent, Grenoble était devenue un énorme complexe urbain, à la fois centre administratif, universitaire, industriel, commercial, touristique et ville olympique des sports d'hiver.

Vienne avait de son côté souffert de difficultés industrielles considérables, sa démographie était restée stagnante, son économie chancelante.

Aussi les Viennois constataient-ils avec amertume qu'ils n'avaient jamais été compris de Grenoble leur capitale administrative, trop éloignée et de vocation trop différente de la leur et qu'ils n'intéressaient pas davantage Lyon, en raison des barrières administratives qui séparaient les deux villes.

La vulgarisation de l'automobile comme moyen individuel de déplacement avait accentué pour Vienne l'influence de l'attrac-

tion de Lyon devenue très proche grâce à l'autoroute, alors que l'éloignement de Grenoble était souligné par des voies de communications d'une grande médiocrité.

Aussi, progressivement s'était-il instauré une contestation plus ou moins permanente de limites départementales, jugées par beaucoup nuisibles à l'épanouissement de la ville et à sa prospérité.

En 1965, la Jeune Chambre économique s'était penchée sur ce problème et avait préconisé la création d'un département du bas Dauphiné rhodanien.

Il fallut cependant le dramatique incendie de la raffinerie de pétrole Rhône-Alpes à Feyzin dans laquelle périrent un certain nombre de sapeurs-pompiers lyonnais et viennois le 4 janvier 1966, pour qu'intervint une véritable prise de conscience de la gravité des problèmes issus de ces limites et de l'absurdité qui en résultait dans de nombreux domaines, notamment en matière de l'efficacité des secours en cas de sinistre.

De nombreux commentaires de presse mirent alors en évidence les facilités qu'aurait trouvées l'organisation économique et administrative régionale à être rationnellement équilibrée sur une vallée dans laquelle le fleuve devait jouer le rôle d'une route plutôt que d'une barrière.

On n'ignorait pas d'autre part qu'une loi était en préparation sur l'aménagement des futures communautés urbaines et que les limites du département du Rhône devaient être modifiées pour permettre l'expansion lyonnaise. Ce fut l'occasion de départ d'une importante campagne qui se développera et grandira jusqu'à la partition de l'arrondissement de Vienne en janvier 1968.

L'hebdomadaire local « Vienne-Journal » la commença en publiant du 12 février au 30 avril 1966, sous la signature de son rédacteur en chef, M. Prosper Gien, une série d'articles dans lesquels il reprenait la thèse d'une ethnie viennoise, confirmée par le passé historique de la ville, qui suffirait à justifier la création d'un nouveau département dont Vienne aurait été la préfecture et dont l'autorité aurait pu s'étendre de part et d'autre du fleuve jusqu'aux lignes de crête des collines rhodaniennes à l'est et à l'ouest, de Givors et de Saint-Symphorien-d'Ozon pour le nord, à Serrières et Saint-Rambert-d'Albon pour le sud.

Bien que considérée par beaucoup comme utopique cette théorie eut néanmoins la faveur de nombreux Viennois et elle fut même adoptée par délibération du conseil municipal de Chassieu, localité pourtant proche de Lyon.

Elle arrivait d'ailleurs à point donné, au moment même où venaient d'être créés plusieurs départements nouveaux dans la région parisienne dans le but de décongestionner l'administration de notre capitale. Elle venait rappeler qu'il était possible que des problèmes identiques puissent se poser et recevoir les mêmes solutions dans le cadre de la grande cité lyonnais. Ses protagonistes faisaient valoir en outre que son adoption eût permis à la ville de Vienne de reprendre la place de point d'appui qu'elle méritait entre Lyon et Valence, lui rendant possible dans son cadre rhodanien un épanouissement mérité auquel elle ne pouvait prétendre dans le cadre d'un département alpin.

De leur côté les parlementaires lyonnais se préoccupaient aussi du futur développement de Lyon et timidement sans se soucier du sort de Vienne ainsi dépossédé, sans avoir non plus consulté l'opinion publique viennoise, ils déposaient le 13 avril 1966, le projet de loi n° 1771 demandant le rattachement au département du Rhône d'une trentaine de communes du nord de l'arrondissement de Vienne. Plus objectif et mieux informé, le rapporteur désigné par la commission des lois, M. Neuwirth, député de la Loire, devait conclure par la suite que ce n'était pas trente communes qu'il fallait rattacher au Rhône, mais l'arrondissement de Vienne tout entier.

Ce projet de loi ne connut cependant aucune suite et il devint caduque par suite de la fin de la législature.

Peu après, le 27 mai, pressentant le danger, le conseil municipal de Vienne se déclarait unanimement favorable à un rattachement au département du Rhône de l'ensemble de l'arrondissement plutôt qu'à sa partition.

L'opinion publique viennoise était en éveil lorsqu'intervint la proposition de loi sur les communautés urbaines.

Au cours des débats qui précédèrent le vote à l'Assemblée nationale, M^e Noël Chapuis, alors député de Vienne, défendit avec fermeté « sa noble et vieille ville » et attira l'attention des parlementaires sur les répercussions d'un projet qu'il approuvait mais « qui dépassait les frontières même de la communauté urbaine pour aller plus loin et poser probablement le problème de l'arrondissement de Vienne ». Le projet fut adopté et la loi fut promulguée le 31 décembre 1966. Elle stipulait en son article 43 que le décret d'application interviendrait au 1^{er} janvier 1968, soit un an plus tard, après modification des limites départementales entre le Rhône et l'Isère.

La loi étant votée, il fallait l'appliquer.

Il fut question tout d'abord de rattacher 11 communes au Rhône, ensuite 27. Enfin courant mai 1967, au cours d'une con-

férence de presse donnée à Lyon, M. Max Moulins, préfet régional, reprit le projet de 1966 des parlementaires du Rhône, préconisant le rattachement de 30 à 32 communes.

On comprendra facilement la colère des Viennois et la vivacité de leur réaction lorsqu'on saura l'importance représentée par les 30 à 32 communes visées. Il s'agissait non seulement d'une centaine de milliers d'habitants sur un total d'environ 210.000 qu'en comprenait l'ensemble de l'arrondissement, mais c'était aussi les communes les plus riches, les plus vivantes et plus fortement industrialisées qu'il était question de retrancher de la communauté locale. Diminuée une nouvelle fois, Vienne devrait se contenter à l'avenir d'un arrondissement « croupion » du département de l'Isère, médiocrement industrialisé et d'un faible revenu.

Les professions libérales par lesquelles passaient toutes les affaires judiciaires de la région seraient les plus durement touchées, mais l'importance des services administratifs, de la sous-préfecture, des tribunaux, de la caisse de Sécurité sociale et pratiquement de tout le secteur tertiaire se trouverait diminuée d'autant. Bien que moins directement touché, car de nombreuses transactions de cette région se faisaient depuis longtemps à Lyon et non à Vienne, le commerce, sensible à toute diminution du potentiel économique de la ville se rallia sans hésiter aux protestataires. L'industrie et l'artisanat moins intéressés par une mesure qui ne les touchait pas directement se tinrent le plus fréquemment à l'écart.

Tandis que les tractations se poursuivaient en vue de fixer de nouvelles limites départementales, on put assister à une véritable mobilisation de l'opinion publique, derrière sa municipalité et ses parlementaires. Tous ne partaient pas du même point de vue, mais tous se retrouvaient dans une volonté unanime de ne pas tolérer un démembrement de l'arrondissement dont la conséquence ne pouvait être autre qu'une diminution considérable de la vitalité locale.

Aux yeux du plus grand nombre le seul moyen de l'éviter était un transfert au Rhône de la totalité de l'arrondissement de Vienne.

L'opinion publique fut constamment tenue en haleine durant tout le premier semestre 1967 par une importante campagne de presse.

Chaque semaine les hebdomadaires locaux, « Vienne-Journal » et « La Tribune de Vienne », publièrent communiqués, comptes rendus et commentaires, sans discordance d'opinion.

Entre le 31 mai et le 10 juin, le quotidien « Le Progrès » de Lyon publia sur plusieurs colonnes de sa page régionale une série de sept articles dans lesquels un de ses collaborateurs viennois, Georges Gruat, étudiait et mettait en évidence les conséquences désastreuses qui pouvaient résulter pour Vienne d'une partition de son arrondissement.

Un « Groupe d'étude des problèmes du bas Dauphiné » s'était constitué à Meyzieu. Il publia au cours du premier semestre, sous l'autorité de M^e Marmey, adjoint au maire de cette commune et avec le concours de M^e Noël Chapuis, une série d'études très documentées qui furent largement diffusées. Les questions économiques et fiscales y avaient une large part et la conclusion aboutissait au refus d'une amputation partielle de l'arrondissement.

Sous le titre « Vienne d'aujourd'hui » parut en juillet une brochure émanant de l'Institut de sociologie de Lyon. Elle fut aussi largement diffusée. Avec des textes clairs et très documentés, des cartes des activités régionales, des graphiques des mouvements de population, de nombreuses statistiques, cette publication définissait parfaitement le rôle de Vienne et de la région dans le cadre rhodanien et les caractères propres de son activité. Elle mettait en évidence les possibilités qui pourraient éventuellement s'offrir à un « Viennois » régénéré et moderne, administrativement responsable dans des limites fixées non plus arbitrairement mais d'après ses zones naturelles d'influence.

Des élections législatives eurent lieu en mars 1967, et l'on put voir, chose rare, tous les candidats en présence, d'accord sur au moins un point : celui du refus du partage de l'arrondissement. M^e Noël Chapuis fut battu et remplacé par M. Mermaz. La campagne n'en continua pas moins vive. On vit de nombreux groupements prendre position et exprimer leurs craintes et leurs espoirs.

Le 21 mai, lors de l'assemblée générale de la société des « Amis de Vienne », M^e Pierre Frécon, président, déclarait sans ambiguïté, que ni le côté historique ni le côté sentimental de la question ne permettaient d'hésiter. Plutôt que d'être divisé, l'arrondissement de Vienne devait être en totalité rattaché au département du Rhône.

Le 3 juin, une réunion commune fut organisée par : le Rotary-Club, le Lyon's-Club, la Jeune Chambre économique et le Comité des manifestations en faveur du commerce (CO.MA.CO.) ; de nombreuses personnalités locales et régionales y participèrent. Une grève silencieuse du commerce et des professions libérales fut décidée pour le mardi 6 juin de 14 à 16 heures. La grève fut largement suivie et peu de magasins restèrent ouverts. Il en fut

de même pour les études de notaires, d'avoués et d'avocats. Les médecins et les pharmaciens pour la plupart se joignirent au mouvement et un service d'urgence fut prévu. Des haut-parleurs disséminés à travers la ville vide diffusaient de temps à autre un bref communiqué pour informer le public du motif de cette fermeture.

Les communes impliquées n'étaient pas non plus restées inactives. Dès le 8 avril, les maires de l'arrondissement nord de Vienne s'étaient prononcés contre la partition.

Les conseils généraux de l'Isère et du Rhône furent appelés à se prononcer lors de leur session de juin.

A l'unanimité le conseil général de l'Isère s'opposa au démembrement de l'arrondissement de Vienne, mais aussi à son rattachement au département du Rhône, non sans que le docteur Chapuis, conseiller général et maire de Vienne, n'eût attiré l'attention de ses collègues sur la nette préférence des Viennois d'être rattachés à Lyon dans le cas où devrait néanmoins intervenir le démembrement prévu par la mise en application de la loi de décembre 1966 sur les communautés urbaines.

Au conseil général du Rhône on se montra favorable au rattachement de tout l'arrondissement de Vienne, à l'exception du canton de La Côte-Saint-André. Dans ce but une nouvelle proposition de loi fut déposée le 9 juin 1967 sous le n° 297. Elle était présentée par la majorité des parlementaires du Rhône. Le rapporteur désigné par la commission des lois, M. Trorial, député de Meurthe-et-Moselle, devait dans un premier temps, après de nombreuses consultations régionales, marquer sa préférence pour la thèse viennoise, faisant cependant quelques réserves pour les cantons de Beaupaire et de La Côte-Saint-André.

Une importante motion fut votée par le conseil municipal courant juin. Après avoir rappelé les divers aspects du problème et justifié le choix qui avait été fait, elle confirmait la détermination des Viennois à ne pas se laisser diminuer par une amputation de territoire qui lui serait infiniment préjudiciable. Le texte en fut adressé à M. le Sous-Préfet de Vienne, à M. le Préfet de l'Isère, à M. le Ministre de l'Intérieur et à tous les parlementaires de la région.

Le 7 juillet, à l'initiative de M. Mermaz, député, de M. Dufeu, sénateur, maire du Péage-de-Roussillon, de M. Coste, député, maire de Roussillon, une réunion publique qui rassembla un très nombreux auditoire fut organisée à la salle des fêtes de

Vienne. M. Mermaz annonça qu'en dernière nouvelle, le Conseil d'Etat s'était prononcé en faveur du rattachement de l'arrondissement de Vienne au département du Rhône.

Parmi les nombreuses localités de la région qui s'étaient ralliées à la thèse viennoise, l'action des maires des communes du Péage-de-Roussillon, Chasse, Les Roches-de-Condrieu, Septème et plusieurs autres, fut particulièrement remarquée.

Tout semblait laisser présager un aboutissement favorable de la revendication viennoise lorsqu'intervint la coupure des congés annuels d'août.

Ce ne fut qu'en novembre qu'intervint le rebondissement inattendu qui témoignait du peu de cas qui était fait par ailleurs et notamment à Grenoble des intérêts viennois.

Pour le gouvernement, une chose importait avant tout, c'était de réaliser rapidement la communauté urbaine de Lyon, légalement votée en décembre 1966 et dont la mise en application devait intervenir au 1er janvier 1968.

Ceci ne pouvait toutefois se faire, conformément à l'article 43 de ladite loi, qu'une fois tranchée la question des limites entre le Rhône et l'Isère.

Les conseils généraux de ces deux départements qui, s'ils avaient été d'accord entre eux auraient pu en prendre la décision, avaient exprimé lors de leurs sessions de juin des avis contradictoires. Celui de l'Isère ne voulant rien céder, alors que celui du Rhône, sensible à l'argumentation viennoise de non partition de l'arrondissement et dans l'optique d'une bonne logique rhodanienne, en revendiquait l'absorption presque totale.

Il était donc devenu nécessaire que la proposition de loi n° 292 déposée dans ce but le 9 juin 1967 par les parlementaires du Rhône, vint dans les plus brefs délais devant la commission des lois pour être présentée avant la fin de l'année en discussion de l'Assemblée.

Il y avait tout lieu d'espérer qu'une suite favorable pourrait être donnée à la proposition des parlementaires lyonnais. Mais pour les Grenoblois, la légère diminution de prestige et d'importance que le département de l'Isère aurait à subir en perdant sa frange rhodanienne avait plus d'importance que l'opinion publique et que la prospérité viennoise.

C'est ce que le docteur Chapuis, maire de Vienne, révéla à son conseil municipal réuni en séance extraordinaire le 3 novembre 1967.

Après un examen minutieux du dossier, le docteur Chapuis fit ressortir comment, de façon fort regrettable, lui-même et les parlementaires de la région avaient été tenus à l'écart des principales réunions de préparation.

Il expliqua longuement, d'après des renseignements en sa possession, comment au cours d'une réunion tenue au ministère de l'Intérieur, le dernier mardi d'octobre, M. Paquet, député de la région grenobloise et membre influent de la majorité, avait pu obtenir des parlementaires du Rhône que le rattachement ne puisse jouer que sur 20 ou 25 communes du nord de l'arrondissement au lieu de la totalité, posant cette condition à son propre ralliement et celui de ses amis qu'il se faisait fort d'obtenir.

Entre le maintien de l'unité de l'arrondissement de Vienne et une perspective d'échec de la communauté urbaine de Lyon, les parlementaires du Rhône qui ne pouvaient espérer de rallier la majorité par leur seule influence se devaient de choisir l'intérêt lyonnais et se contenter conformément aux exigences des Grenoblois de l'annexion de 20 à 25 communes du nord de l'arrondissement de Vienne.

Unaniment le conseil municipal vota une nouvelle motion s'élevant contre une partition qui semblait désormais inévitable. Elle fut envoyée au chef de l'Etat, au Premier Ministre, au ministre de l'Intérieur et à chaque membre de la commission des lois.

De leur côté et le même jour, les syndicats ouvriers, C.G.T., F.O., C.F.D.T. et C.G.C., déposaient auprès de M. Rédier, sous-préfet de Vienne, une motion s'élevant contre l'éventualité d'une mesure mettant en cause les conditions de vie d'un nombre important de travailleurs et de foyers viennois.

Contre la volonté des Viennois et malgré leurs protestations, les dés étaient joués et l'issue des débats qui interviendront dorénavant sera fonction des subtilités de la politique de partis et non pas de l'intérêt des populations concernées.

Bien que la partie lui sembla compromise, la municipalité voulut encore tenter d'attirer l'attention des parlementaires sur sa détermination. C'est une action de force qui fut retenue.

Le mardi 21 novembre, un très grand nombre de voitures viennoises, véhicules municipaux en tête, obstrua l'autoroute dans les deux sens sur tout le parcours de la traversée de Vienne.

A une allure d'escargot la colonne montante et la colonne descendante parcoururent cet itinéraire, de 17 h à 18 h 15, provoquant un gigantesque embouteillage dont le récit fit grand bruit les jours suivants dans toute la presse parlée et écrite.



En octobre 1967,
des affiches
placardées sur
les murs disent :
« Non au partage
de
l'arrondissement
de Vienne »

Ci-dessous :

De nombreuses
voitures viennoises
bloquent la
circulation sur la
voie express, au
cours de la
manifestation du
mardi 21 novembre
1967



Un grand meeting réunit encore plus de mille personnes le mercredi 22 novembre à la salle des fêtes de Vienne. De très nombreux maires et de très nombreuses personnalités des communes de l'arrondissement y assistaient. Il fut l'occasion de démontrer une fois de plus l'intérêt que la population viennoise et celle de la région portaient au maintien de l'intégrité de l'arrondissement. Les nombreux orateurs et tout particulièrement le docteur Chapuis, maire, et M. Mermaz, député, réaffirmèrent leur volonté de voir triompher leur point de vue et dénoncèrent la manière dont l'enquête avait été conduite autant que la manœuvre politique dont les délibérations préalables avaient fait l'objet.

La synthèse des événements qui marquèrent les mois de novembre et de décembre 1967 reste difficile à faire pour un profane de la politique. Peut-être manque-t-on d'ailleurs un peu de recul en la matière.

Contentons-nous donc de constater que conformément aux consignes reçues par la majorité parlementaire la motion préalable touchant la mise en condition de la communauté urbaine de Lyon fut rejetée début décembre et que peu après la motion de renvoi déposée par M. Mermaz, député de Vienne, subit le même sort et dut se contenter du seul appui d'une opposition minoritaire.

Un amendement tendant au maintien intégral de l'arrondissement de Vienne n'eut pas plus de succès.

Malgré l'objectivité du rapport présenté, le Sénat ne tint aucun compte des recommandations de M. Joseph Voyant, sénateur du Rhône et rapporteur de la commission des lois du Sénat. Cette affaire revint en seconde lecture devant l'Assemblée nationale.

Les jeux de la politique l'emportèrent à nouveau sur ceux de la raison et conformément aux consignes données à la majorité, l'argumentation de M. Mermaz ne put empêcher la partition.

Pour l'arrondissement de Vienne, la perte était considérable, vingt-trois communes étaient rattachées au Rhône, soit : la totalité du canton de Saint-Symphorien-d'Ozon, huit communes du canton d'Heyrieux et quelques portions de territoire des communes de Colombier-Saugnieu et de Satolas-et-Bons.

Notre pays qui hors de la métropole reconnaissait avec tant de facilité le droit aux peuples à disposer d'eux-mêmes avait révélé son incapacité de résoudre pour les Français, le problème interne d'une simple modification de limites départementales souhaitée de façon presque unanime par les intéressés eux-mêmes.

Après le démembrement.

L'histoire comporte parfois d'étranges rebondissements. Celle de Vienne et de Grenoble nous en apporte la confirmation. Une fois de plus en 1968 Grenoble a joué un rôle déterminant sur l'avenir de Vienne qui, une fois de plus, a dû renoncer à l'accomplissement de ses légitimes aspirations.

Comme en 1450 — Vienne reçut la promesse que d'importantes compensations lui seraient accordées en contrepartie de la mutilation que subissait son arrondissement. Les compensations de 1450, bien minimales au regard de ce qui les motivait, eurent le mérite d'être tenues. Qu'en sera-t-il de celles de 1968 ? Les Viennois attendent avec impatience, mais aussi avec un certain scepticisme, les routes, les logements, les facilités diverses de développement économique qui leur furent promis et dont ils ont le plus grand besoin.

Comme en 1790 — Vienne a dû renoncer en 1968 à une importante part des éléments constituant sa vitalité. On est frappé par les arguments de contestation communs aux deux époques et l'on peut admirer la clairvoyance de nos ancêtres qui surent souligner l'importance que le respect de l'unité rhodanienne aurait dû revêtir pour notre ville.

Car ce fut une des graves erreurs de la Révolution, pour nous et non seulement pour notre département, que de vouloir faire du neuf en gardant le cadre des provinces anciennes.

Certes, le Dauphiné avait pu jusqu'au XVIII^e siècle s'accommoder des limites issues de l'histoire. Ce cadre n'est plus de mise à une époque où les exigences de l'économie s'imposent plus que toutes autres.

Alors que l'armée a depuis longtemps déjà subordonné les limites de ses régions militaires aux nécessités de la défense du territoire,

que les grandes administrations publiques ou privées, telles que l'E.D.F., les téléphones, les banques, ont à Vienne et ailleurs renoncé au cadre départemental pour des limites d'activité mieux en rapport avec les besoins de leur exploitation,

que la ville de Vienne elle-même a réalisé à cheval sur deux départements le district nécessaire à son expansion,

que le clergé aussi, habituellement si conservateur, est passé du diocèse traditionnel à une zone pastorale dont l'étendue est déterminée à la fois par la géographie, les traditions, la facilité des desservants et les aspirations des fidèles,

à une époque où toute entreprise commerciale ou industrielle doit pour survivre adapter rapidement ses structures aux nécessités d'une bonne gestion,

il paraît paradoxal que les limites de nos départements ne puissent pas elles aussi devenir fonctionnelles.

Notons toutefois ce que les Viennois oublient peut-être un peu, que la partition de l'arrondissement eut pour objet, non pas l'éventualité d'une modification des limites du département de l'Isère, fussent-elles bonnes ou mauvaises, mais seulement les nécessités issues de l'aménagement de la communauté urbaine de Lyon, conformément à l'article 43 de la loi du 11 décembre 1966. Ce n'est que par voie de conséquence que les Viennois furent amenés à prendre position sur les questions de limites, pour la solution qui leur semblait la moins préjudiciable. Le problème des limites départementales est tout autre et il reste entier pour l'ensemble de notre pays.

Il est vrai que depuis bien des années déjà on parle, sans qu'elle ait pu voir le jour, d'une réforme régionale qui viendrait pallier aux faiblesses de nos départements. A nouveau elle serait à l'ordre du jour.

Se réalisera-t-elle enfin et la ville de Vienne trouvera-t-elle dans sa réalisation la possibilité de reprendre la place qu'elle mérite dans un cadre qui est le sien, celui de la vallée du Rhône.

L'avenir nous le dira.

OMBRES ET SÉPULTURES

Peut-être vous est-il arrivé de songer, en gravissant les pentes de la nécropole viennoise et en déchiffrant sur les pierres tombales les noms qui y sont gravés, que beaucoup de ceux qui reposent là de leur dernier sommeil avaient eu une histoire, que, peut-être même, certains d'entre eux avaient joué un rôle dans l'Histoire et que leur mémoire méritait de n'être pas oubliée.

Le poète André Rivoire, dont la tombe reçoit assez souvent la visite de quelques-uns de ceux qui furent à Vienne ses amis, écrivait :

Ils sont bien cependant, leur sommeil est tranquille,
Bercés par la plainte des vents
Et d'être ainsi tout près de leur petite ville
Ces morts restent un peu vivants.

Ils sont vivants encore dans le cœur de ceux qui les connurent, ou qui en entendirent parler au sein de la famille où ils les avaient précédés mais il est des tombes devant lesquelles plus aucune présence ne vient se recueillir, des tombes autour desquelles l'herbe croît et qui cependant, par leur aspect, par le souvenir que l'inscription évoque, telle celle, entre autres, de cet officier du premier Empire, laissent le passant désireux d'en apprendre davantage.

Nous avons voulu répondre pour deux d'entre elles à cette curiosité légitime, d'autant plus que nombreux étaient ceux qui nous avaient posé cette question : « Qui fut Marie-Charles Naudet, qui furent ces Prunelle dont on prétend qu'ils jouèrent un rôle dans l'Histoire ? »

MARIE-CHARLES NAUDET

Quelques recherches, des recherches que nous pousserons peut-être un jour plus avant, nous permirent, voici quelques années déjà, de trouver des éléments sur ce héros des campa-

gnes impériales (1), Marie-Charles Naudet décédé à Vienne le 9 février 1839, et dont personne n'avait conservé le souvenir.

C'est à Paris, le 7 mars 1787 que naquit Marie-Charles Naudet, alors que déjà se manifestait une certaine agitation, dont allait résulter la Révolution française.

Il est permis de penser que l'enfant, lorsqu'il fut en âge de jouer avec les camarades de son âge, entendit souvent parler des combats des armées de la République, des exploits de Hoche ou de Marceau et cela l'incita sans doute à marquer un certain intérêt pour le métier des armes.

En 1803, alors que le nom de Bonaparte est déjà sur toutes les lèvres, Marie-Charles Naudet entre à l'école militaire de Fontainebleau en qualité d'élève officier. Deux ans plus tard, nous sommes en 1805, il en sort avec le grade de sous-licutenant et quelques mois après, le 2 décembre, il prend part à la bataille d'Austerlitz et y gagnera le deuxième galon d'or qui va briller sur sa manche.

C'est en Prusse qu'il fêtera sa vingtième année et en 1809, le capitaine Marie-Charles Naudet est en Autriche et combat à la tête de ses lanciers à Eckmühl et à Wagram.

Depuis longtemps, sa conduite face à l'ennemi lui a valu d'être distingué par ses supérieurs ; l'empereur n'est pas sans avoir entendu parler de lui.

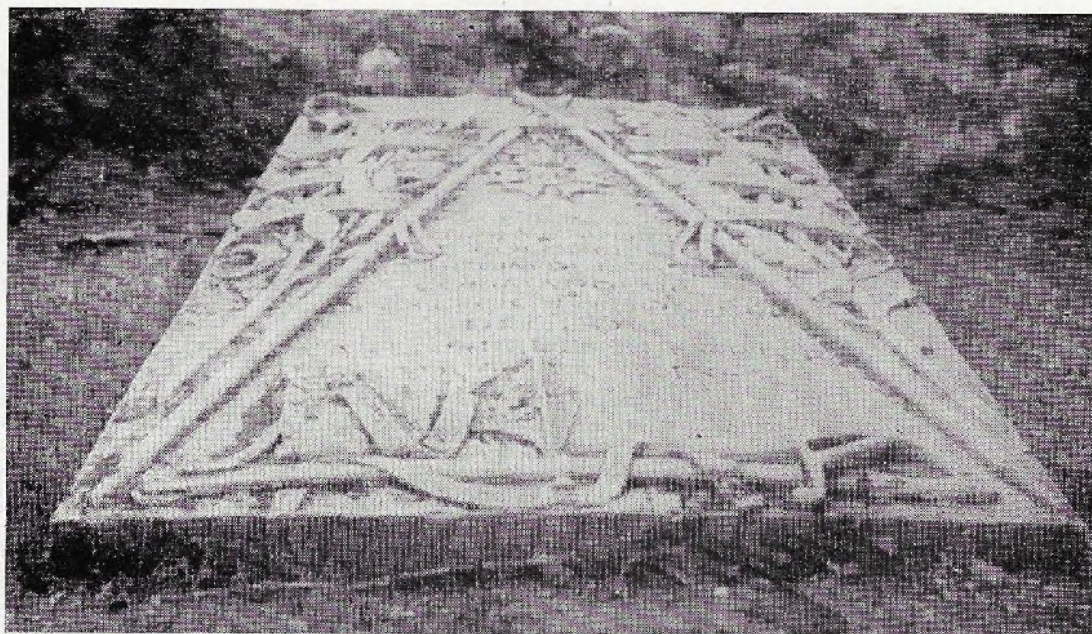
Avec la Grande Armée, Napoléon a pénétré en Russie. Jour après jour il est tenu au courant des faits d'armes de tous, soldats ou gradés et il apprend un jour que le capitaine Naudet a été atteint par l'éclat d'un boulet alors qu'il chargeait à la tête de ses cavaliers.

A Moscou, l'empereur épinglera lui-même la croix de chevalier de la Légion d'honneur sur la poitrine du jeune chef de vingt-cinq ans, et en raison de ses états de services le désignera pour être l'un des officiers de la garde impériale.

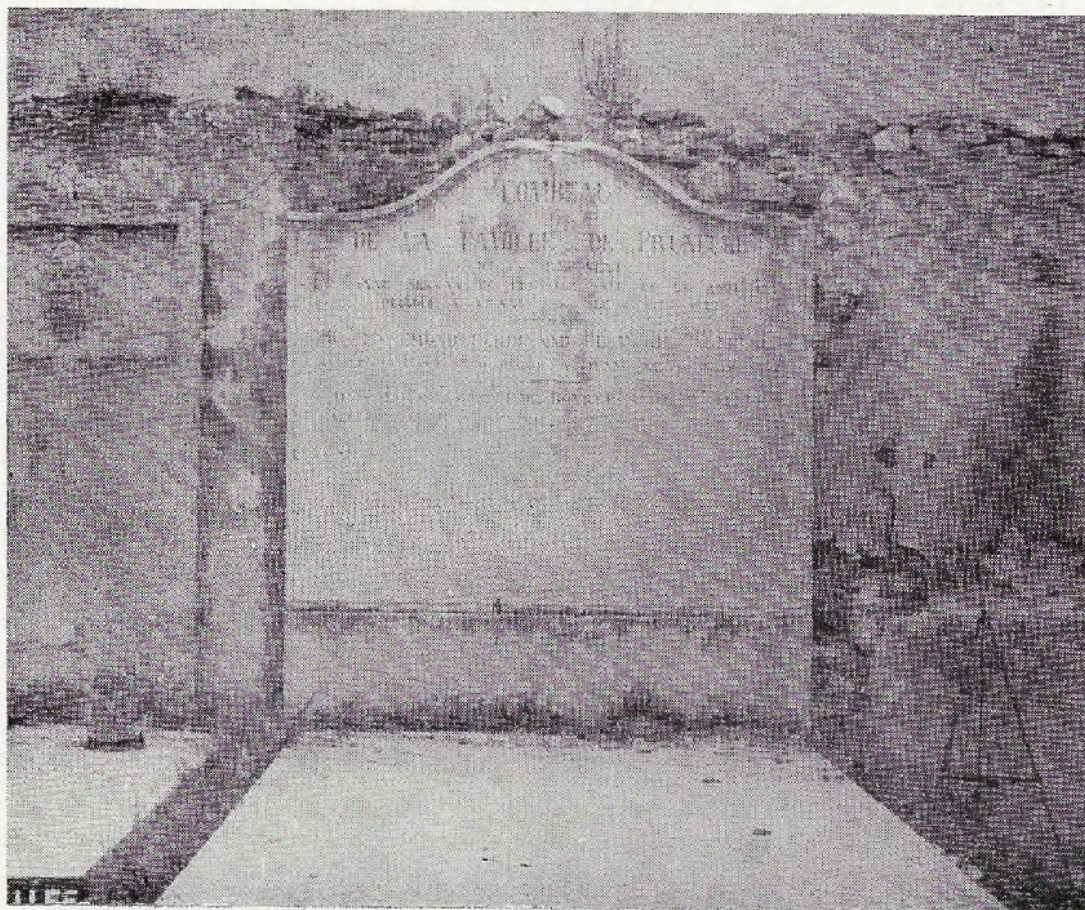
En cette qualité, Marie-Charles Naudet sera aux côtés de Napoléon durant les campagnes de 1813, 1814 et il assiste aux émouvants adieux de Fontainebleau, avec ceux qui, jusqu'au dernier moment, ont lutté avec la certitude de voir la victoire favoriser les aigles impériales.

Désormais réduit en dépit de son âge, à n'être aux yeux des officiers du roi qu'un suspect, qu'un des fidèles de « l'usurpa-

(1) L'auteur de cet article avait déjà, dans « Le Progrès » de Lyon, abordé ce sujet il y a quelques années.



Dans l'allée A, la belle dalle funéraire du colonel Naudet



Allée A. - La tombe de la famille Prunelle

teur », Marie-Charles Naudet se résoud à être l'un de ces « demi-solde » aigris.

Ses titres militaires vont cependant lui valoir d'être rappelé d'abord au 13^e chasseurs à cheval puis de passer en qualité de chef d'escadron au 6^e régiment de dragons.

Au moment de la Révolution de Juillet, Marie-Charles Naudet commande l'école de cavalerie de Saumur.

Lieutenant-colonel du 6^e régiment de lanciers, et commandeur de la Légion d'honneur, il est quelques mois plus tard nommé colonel et prend le commandement du 2^e régiment de lanciers qui vient, en 1838, prendre garnison à Vienne.

Il n'y a que quelques mois qu'il y réside lorsqu'il est, au début de février 1839, terrassé par une fièvre cérébrale qui aura raison de sa santé en quelques jours.

Il décède le 9 février au matin et deux jours plus tard, en présence des troupes, il est inhumé dans la nécropole viennoise, où pendant quelques années, ceux qui furent sous ses ordres viendront de temps à autre s'incliner.

Puis l'oubli viendra et la pierre tombale ne sera plus sertie que d'herbes folles et de fleurs sauvages, celles-là même qui poussent sur les champs de bataille.

LA FAMILLE PRUNELLE

Il ne semble pas qu'antérieurement au début du XVIII^e siècle, la famille Prunelle fixée à Vienne depuis la fin du XVI^e siècle ait figuré parmi les familles notables de la cité.

En 1730, Pierre Prunelle, né en la paroisse Saint-André-le-Haut le 14 juillet 1682, acquiert la charge de conseiller du roi, trésorier général de France, en Dauphiné.

A ce moment il est le père d'une famille déjà nombreuse et qui compte sept enfants (certains n'ont pas vécu ou sont morts en bas âge) ; il en aura six autres, une fille et cinq garçons dont deux seront dans les ordres, on retrouve leur nom parmi les membres du clergé de Saint-Maurice tandis que les trois autres se tourneront vers la carrière des armes.

Ce sont Severin Prunelle de Saint-Didier, né le 11 février 1731 ; Benoît-Melchior Prunelle de Lamure, né le 2 février 1735 et Augustin-Victor Prunelle de Roisson, né le 5 mars 1738.

Tous trois se retrouvèrent officiers dans les armées qui combattent sous les ordres des maréchaux de Broglie, de Soubise, Voyer d'Argenson et du Prince de Condé, Prunelle de Saint-Didier au Royal-Dragons, Prunelle de Lamure au régiment du Lyonnais, Prunelle de Roisson au régiment du Berry.

Les lettres (1) qu'ils échangent entre eux et celles qu'ils adressent à leur frère aîné Charles-Félix qui a hérité de la charge paternelle sont particulièrement intéressantes et donnent sur la guerre de Sept Ans nombre de précisions qui permettent de mesurer les rivalités de cour qui divisent les maréchaux, soucieux avant tout de conserver à Versailles les faveurs du roi et qui n'hésitent pas à compromettre le gain des batailles.

A propos de la seconde phase de la bataille d'Unna, on apprend par leurs lettres que le maréchal de Broglie commence les opérations le 15 juillet 1761, victorieusement. Voyant cela, et contrairement aux plans prévus, les deux autres maréchaux restent sur leurs positions. Le lendemain, il est donc possible aux Prussiens de reprendre le terrain perdu.

De Soubise attaque ce même jour, mais voyant que de Broglie se retire, il ne pousse pas plus avant son action.

De Voyer d'Argenson qui pourrait opérer sur l'arrière de l'ennemi qu'il est parvenu à tourner, n'intervient pas et les Prussiens se ressaisissent et infligent à nos troupes des pertes sévères.

Dans une de ses lettres, Prunelle de Saint-Didier avance : *On voit que la jalousie et l'animosité feront toujours le malheur de la France : il est indubitable que si toutes les attaques avaient été faites en même temps, l'ennemi aurait été chassé de son camp.*

Ayant quitté le service de l'armée, Prunelle de Roisson et Prunelle de Saint-Didier se retireront dans leur ville natale.

Le lieutenantcolonel Prunelle de Roisson se mêlera à la vie locale.

Le 14 juillet 1790, lors de la célébration de la fête de la Fédération, il figurera au nombre des orateurs qui prendront la parole pour se féliciter de voir réunies les gardes nationales.

Notable en cette période troublée, il sera inscrit sur les listes de suspects, arrêté le 2 germinal an II, puis remis en liberté le 17 vendémiaire, an III.

Il mourut à Vienne le 31 juillet 1817.

*
**

Ainsi ces deux sépultures qu'il serait entre autres souhaitable de voir conserver, nous ont permis d'évoquer quelques ombres dignes de mémoire et trop oubliées.

Prosper GIEN.

(1) On consultera avec profit celles qui concernent la « guerre de Sept Ans » et qui furent recueillies par M. René Lacour, archiviste en chef du département du Rhône, dans « L'Album du crocodile », septembre 1953.

LES DESSINS SUR VIENNE

D'ETIENNE MARTELLANGE, S.J.

(1606 et 1619)

A mon cher ami Joseph Garon qui, depuis de nombreuses années, dans ce bulletin, dresse le catalogue des vestiges de la Vienne de jadis qu'il anime avec bonheur, en témoignage de fidèle et cordial attachement.

Le dessin, souvent rehaussé de couleur, est aussi vieux que l'homme sur la terre. Jusqu'à l'invention de la photographie, il y a un siècle et demi, il fut le plus simple et le meilleur moyen que le génie humain ait imaginé pour fixer, sur une surface plane, la représentation de tout ce que contient le monde. Quelle que soit son antiquité, cet art n'en conserve pas moins une éternelle jeunesse et une immense puissance évocatrice qui lui confère une énergie capable de faire naître des liens — les plus forts comme les plus doux — reliant le présent au passé, autant dans le domaine matériel que dans le domaine spirituel. Aussi, est-ce une véritable bonne fortune, pour une société humaine, que de posséder, afin d'en jouir, les dessins que ses Anciens lui ont légués.

La *Société des Amis de Vienne*, dont l'un des buts, selon ses statuts, est de « répandre la connaissance de l'histoire de la ville et des antiquités viennoises », n'a pas manqué, le cas échéant, de publier, dans son bulletin annuel, d'intéressants dessins représentant un certain nombre d'aspects de Vienne, dans les siècles antérieurs au nôtre.

En premier lieu, ce fut l'album dont l'auteur est un Viennois du XVI^e siècle, Pierre Rostaing, qui l'exécuta vers 1580. Il est conservé à la Bibliothèque nationale, sous le titre suivant : *Antiquités de Vienne en Dauphiné et de quelques autres villes de la même province*. Cette publication occupe les pages 39 à 82

du bulletin n^{os} 19 et 20 (années 1923 et 1924), y compris les commentaires et notes du présentateur — auteur de l'article d'aujourd'hui — et reproduit, en réduction, 22 dessins, sur les 104 que contient l'album.

Le bulletin n^{os} 23 et 24 (années 1927 et 1928) présente, d'abord, la reproduction de l'aquarelle du docteur Henry Charvet, conservée dans la salle des artistes viennois du musée des beaux-arts de Vienne, représentant « la maison Bailly au pied du clocher de Saint-André-le-Bas », et non seulement cette maison, mais les autres maisons voisines formant un ensemble du XV^e siècle fort pittoresque, disparu, par démolition, pour l'élargissement de la rue de la Table-Ronde ; ensuite, la « vue reproduite, d'après une photographie conservée au musée de Vienne (Isère) et qui porte cette légende : « Copie d'un dessin se trouvant au musée Boymans à Rotterdam, du Pont du Rhône vers le milieu du XVII^e siècle » ; enfin, la reproduction de la lithographie d'Etienne Rey, extraite de son grand et gros ouvrage *Monuments romains et gothiques de Vienne en France*, dont les textes sont d'E. Vietty, représentant la « vue de Vienne prise du mont Labastie en 1829 », vue générale de la plus grande valeur documentaire. Le bulletin suivant, n^{os} 25 et 26 (années 1929 et 1930) publie un petit article de Maurice Faure intitulé *Sur un dessin du musée Boymans* indiquant le nom de l'artiste et la date de son exécution : Jean Worst et 14 juillet 1665.

Un quart de siècle sépare ce dernier bulletin de celui portant les n^{os} 47 à 51 (années 1951 à 1955) dans lequel est reproduit le dessin d'Angelo Canini, conservé à la Bibliothèque vaticane, illustrant l'article intitulé *Une visite à Vienne du cardinal Chigi, légat du pape, en 1664*. A une année près, contemporain du dessin hollandais, ce dessin italien représente surtout le même pont du Rhône tombé en ruine et inutilisable, vu de l'aval et non plus de l'amont comme l'autre, en sorte que les Viennois sont désormais fort instruits sur l'aspect de leur ancien pont sur le Rhône et ses alentours — son environnement, pour employer une expression à la mode, ces temps-ci —, en ces deux années où les annales signalent la présence d'une comète dans le ciel de la nuit, alors que brillait, dans le ciel du jour, « le Roi-Soleil ».

Le bulletin portant les mêmes numéros reproduit un excellent dessin au crayon de Jacques Pilliard, criant de vérité, fort évocateur de *Vienne vers 1830*, représentant cette ville, vue de la route qui longe le Rhône sur sa rive droite, en face de Saint-Maurice et de Saint-Pierre. C'est l'œuvre d'un grand artiste qui, rien qu'avec le simple crayon, a su rendre, de façon admirable,

l'atmosphère vaporeuse, douce et lumineuse dans laquelle se baigne souvent la ville, mollement étendue au bord de l'eau qui passe.

Aujourd'hui, se réalise un projet, conçu il y a une vingtaine d'années, par le président Maurice Faure et l'auteur, de faire connaître, à tous les Amis de Vienne, la série des cinq dessins d'Etienne Martellange sur cette ville conservés au Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale. Ce fut le 21 mars 1951 que le service photographique de cet incomparable établissement culturel fit partir à l'adresse des sollicitateurs les épreuves qui, dans ce présent numéro du bulletin, forment l'essentiel de cette publication.

Avant d'écrire le présent article, l'auteur a tenu à examiner les originaux. Il peut, l'ayant fait, certifier que ces dessins — de dimensions plus de trois fois supérieures à celles de la reproduction qui en est réalisée ici — sont dus à un artiste consciencieux, sachant regarder avec des yeux lucides et fixer sur le papier ses impressions d'une main habile et sûre.

Il convient de parler un peu longuement de celui dont les dessins retiennent notre attention, en ce moment, non seulement pour cette raison, mais parce qu'il touche de près à l'histoire du collège de Vienne.

Tous les dictionnaires français, grands ou petits, le citent, ce qui prouve qu'il jouit d'une célébrité certaine. Cependant, fait assez curieux, ces ouvrages de vulgarisation ne sont pas tous d'accord sur la façon de nommer le personnage et sur les dates de sa naissance et de sa mort. Plusieurs disent que son patronyme était Martel et ses prénoms Etienne et Ange, et que le second prénom fut adjoint au patronyme pour créer le nom par lequel il est connu généralement. La date de naissance est 1568 ou 1569, et celle de la mort 1641 ou 1661. Nombreux sont ceux qui l'appellent « le père Martellange », mais nous allons voir tout à l'heure que ce n'est pas tout à fait exact.

Ce qui paraît avoir été écrit de meilleur sur lui, c'est l'ouvrage d'Henri Bouchot (Paris, 1886), intitulé : *Notice sur la vie et les travaux d'Etienne Martellange, architecte des jésuites (1569-1641), d'après des documents inédits conservés au Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, suivie du catalogue de ses dessins précédemment attribués à François Stella*. Ce titre est tellement explicite qu'il suffit de fournir quelques détails pour que le lecteur soit instruit de façon convenable sur Etienne Martellange.

Il naquit à Lyon. Son père, qui s'appelait déjà Etienne, était peintre et maître des métiers de la corporation. Autour de sa vingtième année, en 1590, il entra dans la Compagnie de Jésus, à Avignon. Ses frères Benoît et Olivier en firent partie aussi, mais, tandis que ceux-ci furent prêtres, ce qui fait qu'on peut les dire « pères jésuites », lui, Etienne, ne fut jamais que « coadjuteur temporel », en sorte qu'il ne faut pas l'appeler « père » mais « frère ». C'est donc à juste titre que le *Larousse du XX^e siècle* (IV, p. 715) dit de lui : « Martel (Etienne-Ange), architecte et jésuite français, également connu sous le nom de *Martellange* et de *frère Martel*, né à Lyon en 1569, mort à Paris en 1641. Il se forma à l'école de Vignole, et subit l'influence des principes de l'architecture romaine du temps. De tout cela et de ses propres idées, il forma ce style composite qu'on appelle le *style jésuite* ».

Etienne séjourna longuement en Italie dont il apprit la langue facilement, et à point tel qu'un de ses biographes, E.-L.-G. Charvet, antérieur à Bouchot, émit l'hypothèse que les Martellange étaient d'origine italienne et que leur vrai nom était Martelenchi. Cette supposition est tout à fait gratuite et hasardeuse. Le nom lui-même ne paraît pas avoir une authentique allure italienne.

L'œuvre architecturale du personnage est d'une grande ampleur. Il donna les dessins du collège des villes de Vienne, du Puy, de Moulins, de Carpentras, de Vesoul, de Dijon, de La Flèche, de Roanne, ceux de l'hospice de la Charité à Lyon, ceux du noviciat des Jésuites, rue du Pot-de-Fer, et de l'église Saint-Paul-Saint-Louis, à Paris. Il construisit, de 1617 à 1622, le collège et l'église de la Trinité, à Lyon, puis, en 1623, le portail de l'église Saint-Maclou d'Orléans (aujourd'hui démolie) et il donna les dessins d'après lesquels l'architecte Th. Lefèvre exécuta les travaux du transept de la cathédrale Sainte-Croix de cette ville. Il mourut, le 3 octobre 1641, après trente années de travaux incessants, à l'âge de 72 ans, retiré au noviciat des Jésuites de Paris, et fut inhumé dans l'église de celui-ci.

Le souvenir de ces travaux d'Etienne Martellange est particulièrement perpétué par deux volumineux albums de ses dessins et de ses plans, groupant un ensemble de 174 planches, constitué en 1717 et conservé (sous les cotes Hd 4b et Ub 9a) dans le Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale dont le conservateur en chef fut, de 1942 à 1961, M. Jean Vallery-Radot. Cet éminent archéologue, archiviste paléographe, dont l'une des dernières œuvres est, précisément, le *Recueil de plans d'édifices de la Compagnie de Jésus* (1960), ami du regretté président Maurice Faure, connaît bien Vienne, et il a publié, dans le *Bulletin*

monumental de la Société française d'archéologie, trois études : *Les vestiges romans du chevet de Saint-Maurice de Vienne* (1937), *L'église Saint-André-le-Bas de Vienne et ses rapports avec Saint-Paul de Lyon, Notre-Dame d'Andance et Notre-Dame de Die* (1938), et *La résurrection du cloître de Saint-André-le-Bas à Vienne* (1944) dont notre Société des Amis de Vienne fit distribuer des tirés à part.

Etienne Martellange, peu après son retour d'Italie où il avait poursuivi et achevé ses études d'architecture, vint à Vienne pour travailler à la construction du nouveau collège. Celui-ci devait remplacer le vieux collège, jugé insuffisant, qui fonctionnait, depuis 1540, dans l'ancien logis de la Mule situé sur l'actuelle rue de la Charité, à droite en montant, en face de la rue des Carmes. Après de nombreuses et longues démarches, les consuls de la ville avaient fini par obtenir du roi Henri IV des lettres patentes, signées le 28 février 1604, les autorisant à construire ce nouvel établissement d'instruction qui allait être confié aux pères jésuites. L'emplacement choisi l'avait été dans la partie la plus élevée de la ville. Il ne pouvait être envisagé, en cette lointaine époque, de bâtir « hors les murs ».

Le premier projet que Martellange envoya au père général des jésuites à Rome porte le titre suivant, en italien : « *Pianta del collegio di Vienna nel Delfinato provincia di Lione in Francia, fatta l'anno 1605* » (Hd 4 b, fol. 241). C'est un quadrilatère à peu près régulier. L'église occupait l'angle inférieur, à droite. L'année suivante, un nouveau projet fut soumis à Rome : « *Per la pianta del collegio di Vienna in Francia, fatta l'anno 1606* ». Ce fut cette année-ci que, le 20 juillet, l'archevêque Jérôme de Villars, bénit solennellement la première pierre de l'établissement. L'architecte séjournait à Vienne, et, pour occuper ses loisirs, il dessinait une vue dite « cavalière » de la ville, prise des hauteurs de Sainte-Colombe. Il ne fait pas de doute qu'il avait été conquis par la beauté du site et la variété du paysage et que, né et ayant passé son enfance aux bords du Rhône, quelques lieues seulement en amont, il était dans l'enthousiasme en fixant sur le papier ses impressions artistiques devant ce panorama spécifiquement rhodanien. Avec la précision propre à sa profession, il data cette belle œuvre, vraisemblablement du jour où elle fut achevée : « *Vienne 11 jul. 1606* » (Ub 9a, fol. 130). C'est — le lecteur l'a déjà compris — celle qui est reproduite en premier lieu, dans l'actuelle notice.

La présence subséquente à Vienne du « frère Martel » n'est certaine que douze ans et demi plus tard, mais il est peu vraisemblable que cet architecte ne soit pas venu plusieurs fois voir

sur place l'état des travaux et même dessiner l'aspect des étapes successives de la construction du collège, comme on le remarque en consultant les albums cités plus haut, à propos d'autres monuments. Ces dessins sont perdus, comme beaucoup d'autres, sans doute. Du 20 janvier 1619 sont datés les trois dessins qui suivent le premier (Ub 9a, fol. 131, 132 et 134), avec, entre le second et le troisième, un quatrième non daté (fol. 133). Nous allons les décrire et les commenter tous, dans un instant. Disons seulement que, outre leur valeur documentaire de tout premier ordre, ils ont une valeur artistique indéniable. Etienne Martellange était, non seulement un grand architecte, mais « l'honnête homme » de son siècle, possédant l'amour du beau et du pittoresque, et sachant traduire et concrétiser ce sentiment. Le cas n'est pas unique, bien sûr, et les Viennois qui sont assez avancés en âge conservent le souvenir de deux architectes qui furent aussi de bons artistes dessinateurs et peintres : Georges Boutin et Baptiste Jacquier, le second ayant succédé au premier dans le cabinet de la rue du Musée et étant mort, en 1941, avec le titre d'architecte ordinaire des Monuments historiques. Membre du conseil d'administration de notre société, il était tout affabilité et gentillesse.

En 1619, l'église du nouveau collège n'était pas encore construite, et même les pères jésuites n'étaient pas installés dans celui-ci. Ils ne devaient l'être qu'en 1622. L'église qui, comme tout le monde le sait, est, depuis la Révolution, l'église de la paroisse Saint-André-le-Haut, ne fut élevée qu'en 1659, dix-huit ans après la mort de Martellange. Consacrée une première fois en 1710 sous le vocable de saint Louis, elle le fut une seconde fois, à l'achèvement, le 25 août 1725, en la fête de ce grand saint de France. Ces deux événements sont encore rappelés de nos jours par l'inscription gravée au-dessus de la façade : SANCTO LUDOVICO 1725, et par le grand vitrail aux riches couleurs représentant le patron de l'église, en costume d'apparat et tenant la sainte couronne d'épines sur un coussin, à la grande fenêtre de la même façade. Celle-ci, bien que du pur « style jésuite », évidemment, n'est pas celle qu'avait conçue Martellange, telle qu'on la voit dans un dessin daté d'avril 1623, titré ainsi : « Elévation de l'Eglise du Collège de Vienne en sa façade » (Hd 4b, fol. 247). Le profil extérieur eût été absolument rectiligne et la grande fenêtre de la partie supérieure eût été circulaire, tandis que la réalité montre quelques lignes courbes dans cette même partie supérieure, notamment les deux ailes en forme de volute, et la grande fenêtre qui est rectangulaire et ornée d'une balustrade qui n'existe pas dans le projet. Les pilastres sont de l'ordre ionique et non pas de l'ordre dorique, comme dans la partie in-

férieure, ainsi que l'avait conçu Martellange, pour accompagner les quatre grandes niches — deux à la partie inférieure et deux à la partie supérieure — évocation probable des quatre Evangiles. Le fronton triangulaire est surmonté, à droite et à gauche, d'une sorte de jarre ornementale qui n'avait pas été prévue, à telle enseigne que cette façade de l'église du collège offre un aspect moins froid et moins austère que celui qu'avait voulu son créateur.

Les lecteurs qui seront attentifs à l'histoire de ce vénérable établissement d'enseignement qui va cesser de fonctionner, après trois siècles et demi de bons et loyaux services (sans oublier celui d'hôpital militaire, pendant la guerre de 1914-1918), pourront consulter avec profit le bulletin de notre société, n^{os} 27 et 28 (années 1931 et 1932), contenant — p. 181 à 196 — un résumé (un digest, pour employer le terme à la mode) de l'excellent ouvrage de Claude Faure : *Recherches sur l'histoire du Collège de Vienne en Dauphiné* (Vienne, Martin et Ternet ; Paris, Auguste Picard, 1933, in-8° de 405 p.).

Voici maintenant les commentaires attendus sur les cinq dessins :

I — **Dessin à la plume**, lavé de bleu. Largeur : 575 mm ; hauteur : 420 mm.

Qui connaît un peu les choses de Vienne ne pourra pas ne pas être frappé par la ressemblance qui existe entre ce dessin et les gravures, assez nombreuses et datant de quelques décennies plus tard, qui sont assez répandues. C'est, d'abord, celle qui est dans *Les plans et profils de toutes les principales villes et lieux considérables de France*, par Nicolas Tassin (Paris, 1634), et c'est, ensuite et surtout, celle de Capar Merian publiée par Zeiller dans sa *Topographia Galliae* (Francfort, 1655-1661), maintes fois reproduite, en agrandissement comme en réduction, et dont un modèle, de la seconde façon, est vendu au bureau du Syndicat d'initiative. Cette gravure-ci (parmi d'autres encore) offre cet avantage de présenter un légende explicative, malheureusement entachée de trois erreurs : la Gère est appelée Gier ; l'abbaye de Saint-André-le-Bas est appelée Saint-Pierre — sans que, d'ailleurs, l'abbaye véritable de ce nom soit indiquée — ; l'église paroissiale de Sainte-Colombe n'est pas située en bonne place.

Quand on rapproche le dessin de Martellange et la gravure de Merian et qu'on les compare, on s'aperçoit qu'il se dégage du premier un air d'exactitude que n'a pas la seconde. Les Viennois seuls peuvent en avoir pleinement conscience. Innombrables sont les détails significatifs. Un dessin n'est pas une photographie. L'œil peut parfois ne pas bien voir ou la main peut ne

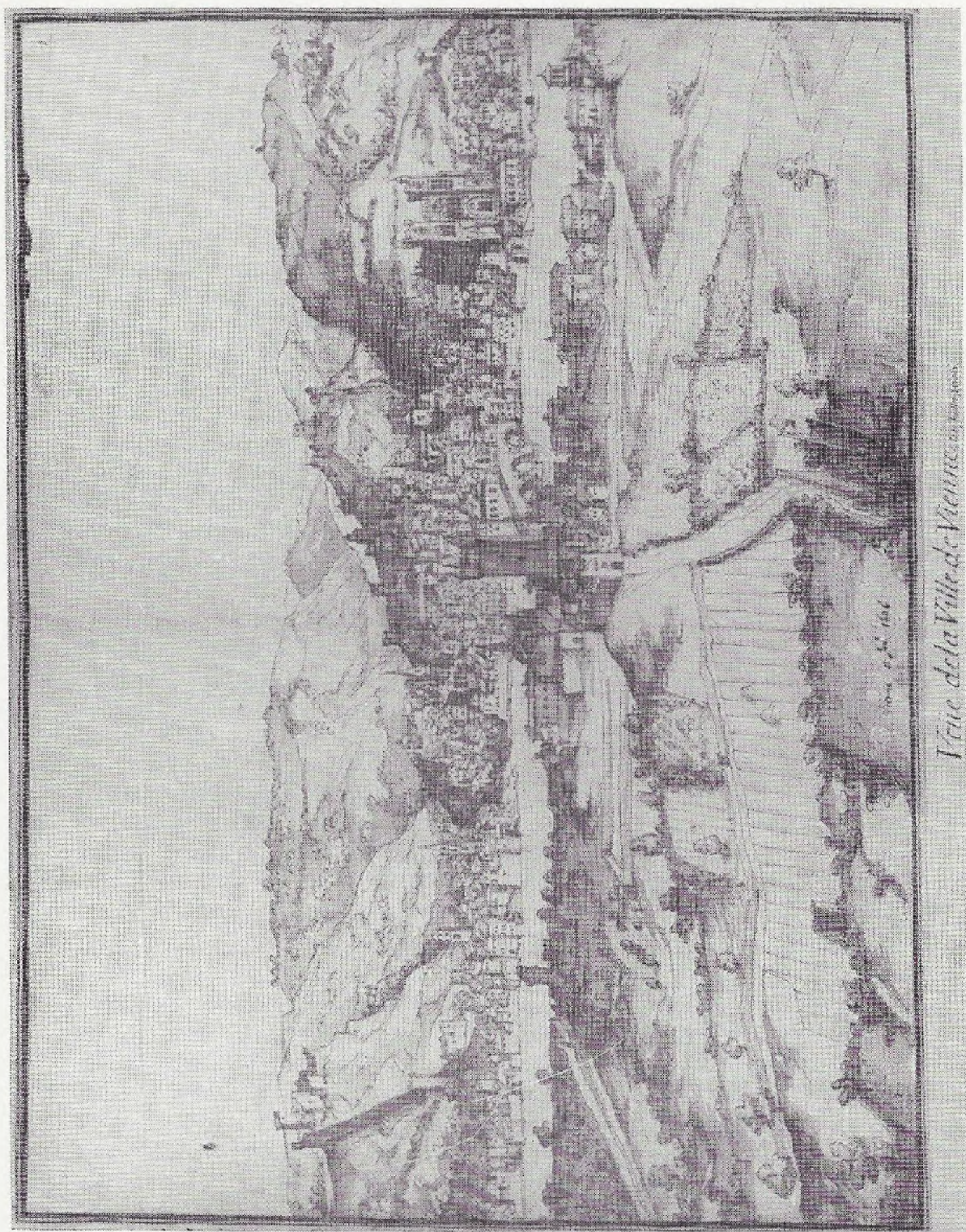
pas bien traduire, et l'objet est alors assez différent de la réalité. Le meilleur est que celle-ci soit approchée le plus près possible. Dans le cas qui nous occupe, nous trouvons toutes choses vues par Martellange bien plus fidèlement rendues, par rapport à ce qu'elles sont de nos jours, que dans la gravure de Merian. Celui-ci, bien qu'ayant travaillé près d'un demi-siècle après Martellange, a quelque peu idéalisé ce qu'il montrait. Les monuments ne semblent pas avoir subi les injures du temps : c'est ainsi que le pont du Rhône paraît être en parfait état de toutes ses arches de pierre, alors qu'il est notoire, d'après les dessins hollandais et italien contemporains, cités plus haut, qu'il était ruiné et inutilisable, l'arche la plus rapprochée de Vienne subsistant seule ; que les deux tours de la primatiale Saint-Maurice ont chacune leurs quatre pinacles, ce qui n'était pas, et que le château de la Bâtie a ses tours coiffées d'un toit, ce qui était certainement inexact. Par ailleurs, une tour supplémentaire a été ajoutée au rempart descendant de ce même château en direction du fleuve. Quant au site de la ville, son relief est accusé à l'extrême. Nous pourrions même dire qu'il a un aspect tourmenté, très éloigné de la réalité où règne une puissante harmonie.

Le dessin de Martellange donne assez bien cette impression-ci, bien que, pour meubler, en quelque sorte, le fond du panorama, l'artiste ait un peu exagéré l'élévation des collines qui dominent la ville.

Pour dessiner, Etienne Martellange s'est placé exactement dans l'axe imaginaire allant de lui à l'emplacement où devait s'élever le collège, en passant juste au-dessus de la tour du pont à Sainte-Colombe qui occupe à peu près le centre du tableau. Merian s'est placé un peu plus au midi, sur cette même hauteur de la rive droite du Rhône, ce qui lui a permis de voir et de représenter le pont de Gère, et d'étendre son dessin jusqu'au-delà du rempart méridional, ce que n'a pas fait « le frère Martel ». Examinons maintenant, avec quelques détails, le panorama.

Ce qui frappe, en premier lieu, c'est la présence du grand fleuve qui divise le paysage en deux parties : la ville de Vienne, sur la rive gauche, qui est du Dauphiné, et le faubourg de Sainte-Colombe, sur la rive droite, qui est du Lyonnais, depuis son annexion au domaine royal par Philippe VI de Valois, en 1335.

Vienne est le type même de la ville fortifiée. Son système défensif est composé, d'une part, de deux puissants châteaux, celui de Pipet, à l'est, dont les bases sont de l'époque romaine, et celui de la Bâtie, au nord, construit, au XIII^e siècle, par l'archevêque Jean de Bernin, et, d'autre part, d'un rempart sinueux, flanqué de tours nombreuses et percé de portes fortifiées, aux endroits où passent les voies de communication avec l'extérieur,



Vue de la Ville de Vienne, par J. B. de la Roche.

y compris les ponts. Ce rempart ceinture, enserre tellement la ville que, pour qu'il n'y ait pas d'espace perdu, les rues en sont étroites, les places petites, les monuments absorbés, perdus dans les maisons qui les étreignent, et que les constructions se sont faites jusqu'aux rives mêmes du Rhône et de la Gère. Aucun quai n'existe encore ; c'est bien cette particularité qui saute aux yeux, dès l'examen du dessin.

L'artiste n'a commencé à s'intéresser à la ville, pour en fixer l'aspect, qu'à partir de la porte de la Tuilerie, près de laquelle se tenait la poste aux chevaux. C'était en plein territoire d'Arpod (écrit encore Arpot, dont la prononciation populaire était « Arpou ») qui s'étendait de la « rivière d'Arpod », connue de nos jours sous le nom de Sévenne ou de rivière de Levau, à la Gère. Autrefois, il y avait eu une église paroissiale sous le vocable de saint Symphorien, non loin de la rivière, mais elle était ruinée depuis longtemps. La route de Lyon à la Provence passait beaucoup plus près du coteau qu'elle ne le fait depuis les derniers siècles, à Charavel, à Béchevienne où elle franchissait la rivière sur un pont, laissant entre elle et le Rhône un vaste lieu qu'on appelait Tressins (devenu, par corruption, Estressin), empruntait ce qui est de nos jours la rue Macabrey, la place d'Arpod (qui n'existait, d'ailleurs, pas) et la rue Druge, pour arriver à la porte de la Tuilerie, à l'endroit le plus resserré qui soit entre le flanc occidental du mont Salomon et le fleuve. Le voyageur qui, venant de Lyon, avait franchi la porte, rencontrait tout de suite la commanderie de Saint-Antoine, sa maison hospitalière et son église dédiée à saint Barthélemy. Ce n'était pas encore les bâtiments imposants que nous connaissons de nos jours qui ne datent que des années 1681-1684, mais ce sont ceux qu'a représentés Martellange. Ils devaient avoir un accès au Rhône, car, nous qui prenons la place de ce voyageur fictif, nous distinguons une sorte de débarcadère, dans une encoignure des bâtiments.

Nous nous trouvons, maintenant, au pied du mont Salomon. Presque à son sommet se dresse le château de la Bâtie, dont les vestiges actuels sont bien connus de tout le monde, mais dont il est fort intéressant de connaître l'étendue et l'aspect, en ce début du XVII^e siècle. Si l'histoire nous apprend que, comme toutes les forteresses du Dauphiné — et même de la France —, il subit les conséquences de l'ordre du gouvernement du cardinal de Richelieu, pour le roi Louis XIII, enjoignant sa démolition, le 26 janvier 1633, il ne fait pas de doute, en le voyant, le 11 juillet 1606, qu'il est déjà, à cette date-ci, réduit à l'état de ruine et inutilisable pratiquement. Néanmoins, tous les murs de la partie qui était tournée vers la ville seront abattus.

De l'angle nord-ouest, le rempart descend le long de la pente,

jusqu'à une tour qui existe encore de nos jours, dans sa partie externe, visible dans la rue de la Poterne, et qui fait partie, depuis quelques années, de la propriété de M. Germain Célette, avec le château de la Bâtie, lui-même. C'est une véritable bonne chance, pour Vienne et pour les Viennois, que ces vénérables et séculaires vestiges aient été acquis par une personne qui, non seulement les sauvera d'une plus grande destruction, mais les mettra en valeur, comme elle a si bien commencé à le faire.

De la même propriété — que, pendant de nombreuses générations, les Viennois ont appelé la propriété Tournier, puis la propriété Barjon ou Tournier-Barjon, du nom de la famille qui la possédait — est, actuellement, la grosse bâtisse voisine de la tour. Elle surplombe la rue montante dite rue de la Poterne, qui franchit, dans sa partie haute, la porte du même nom. Celui-ci, disent les spécialistes, est une altération de *posterle*, mot médiéval dérivé du bas latin *posterula* signifiant « porte dérobée ». Le *parcellaire de la ville et du comté de Vienne*, manuscrit du milieu du XVII^e siècle, conservé dans les archives de cette ville et qu'a utilisé avec profit notre cher ami Joseph Garon, cite « la porte de la Pouterle » ; c'était la façon populaire de prononcer *posterle*. Cette grosse bâtisse qui, sur le dessin, ne paraît pas en bon état, et qui est aussi représentée, vue autrement, dans le dessin de Canini cité en avant-propos, était connue sous le nom de château de Saint-Sevère ou de Château-Grillet. Pourquoi ce nom qui, dit Savigné, dans son *Guide à Vienne* (1879, p. 86) avait été donné à la rue de la Poterne, autrefois ? Vraisemblablement, parce que, comme pour celui qui se trouve sur la commune de Vérin, au sud de Condrieu, et qui a donné son nom à un cru excellent, il se faisait remarquer par les grilles de fer mises ici ou là, en matière de défense.

Au midi et au-dessous de Château-Grillet, se voient le clocher de l'église collégiale et paroissiale de Saint-Sevère et, plus loin, celui de l'église de Notre-Dame-d'Outre-Gère, coiffé d'une flèche, s'élevant au-dessus du couvent des pères jacobins. En ces lieux se trouvent des choses importantes : la porte de la ville dite de Mauconseil, et la tour de Pilate ou de Mauconseil, dont la légende disait que ce célèbre procureur romain exilé y avait été enfermé et que de laquelle il s'était jeté dans le Rhône, et, aussi, deux ports, le premier en amont du confluent de la Gère avec le Rhône : le port des Môles, et le second, au confluent même : le port de la Pêcherie. Comme on le remarque, le port des Môles s'enfonce assez profondément dans le rivage. Vraisemblablement, il avait été beaucoup plus important, notamment à l'époque gallo-romaine, ce qui avait justifié son nom,

au pluriel, le mot môle signifiant un ouvrage d'art destiné à protéger l'entrée d'un port. A Vienne, il finira par tomber en désuétude, et, aux XVIII^e et XIX^e siècles, on ne parlera plus que du « port de l'Ecu », du nom du « logis de l'Ecu de France » qui en était voisin, et que seule rappelle encore de nos jours une plaque émaillée, puisqu'il n'y a plus de port de ce nom, et même plus aucun port du tout sur le Rhône et sur la Gère. Quant au port de la Pêcherie, lui aussi, il devait perdre son nom, vraisemblablement parce que le métier de pêcheur s'était perdu ou raréfié, et ne plus s'appeler que « port des Jacobins », en raison de son environnement, c'est-à-dire du couvent de ces religieux qu'on appelait aussi, comme encore de nos jours, frères prêcheurs ou dominicains, du nom de leur fondateur, saint Dominique de Guzman (1170-1221). Ce port, sous la Révolution, à partir de 1790, fut appelé officiellement « port de l'Abondance » (Savigné, *o.c.*, p. 78). Tous les noms de rues, places et lieux publics évoquant l'ancien régime avaient été remplacés par d'autres, conformes aux idées nouvelles. La Restauration devait les ramener.

En esprit, traversons la rivière de Gère. Le pont par lequel nous pourrions le faire à pied, ami lecteur — n'oublions pas que nous sommes, aujourd'hui, le 11 juillet 1606 —, c'est celui qui s'est séculairement appelé le « pont de Gère ». Il n'est pas visible sur le dessin. Remplaçant celui qui fut emporté par la crue terrible du 13 octobre 1544 qui fit des dégâts matériels énormes et causa la mort de nombreuses personnes, il avait été construit de 1552 à 1557. Composé de deux arches très inégales dont la plus petite était celle de la rive gauche, séparées par une pile avec becs et avant-becs, il devait subsister jusqu'an 1873, date à laquelle on lui substitua celui que tous les Viennois de notre siècle ont connu et qu'ils appelaient, parfois, le « pont Saint-Louis », en raison de ce qu'il débouchait sur la place et le quai Saint-Louis, de la rive gauche. Il a disparu, par démolition, à la mi-octobre 1965, lors de la couverture de la rivière à son confluent avec le fleuve, nécessitée par les travaux d'urbanisme que tout le monde est bien obligé d'admettre, avec, quand-même, un grand regret au cœur, car un des coins les plus pittoresques de Vienne a disparu et est disparu à jamais.

Nous trouvant, ce 11 juillet 1606, désireux de passer le pont de Gère, ayant franchi la porte de Mauconseil, après avoir longé le port des Môles, nous nous trouvons dans la rue des Quatre-Vents ; l'église et la place Saint-Sevère sont à main gauche ; nous voici au pont. Nous le franchissons. A quelques dizaines de mètres, à main droite, se dresse la porte d'Ecorchebœuf. Tout le lieu s'étendant d'ici à la rive du Rhône portait ce nom

d'Ecorchebœuf — ou, par manière de simplification populaire, de Corchebœuf — parce qu'on y abattait les bovins dont le sang s'écoulait dans la rivière et était vite dilué dans le Rhône voisin. Ensuite, les animaux écorchés étaient débités et vendus dans la troisième rue parallèle à la rue Ecorchebœuf, la rue des Boucheries (depuis longtemps, à notre époque, appelée rue Teste-du-Bailler).

En remontant le cours de la rivière, toujours sur la rive gauche, nous sommes tout de suite entrés dans le lieu de Cuvrière ; nous voici « en Cuvrière », comme on dit à Vienne. L'industrie se trouve ici concentrée. Cependant, elle s'étend encore fort loin, d'abord sur la rive gauche, ensuite sur la rive droite. Dans cette première partie fonctionnent des moulins dont les plus importants portent le nom de Moulins des Quatre, appartenant au clergé de la cathédrale Saint-Maurice, servant pour la mouture des grains, mais aussi pour le foulage des draps, en des machines appelées gauchons. Il y a encore des tanneries. La seconde partie commence à partir du terrain constitué par la grève de la rivière, au voisinage du prieuré et de l'église de Saint-Martin, tout de suite en aval du pont du même nom, appelé Charnevoz (encore écrit Charnevol et prononcé *Charneve*), où, le 17 juin 1553, avait été brûlé en effigie Michel Servet, au milieu de ses écrits hérétiques. En amont du pont de Saint-Martin, construit, dans son aspect resté actuel (une arche unique fort gracieuse), entre 1395 et 1401, se dresse le rempart descendant du mont Salomon, avec la porte de la Fûterie ; plus loin encore, au pied du mont Arnaud, se trouve la porte d'Orose. Nous sommes ici en plein faubourg de Pont-Evêque qui s'achève à la rivière qu'on appelle de nos jours la Véga, affluent de la Gère, sur sa rive droite. C'est dans cette étroite vallée que fonctionnent « les martinets où l'on forge les lames d'épées », pour reprendre l'expression de la légende de la gravure de Merian, qui sont nombreux, ainsi que les moulins à papier, dont le nombre ne fut jamais que restreint.

Revenons au confluent de la Gère et du Rhône, en même temps qu'au dessin. En 1606, le pont que nous avons connu en ce lieu même sous le nom de « pont de la Demi-Lune » n'existe pas. Il fera partie des grands travaux entrepris, à partir de 1766, par l'intendant de la province du Dauphiné Pajot de Marcheval (1761-1784), pour doter Vienne du quai qui porte encore son nom aujourd'hui. Ce nouveau pont permettra d'arriver à la Grand'Rue sans être obligé de passer par le pont de Gère, la rue de l'Eperon, la place du Plâtre devant l'église de Saint-Pierre-entre-Juifs, enfin la rue de la Table-Ronde, rues montantes et descendantes, comme le savent les Viennois, donc difficiles à parcourir. Faut-il rap-

peler que l'église Saint-Pierre-entre-Juifs, comme les églises Saint-Sevère et N.D.-d'Outre-Gère, citées antérieurement, n'existent plus, et que la Grand'Rue s'appelle, depuis longtemps, rue de Bourgogne, jusqu'au parvis de la cathédrale Saint-Maurice, et rue Boson, ensuite, jusqu'au cours Brillier, actuellement ? Lorsque le quai — appelé précisément « quai du Rhône » (actuellement quai Jean-Jaurès) aura été construit, de 1838 à 1840, la Grand'Rue perdra de son importance, la traversée de la ville se faisant, en majeure partie, par les quais.

La place qui se trouve entre ce quai-là et la façade de l'église Saint-André-le-Bas s'appelle toujours place du Jeu-de-Paume. Savigné (*o.c.*, p. 72) dit qu'on lui décerna ce nom « en souvenir du célèbre serment du Jeu de Paume », ayant eu lieu à Versailles le 20 juin 1789, mais il faut penser que la raison, plus simple et toute naturelle, est qu'il y avait ici « le jeu de paume du Mouton », que Nicolas Chorier (*o.c.*, p. 95) a cité, en précisant qu'il avait « hérité, pour ainsi dire du nom d'un célèbre logis qui était en 1407 en ce même lieu ». Comme le « logis du Mouton » est encore connu par des textes d'archives nettement postérieurs à cette date, on peut considérer que ce jeu de paume dépendait de ce logis (nous dirions aujourd'hui : cet hôtel), de la même façon que, de nos jours, un jeu de boules est annexé à un établissement similaire.

En 1606, donc, pas de quai sur le Rhône, mais des ports nombreux, après les deux que nous avons déjà cités. C'est, au confluent même, rive gauche de la Gère, le port du Mouton, puis, en descendant au fil de l'eau, ce sont le port des Etuves, le port Sambein appelé ensuite le port Plantier, du nom de la famille qui en était propriétaire, et le port du Colombier. Le lecteur saura découvrir ces ports sur le dessin de Martellange. Le port des Etuves est visible à gauche de la tour du pont du Rhône : le port Plantier à droite du pont, et le port du Colombier en avant et à droite de la façade de Saint-Maurice. Le colombier qui lui donna son nom est particulièrement bien dessiné. Sous lui, se jette dans le fleuve le ruisseau de Fuissinet venant du vallon de Saint-Marcel. Sa voûte en plein cintre est voisine de celle de l'accès au port.

Puisque nous sommes revenus à porter les yeux sur le dessin de Martellange, il convient de ne plus le quitter désormais. Il n'est pas possible de s'attarder aux moindres détails. Il faut continuer à examiner et à citer les principales choses, en allant du nord au sud.

Le premier monument que l'on remarque, émergeant fièrement au-dessus des maisons avoisinantes, est l'église abbatiale de

Saint-André-le-Bas et son clocher surmonté alors d'une flèche. De ceux-ci, Nicolas Chorier, publiant, en 1658, ses *Recherches sur les antiquitez de Vienne* (p. 69), dit qu' « elle était couverte de « fer blanc » et que, vingt ans environ plus tôt, le clocher « poussait sa pointe si autant dans les nues que les yeux avaient de la peine à l'y suivre » ! A l'est et en surélévation, les grands bâtiments que l'on voit sont ceux du couvent des Capucins, fondé par l'archevêque Jérôme de Villars (1598-1626), sur l'emplacement du palais des empereurs romains, puis des comtes de Vienne. Encore plus haut, s'élève graduellement, sur la pente de la colline de Sainte-Blandine, puis sur celle, plus abrupte, de la colline de Pipet, le rempart de la ville, flanqué de tours, et percé, à peu près à mi-chemin, de la porte de Pipet, pour arriver au château du même nom. De celui-ci, nous savons qu'il subit un sort semblable à celui du château de la Bâtie, et même bien plus fâcheux, attendu que, de nos jours, on ne peut plus en reconnaître, comme existant encore, que la majeure partie de la tour sud-ouest, située juste au-dessus de la suite du rempart encore visible et dominant le côté méridional du théâtre romain. La vaste région sans bâtiment qu'on voit en avant du rempart est celle des jardins de l'abbaye des Dames de Saint-André-le-Haut (où se trouve, depuis un siècle et demi, la nécropole viennoise actuelle), et celle du terrain où allait se construire le nouveau collège. La section du rempart courant le long du flanc sud de la colline de Pipet arrivait au bord du ruisseau de Saint-Marcel coulant dans le vallon du même nom, le suivait sur quelques dizaines de mètres et aboutissait à la porte de Saint-Marcel. Après celle-ci, le rempart et le ruisseau continuaient à descendre la pente en direction du Rhône, pour arriver en un lieu dit Romcs-tang. Le ruisseau prenait alors le nom de Fuissinet. Il y a au moins un siècle et demi qu'il ne coule plus que souterrainement, sauf dans un très court espace, à peu près inconnu, derrière un mur, non loin de son arrivée au fleuve, entre la petite rue Sauge et la place Saint-Maurice. L'auteur de ces lignes a recueilli, dans sa jeunesse, le souvenir de vieux Viennois qui avaient vu le ruisseau en train de faire fonctionner les moulins à broyer la chaux appartenant à la famille Combaudon, à quelques mètres de l'abside de la cathédrale, avant la construction du grand immeuble qui la joute depuis, de la façon la plus fâcheuse. Qu'il soit dit aussi, en passant, que, dans les temps anciens, il y avait à Vienne, chose curieuse, deux ruisseaux du nom de Fuissinet (comme il y avait deux églises Notre-Dame, deux églises Saint-André, et même trois églises Saint-Pierre) : celui que nous venons de dire, et celui qu'on appelait encore « ruisseau du Maupas », devenu invisible comme l'autre, coulant dans le vallon situé entre le mont Salomon et le mont Arnaud, et qui, avant de se jeter dans

la Gère, avait « arrosé les murailles de la ville... et mouillé plutôt que rempli ses fossés », au dire de Chorier (*Ant. de V.*, p. 489). Ces murailles — ce rempart — comportaient deux portes : la porte de Serpaize, en haut, et la porte de Saint-Martin ou de la Fûterie, en bas.

Revenons sur la rive droite du Rhône. Plus exactement, regardons le pont et ses piles et ses arches. Pour entrer dans la ville, il faut franchir une porte fortifiée. Voisins de cette porte, existent un hôpital et une maison, distincte de lui, tous les trois dits « du pont du Rhône ». A très peu de distance, se tient l'église abbatiale et paroissiale de Saint-Ferréol. Au midi de celle-ci, il y a une porte dite du Ban du Cloître ou du Nord, qui permet d'accéder dans le district des cloîtres Saint-Maurice. Si cette porte n'est pas visible dans le dessin, par contre, celui-ci montre bien la fraction du rempart limitant ce district et touchant le fleuve même, en formant un angle rectangle avec la muraille parallèle à la direction de l'eau. La Grand'Rue franchit cette porte. Peu après, se trouve l'église Saint-Laurent qui est celle de la paroisse du district des cloîtres. Près d'elle, sont deux maisons importantes : la maison du Four et la maison d'Uzès. Plus ou moins près en arrière, se dressent, au-dessus des maisons d'alentour, l'archevêché, l'hôpital Saint-Paul ou Hôtel-Dieu, le palais de justice et la maison des Canaux.

La cathédrale Saint-Maurice a, relativement, si peu changé qu'en dépit de son importance très grande, il n'y a pas lieu de beaucoup écrire sur elle. Disons seulement que Martellange n'a pas reproduit très fidèlement l'aspect des trois portails, et que ce qui doit retenir l'attention, c'est l'absence de gable au-dessus du portail central, la présence du mur rectangulaire percé de trois baies au-dessus de la grande fenêtre et entre les deux tours, et celle des échauguettes et des pinacles couronnant ces tours. Une fois de plus, il faut souhaiter que les travaux de restauration qui ont été entrepris il y a déjà de nombreuses années et qui se poursuivent actuellement finiront par restituer à la façade de notre chère primatiale son aspect originel. Quel bonheur ce sera pour les Viennois et tous les Amis de Vienne !

Si, actuellement et depuis 130 années environ, on peut voir, du quai, cette façade si précieuse, il n'en était pas de même autrefois. Le dessin de Martellange montre qu'une grande maison existait entre la place Saint-Maurice et la rive du Rhône, empêchant complètement tout accès au couchant. En ces lieux — comme ailleurs, du reste — les maisons étaient pressées les unes contre les autres, de part et d'autre du rempart méridional du district des cloîtres Saint-Maurice. La maison la plus proche du parvis de la cathédrale s'appelait la maison des Degrés de

Saint-Maurice. Un peu plus au sud, c'était la maison de Murianne, attenante à la porte du même nom, dite encore porte de Reminiscere.

Dans le voisinage, il y avait aussi la maison de Beauvoir et la maison de Maugiron, appelées ainsi parce qu'elles appartenaient aux grandes familles dauphinoises de ces noms. La maison de Maugiron, en possession de cette famille depuis le XVI^e siècle, ne doit pas être confondue avec une autre maison lui appartenant depuis un temps beaucoup plus ancien, voisine de la fameuse maison de la Chaîne, qu'on appelait maison de Montléans, du nom du fief ainsi appelé, bien connu des Viennois parce qu'il est marqué, encore de nos jours, par les ruines pittoresques de son château fort, sur la commune de Jardin. Tout près du Rhône, à l'angle du rempart, se tenait la maison de Rochechinnard (nom écrit aussi Rochechinnal et Rochechenal, et, en latin, *Rupiscannalis*). Elle était accompagnée de deux jardinets et d'un colombier, celui qui avait donné son nom au port déjà cité. Tout ceci et cela se voit sur le dessin.

Difficile à identifier est la maison de Jérusalem, ainsi appelée parce qu'elle appartenait à la commanderie de Saint-Romain-en-Gal, de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Jusque vers 1948, la petite « rue de Jérusalem » en rappelait l'existence séculaire, mais la démolition de tout le pâté de maisons de la place Pilliard l'a anéantie complètement, en même temps que celle-ci, ce qui reste fort dommageable à la mémoire de ce grand Viennois que fut le peintre Jacques Pilliard. Cette rue de Jérusalem communiquait alors avec la rue de la Tour-Peinte qui n'existe plus aujourd'hui que dans sa partie orientale. Dans les temps anciens, il y eut une place de la Tour-Peinte. En traversant une maison voûtée, on allait à la cour Saint-Pierre, et on se trouvait en présence de la vénérable église abbatiale de Saint-Pierre — de son nom complet : Saint-Pierre-hors-la-Porte, parce que, jusqu'à la fin du XIV^e siècle, la ville proprement dite s'arrêtait au rempart méridional du district des cloîtres Saint-Maurice et à la porte de Murianne ou de Reminiscere. Tout ce qui était en dehors de ce rempart constituait donc un faubourg, du nom de Fuissin, que limitait, vers le sud, un ruisseau, dit de Fuissin. A la fin du XIV^e siècle, début du XV^e, un rempart flanqué de tours fut élevé le long de ce ruisseau, pour agrandir la ville. A son extrémité orientale, il y eut la porte de Saint-Gervais, et, non loin du Rhône, là où passait la route, la porte d'Avignon. Pour desservir la paroisse de Fuissin, il y avait l'église Saint-Georges, très voisine, mais séparée, de l'église Saint-Pierre. Le dessin du « frère Martel » fait état de tout cela, avant d'en terminer : il montre la façade et le clocher de Saint-Pierre, le clocher de Saint-

Georges, et, loin en arrière, le rempart et la porte de Saint-Gervais.

Les Viennois d'aujourd'hui savent tous que Saint-Pierre est un des joyaux artistiques et archéologiques de leur ville et que les églises Saint-Ferréol et Saint-Laurent n'existent plus depuis fort longtemps, mais certains ignorent peut-être que des vestiges de l'église Saint-Georges sont toujours visibles, à savoir ce qui semble en avoir été le bas-côté méridional, jadis éclairé au levant par une grande fenêtre à trois baies en lancette devenues aveugles, datant du XIII^e siècle.

Ami lecteur, il ne nous reste plus qu'à examiner, dans le dessin, ce que nous voyons sur la rive droite du Rhône : Sainte-Colombe, reliée à Vienne par le pont de pierre à cinq arches. Ce faubourg — faubourg, par rapport à cette ville — est entouré par un rempart, avec des tours, ici et là, et des portes fortifiées, dont, de nos jours, il ne reste pas pierre sur pierre. Il est dominé par la tour massive et altière que fit élever le roi de France Philippe VI de Valois à la culée du pont pour être maître de l'accès à celui-ci. Cette tour a ici ses quatre échauguettes d'angle qu'elle a perdues dans le siècle dernier. Près de son arête sud-ouest se trouve la viguerie, c'est-à-dire la demeure du gouverneur de la place forte, appelé viguier. Elle existe encore actuellement, mais elle a perdu son aspect imposant. Plus vers le midi que vers le couchant, le bourg étend ses maisons, jusqu'en un lieu où se trouve l'église paroissiale que surmonte son clocher. A mi-chemin, on rencontre les bâtiments de l'abbaye des Dames bénédictines de Sainte-Colombe. Ils sont encore visibles aujourd'hui. Au nord de la tour, se remarque particulièrement le clos du couvent des Cordeliers, signalé surtout par son église qu'un clocher pointu domine. En 1606, les religieux sont ici depuis plus de trois siècles et demi, étant venus s'y installer vers 1250, après avoir été, à Vienne même, dans un local situé au lieu de Saint-Gervais, dès l'année 1212, et du vivant même du fondateur de leur ordre, saint François d'Assise, mort en 1226. Est-il nécessaire de dire — oui, il le faut, pour les lecteurs qui ne sont pas viennois — que l'église du couvent, désaffecté par la Révolution, est, depuis cette époque, celle de la paroisse, et que les bâtiments voisins servent, depuis quelques décennies, à cet établissement d'enseignement connu sous la dénomination d'institution Robin, pendant un siècle installée à Vienne même, au midi de l'église Saint-Pierre ?

Nous laissons maintenant le lecteur vagabonder à sa guise à travers la campagne des environs du bourg de Sainte-Colombe. Martellange semble n'avoir pas fait de grands efforts pour la représenter avec tous ses détails, et c'est très bien ainsi, car ce qui importait et ce qui importe surtout, c'est la « vue de la ville

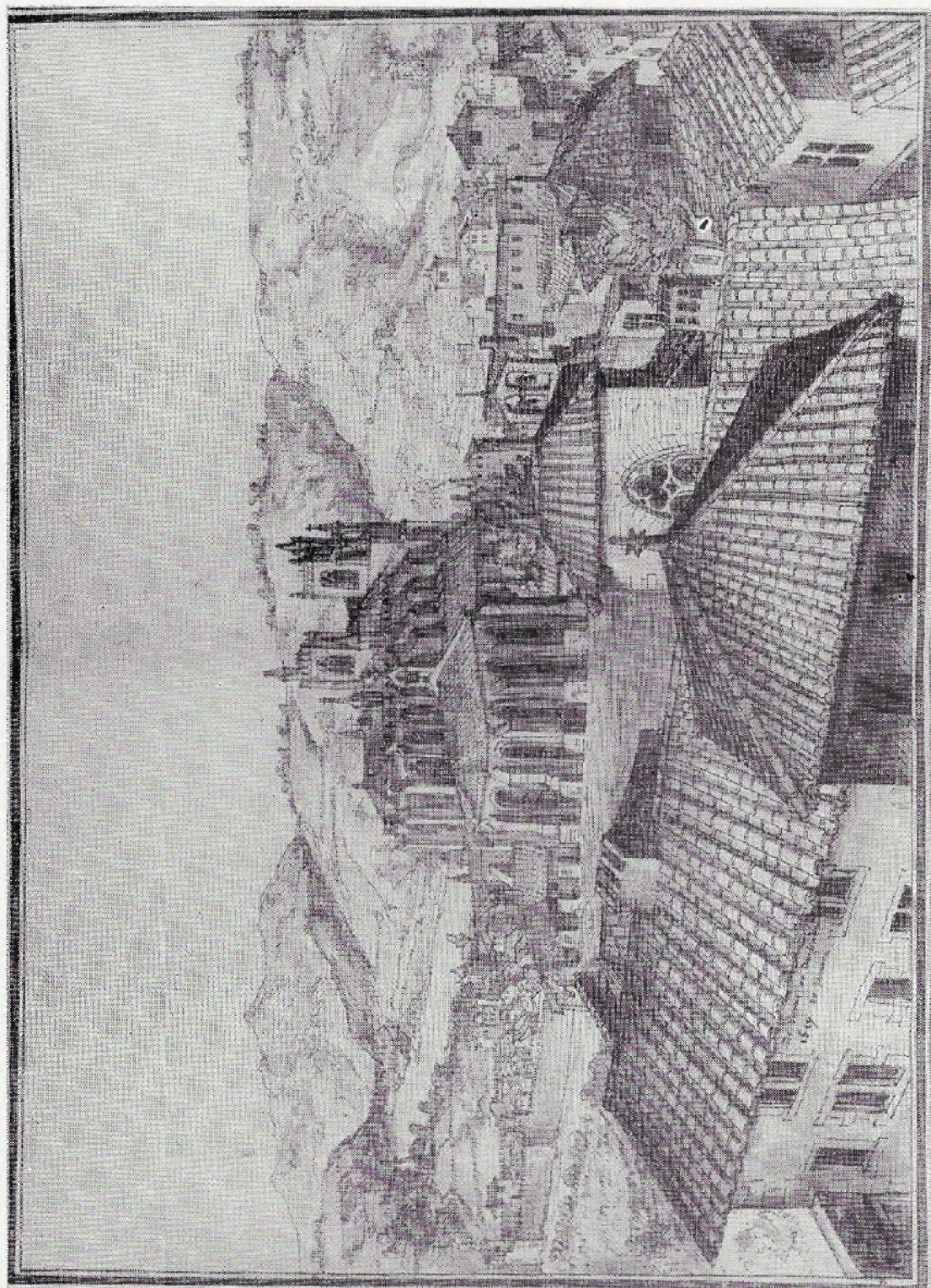
de Vienne ». Nous pouvons, quand-même, être surpris de ne pas voir figurer le Palais du Miroir, comme dans les gravures du même XVII^e siècle. On sait que notre Société des Amis de Vienne s'en est occupé souvent dans son bulletin, notamment dans celui portant les n^{os} 27 et 28 (années 1931 et 1932) publiant un long article du même auteur que celui d'aujourd'hui, intitulé : *Le Palais du Miroir à Saint-Romain-en-Gal, anciens thermes de Vienne gallo-romaine. Mémoire historique et critique sur l'étymologie du nom de ce monument*, et cet autre, portant les n^{os} 34 à 46 (années 1938 à 1950) publiant les *Notes relatives aux thermes romains de Sainte-Colombe-lès-Vienne (France) au lieudit « Palais du Miroir »*, par M. Joseph Cottaz.

Passons au dessin suivant.

II — **Dessin à la plume** lavé d'encre de Chine. L. : 540 mm ; h. : 390 mm. Daté ainsi : « De Vienne en Dauphiné. 1619. 20 janvier ».

C'est, des cinq dessins, celui qui montre à l'observateur le plus grand nombre des choses de la vieille Vienne aujourd'hui disparues. Avec lui, on se trouve en présence de « Vienne inconnue », au sens le plus plein et le plus profond de l'expression, devenue familière aux Amis de cette chère ville. Il doit constituer pour eux un vrai régal des yeux, de l'esprit et du cœur.

Il a été publié, en un format plus petit que celui d'aujourd'hui, dans le numéro de mai 1962 de la revue *Le Jardin des arts*, par Bernard Clavel, comme en frontispice de son article intitulé tout simplement *Vienne*, — nous pourrions dire, comme en hors-d'œuvre, car l'auteur n'en a tiré aucun particulier profit, se bornant à dire qu'il s'agissait d'une « vue de Vienne et de la cathédrale », à en donner l'année, et à en préciser la provenance. Cet article vaut exclusivement par la beauté des vingt illustrations qui l'accompagnent et par son style, de forme très littéraire, celui qui, depuis, a contribué à imposer Bernard Clavel parmi les meilleurs romanciers de notre époque. Pour ce qui est du fond, comme nous ne saurions en dire mieux que ne l'a fait le cher président Maurice Faure, nous convions le lecteur à lire, ou à relire, les pages 17 et 18, puis 55 à 57, du bulletin de notre société n^{os} 57 et 58 - Années 1961 et 1962. La critique de Maurice Faure se termine ainsi : « Pourquoi l'auteur n'a-t-il pas cherché un Viennois à qui il aurait demandé, sans humiliation, de relire son texte ? Pourquoi les admirations manifestées du dehors n'écoutent-elles pas les connaissances silencieuses du dedans ». Lorsque, en 1934, Mlle Georgette Revol (devenue Mme Marcel Dargent, femme du professeur à la faculté de médecine de Lyon, éminent cancérologue) voulut publier simultanément sa thèse



Vue de la Ville de Vienne en Dauphiné, par J. B. de la Roche, 1619.

de géographie urbaine sur *Vienne en Dauphiné* dans les *Etudes rhodaniennes* et le *Bulletin de la Société des Amis de Vienne* (n^{os} 29 et 30 - Années 1933 et 1934, p. 35 à 123), elle eut l'excellente pensée de la faire lire à quelques Viennois qualifiés qui lui signalèrent les retouches à apporter, à telle enseigne que cette thèse constitua un modèle du genre, et qu'elle le constitue encore.

Procédons à l'examen du dessin.

Etienne Martellange s'est placé sur la tour du levant de la maison des Canaux, peu avant qu'elle ait été démolie en partie — la tour — pour que ses pierres de taille fussent employées dans les fondations du collège, comme l'affirme Savigné (*o.c.*, p. 9). Cette maison, encore appelée palais des Canaux, ancienne résidence fortifiée des rois du royaume de Bourgogne, avait été donnée par le dernier de ceux-ci, Rodolphe III dit le Fainéant, mort en 1032, avec le comté de Vienne et le château de Pipet, à l'archevêque et au chapitre de Vienne. Après avoir servi à certains dignitaires de ce dernier, la maison des Canaux avait fini par servir d'hôtel de ville où les consuls s'étaient installés, ayant quitté la maison de la Chaîne, en 1561. Ils devaient y demeurer jusqu'en 1771. C'est donc d'une des tours de cet hôtel de ville d'autrefois que l'artiste a dessiné le paysage que voici.

Au premier plan, c'est une partie du palais des Canaux que l'on voit, avec deux de ses tours. Plus d'un siècle et demi après, elle sera complètement transformée, par la construction du théâtre, qui fonctionne encore de nos jours, réalisé par Pierre Schneyder (1733-1814), et inauguré vers la fin de 1782. La seconde tour que l'on remarque sur le dessin existe encore dans sa partie inférieure qui est romaine, du plus beau style, et qui seule a été conservée, formant ce qu'on a longtemps appelé « le portique du forum ». Autrefois, on lui avait donné le nom de « tour d'Orange », parce qu'un prince de cette illustre maison y avait été retenu prisonnier. La grande fenêtre qui l'éclaire à l'étage supérieur offre les caractères du XIV^e siècle. Il est certain qu'au cours des temps, les monuments subissaient des transformations, souvent très profondes, et que celles-ci s'inspiraient presque toujours du goût et du style du moment. Il n'est donc pas étonnant qu'une tour, qui pouvait bien être du IX^e siècle, de l'époque du roi Boson, ait été munie d'une fenêtre du XIV^e. Les photographies qu'on a conservées la montrant vue ainsi sur sa face orientale prouvent que cette fenêtre avait été détruite et remplacée par une autre sans aucun caractère. Une fenêtre existait sur la face septentrionale, ouverte sur le passage étroit conduisant de la rue à la cour de la maison des Canaux ; elle était du XV^e siècle. Elle a disparu avec la tour elle-même, peu avant la dernière guerre mondiale, lorsqu'on a anéanti l'ancien hôpital

pour ne plus laisser subsister que les vestiges de l'époque gallo-romaine. De ces années autour de 1930, notre société, jouant pleinement son rôle, a publié, en tête de son bulletin, deux remarquables photographies : la première (n^{os} 27 et 28 - Années 1931 et 1932), par Camille Didier : « L'arc du forum ou porte d'Orange »; et la seconde (n^{os} 29 et 30 - Années 1933 et 1934), par Paul Gourdant, père de l'actuel président Marcel Gourdant : « La maison de bois ».

C'est cette pittoresque « maison de bois », du XV^e siècle, dont il faut souhaiter la présence encore pour de nombreux siècles, que Martellange a représentée, à droite de la tour d'Orange, cette maison et sa tour — arrondie, celle-ci.

La haute muraille crénelée qui limitait la maison des Canaux au couchant et la séparait du district des cloîtres Saint-Maurice est plus visible à gauche qu'à droite de la tour d'Orange. En arrière de celle-ci se trouve l'hôpital Saint-Paul, encore appelé Hôtel-Dieu, et dédié, non seulement à l'Apôtre des gentils, mais aussi à saint Antoine — le Grand —, marqué par un campanile à jour, abritant deux cloches, et qu'une croix de fer surmonte. En direction du midi, se dresse la grande chapelle de l'archevêché qu'avait fait construire Jean de Bernin et dédiée à Notre Dame.

Quant à l'archevêché, il étend ses bâtiments longuement, du nord au sud, entre deux tours carrées. Nicolas Chorier, comme il se devait, l'a appelé « le palais archiépiscopal », et a souligné qu'il était « dans une situation fort agréable, élevé presque partout sur un massif qui y a été fait exprès ». (*o.c.*, p. 233). Ce même historien a indiqué que ce palais fut « embelli autant qu'il lui fut possible » par l'archevêque Jean de Bernin (qu'il a appelé à tort, comme les autres anciens historiens, Jean de Bournin), « l'ayant accru de nouveaux édifices », dont une maison renfermant la « salle des Clémentines », qui fut ainsi appelée, après le concile œcuménique, tenu à Vienne du 16 octobre 1311 au 10 mai 1312, sous la présidence du pape Clément V (1305-1314), parce qu'y furent élaborés les décrets conciliaires sur la réforme de l'Eglise, connus sous le nom des *Clémentines* que publia officiellement, en 1317, le successeur de Clément V, Jean XXII (1316-1334). On sait que ce que nous pourrions appeler « l'histoire abrégée » n'a retenu, de ce concile œcuménique de Vienne — le quinzième sur les 21, le treizième étant celui de 1245 et le quatorzième celui de 1274, tous deux tenus à Lyon, la seule ville de France avec Vienne à avoir eu cet honneur, et le dernier étant celui de Vatican II (1962-1965), présidé successivement par Jean XXIII (1958-1963) et par Paul VI — que la suppression de

l'ordre des Templiers. Avant l'ouverture du concile et pendant son déroulement, Clément V résida au palais archiépiscopal. Le trésor pontifical fut enfermé en lieu sûr, à savoir le château de la Bâtie, appartenant à l'archevêque qui était alors Briand de Lagnieu (1305-1317), ce qui pourrait faire dire à l'amateur de jeux de mots que cette forteresse fut, à cette époque, véritablement, le « château briand » ! Le roi de France était Philippe IV le Bel (1268-1285-1314), qui assista à une partie du concile, avec ses deux frères (Charles, comte de Valois, père du futur roi Philippe VI, et Louis, comte d'Evreux), et ses trois fils qui devaient régner successivement après lui sur le trône de France : Louis X le Hutin (1289-1314-1316), roi de Navarre au temps du concile, Philippe V le Long (1294-1316-1322), et Charles IV le Bel (1295-1322-1328).

Cet événement si important de l'histoire de Vienne est encore rappelé de nos jours par la rue Clémentine et la rue de l'Archevêché, perpendiculaires, dont la configuration donne une idée assez précise de l'étendue du palais des anciens archevêques de Vienne, dont rien ne subsiste, depuis le temps de la suppression du siège archiépiscopal, à la Révolution. Il paraît tout indiqué de rappeler ici la brillante conférence que fit, sur l'initiative de notre société, le R.P. Joseph Lecler, S.J., un soir de la première dizaine de juin 1969, en la primatiale Saint-Maurice illuminée, honorée de la présence de Mgr André Jacques Fougerat, évêque de Grenoble, très peu de temps avant son départ pour Rome où il fut appelé comme consultateur à la secrétairerie d'Etat et chanoine titulaire de la basilique Saint-Pierre. Le R.P. Lecler était d'autant mieux qualifié pour parler de ce captivant sujet qu'il est l'auteur du tome 8 de *l'Histoire des conciles œcuméniques*, consacré à celle du concile de Vienne, publié en 1964, dont le regretté président Pierre Frécon avait donné un résumé dans le n° 61 (Années 1965) du bulletin de notre société (p. 23 à 32), sous le titre : *Le concile de 1311 et Philippe le Bel*. Parmi les illustrations graphiques de ce bon livre, son auteur n'a rien trouvé de mieux, pour montrer « la ville de Vienne et la cathédrale Saint-Maurice », que le premier des dessins de celui qui est son lointain confrère dans la Société de Jésus, et qu'en parfait connaisseur, il a appelé « un frère jésuite, le célèbre architecte Etienne Martellange », en faisant très justement remarquer que, en 1311, ni la tour Philippe-de-Valois ni les quatre dernières travées et la façade de la cathédrale n'existaient. La citation que nous venons de faire de ce dessin, publié dans l'ouvrage cité, un peu rogné sur les bords, nous ramène à celui qui le suit et à la description que nous en faisons.

Nous en étions au palais archiépiscopal. A quelques dizaines

de mètres plus bas, en s'approchant de la Grand'Rue, se trouvait la porte de Caramentran (déformation de *Carême entrant*), l'une des portes du district des cloîtres, dans sa partie septentrionale, l'autre étant la porte du Ban, déjà citée. On l'appelait aussi, cette porte de Caramentran, porte de la Bobe, parce que, sur son imposte transversale, était placée une tête d'homme, énorme et très défigurée, encore conservée au musée lapidaire de Vienne, tête d'Hercule plutôt que de Jupiter, dont la lèvre inférieure est légèrement plus avancée que l'autre. Nos aïeux viennois avaient trouvé qu'elle « fait la bobé », manière de dire qu'elle fait la moue. Cette porte de la Bobe constitue la planche XI de l'album de Rostaing.

La tour du nord de l'archevêché n'était pas éloignée de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Vie, qui n'était autre que l'ancien temple d'Auguste et de Livie, aménagée pour le culte catholique. D'elle, la maison de la Chaîne était proche, au nord-est, ainsi que le palais de justice, au nord-ouest. Ce dernier, ancien palais des rois de Bourgogne, encore en service actuellement, est le seul des quatre palais viennois à subsister de nos jours.

En arrière-plan, Martellange a représenté une minime partie du rempart de la ville au pied duquel coule le Rhône, et, sur la rive droite de ce fleuve, le faubourg de Sainte-Colombe dans son quartier méridional. Le monastère des Bénédictines et l'église paroissiale retiennent particulièrement l'attention. Sur celui des coteaux qui est le plus proche du cadre du dessin, se dresse la tour, bien connue des Viennois sous le nom de « tour Garon », sur laquelle l'auteur avoue être impuissant à dire autre chose qu'elle est de la plus authentique antiquité.

L'église cathédrale et primatiale de Saint-Maurice occupe le centre étendu de ce paysage urbain, comme il se devait. De nos jours, du même endroit, son abside et la majeure partie de sa nef ne seraient pas visibles, en raison des maisons de la rue Ponsard et de la place de Miremont. Ici, l'embrassement complet du majestueux monument est gêné par la présence de la chapelle de l'archevêché, qu'un clocheton à cloche unique et croix de pierre domine. Il n'est pas possible de voir non plus les cloîtres jumeaux et les chapelles qui s'appuyent contre le bas-côté septentrional de la cathédrale, tous démolis après la Révolution, à l'exception de la chapelle connue de nos jours — et depuis 1664 que les reliques de ce saint furent données à l'Eglise de Vienne par le cardinal Flavio Chigi, légat du pape Alexandre VII auprès de Louis XIV, que nous avons eu l'heur de citer au début de cet article — sous le nom de chapelle Saint-Théodore. Avant, on l'appelait la chapelle de Virieu, du nom de ses fondateurs, à la

fin du XV^e siècle, le chanoine Claude de Virieu et sa sœur Jeanne, sous le vocable multiple de N.-D. de Pitié, de saint Pierre négateur, de sainte Marie-Madeleine, pécheresse, et du Larron pénitent. Les autres chapelles des cloîtres étaient contiguës et au nombre de trois : 1^o la chapelle de N.-D.-des-Chapelles, ou de Roussillon ; 2^o la chapelle de Saint-Jean-Baptiste ou des Fonts, et 3^o la chapelle de Saint-Maurice et des Saints-Macchabées, encore appelée chapelle des Macchabées ou de Saint-Maurice-le-Vieux, et, à partir de la fin du XIV^e siècle, chapelle de Maguelonne, parce qu'elle avait reçu les libéralités d'Antoine du Louvier, évêque de Maguelonne (près de Montpellier) de 1389 à 1405, après avoir été doyen du chapitre de l'Eglise de Vienne. Les arrachements des murs de ces trois chapelles sont très visibles, place Saint-Paul, contre le flanc nord-est de la primatiale (arcs formerets accompagnés des culs-de-lampe à feuillages soutenant le départ des croisées d'ogives). Ces chapelles furent construites sous le pontificat de Jean de Bernin (v. 1220-1266), en même temps que l'abside de la cathédrale. Jean de Bernin est la plus grande figure des archevêques de Vienne du Moyen Age, bien digne du siècle de saint Louis. Ce n'est pas ici qu'il faut dire tous ses mérites, Il justifia pleinement son titre de pontife, puisqu'il restaura le pont du Rhône, alors plus que millénaire, fit bâtir le pont de Saint-Martin sur la Gère, et, à l'extrémité méridionale du diocèse de Vienne, le pont de Romans et celui de la Sône sur l'Isère. Par ailleurs, il fit construire le château de la Bâtie, installa l'hôpital du Pont-du-Rhône, concéda aux Viennois toute une série de privilèges et de libertés qui furent ensuite confirmés par le pape Innocent IV (1243-1254), etc.

De toute évidence, ne peuvent pas être visibles, sur ce dessin, le cloître de Saint-Claude, appuyé contre le bas-côté méridional de la cathédrale, et le cimetière des Pauvres, voisins de celui-ci, disparus, eux aussi, après la Révolution.

Voyons maintenant ce que représente le dessin, à gauche de la primatiale. Le Rhône coule, large et légèrement sinueux, et semble aller se perdre, entre les coteaux de Saint-Cyr et d'Ampuis, rive droite, et ceux de Vaugris et de Chonas, rive gauche, au pied du mont Pilat, plein de majesté. Loin de la ville, à faible distance de la route royale, se dresse fièrement la fameuse pyramide. Nous la retrouverons plus tard. Vienne, comme on le voit, est bornée par son rempart, aujourd'hui complètement réduit à néant. Au pied de la colline de Saint-Just, au flanc occidental de laquelle existe le lieu dit Beaumur, en partie visible sur le dessin, il développe sa surface très allongée et bordée de créneaux, avec, vers le milieu, un léger décalage, sur cette partie de terrain, devenu disponible par démolition, dans le premier

quart du XIX^e siècle, et sur lequel a été établi le cours Romes-tang. A son extrémité, se dresse la porte de Saint-Gervais, munie d'un petit pont pour le franchissement du ruisseau du même nom, dit encore de Fuissin, invisibles ici. Faisant un angle droit, le rempart prend la direction du couchant, baigné par le ruisseau descendant de la gorge située entre la colline de Saint-Just et celle de Coupe-Jarret, arrive à la porte d'Avignon et son pont, pour atteindre la rive du Rhône, et « boucler la boucle », en quelque sorte, en se soudant au long ruban pierreux longeant le fleuve. Actuellement, le ruisseau coule sous le cours Brillier.

La porte de Saint-Gervais prenait son nom du « petit territoire » où, dans le haut Moyen Age, avait existé un monastère et son église dédiés aux saints Gervais et Protas, Milanais, frères dans le martyre comme dans la naissance, au II^e siècle. Ils avaient été ruinés par les Sarrasins, en 736, ainsi que l'abbaye de Saint-Pierre-hors-la-Porte et, d'une façon générale, tout ce qui, de la ville, se trouvait à l'extérieur du rempart, sur les deux rives du Rhône — terribles et irréparables destructions. Cinq siècles plus tard, les frères mineurs, fils de saint François d'Assise, étaient venus s'installer en ce même territoire, mais, très vite, ils avaient transféré leur monastère sur l'autre rive du fleuve, ainsi qu'il a été dit antérieurement. Le vieil historien viennois Nicolas Chorier n'a pas manqué, dans son précieux livre déjà cité (p. 359), de signaler « une fontaine à qui la bonté et la beauté de son eau a donné de l'estime... aussi honorée du même nom de Saint-Gervais ». De nos jours, « l'estime » de la fontaine de Saint-Gervais s'est-elle perdue ? Toujours est-il qu'il y a moins d'un demi-siècle qu'on parlait encore d'elle, en disant que les chauffeurs et mécaniciens de locomotive, connaissant la bonté de son eau, recueillaient celle-ci au robinet qui la fournissait, à l'entrée du tunnel de la voie ferrée, lors de l'arrêt du train en gare de Vienne.

Quant à la porte d'Avignon, pourquoi portait-elle ce nom ? Sans doute, parce que la route à laquelle elle donnait accès conduisait en Avignon, comme la porte de Serpaize laissait passer le chemin allant au proche village de Serpaize. Mais, pourquoi Avignon, et non pas Valence, beaucoup plus proche ? Très certainement parce qu'Avignon, au moment où la porte fut construite et où il fallut lui donner un nom, était la ville où résidait le pape, et que ce pape s'intéressait particulièrement à Vienne. Il s'appelait Clément VII — de ses noms de baptême et de famille, Robert de Genève —, avait été évêque de Théroutanne (diocèse qui devait être supprimé, plusieurs siècles après, et rattaché, avec Saint-Omer, au diocèse d'Arras), et vécu en Avignon — pape, d'ailleurs, illégitime (c'était le début du Grand Schisme

d'Occident (1378-1429) — de 1378 à 1394. Vraisemblablement, par esprit pragmatique, les Viennois avait accepté ses libéralités, dont le souvenir est perpétué par « le portail papal de Saint-Maurice », c'est-à-dire le portail méridional de cette cathédrale. Sculptés aux voussures se voient l'écu armorial de Clément VII, soutenu par deux anges, avec, au-dessus de lui, une tiare conique à deux couronnes. Primitivement, il y avait, à la clef de voûte de l'archivolte de ce même portail, le buste sculpté de Dieu le Père que les lithographies anciennes montrent encore, bien que fort endommagé par le temps, et qui est devenu, à notre époque, complètement méconnaissable, invisible, comme pour justifier, si besoin était, cette affirmation de saint Jean, dans son *Évangile* (I, 18) : « Nul n'a jamais vu Dieu ». Mais le Fils du Père, le Verbe incarné, Jésus-Christ, le Sauveur (on sait que ce fut sous ce vocable-ci, avant Saint-Maurice, que la cathédrale exista), il est maintes fois représenté dans ce chef-d'œuvre de l'art sacré qu'est la primatiale Saint-Maurice — véritable bible de pierre —, à l'intérieur, dans ses parties romanes (XII^e siècle), et, à l'extérieur, aux tabernacles de la voussure du portail central (premier quart du XV^e siècle), montrant les scènes principales de la vie terrestre de ce même Sauveur, et encore celle de la Pentecôte, avec les scènes de l'Ancien Testament les préfigurant, et aussi les prophètes et écrivains sacrés les ayant annoncées, les uns et les autres ayant été souvent, hélas !, fort mutilés par les protestants iconoclastes, le 13 mai 1562. A ce sujet, les Amis de Vienne pourront revoir, dans le bulletin de leur société (p. 37 à 90 des n^{os} 31, 32 et 33 - Années 1935, 1936 et 1937), le remarquable article de Claude Faure, intitulé : *Un épisode des guerres de Religion — Vienne en Dauphiné pendant l'année 1562.*

Revenons au dessin, pour en finir avec lui. Que voyons-nous, dans ce quartier de la ville, appelé alors Fuissin, enserré par le rempart, au levant et au midi ? A gauche de la cathédrale, l'abside de l'église Saint-Pierre et son clocher, contre laquelle semble être attenante l'église Saint-Georges. Avant la porte d'Avignon, se présente une grande maison où, en 1638, devaient s'installer les pères minimes, dont le fondateur fut saint François de Paule (v. 1416-1507), introduits en France par Louis XI. On l'appelait la maison de Poisieu, parce qu'elle avait appartenu à la famille de ce nom, et ses armes, dit Chorier, y « paraissaient encore en beaucoup d'endroits » (o.c., p. 333). Cette famille, l'une des plus considérables du Dauphiné, possédait, dans cette province, conjointement ou successivement, les seigneuries du Passage, de Septème, de Diémoz, des Côtes-d'Are, de Meyrieu, de Pinet, de Pusignan, des Eparres, de Saint-Georges-d'Espéranche, etc. Elle tenait son nom du lieu-dit « Poisieu », qui est de

l'actuelle commune de Chozeau, à environ 5 km de Crémieu, chef-lieu du canton. Vienne lui doit deux de ses archevêques : Antoine de Poisieu (1453-1473), élu alors qu'il était abbé de Saint-Pierre, et son neveu et successeur Gui de Poisieu (1473-1480). Le premier fut inhumé dans la chapelle de l'église Saint-Pierre qu'il avait construite, en tête du bas-côté méridional (elle sert actuellement au musée lapidaire). Le second le fut dans la chapelle des cloîtres Saint-Maurice dite Notre-Dame-des-Chapelles. L'archevêque Antoine eut un frère qui fut compagnon de Jeanne d'Arc dans la lutte contre les Anglais, Aymar de Poisieu (dit *Capdorat*, à cause de sa chevelure dorée), qui accompagna le dauphin Louis II (le futur roi Louis XI) dans son exil en Dauphiné et en fut le maître d'hôtel. Ces derniers grands personnages ont été cités, dans l'avant-dernier bulletin (n° 64 - Année 1968), à propos de l'article, du même auteur que le présent, intitulé ainsi : *Quand le dauphin Louis II s'intéressait à l'urbanisme viennois, parmi beaucoup d'autres affaires.*

Une autre maison importante existe dans ce même quartier, assez proche de la porte de Saint-Gervais : la maison de Palanin (encore écrit Palagnin), maison forte gardant le nom de la famille qui l'avait possédée primitivement, et maintenant faisant partie, au moins depuis le milieu du XVI^e siècle, des biens du chapitre de Saint-Maurice. La famille de Palanin était du Viennois, plus exactement du territoire de Mure qui comprenait deux paroisses, toujours bien connues : Saint-Laurent et Saint-Bonnet-de-Mure.

La maison qui se présente entre la porte d'Avignon et le Rhône, marquée par sa tour d'escalier s'élevant jusqu'au-dessus du toit, existe encore de nos jours, mais il faut entrer dans le couloir et arriver jusque dans la cour pour en découvrir l'intérêt, d'ailleurs minime, par rapport à tant d'autres maisons de la ville. Autrefois, de cette maison au rivage, il n'y avait que des jardins, derniers vestiges du « Val des Jardins » — « *loco qui vocatur Vallis hortensis* » (Chorier, *o.c.*, p. 81) — qui, avant la construction des maisons, dans le cours du Moyen Age, s'étendait de la Gère au ruisseau Bayet, sur la rive gauche du Rhône. Dans ces jardins, dépendant de l'abbaye de Saint-Pierre, après la désaffectation de celle-ci par la Révolution, s'établit une verrerie, dans les dernières années du XVIII^e siècle. Elle fabriqua surtout des bouteilles, croit-on, et fonctionna durant une très longue période du siècle dernier, crachant, de nuit comme de jour, aux trois vents qui soufflent à Vienne — la bise, venant du nord, le vent du midi et celui de l'ouest (souvent appelé, par le peuple « l'auvergnate ») — la fumée de ses fours, par le sommet de son gigantesque toit en forme de pyramide.

Un long regard, voulez-vous ? — avant d'en finir, sur le Rhône, sans lequel Vienne ne serait pas Vienne... Il est assez curieux de remarquer l'absence du moindre bateau naviguant sur ses eaux, aussi bien dans ce dessin-ci que dans le précédent, alors que toutes les gravures qu'on connaît et qui le montrent dans la traversée de ville, font apparaître deux ou trois embarcations — d'ailleurs fictives, vraisemblablement. Et pourtant, il est certain que ce n'était pas pour rien que les ports étaient nombreux. Les documents d'archives citent souvent, comme profession, celle de « voiturier sur le Rhône », ce qui signifiait que celui qui l'exerçait transportait sur son bateau, le long du fleuve, les marchandises qui lui étaient confiées. Aujourd'hui et depuis assez longtemps, nous l'appelons « marinier ». La voie fluviale offrait, alors, beaucoup plus d'avantages que la voie terrestre. Par ailleurs, il est sûr que le Rhône faisait vivre aussi un certain nombre de pêcheurs. Après mûre réflexion, ne pouvons-nous pas estimer que si aucun bateau n'est accosté au port ou voguant sur l'onde, dans ces dessins, c'est qu'il n'y en avait aucun visible, les jours où Martellange exécuta ses œuvres ? Toutes les embarcations se seraient trouvées en amont ou en aval de la ville, hors du champ visuel. A Vienne, on aime et on a toujours aimé le travail.

III — **Dessin à la plume**, lavé d'encre de Chine. L. : 526 mm ; h. : 385 mm. Daté ainsi : « Viennae, 20 januarii 1619 ».

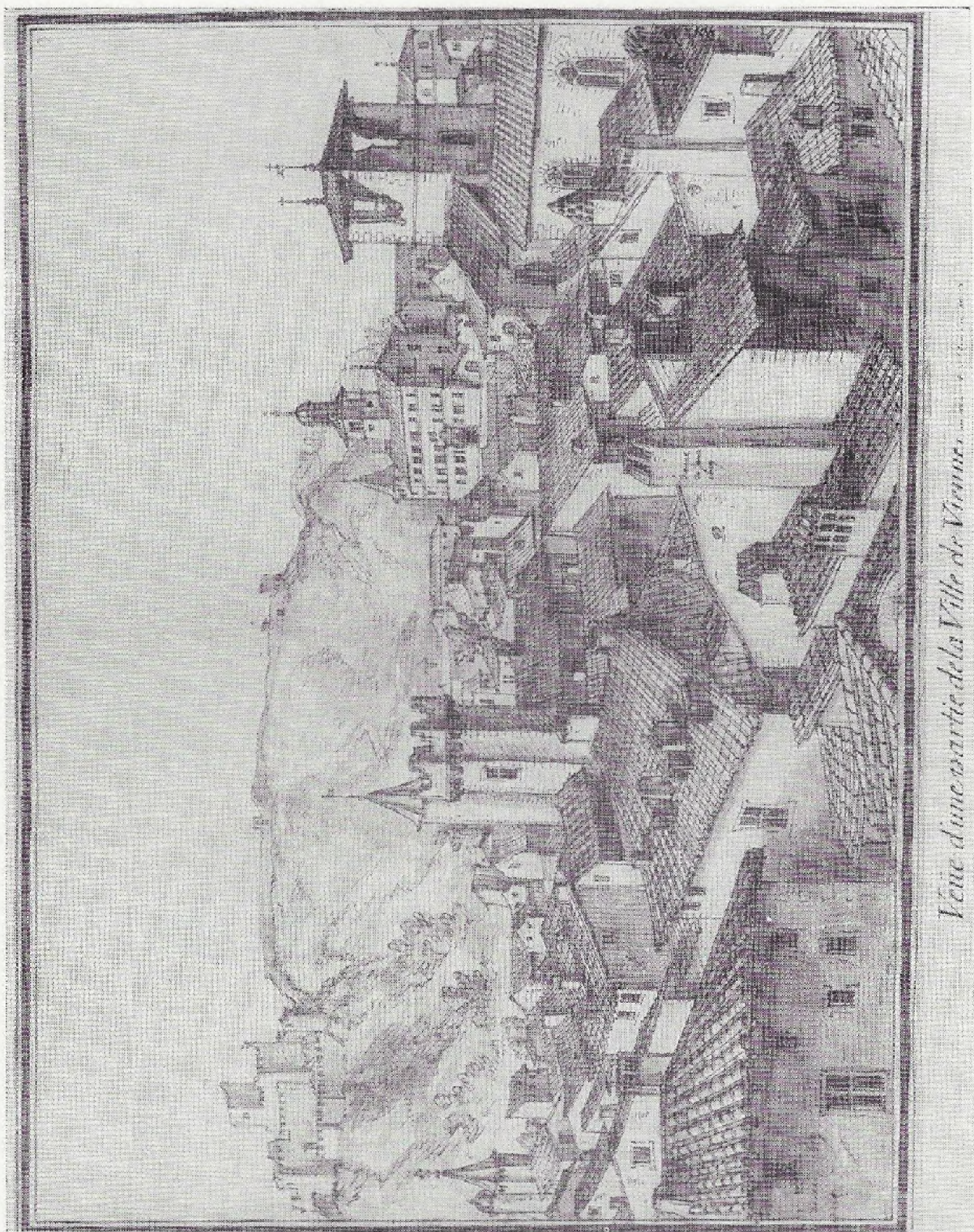
Il est de la même veine que le précédent, bien que montrant beaucoup moins que lui de monuments de la Vienne d'autrefois, aujourd'hui disparus. Ils se complètent l'un l'autre, documents iconographiques et historiques de toute première grandeur.

Ce qui frappe, au premier chef, en examinant celui-ci, c'est le grand pâté de maisons qu'il représente. Si un pâté est fait de choses accommodées et comprimées pour faire un tout cohérent et agréable au goût — généralement gastronomique —, n'est-ce pas le cas ici ? Les maisons sont fortement serrées les unes contre les autres, comme imbriquées souvent, et, étant donné qu'on n'en voit que la partie supérieure, on pourrait s'amuser à dire qu'il s'agit là d'un « pâté de têtes » ! Remarquons la forme et la disposition des toits : tuiles courbes ; pas de chéneau pour recueillir la pluie ; cheminées de modèles assez divers dont certains font penser aux « cheminées sarrasines », encore connues et honorées en Bresse, au-dessus du toit de certaines fermes. En ce 20 janvier 1619, il est indéniable que toutes ces cheminées envoient vers le ciel des volutes de fumée. Il en serait de même, d'ailleurs, en toute autre saison, du moins à certaines heures de la journée, celles où se fait la cuisine. Mais le « frère Martel »,

du haut de la tour de la maison des Canaux — à l'intérieur, il faut l'espérer, car la température extérieure doit être basse — fait abstraction des fumées qui brouilleraient le dessin.

Portons nos regards successifs, de bas en haut. Une des premières maisons est celle dite de Saint-Zacharie, qui fera le sujet d'un chapitre de l'excellent livre du regretté chanoine Pierre Cavard intitulé *Vienne la Sainte*. La place du Pilon et la halle sont voisines, invisibles dans le dessin, de même que la place de la Treille, laquelle, fortement agrandie par la démolition de quelques-unes des maisons ici représentées, deviendra et demeurera la place de l'Hôtel-de-Ville. En ce temps-là, comme dans les précédents, et suivants on dit et on écrit, à Vienne, « les halles ». Par exemple, le titre des *Recherches du sieur Chorier sur les antiquitez de la ville de Vienne* porte l'indication suivante : « A Lyon, et se vendent à Vienne, chez Claude Baudrand, sous les Halles. 1658 ». Le vénéré Maurice Faure, avec l'humour joyeux qui le caractérisait, eût dit : « Voici un pluriel qui est plutôt singulier ! ». C'était ainsi pourtant. Il faudra attendre le siècle dernier pour écrire comme l'a fait Savigné dans son *Guide* (p. 6) : « La vieille halle était située sur l'emplacement compris entre la rue des Orfèvres, la rue du Théâtre et la place de l'Hôtel-de-Ville ». En la démolissant, vers 1850, on laissera subsister la plus grande partie de l'ensemble des échoppes (dont la plupart existent encore, aujourd'hui, conservant son pittoresque à ce coin de Vienne), et, entre les deux rangées d'échoppes, sera constituée la « rue de la Vieille-Halle ». Vieille, par rapport à « la halle neuve », construite sous la municipalité présidée par Teysnière de Miremont, qui fut maire de 1816 à 1830, après son beau-père Charles Guillermin, mort cette année-là, après 16 ans de fonctions, grand-père du poète Charles Reynaud (1821-1853). Comme il fut fait chevalier de Saint-Louis, comme « légitimiste », on l'a souvent appelé « le chevalier de Miremont ». La place qui porte son nom continue à être le centre animé de la ville. La première pierre de cette nouvelle halle fut posée, le 19 novembre 1823, par le baron d'Haussez, préfet de l'Isère. En 1874, elle fut convertie en marché couvert, et quelques décennies plus tard, en salle des fêtes, au rez-de-chaussée surélevé, et en musée des beaux-arts et en bibliothèque et archives municipales, à l'étage au-dessus, les uns et les autres toujours en fonction, actuellement.

Revenons au dessin. A l'extrême droite, on remarque facilement la chapelle du couvent des Pères Carmes. Les bâtiments conventuels et le cloître se trouvent à l'est et sont ici invisibles. L'acte de fondation du couvent date du 3 octobre 1394. Exemple assez rare — comme on le voit, la chapelle est orientée du nord au sud. Sa nef unique est éclairée par des hautes fenêtres. Si on



Vue d'une partie de la Ville de Vienne.

pouvait la voir, on observerait que l'abside est à trois pans égaux. Un clocher carré surmonte le tout ; il est en assez mauvais état. L'aspect général de ceci et cela s'est maintenu jusqu'à l'heure actuelle, depuis qu'à la Révolution le couvent des Carmes fut supprimé et transformé à des usages d'industrie et d'habitations. Aujourd'hui, le clocher est en meilleur état qu'en 1619. Il y a un siècle et demi que ces immeubles appartiennent à la vieille famille viennoise si estimée des Bouvier, particulièrement chère à l'auteur pour une raison d'alliance de familles. Geoffroy Jules Bouvier (1863-1920) fut le troisième président de la Société des Amis de Vienne (1914-1920), ayant succédé à Jules Ronjat (1908-1914) qui avait lui-même succédé à Ernest Bizot (1904-1908). Fêré d'histoire et d'archéologie et fort épris de sa ville natale, il témoigna de ses grandes connaissances, dans la conférence faite à la Société des Amis de Vienne, dont il était alors le secrétaire le 20 mars 1911, sur *Vienne, colonie romaine* (conférence qui fut publiée dans le n° 7 du bulletin de cette société, avec sept des soixante-trois clichés projetés sur l'écran pour l'illustrer), dans une autre conférence avec projections faite, le 22 juin 1912, au Congrès eucharistique tenu à Vienne du 19 au 23 de ce mois-ci, à l'occasion du sixième centenaire du concile œcuménique de 1311-1312, sur *Les grandes époques de l'art religieux à Vienne*, et dans la *Notice historique* accompagnant le magistral ouvrage de Lucien Bégule sur *L'église Saint-Maurice, ancienne cathédrale de Vienne en Dauphiné. Son architecture, sa décoration*, publié en 1914. Maurice Faure, qui devait lui succéder à la présidence de la Société des Amis de Vienne, disant que celle-ci avait « voulu que soit dite devant son cercueil la reconnaissance qu'elle lui garderait », l'appela « l'ardent ouvrier viennois ». Avant ce siècle, en 1898, il avait publié, en collaboration avec son cousin l'abbé Claude Bouvier, un beau livre sur *Le peintre Jacques Pilliard* (1811-1898). Jules et Claude Bouvier étaient doublement cousins germains, étant donné que le premier était fils de Jules Bouvier et de Mathilde Jacquet, et le second, fils de Benoît Bouvier et de Nathalie Jacquet, les pères étant fabricants de drap et associés, et les mères étant sœurs. L'abbé Claude Bouvier (1866-1914), professeur à l'institution Robin, « type exquis de prêtre savant autant que lettré et de Viennois de la souche la plus franche », au dire de Jules Ronjat, laissa une douzaine d'œuvres historiques, artistiques ou religieuses, dont les trois dernières furent posthumes. Sa vie fut écrite par son digne frère, l'abbé Henri Bouvier (1870-1930), lui aussi professeur à l'institution Robin, et aussi aumônier du pensionnat Notre-Dame de Bon-Accueil (dont leur sœur Mlle Valérie Bouvier (1868-1939) fut, pendant de très nombreuses années, directrice). Le livre sur *l'abbé Claude Bouvier*, auquel l'abbé Hippolyte Hemmer apporta

sa collaboration, parut en 1926, avec une préface de Mgr Pierre Batiffol, ayant été précédé, deux ans plus tôt, par *Une apologétique vivante : Frédéric Bouvier, de la Compagnie de Jésus. Récit d'un frère*. Ce dernier des frères Bouvier, prêtres, (1871-1916), mort au champ d'honneur, dans la Somme, fut un des initiateurs des Semaines d'ethnologie religieuses qui se tinrent à Louvain, en 1912 et 1913, sous le patronage du cardinal Mercier. Parmi les œuvres de l'abbé Claude Bouvier, il convient encore de citer celles qui intéressent Vienne directement : *Saint Avit, poète et orateur* (1883) ; *Une carrière d'apologiste au XVIII^e siècle : Jean Georges Le Franc de Pompignan, archevêque de Vienne, 1715-1790* (1903) ; *La question Michel Servet* (1908), et *Vienne au temps du concile* (1311-1312), très importante étude historique lue au Congrès eucharistique déjà cité, le 21 juin 1912, et publiée dans le n° 8 du bulletin de la Société des Amis de Vienne (p. 30 à 91). De cette même chère société — détail curieux —, après les deux longues et incomparables présidences de Maurice Faure (1920-1939 et 1947-1959), entre lesquelles se plaça celle de Paul Michalon, ce furent deux neveux à la mode de Bretagne du président Bouvier qui tinrent le flambeau : neveu par alliance, de par son mariage avec Marie Jacquet, l'auteur de ces lignes (1959-1964) ; neveu direct, par sa mère, née Léopoldine Bouvier, fille de Pierre Bouvier, frère de Jules et Benoît, Pierre Frécon (1884-1970) (1964-1969). Rappelons encore que, il va y avoir quatre années, le bulletin de notre société (n° 62 - Année 1966) a publié une belle étude intitulée : *Influences bourguignonnes dans la sculpture de la vallée du Rhône au XV^e siècle*, par Mme Maurice Vergnaud, née Marie-Juliette Bouvier, dans laquelle, après l'église de Saint-Antoine-en-Viennois et avant la fenêtre de l'église de Ville-sous-Anjou, les portails de la primatiale Saint-Maurice de Vienne ont une part très importante, étude illustrée de 28 figures, prouvant que son auteur est bien la digne petite-fille du président Jules Bouvier.

Edouard Estaunié (1862-1942), né à Dijon, mort à Paris, membre de l'Académie française, intitula l'un de ses romans : *Les Choses voient*, et il s'efforça de le prouver. Ne pourrait-on pas dire, aussi : les choses parlent ? Un autre académicien, tout à fait contemporain du précédent, le Lorrain Maurice Barrès (1862-1923), avec un beau lyrisme, a évoqué « les lieux où souffle l'Esprit », expression qui reste dans toutes les mémoires. Tout ce qui vient d'être dit, à l'instant même, ne trouve-t-il pas sa justification dans le cas de l'ancien couvent des Carmes de Vienne et de la famille Bouvier ? Nous allons voir un autre cas qui lui est semblable, en revenant au dessin de Martellange.

La tour qu'on y voit, presque au milieu, est celle de la maison qu'on peut considérer aujourd'hui, de par sa récente restauration,

due au zèle intelligent et éclairé de son actuel propriétaire M. Jean Hincelin, comme le chef-d'œuvre de l'architecture civile à Vienne. Lorsque les meneaux manquants auront été restitués aux fenêtres de la cour intérieure, la perfection aura été atteinte. La tour est polygonale et elle est flanquée d'une tourelle contenant l'escalier permettant d'accéder aux deux étages de la tour et à sa plate-forme. Celle-ci est munie de créneaux et de mâchicoulis, comme dans une maison forte. Probablement dans le cours du XVIII^e siècle, la plate-forme a été couverte d'un toit, à ferme de bois et tuiles, les espaces existants entre les créneaux ont reçu chacun une fenêtre et son chambranle, et les mâchicoulis ont été bouchés. Il s'est donc constitué un troisième étage dans la tour, dont le sommet du toit a accueilli la girouette de fer enlevée à la flèche de zinc de la tourelle. Construite au XV^e siècle — c'est le style propre à celui-ci qui l'affirme —, cette maison appartient à la famille Boissat, au XVII^e siècle. Au XIX^e siècle, ce fut à la famille Faugier, illustrée par Victor Faugier (1801-1867), notaire, maire de Vienne, député, président du conseil général de l'Isère, l'un des fermes soutiens, dans la région, de Napoléon III qui l'avait élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur, comme François Ponsard, l'académicien, de 13 ans plus jeune et mort la même année, alors qu'un autre grand enfant du Viennois, l'illustre compositeur Hector Berlioz, ne fut jamais qu'officier. Le nom de Victor Faugier a été donné à l'une des rues les plus fréquentées de Vienne, parallèle à la Gère, allant de la place de la Fûterie à celle de la Croix-Rouge (depuis quelque soixante ans, place Louis-Revol). Avant 1867, elle s'appelait rue Pont-Evêque. Son prolongement se nomme rue La Fayette. L'une des deux filles de Victor Faugier, ayant épousé Joseph Rostaing, juge au tribunal civil de Vienne, hérita de la maison en question, qui porte le n° 11 de la rue des Orfèvres. La fille de ces derniers, Marie Rostaing, épousa Jules Bouvier. Née en 1866, elle mourut, en 1959, presque nonagénaire, ayant conservé une jeunesse de cœur et d'esprit exceptionnelle, doyenne d'âge de cette Société des Amis de Vienne qui avait été présidée par son mari et qu'elle aimait beaucoup. Ce furent ses enfants qui vendirent la maison à M. Hincelin.

Que dire de cette maison au temps de la famille Boissat ? Une seule certitude, à ce sujet : Pierre de Boissat, né à Vienne en 1603, après une brillante carrière dans l'armée du connétable-duc de Lesdiguières, puis au service du duc Henri II de Montmorency, ensuite à celui de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, menant alors une vie très mondaine à Paris, en cultivant aussi les muses, appelé par le cardinal de Richelieu à être parmi les premiers membres de l'Académie française dont il occupa le 31^e fauteuil,

en 1634, fit retraite dans cette maison dès 1638 et y mourut le 20 mars 1662. C'est ce que rappelle, dans l'essentiel, la plaque apposée récemment par la municipalité sur la façade de la maison. Le bulletin de notre société (n^{os} 54, 55 et 56 - Années 1959, 1960 et 1961) a publié le récit historique de Pierre de Boissat sur *le siège du Pouzin*, auquel il participa, en 1621, selon la traduction du texte original — écrit en latin, comme la presque totalité de l'œuvre littéraire de cet écrivain, classé généralement parmi les fabulistes — avec une présentation de M. André Sambourg. A sa mort, le personnage était ainsi titré : chevalier, seigneur de Lissieu et d'Avernaï, comte palatin. Dès le collège, il fut si brillant que ses maîtres et ses condisciples le surnommèrent *l'Esprit*, et c'est ainsi qu'on continua à l'appeler pendant toute son existence, et même au-delà. Son concitoyen et ami Nicolas Chorier (1612-1692) a écrit en latin et publié sa vie, en 1680.

Pierre de Boissat avait de qui tenir. Son grand-père, Pierre 1^{er} Boissat, d'une famille bourgeoise de La Tour-du-Pin et de capitaines châtelains de son mandement, docteur en droit, était venu s'installer à Vienne comme avocat, avait été consul et juge royal, puis, après son beau-père Claude Mitallier, vi-bailli de cette ville. Pour les services rendus à Henri III et à la cause catholique, seigneur d'Avernaï, il avait reçu des lettres de noblesse en juillet 1586, et était mort en 1598. Helléniste distingué, il avait transmis sa charge et sa grande érudition à son fils Pierre, né de son mariage avec Marguerite Mitallier. Ce Pierre II Boissat (1556-1613) avait publié des œuvres qui sont beaucoup mieux connues des bibliophiles que celles de Pierre III : *Recherches sur les duels* (1610) ; *Histoire des chevaliers de l'ordre de l'Hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem* (1612) ; *Le brillant de la Rayne ou les Vies des hommes illustres du nom de Médicis* (1613), cette dernière, en hommage à Marie de Médicis, femme d'Henri IV, qu'il avait haranguée au nom des Viennois lorsqu'elle était venue dans leur ville le 30 octobre 1600. Pierre III avait été l'un des sept enfants de Pierre II et de Marie Atheaud, d'une illustre famille de Lyon, qui lui avait apporté le fief de Lissieu, en Lyonnais (entre Limonest et Anse) et le tènement du Plat, à Lyon même. Ce fut dans cette propriété que le frère aîné de Pierre III fit ouvrir une rue à laquelle la reconnaissance publique donna le nom, qui lui est resté, familier à tous ceux qui connaissent un peu cette grande ville, de « rue Boissac ». Boissac est une graphie qui fut admise par les membres de la famille Boissat eux-mêmes, ce qui avait d'autant moins d'importance qu'on prononçait exactement de la même façon le nom écrit avec un *t* ou avec un *c*, à savoir *boi-sa*, comme on prononce toujours tabac *ta-ba*, blanc *blan*, Corenc *co-ran*, d'une part, et chat *cha*, lit *li*, état *éta*, d'autre part. Quant

à la particule *de*, elle ne vint qu'avec Pierre III, lorsque la coutume, en France, voulut que la noblesse ne se conçoive plus sans la particule dans le patronyme, ce qui a entraîné, et ce qui entraîne encore de nos jours, toutes les erreurs et toutes les tricheries de beaucoup de gens, la plupart du temps ignorées ou tolérées.

Pierre I^{er} Boissat eut une fille, Anne, mariée à Melchior de Fillion, juge royal de Vienne, puis conseiller du roi et son procureur général au Parlement du Dauphiné, et seigneur d'Aiguebelle (maison forte au bord de la Gère, à Estrablin), Anne Boissat mourut le 1^{er} septembre 1594. C'est son épitaphe qui est, depuis quelques années, placée au bas de la tour de la maison de son illustre neveu Pierre III de Boissat. Melchior de Fillion épousa, en secondes noces, Françoise de Fromenton. Etant donné que le bulletin de notre société, depuis quelques numéros, s'intéresse à l'héraldique — fort justement, car c'est une science humaine auxiliaire de l'histoire —, le plus important des articles de cette sorte étant celui de notre regretté vice-président et ami Henri Fruton sur *Les Blasons de la cathédrale Saint-Maurice de Vienne* n^{os} 59 et 60 - Années 1963 et 1964, p. 33-40 + 10 p. de reproductions), disons ici que les armes de la famille Boissat étaient les suivantes : *de gueules, à la bande d'argent, accompagnée de six besants d'or 3.3. en orle*, et que la devise était — expression de la sagesse la plus authentique : *Ni regret du passé ni peur de l'avenir*. (G. Rivoire de la Bâtie, *Armorial de Dauphiné*, 1867 et 1969, p. 85).

L'œuvre de Pierre de Boissat, « de l'Académie française », qui demeure la plus connue de nos jours est la *Relation des miracles de Notre-Dame de l'Ozier* (1659) qui eut plusieurs éditions et que, avec la très grande piété et la profonde dévotion qui caractérisa la fin de sa vie, son auteur dédia « à la Mère de Dieu, Sainte Vierge ». La préface commence ainsi : « J'ose apporter à vos pieds cette faible production de mon esprit qui n'est indigne de vous que du côté de sa forme, puisque vous en avez fourni la matière ». « Mon esprit », dit Boissat. Il aurait pu dire aussi : « Mon cœur ». Mais, attendu que nous savons que cet homme de lettres fut surnommé *l'Esprit*, ce témoignage d'humilité chrétienne, venant du grand seigneur qu'il était, prend un piquant tout particulier.

L'Esprit habita donc cette belle maison de pierre, dans la rue des Orfèvres. Mais, en 1619, lorsqu'elle fut dessinée par Martellange, y vivait-il, étant dans sa seizième année ? Il n'est pas sûr que la vie familiale se passait ici. Pierre I^{er} et Pierre II Boissat, lorsqu'ils furent consuls, représentèrent la Grande Paroisse et

non pas celle de Saint-André-les-Nonnains, qu'ils eussent représentée en habitant la rue des Orfèvres. De plus, le lieu de la sépulture familiale était l'église de Saint-André-le-Bas, plus exactement la chapelle qui jouxte le clocher de cette si belle église. Chorier en a dit ceci : « La chapelle qui suit immédiatement après (le clocher) est dédiée au Saint-Esprit, à saint Côme et à saint Damien. Pierre de Boissac, qui trouve toujours assez d'éloge en son nom, l'a fait réparer depuis peu, tellement, qu'elle doit tout ce qu'elle est à sa libéralité. Les cendres de son aïeul et de son père, celles de Clémence de Senneton son aïeule, de Marie Atheaud sa mère, et de Marie de Boissac sa très chère sœur y reposent avec plus d'honneur. Il a intéressé Dieu à la perpétuité de leur mémoire, leur faisant de cette chapelle un sacré monument qui ne périra jamais. Les tombeaux qu'il leur a dressés conservent la gloire de ces illustres morts et seront un témoignage immortel de sa piété, et les épitaphes dont il les a enrichis en seront toujours un éloquent, de son savoir et de son esprit ». (*Ant. de V.*, p. 69 et 70). Et le vieil historien de citer les deux épitaphes, écrites en capitales romaines, occupant quatre pages du livre, que Boissat composa huit ans après son accession à l'Académie française. Ce texte de Chorier est d'autant plus curieux à lire actuellement, à propos de celui qui fut surnommé l'Esprit, que la chapelle de Boissat à Saint-André-le-Bas était dédiée au Saint-Esprit et que c'est par ce même mot si lourd de sens qu'il se termine, et que, contrairement à ce qu'affirmait l'auteur, ce « sacré monument » et ce « témoignage immortel » ont disparu, depuis longtemps. C'est bien le cas de dire : *Sic transit gloria mundi*. Pendant tout le XIX^e siècle et jusqu'en 1921, la chapelle anéantie et transformée en local d'habitation, servit de conciergerie à l'église, puis elle fut restituée au culte, sous le vocable de la Sainte Vierge, Mère des Miséricordes. C'est alors qu'on plaça, apposée bien en évidence, une plaque de pierre sur laquelle avaient été gravés le rappel des anciens vocables et le souvenir des Boissat, avec l'indication du nouveau vocable. Cette plaque existe encore, mais elle a été mise comme « au piquet » — non pas piquet d'honneur, mais de pénitence — dans un coin d'ombre. Ceci a fait partie des derniers travaux exécutés à Saint-André-le-Bas qui n'ont fait plaisir qu'à ceux qui les avaient ordonnés, et dont il a été longuement question dans le rapport du président de la Société des Amis de Vienne, à l'assemblée générale du 14 mars 1963, publié ensuite dans le bulletin (n^{os} 57 et 58 - Années 1961 et 1962 ; p. 18-22), avec l'article du président Maurice Faure, intitulé : *Saint-André-le-Bas en juillet 1962*, la dernière œuvre écrite de ce grand Viennois (p. 57-58).

La magnifique maison de la rue des Orfèvres où vécut et mourut Pierre de Boissat a eu les honneurs — combien mérités ! — de ce même bulletin (n° 62 - Année 1966 ; p. 57-60 + 10 photographies), au cœur même du chapitre IV de la si remarquable et si consciencieuse étude de notre bien cher ami Joseph Garon sur « *Vienne inconnue* ». C'est à ces belles pages que nous vous renvoyons, ami lecteur, pour en savoir davantage qu'il n'a été dit ici, sur la vie et l'œuvre de Pierre de Boissat, et sur l'histoire de la maison depuis la mort de cet académicien. Cependant, vous voudrez bien comprendre que l'auteur de la présente notice ne saurait passer sous silence la tranche de vie, capitale, qu'il vécut dans cette même maison, au sein de sa famille, dans le logement de droite du second étage (de droite, par rapport à la porte ouvrant sur l'escalier), de 1906 à 1913, à l'âge où ses yeux s'ouvraient sur le monde extérieur. Par ce qu'on appelle à Lyon une « traboule », il se rendait au pensionnat de jeunes filles, où étaient accueillis les petits garçons, tenu par Mlles Marie et Apolline Boullier, filles d'un colonel du second Empire, personnes d'une haute tenue morale. Cette institution privée était sous le patronage de Mme de Sévigné (1626-1696), et installée dans une partie de l'ancien couvent des Carmes, que nous retrouvons donc. C'est ici que l'auteur apprit à lire et à écrire, avant son entrée, en 1910, au collège, lequel, en 1912, prit le nom de collège Ponsard. Les choses parlèrent. L'esprit souffla. La graine fut mise en terre. Plus tard, l'arbrisseau poussa, puis, en temps voulu, il porta des fruits. Grâce à Dieu, il en porte encore actuellement, en un automne fortement avancé. Le présent article n'en est-il pas la meilleure des preuves ?

Revenons ensemble au dessin. Dans le voisinage de la maison dont nous venons de parler longuement, nous avons de la peine à imaginer les rues de la ville, en ces lieux : la rue des Orfèvres, puis, descendant vers le pont de Gère, la rue Marchande, suivie de la rue de l'Eperon. Cependant, il nous est assez facile d'identifier la tour qui se dresse tout près de la bordure gauche du dessin : c'est celle de la maison portant le n° 17 de la rue Marchande, dont la cour donne accès à la salle des ventes, où, depuis de nombreuses décennies, fonctionne M. Jean Hincelin, l'heureux propriétaire de l'ancienne maison de Boissat. Cette maison-là a été étudiée, avec une illustration de cinq photographies, au chapitre III de *Vienne inconnue* (Bul. n° 61 - Année 1965 ; p. 46), en tête duquel notre ami Garon a eu la bonne pensée de reproduire la si belle lithographie d'Etienne Rey, déjà publiée 37 ans plus tôt ; comme quoi, en amour, les répétitions sont, non seulement permises, mais souhaitables, et souvent susceptibles de faire naître quelques nouveautés. La tour carrée qui se présente

au sud-est de la précédente semble être celle qui est citée p. 48 du bulletin en question et qualifiée d'insolite dans la légende de la photo n° 26. Non loin de ces maisons, d'autres semblables formaient ce qui était appelé le Coin de l'Eperon. L'église Saint-Pierre-entre-Juifs se trouvait ici, avec son « plâtre », c'est-à-dire sa place. Cette église démolie, la place fut agrandie d'autant, et prit le nom de place Modène, après le séjour que fit, du 22 au 25 avril 1720, Charlotte Aglaé d'Orléans, dite Mlle de Valois (1700-1761), fille du régent de France Philippe d'Orléans (1674-1723), neveu de Louis XIV, et de Françoise Marie de Bourbon, dite Mlle de Blois (1677-1749), fille légitimée du même Louis XIV et de la marquise de Montespan, devenue duchesse de Modène par son mariage, le 12 février précédent, avec François Marie d'Este, duc de Modène. Le nom de place Modène subsista (sauf pendant la Révolution où on l'appela place de la Constitution) jusque vers 1910 qu'elle devint la place Emile-Zola. Depuis 1963, c'est la place Aristide-Briand. A l'ouest de cette même église, se trouvait la maison qui fut longtemps dite « des Archimbaud », qui existe encore, et où se tint la Cour des aides qui fonctionna à Vienne de 1638 à 1658. Au nord, vraisemblablement, une maison était dite « de Hautecombe », dépendant du prieuré des Vignettes, situé à Solaise, propriétés de la célèbre abbaye de N.-D.-de-Hautecombe, en Savoie.

Sur son éminence, se dresse fièrement le château de la Bâtie. Attardons notre regard un instant sur lui, puis jetons celui-ci sur le rempart qui se développe sur la crête du mont Salomon. Il continue à être familier des Viennois. En arrière du flanc oriental du mont, se profilent les coteaux des Guillemottes et de Serpaize.

Abaissons, maintenant, notre regard, et rentrons en pleine ville. Ce que la perspective montre comme étant à droite de la tour de la maison de Boissat est, d'abord, l'église Saint-Blaise, avec son clocheton. Avant le XV^e siècle, elle s'appelait Saint-Pierre-entre-Vignes, église d'une des onze paroisses de Vienne au XIII^e siècle. Le vocable avait changé, vraisemblablement, parce que les vignes, dans le cours des siècles, avaient été remplacées par des maisons, et qu'on avait voulu honorer le saint évêque de Sébaste en Arménie, protecteur du bétail, attendu que sur le territoire avoisinant, appelé justement « la Chèvrerie », on y vendait les animaux de race caprine, et aussi ceux de race porcine. La rue qui conduisait de la rue des Orfèvres à ce territoire s'appelait rue de la Chèvrerie, nom qu'elle changea ensuite en celui de rue du Collège, qu'elle conserve encore de nos jours, pour la raison que tout le monde comprend. En 1927, fut remise au jour l'ancienne inscription de la « RUE DE LA CHEVRERIE »,

gravée sur un bloc de pierre. Chorier (*o.c.*, p. 396) a dit que « la rue de la Chèvrerie qui tend du couchant au levant, tire son nom de ce que le marché aux chèvres y avait été établi autrefois, avant que l'on eut pour cet animal l'aversion qu'on en a conçue. La chair des boucs et des chèvres n'a pas toujours été en l'horreur où elle est ; elle a été en un usage plus fréquent et plus ordinaire que celle des autres animaux. Si cela n'était, par quelle raison aurait-on appliqué le nom de bouchers à ceux qui font un art dans les villes de ce qui aurait été un crime dans les écoles de Pythagore ? ». Chorier écrivait en 1658. La répugnance des Viennois pour la viande caprine n'était pas tellement ancienne, attendu que dans les *minutes du notaire Léonard Piot* (de 1577 à 1586), à la date du 20 août 1577, il y a une série d'achats, par « honneste François de Serre, absent, honneste Anthoine, son fils, présent » (et signant, d'une ferme écriture : « de Serre »), 4 douzaines de « peaulx de chièvres », pour 48 lt, à Claude Sardon ; le même nombre et au même prix, à Jacques Arnaud ; 5 douzaines pour 60 lt, à François Recordon ; le même nombre et au même prix à Ennemond Couturier ; et 3 douzaines pour 36 lt, à Henry Arnaud, tous bouchers de Vienne, ce qui faisait un total de 252 peaux de chèvres, pour la somme, relativement considérable, de 252 livres tournois, ce qui mettait la peau à une livre la pièce. Les Serre, dits « marchands, citoyens de Vienne », furent consuls de cette ville, pour la paroisse de Saint-Sevère, qu'ils habitaient certainement, François, en l'année 1565, et Antoine, son fils, en l'année 1583, où celui-ci fut, conjointement, maire de l'Hôtel-Dieu.

Pourquoi ces achats de peaux de chèvres ? Pour en faire des manteaux, semblables à celui que portèrent l'auteur et son frère, dans leur enfance, chers aux « chauffeurs » des premières années de l'automobile, et qu'on appelait, familièrement, « peaux de bique » ? Les Serre auraient donc été pelletiers, c'est-à-dire ceux qui préparent, travaillent et vendent les fourrures, encore appelés peaussiers : ce n'est pas impossible. Il y avait, à Vienne encore, un lieu, un pennon, dit de la Pelleterie ou de la Peausserie, que rappelait, dans la même paroisse que celui de la Chèvrerie, à savoir la paroisse de l'Orme ou Grande Paroisse, la « rue des Peaux-Belles », avant qu'elle ne fût appelée rue du 4-Septembre.

Bien que nous sachions que les Serre étaient de la paroisse de Saint-Sevère, cette hypothèse n'est pas à rejeter. Il devait en être des pelletiers comme des bouchers qui tous n'étaient pas, du moins au XVI^e siècle, rue des Boucheries. Une autre hypothèse consiste à dire que ces personnages travaillaient les peaux, en les tannant et en les blanchissant, pour en faire des feuilles de

parchemin aux fins qu'on sait, ou des chaussures, ou des gants. Ces « marchands » auraient donc été, selon la terminologie actuelle, industriels, en réalité. Marchand était un terme général qui désignait un très grand nombre de métiers. La notion de vente l'emportait nettement sur la notion de fabrication. On ne vendait que ce qui était fabriqué à l'avance. Le gain n'arrivait qu'avec la vente, et c'est pourquoi on mettait en valeur supérieure, pour ne pas dire unique, le terme commerce.

Il ne devrait faire aucun doute que, lorsqu'on dit que l'illustre Colbert était le fils d'un marchand drapier de Reims, on doit se représenter cet honnête bourgeois comme un « fabricant de drap » — ce qui n'exclue pas, bien entendu, qu'il vendait ce drap — et non pas comme celui qui se bornait à vendre celui-ci, en gros ou en détail. Il devrait en être de même du non moins illustre M. Jourdain. Remarquons qu'il y a peu d'années que les chambres de commerce, dont les membres, depuis toujours, sont surtout des industriels, sont appelées chambres de commerce et d'industrie. Toutefois, au sujet des Serre, il y a une troisième hypothèse : ils auraient été, réellement marchands, ne s'occupant que du commerce des peaux, les achetant aux bouchers, et les revendant, ensuite, aux chamoiseurs et aux blanchers, ou encore aux pelletiers, de Vienne ou d'ailleurs. Toutes ces considérations d'ordre général ne sont pas superflues, puisqu'il s'agit, dans la présente notice, d'évoquer Vienne au cours de quelques siècles d'histoire, et puisque l'industrie et le commerce y furent toujours importants. Quand allusion aura été faite de l'industrie drapière, aujourd'hui agonisante, hélas ! après avoir été si prospère, nous serons revenus à saint Blaise qui en était le patron, parce qu'il avait été martyrisé avec des cardes à laine.

Regardons, une fois de plus, le dessin. En arrière de l'église Saint-Blaise, le vaste bâtiment qu'on voit est le couvent des Pères Capucins, établi, comme nous l'avons déjà dit, sur l'emplacement de l'ancien palais des archevêques de Vienne, connu au XVI^e siècle sous le nom de palais Saint-Blaise. Le 21 janvier 1263, le grand Jean de Bernin l'avait acheté, en même temps que le comté de Vienne, pour 6.500 livres de monnaie viennoise, à Hugues, comte de Vienne et seigneur de Pagny. (Claude Faure, *Réunion de V. à la Fr.*, in Bull. Acad. delph. 1905, p. 377). Primitivement, ce palais avait été celui des empereurs romains, dont on peut imaginer aisément quelle fut la richesse. Il était entouré d'un vaste jardin, autrefois agrémenté de statues, à la mode antique. Chorier affirme qu'on avait trouvé, dans les ruines, la statue de marbre blanc représentant ce jeune homme nu, connu sous le nom du *Tireur d'épine*, que, après avoir orné une fontaine, avant 1630, elle fut donnée au maréchal-marquis d'Ef-

fiat, surintendant des Finances (de son vrai nom, Antoine Coëffier (1581-1632), et que ce haut fonctionnaire de l'Etat l' « envoya à Chilly pour y être un nouvel enrichissement à sa superbe maison » (*o.c.*, p. 457-8). Dans l'église de Chilly (commune de Chilly-Mazarin, dans l'Essonne) se trouve le mausolée de la famille d'Effiat.

Sur la partie orientale du jardin, ici invisible, fonctionna, de la fin du XV^e siècle à la fin du XVI^e, la maison ou l'hôpital des Epies, réservé aux malades de la peste. Le lecteur qui s'intéressera particulièrement à cet établissement hospitalier, dont le souvenir est conservé de nos jours, par la montée des Epies, voudra bien consulter *l'Histoire consulaire de la ville de Vienne, du XIII^e au XVI^e siècle*, du même auteur que la présente notice. Il pourra savoir aussi qu'il y avait, à Vienne et ses environs, trois maladreries (ou maladières) pour « les pauvres lépreux ».

Voyons, maintenant, pour en finir avec ce dessin n^o III, le grand édifice que tout lecteur connaissant Vienne a reconnu tout de suite comme étant le collège. Ainsi qu'il a été dit antérieurement, en 1619, il n'est pas encore en fonction. L'église, qui devait être construite au midi, après avoir exigé, nécessairement, la démolition d'une partie des bâtiments qu'on remarque à l'est, est absente — qu'on veuille bien pardonner cette vérité de La Palisse. Il en est de même du corps de bâtiment qui a agrandi le collège au septentrion, en rejoignant la partie qui est caractérisée ici par un toit pyramidal, ainsi que l'ensemble se présente encore aujourd'hui. Rien n'a tellement changé dans l'allure du grand bâtiment central, avec sa façade et sa tour carrée coiffée de son clocheton. Cependant, en observant avec attention et en comparant dessin et réalité, on constate que l'ordonnance des fenêtres du rez-de-chaussée surélevé et des deux étages est légèrement différente, que le fronton triangulaire du portail a été supprimé et remployé comme ornement de la fenêtre établie postérieurement au-dessus du portail, à la place des deux petites fenêtres jumelles, qu'un fronton en anse de panier a été ajouté, vraisemblablement à la Restauration, au milieu et au-dessus de la corniche, renfermant les armoiries royales, à l'écu dépouillé de ses trois fleurs de lys, depuis une époque qui doit être déjà ancienne, enfin, que la face de la tour parallèle à la façade regardant le couchant est presque complètement occupée par le monumental cadran de l'horloge. Au moment où l'auteur écrit ces lignes, il entend, dans son souvenir, sonner les cloches de cette horloge du cher vieux « bahut » de ses jeunes années, et, plus particulièrement, cette petite cloche dont le concierge tirait la corde d'un guichet voisin de sa loge, quelques minutes avant l'entrée en classes, pour inciter professeurs et élèves à hâter le

pas, en cas de besoin. C'était avant la guerre de 1914-1918. C'était au temps de la lampe Pigeon, du tramway à cheval, de la retraite aux flambeaux, des arbres sur le quai du Rhône, des bateaux à vapeur montant et descendant sur ce fleuve, des bateaux-lavoirs qu'on appelait « plates » et du bateau-piscine qu'on appelait « bêche », encore sur ce même fleuve. « C'était au temps du cinéma muet », comme dit la chanson, au temps des sirènes des usines textiles mugissant quatre fois par jour... La grosse horloge du collège sonnait tous les quarts d'heure...

La rue située entre le collège et l'ancien clos des Capucins portait — et elle porte encore — le nom de Nicolas Chorier, ce vieil historien viennois dont l'*Histoire générale de Dauphiné*, en deux gros volumes, est en voie de réédition. C'est d'elle que, par la montée des Epies, on descend (que le lecteur veuille bien excuser cette singularité !) sur la petite place dite de la Cocarde, dénomination qui, depuis la Révolution, remplace celle de place du Bacon. Ce nom-ci provenait de la présence d' « une pierre assez large et longue », qu'on voyait encore au temps de Chorier (o.c., p. 474), « que le peuple avait nommé la pierre du Bacon, parce que c'est là où autrefois on avait coutume d'égorger (les pourceaux), n'étant permis à ceux qui en vendaient la chair en détail d'en tuer ailleurs. Aussi y a-t-on imposé un certain droit qui appartient maintenant (c'est toujours Chorier qui parle) à la maison des Maugiron, qui l'a recueilli de celle de Montléans, à laquelle elle a succédé ». Certains dictionnaires français donnent bacon comme étant un mot anglais, avec la prononciation adéquate, évidemment, ce qui, en fait, est une erreur (mais, puissent-ils n'en faire jamais d'autre !). En réalité, bacon est un mot de vieux français conservé par les Anglais, avec d'autres, témoignage toujours vivant du temps où, après la conquête normande, l'Angleterre parlait le français. Bacon vient du francique *bakko*, jambon. (Dauzat, Dubois et Mitterand, *Nouveau dictionnaire étymologique et historique*, 1964, p. 65). Sur l'ancienne place du Bacon, on est « en Cuvrière ». Le vieux pont de Saint-Martin est tout proche, dans son cadre si pittoresque qui, depuis longtemps, fait le bonheur des artistes, qu'il faudra toujours sauvegarder. La rue voisine s'appelle rue Joseph-Martin, en raison de l'existence ici de la maison natale de cet estimable Viennois auquel notre société rendit hommage, le 5 avril 1930, par une conférence de son neveu M. Allemand-Martin, docteur ès sciences, professeur au lycée du Parc à Lyon, président de la Société linnéenne de cette ville, et, dans le bulletin suivant (n^{os} 25 et 26 - Années 1929 et 1930, p. 31-54), par l'article illustré, dû au même professeur, intitulé : *Un Viennois célèbre — L'explorateur Joseph Martin (1848-1892). Ses voyages en Chine, en Sibérie et au Thibet*.

Puisque nous avons cité la montée des Epies, pourquoi ne rappellerions-nous pas qu'au n° 7 se trouve la maison que Maurice Rivière fréquenta chez ses amis Pierre Vivien ? Cela a été raconté par l'auteur du présent article, dans le bulletin (n^{os} 52 et 53 - Années 1956 et 1957) et l'étude intitulée : *Maurice Rivière, félibre dauphinois (1829-1911) ou le souvenir de Frédéric Mistral à Vienne* (p. 22-55). Né à Saint-Maurice-l'Exil, le poète vécut trente-deux ans à Vienne et y mourut, en la maison portant le n° 3 au Port-de-l'Ecu. C'est donc à juste titre que le square qui fut aménagé sur l'emplacement de ce port a pris, en 1963, le nom de Maurice Rivière. Mais qu'advient-il de lui, dans les jours actuels, avec les travaux de l'autoroute ? Maurice Rivière a chanté Vienne en vers viennois. Son illustre gendre Frédéric Mistral (1830-1914) a chanté Vienne en vers provençaux. Ayons pour eux une pensée de reconnaissance.

IV — **Croquis à la sanguine.** L. : 395 mm ; h. : 264 mm. Titré ainsi : « De la pyramide de Vienne en Dauphiné » ; non daté.

C'est vraiment une œuvre originale, un premier jet. Ces dessins en élévation, ces profils finement présentés attestent le grand art de l'architecte Etienne Martellange.

V — **Dessin à la plume**, lavé d'encre. L. : 250 mm ; h. : 390 mm. Daté ainsi : « Viennae, 1619, 20 januarii ».

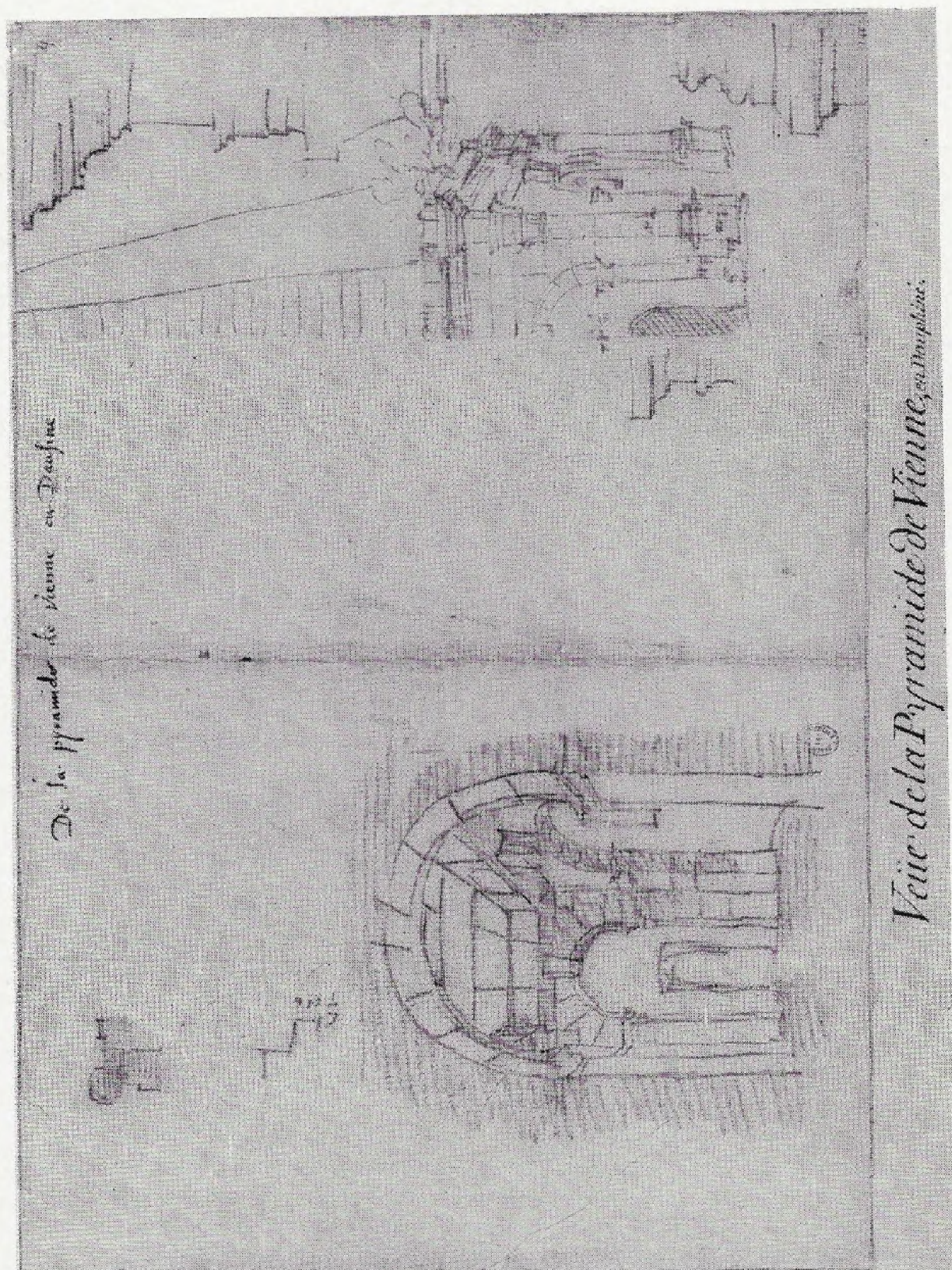
Ce cinquième et dernier dessin représente la fameuse pyramide, rien qu'elle, dans son superbe isolement, avec cependant un décor végétal et l'esquisse du fleuve voisin, comme un joyau dans son écrin.

Dans le deuxième dessin, nous avons remarqué que rien ne se voyait, à cette époque, comme construction, entre la porte d'Avignon et cette pyramide, en ce vaste territoire qui s'était appelé le Val des Jardins. A travers celui-ci devaient être établis successivement le séminaire du diocèse de Vienne, la caserne et son « champ de Mars », et, beaucoup plus tard, le jardin public et, bien entendu, toutes les maisons, puis les usines, bordant les rues, les avenues et les boulevards tracés dans ce quartier qui fut vite dit de la Pyramide, et pour lequel l'auteur se sent un particulier attachement, en raison des maints souvenirs familiaux et professionnels qui s'y rattachent, à commencer par celui de sa naissance, survenue en une maison située à cent mètres environ, à vol d'oiseau, de ce qu'il était convenu d'appeler alors le Plan de l'Aiguille.

Cependant, dans le Moyen Age, il est certain qu'il y avait eu, en sus du monastère et de l'église Saint-Gervais, déjà cités, une

église, dédiée à saint Jean-Baptiste, et une autre, dédiée à saint Vincent (cf. bull. A. de V. n^{os} 57 et 58 - Ann. 1961 et 1962, p. 28), mais elles avaient été anéanties. Cette église Saint-Vincent, après l'église Saint-Laurent que nous avons déjà rencontrée, et aussi l'église Saint-Etienne, devenue ensuite l'église Saint-Sevère, est bien un éloquent témoignage de la grande dévotion de nos aïeux pour les trois grands diacres martyrs dont les noms viennent d'être dits. M. Amable Audin qui, le 15 mars 1962, à l'assemblée générale annuelle de notre société, vint parler des « découvertes faites à Lyon depuis 1958, année du bimillénaire de la ville », puis enrichit le bulletin d'un intéressant article : *Vienna Felix* (cf. bull. ci-dessus cité, p. 11 et 12, et 65 et 66), a, dans son excellent ouvrage *Lyon, miroir de Rome dans les Gaules* (1965), souligné que « le passage de la Saône (à Lyon) fut un jour placé sous le double parrainage de Laurent et de Vincent, deux saints de feu, que l'on retrouve aux têtes de nombre d'autres passages fluviaux, à Chalon, Mâcon, Grenoble, pour ne citer que les proches » (p. 24). Elargissons le problème, et disons que les trois grands diacres patronnaient les voies de communication importantes, et que la ville de Vienne en est un exemple éclatant, attendu que le voyageur qui, dans le haut Moyen Age, traversait cette ville, du nord au sud, par terre de près, ou au fil de l'eau de moins près, rencontrait d'abord, avoisinant le pont de Gère, l'église Saint-Etienne, ensuite, avoisinant le pont du Rhône, l'église Saint-Laurent, et enfin, sur la route d'Avignon, l'église Saint-Vincent, où un petit ruisseau (coulant actuellement sous la voie ferrée, le boulevard Michel-Servet et l'avenue Beau-séjour) était passé, à gué probablement, comme les ruisseaux suivants, appelés ruisseau Bayet et ruisseau de Malacombe, à peu de distance du prieuré de Notre-Dame-de-l'Isle.

Chorier a fait mention, en ces lieux, de « deux monuments célestes » : la pyramide, et celui, devenu fortement énigmatique, attendu qu'il n'existe plus, que le vieil historien et archéologue viennois a appelé « massif sur lequel a été autrefois l'idole de Mars », en en faisant la description suivante : « (Il) est dans une vigne, et presque au pied de cette montagne (le coteau de Coupe-Jarret), au bas de laquelle était le vieux chemin qui est présentement hors d'usage. Il est rond et a environ douze pas de diamètre (ce qui devait faire de 6 à 9 m de diamètre), mais sa hauteur est diminuée de beaucoup, depuis que l'on a eu si peu de respect pour un monument si vénérable que de le détruire, pour en employer les pierres en des ouvrages peu importants. Il y a une ouverture en bas qui regarde le couchant. Elle est assez profonde, mais elle est ni haute ni large pour avoir pu être la niche d'une idole de Mars, comme quelques-uns se le sont figurés. D'autres croient que ça été autrefois un tombeau et que ce creux



De la pyramide de Vienne en Dauphiné

Vue de la Pyramide de Vienne, en Dauphiné.

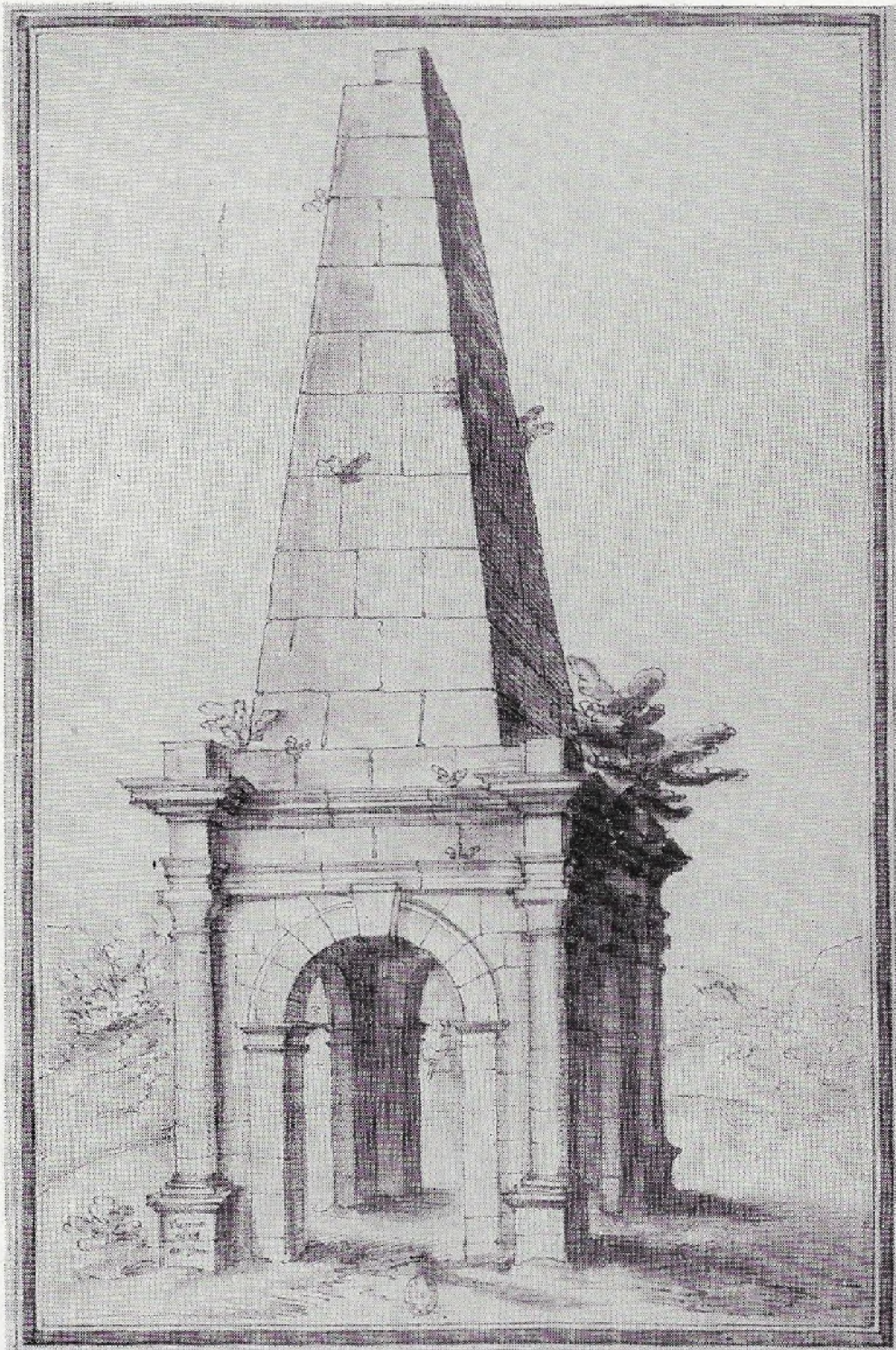
qui est maintenant vide a été le lieu où fut placé le corps de celui à qui il fut érigé... » (o.c., p. 346). De toute façon, il paraît certain qu'il s'agit ici d'un monument gallo-romain, vestige de la période où tout ce vaste territoire proche du Rhône était couvert de riches demeures, non seulement au-delà du ruisseau de Fuissin, par rapport au centre de la ville, mais aussi en deça. Qu'on veuille bien se remémorer qu'y furent, au siècle dernier, découvertes : la mosaïque d'*Orphée charmant les animaux*, du musée lapidaire de Vienne (cf. l'article d'Armand Champlong « *Rencontre avec les anges musiciens et Orphée* », avec photographie de ce fils d'une muse, dans le bull. des A. de V., n^{os} 57 et 58 - ann. 1961 et 1962, p. 81-85) ; la mosaïque de *l'Océan*, de la maison Joseph Jacquet (cf. l'article des frères Joseph et André Jacquet, oncles par alliance de l'auteur de la présente notice, intitulé *Découverte d'un dallage romain en février 1914, dans la propriété Jacquet*, avec une photographie de Joseph et un dessin d'André, et une photographie de Paul Bresse, dans le bull. n^{os} 10 et 11 - ann. 1914 et 1915, p. 26-28) ; la statue en marbre d'*Apollon pythien* du même musée viennois, et la mosaïque de *l'Ivresse d'Hercule*, du musée Saint-Pierre de Lyon (cf. l'article illustré de l'auteur, intitulé *Apollon pythien ou la Belle Ferronnière ?*, dans le bull. n^{os} 54, 55 et 56 - ann. 1959, 1960 et 1961, p. 29-43, et l'article de M. Joseph Cottaz, intitulé *A propos d'une mosaïque romaine découverte à Vienne en septembre 1841*, dans le bull. n^{os} 57 et 58, p. 70-74, dont la grande nouveauté a été d'avoir mis en lumineuse évidence que ce n'est pas l'ivresse de Bacchus que représente la mosaïque exilée à Lyon, comme l'avaient dit jusqu'ici les archéologues — y compris le président Bouvier dans sa conférence *Vienne colonie romaine*, bull. n^o 7, p. 32 —, mais l'ivresse d'Hercule. Toutefois, comme chacun sait, les erreurs ont la vie dure : reproduisant, dans le remarquable ouvrage que nous avons cité plus haut, celle qu'on a parfois appelée « la mosaïque Contamin », du nom du Viennois qui l'avait trouvée dans sa propriété et cédée au musée lyonnais, M. Amable Audin n'accompagne-t-il pas l'image de cette légende, pour le moins singulière : « L'une des plus belles mosaïques de Lyon : l'Ivresse de Bacchus. Actuellement au musée des beaux-arts de Lyon ». (p. 161). Il faut, enfin, signaler les sensationnelles découvertes de l'année 1966, faites sur la place Saint-Pierre : murs à fresques et surtout plusieurs mosaïques, dont la plus importante, justement dite « *des jeux du stade* » — expression convenant mieux que cette autre, aussi employée, « *des athlètes vainqueurs* » qui pouvait, à la rigueur, être davantage parlante à Grenoble, « *ville olympique* » où elle fut d'abord exposée — vient de prendre place au musée lapidaire de notre ville. Notre bulletin (n^o 62 - ann. 1966) en a donné une huitaine de photographies.

Revenons à la pyramide. Depuis des temps très reculés, en raison de sa forme, on l'appelait l'Aiguille, et, comme il n'y avait rien aux alentours, l'aire de terrain où elle s'élevait était appelée le Plan de l'Aiguille, expression qui servait, parfois et à tort, à désigner le monument même. Elle tend à disparaître, de nos jours. Un nom qui doit être conservé, car il est spécifiquement viennois, c'est celui de la rue Vimaine, d'autant plus que celle-ci l'a déjà perdu, après la guerre de 1914-1918, dans sa partie septentrionale (celle où naquit l'auteur), en prenant le nom de rue du 11-Novembre. Le mot vimaine vient-il de *via magna* ou de *via mediana* ? On en discutera longtemps encore, car des arguments existent pour l'une ou l'autre de ces deux hypothèses.

Aucune discussion n'est plus possible sur la nature du monument. Pendant de nombreux siècles, on le considéra comme étant le cénotaphe de Vénérius l'Africain, légendaire fondateur de Vienne, ou celui d'Auguste ou de quelque autre empereur, ou encore de Ponce Pilate. Le premier qui conçut la vérité, en 1853, fut Thomas-Claude Delorme (1787-1856), conservateur du musée et de la bibliothèque, archéologue distingué, qui a sa rue actuellement voisine du musée lapidaire. Vers 1910, les fouilles entreprises par Ernest Bizot, architecte et premier président de notre société, prouvèrent que la pyramide était bien l'ornement de la *spina* du grand cirque romain où se déroulaient les courses de chars. C'est ce qu'expose, depuis bientôt un demi-siècle, la plaque émaillée, avec un plan sommaire, faite d'après un dessin de l'auteur des présentes lignes, et apposée par les soins de notre société.

Les premiers dessins connus de la pyramide sont ceux de l'album de Pierre Rostaing, cité au début de cette notice. Deux dessins, l'un avec la légende : « L'aiguille dans les vignes sous Vienne », l'autre avec celle-ci : « L'aiguille » (ces textes sont transcrits avec l'actuelle orthographe) (Bull. cité, p. 45 et 52). Il est donc prouvé que, vers la fin du XVI^e siècle, le monument était entouré de vignes. Plus tard, il a été maintes fois représenté, dans des gravures de toutes sortes, puis dans des photographies. Une gravure de Née, fort belle, extraite du *Voyage pittoresque de la France*, par Laborde (1784), le montre dans un champ de blé en cours de moisson. La ville de Vienne est loin en arrière. La route est proche, celle que les Viennois ont toujours appelée « la route d'Avignon », alors même que le nom officiel était « rue d'Avignon ». De nos jours, c'est cours de Verdun, puis avenue Général-Leclerc. Le nom de rue ou de route d'Avignon prolonge, à n'en pas douter, le souvenir de la porte d'Avignon disparue, ainsi nommée pour la raison qui a été expliquée au moment où nous avons parlé d'elle.

Un dernier regard au dessin de Martellange. On remarque,



Vue de la Pyramide de Vienne, en Dauphiné.
le 20. juil. 1719.

d'après la situation du Rhône, que c'est la façade septentrionale de la pyramide qui est davantage mise en valeur. Sur l'entablement du portique a poussé un arbrisseau. Il est piquant de faire observer que le cas se reproduit encore de nos jours. Est-ce vrai au moment où cette remarque est faite ? Comment l'auteur pourrait-il le savoir ? Toujours est-il qu'il conserve le souvenir précis de la présence d'un bouleau, en des années qui ne doivent pas être très éloignées.

Déjà en 1619, la pointe de la pyramide manque, — comme aujourd'hui, naturellement. L'aiguille est émoussée ! Pourquoi ? Un passage du précieux livre de Chorier (p. 348-349) semblerait répondre à cette question. Le voici : « S'il manque quelques pierres à sa cime, de manière qu'elle ne finit plus en pointe aiguë, comme elle faisait, c'est un outrage qu'elle n'a reçu que depuis environ cinquante ans (ce qui ferait vers 1608). Un Milanais qui habitait dans Vienne en ce temps-là, ayant acheté la terre où est cette pyramide, fut porté par son avarice, et par sa brutalité, au conseil de la détruire. Il commença ce sacrilège, mais le savant Pierre de Boissac lui imposa son autorité, et étant alors le chef de la justice dans Vienne, il fit pour sa gloire et pour celle de sa patrie cet acte de justice, qui nous a conservé un si noble ouvrage ». Ainsi s'est exprimé Chorier en 1658. Pierre de Boissat, c'est Pierre II — nous l'avons connu — le vi-bailli, père de Pierre III, l'académicien, qui était bien capable d'un tel acte, annulant celui, d'une grande barbarie, d'un Transalpin. Cependant, il faut convenir qu'on demeure plutôt sceptique, quand on considère que les « quelques pierres » manquantes à la cime de la pyramide se bornent, en toute réalité, à la seule pierre terminale, et qu'il serait assez singulier que l'ordre du vi-bailli fût venu à la minute même où les ouvriers venaient de faire tomber à terre cette unique pierre. Bien plus, les deux dessins de Pierre Rostaing, exécutés vers 1580, montrent le monument dans le même état qu'en 1619... et qu'en 1971, avec cette différence, importante en la circonstance, que la pierre terminale a basculé et se trouve en porte à faux, donc en voie de glissement vers la chute. L'auteur a revu l'album, à la Bibliothèque nationale, sur lequel il avait travaillé, grâce à un transfert à la bibliothèque municipale de Vienne, il va y avoir 47 ans (!). Ne pouvons-nous pas penser, en conclusion, que Chorier a, sinon inventé l'affaire, du moins en a beaucoup exagéré l'importance ? Ce serait donc une page d'« histoire romancée »... avant la lettre. Les historiens de notre siècle, formés à des disciplines strictes et objectives, n'ont pas manqué d'attirer l'attention sur le fait, tout en reconnaissant que les *Recherches sur les antiquités de Vienne* demeurent, et demeureront toujours, l'ouvrage de base irremplaçable, sur lequel, néanmoins, devra sans cesse s'exercer

l'esprit critique, indispensable à celui qui est entré dans la carrière de dame Clio. Puissions-nous n'avoir jamais qu'un certain sourire aux lèvres, à la lecture des passages contestables, comme ce fut le cas de celui relatif à la flèche du clocher de Saint-André-le-Bas !

Ce qui peut frapper l'observateur, dans ce dessin comme dans deux des précédents, tous les trois datés du 20 janvier 1619 — trois œuvres d'une telle importance en un même jour d'hiver prouvent que Martellange était d'une extraordinaire habileté, à moins qu'il faille estimer que les dates ont été mises après coup, « au petit-bonheur-la-chance », si le lecteur veut bien nous permettre cette expression peu académique mais suggestive — ce qui frappe donc, c'est le fait que les arbres et arbustes sont couverts de feuilles. Il n'y a pas à trouver d'autre raison que celle de vouloir rendre plus vivant, d'animer, le dessin, attendu qu'un arbre en hiver n'est guère différent d'un arbre mort. C'est le grand privilège de l'artiste que de pouvoir ajouter ou retrancher à sa guise — plaisir et profit pour les autres autant que pour lui-même, dans la plupart des cas. En ce qui est de la pyramide, si Martellange a ajouté, il a aussi retranché. Quoi ? les douze ou quinze trous, sur chaque face du piédestal de la pyramide, résultant des incisions faites, dans le haut Moyen Age, époque où le plomb était devenu un métal rare et précieux, pour le récupérer, attendu qu'on savait que les Romains s'en servaient pour sceller les blocs de pierre. Tout le monde remarque que cela n'a nullement nui à la solidité du monument, dont il est permis de dire, en parodiant la phrase célèbre de Bonaparte, prononcée le 21 juillet 1798, qu'actuellement, « du haut de cette pyramide, 16 siècles nous contemplent ! ». Coïncidence amusante, au moment où Napoléon livrait bataille en la lointaine Egypte, la pyramide de Vienne portait, érigée, en 1792, « avec une grande solennité, au sommet de l'édifice, un énorme bonnet phrygien en tôle, accompagné d'une volumineuse girouette tricolore. — Ces insignes, ajoute Savigné, furent renversés en 1814 », donc à la chute de l'empereur. (*o.c.*, p. 45). La dernière note sur cet extraordinaire monument qu'est la pyramide viennoise sera pour signaler que le « trou d'homme » qu'on y voit sur la face occidentale, fut fait, dit-on (l'auteur n'a pas eu le moyen de retrouver la référence), par Pierre Schneyder, qui constata que la pyramide est creuse.

Puisqu'il vient d'être question, il y a un instant, des arbres, par lesquels une ville respire et vit mieux, pourquoi n'évoquons-nous pas, en terminant, trois noms de la Vienne de jadis, depuis longtemps disparus ?

Citons, à nouveau et en premier lieu, la place de la Treille, qui fut, pendant des siècles, le centre topographique de la ville.

Citons, ensuite, la place de l'Orme, appellation venue, à n'en pas douter, de l'arbre séculaire qui donna également son nom à la paroisse la plus importante de Vienne, place située entre l'église Saint-André-le-Bas et l'église Saint-Pierre-entre-Juifs, et sur laquelle était bâti l'asile de la Table-Ronde. Quand on eut construit des maisons sur cette place, et que celle-ci, avec l'orme, eurent été réduits à néant, la paroisse de l'Orme ne fut plus appelée que Grande-Paroisse. Mais l'orme, symbole de la *Vienna Civitas Sancta*, demeura dans les armes de celle-ci, et il y demeure encore, et pour toujours. Lorsque, il y aura bientôt un siècle, on laïcisa les armoiries de Vienne, la municipalité d'alors eut l'excellente idée de planter des ormes sur quelques-unes des artères ou places de la ville. Aucun, et de loin, n'aura jamais atteint l'âge de celui qui existe encore, ici ou là, en France, planté par l'ordre de Sully (1560-1641). Les derniers à disparaître, si l'auteur peut se fier à sa mémoire, ont été ceux qui avoisinaient la pyramide ou la fontaine de la place du Jeu-de-Paume. Citons, enfin, la place du Til (aujourd'hui place Pichat), située autrefois près du port Plantier et de l'abbaye de Saint-Ferréol, ayant tiré son nom du tilleul qui la couvrait de son ombrage, et qu'en un jour incertain, la hache certaine de quelque manant commandé abattit. « *Ecoute, bûcheron, arrête un peu le bras !* » : ce premier vers de l'élégie fameuse de Pierre de Ronsard (1524-1585) ne vient-il pas tout naturellement à l'esprit ? Cette place du Til, notre si dévoué ami Joseph Garon en a fait mention, au chapitre VI de son étude, intitulé « En passant par la Grand'Rue » (Bulletin n° 65 - Année 1969, p. 87).

Les commentaires des cinq dessins d'Etienne Martellange sont maintenant terminés. Ces œuvres de l'art plastique du célèbre architecte des jésuites entrent dans le cadre d'une époque où, remarquons-le avec satisfaction, un intérêt certain se porta sur la ville de Vienne, son histoire et ses monuments. Elles se situent exactement entre l'ouvrage du père célestin Jean du Bois, intitulé *Antiquitae sanctae ac senatoriae Viennae allobrogum gallicorum, sacrae et prophanae plurimae antiquitates*, publié à Lyon, en 1605, et l'*Histoire de l'antiquité et sainteté de la cité de Vienne en la Gaule celtique*, par « messire Jean Le Lièvre, bachelier en théologie, chanoine, sacristain et abbé de Saint-Ferréol en la grande Eglise dudit Vienne. A Vienne, par Jean Poyet, 1623 ». Est-il bien nécessaire de faire observer que, depuis trois siècles et demi que ces œuvres ont été accomplies, l'intérêt porté à cette chère vieille cité n'a fait que croître et embellir ?

Ami lecteur, cher Ami de Vienne — de ce jour ou de toujours —, voici que s'achève la longue promenade en zigzag à travers cette bonne ville. Puissiez-vous y avoir rencontré la même joie profonde et persistante que celui qui a eu le grand

honneur d'être votre guide. Guide, dans Vienne, il le fut, depuis le temps de sa jeunesse, et surtout dans le début de la dernière décennie, où il se trouvait sans cesse en cette bien-aimée ville natale et ancestrale — soixante années de vie et six siècles, au moins, d'ascendances familiales —. Depuis sept années, il n'y vit plus qu'en esprit, quotidiennement, sauf dans le cours des séjours auprès des siens — parents et amis — tous restant infiniment chers à son cœur — demeurés en terre dauphinoise. Et c'est alors le bonheur d'antan retrouvé. Qu'il lui soit permis d'évoquer les deux dernières journées au cours desquelles s'exerça cette fonction si attachante et enrichissante de guide : le samedi 6 avril 1963, avec les membres de notre société, pour visiter le quartier Saint-André-le-Haut, comprenant notamment l'église du même nom, le lycée voisin (ancien collège), l'ancienne abbaye de Saint-André-les-Nonnains, la maison des Arènes (ainsi appelée parce que, dans son vaste jardin, se trouvaient les ruines de ce monument antique appelé l'amphithéâtre ou les arènes, lequel est, en réalité, un théâtre, ce qui n'a été connu qu'en 1911, maison, de la première moitié du XVI^e siècle, qui fut celle de Melchior de Fillion, oncle de Pierre de Boissat dit l'Esprit) ; et le jeudi 11 août 1966, avec le groupe du Rassemblement mondial des Dauphinois, qui se fait chaque année, dans le cours de l'été, en un lieu de la province.

Aujourd'hui encore, cher Ami de Vienne, le guide est content d'avoir, avec vous, fait marcher en arrière les aiguilles de la grosse horloge du temps et, grâce aux ailes de ce même temps, en plein ciel d'azur, survolé tous les quartiers de la ville, et Sainte-Colombe, en notant au passage les choses dignes d'être rapportées. Il s'est efforcé de son mieux à relier le passé au présent, à rappeler le souvenir des Viennois qui ont bien travaillé pour que notre chère société soit ce qu'elle est, ou pour que notre chère ville soit ce qu'elle est actuellement. Il a essayé, dans toute la mesure du possible, d'actualiser l'histoire, selon l'heureuse expression retenue d'une lecture. Il ne lui reste plus qu'à faire comme les speakers de la télévision, à savoir vous remercier de votre attention, et de terminer comme le fit Nicolas Chorier, il y a 313 ans, dans l'épître dédicatoire de son ouvrage aux consuls de Vienne : « ... votre satisfaction ne saurait être médiocre, et la sienne sera infinie si il mérite par cette preuve de son zèle envers la patrie et de ses respects envers vous, le nom, cher Ami de Vienne, de votre très humble et très obéissant serviteur »

Charles JAILLET

Viennois

VERSAILLES, 27, rue des Missionnaires.

Novembre et décembre 1970 — Janvier 1971.

VIENNE INSOLITE

CHAPITRE VII — FIN

EN PASSANT PAR LA GRAND'RUE...

(suite)

Avant de pénétrer dans la cité religieuse des chanoines et de l'archevêque, nous pensons qu'il est nécessaire d'en rappeler la superficie. A la suite de Chorier et de Charvet, le chanoine Ulysse Chevalier nous en a donné une description assez précise (1) : « Le cloître Saint-Maurice, au lieu d'évoquer à Vienne un promenoir, désigne une vaste enceinte aveugle qui affecte vaguement la forme d'un trapèze ayant plus de 300 m de l'est à l'ouest, grand côté parallèle au nord et 200 m du nord au sud, le sud presque tangent au mur méridional de la cathédrale Saint-Maurice ; sa superficie n'était pas inférieure à 50.000 m² ».

A l'est de la cathédrale qui se trouvait dans l'enceinte s'élevaient l'archevêché, l'hôpital Saint-Paul, la maison des Canaux. Partant de là, l'enceinte traversait en diagonale l'emplacement de la place Miremont actuelle passant en direction du sud, à quelque distance de la chapelle Saint-Claude et du cloître sud, du cimetière des pauvres, pour arriver à la Grand-Rue. L'entrée du district au midi se faisait par la porte Murianne ou porte du Reminescere. Les murs de clôture bordaient ensuite le ruisseau de Fuyssin rejoignant à l'ouest les remparts de la ville, non loin du Rhône, qui formaient clôture de ce côté. L'enceinte remontait ensuite d'ouest en est jusqu'à la maison des Canaux.

L'entrée principale du cloître Saint-Maurice était située à l'angle de la rue Joseph-Brenier actuelle et de la place Saint-Ferréol ; c'est là que nous avons arrêté notre précédente visite.

Aujourd'hui, nous dit Charvet, la porte dite du Ban des Cloîtres est souvent appelée Porte claustrale, Grand'Porte ou Porte nord (Fastes de Vienne).

(1) Ulysse Chevalier. Etude historique sur la constitution de l'Eglise métropolitaine et primatiale de Vienne en Dauphiné, page 81 — publication de la société des « Amis de Vienne » — H. Martin.

Les auteurs précités et le parcellaire de 1644 nous ont laissé les noms des anciennes demeures du grand cloître ; ces maisons dépendaient du chapitre et des chapelles fondées dans la cathédrale : leur revenu servait à la fondation de messes ou anniversaires célébrés à la mémoire du donateur sur telle ou telle chapelle, plus rarement à la construction de l'église ; le possesseur plus ou moins temporaire devait gérer la maison en bon père de famille.

Elles étaient habitées par des chanoines, des membres du collège, des incorporés dont le nombre varia du XII^e au XVIII^e siècle.

Sur le côté gauche de la Grand'Rue, touchant d'un côté la Porte claustrale et de l'autre la cure de Saint-Ferréol ; une maison de Clermont (2). Elle avait un jardin après lequel on situe une maison habitée en 1498 par l'archidiacre de la Tour, touchant au levant (place Saint-Paul actuelle) « le grand réfectoire et la maison de Virieu ». Ul. Chevalier, const. P. 108.

Quels vestiges pouvons-nous en retrouver actuellement ? Au n° 41 de la Grand'Rue s'ouvre une cour au fond de laquelle un appartement situé au rez-de-chaussée et prenant jour également sur une deuxième cour conserve de jolies boiseries Louis XVI en bon état ; à gauche de la cour, s'ouvre une ouverture cintrée, avec une porte dont les vantaux sont du même style et en face un curieux escalier permet d'accéder à des balcons sur lesquels s'ouvrent des appartements. Au n° 49 une autre porte ancienne et les restes d'un escalier à vis très remanié. De là jusqu'à l'église, toutes les constructions anciennes ont été remplacées par des immeubles modernes au siècle dernier.

(2) « Cette maison de Clermont figure dans un accord du 15 juillet 1309, sans doute celle ayant appartenu en 1275 au doyen Geoffroy de Clermont ».

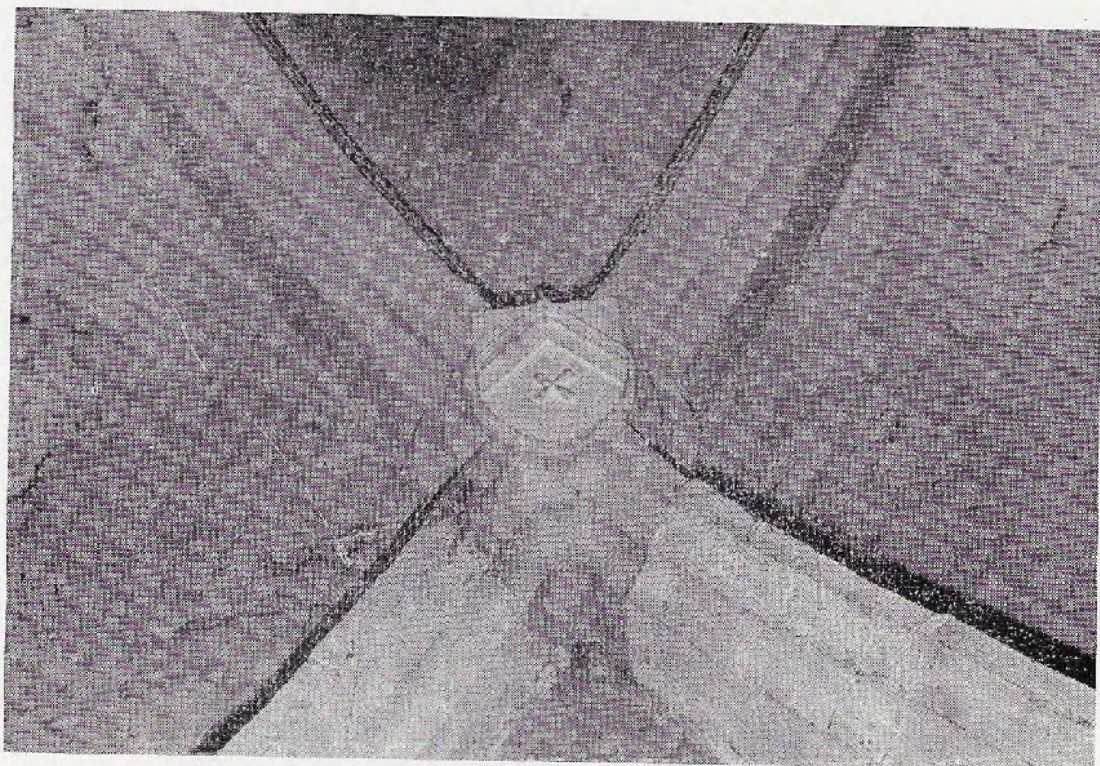
Cette puissante famille a eu de nombreux et éminents représentants au chapitre de Vienne ; l'archevêque Antoine de Clermont lors de son bref passage sur le siège de Vienne se signala par ses libéralités envers les pauvres de la ville et ses dons pour l'achèvement de l'Eglise (Cf. Charvet, Fastes de la ville de Vienne, Chorier, Histoire du Dauphiné).

Charvet, Constitution de l'Eglise de Vienne, écrit : « Guillaume et Humbert de Clermont... tous deux doyens de cette illustre métropole lui donnèrent des biens considérables... Humbert fit construire dans l'enceinte des cloîtres une maison très belle pour son temps (sic), dont le chapitre jouit toujours et qui a conservé le nom de Clermont ». Il s'agit d'un autre immeuble. Ul. Chevalier le situe non loin du Rhône, près de la rue Corpéron.

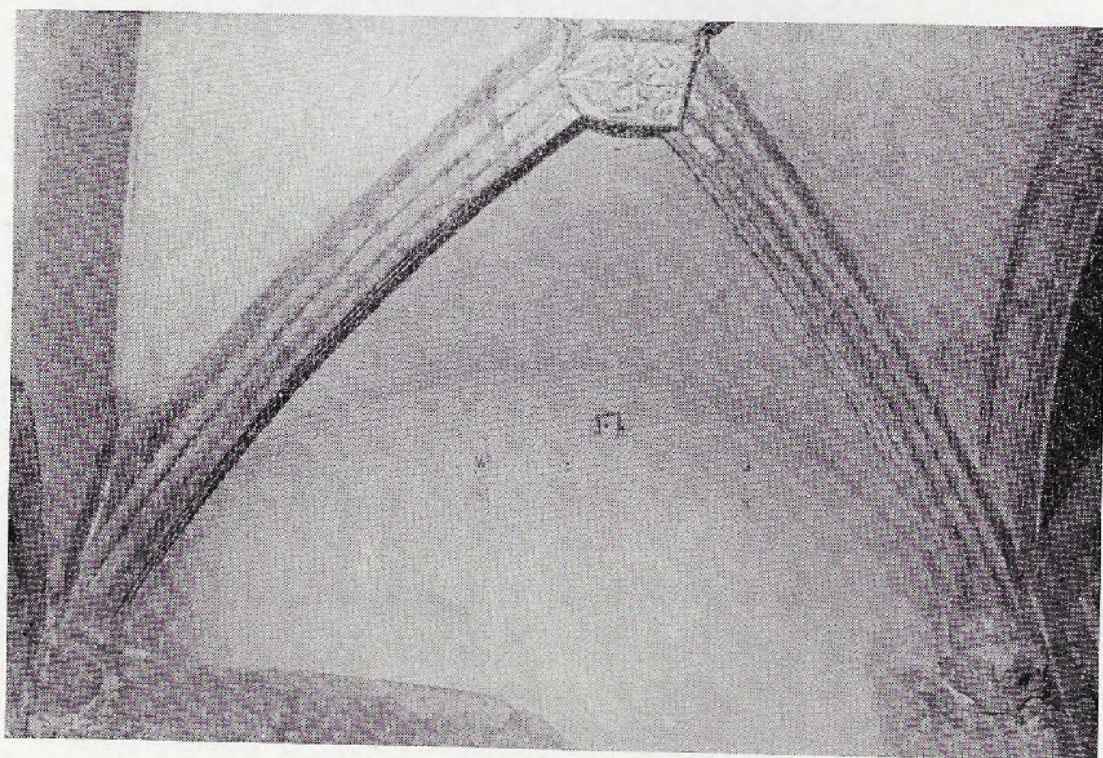
Des vestiges de la Porte claustrale existaient encore il y a quelques années ; ils ont malheureusement disparu lors de réparations effectuées aux maisons du quartier.



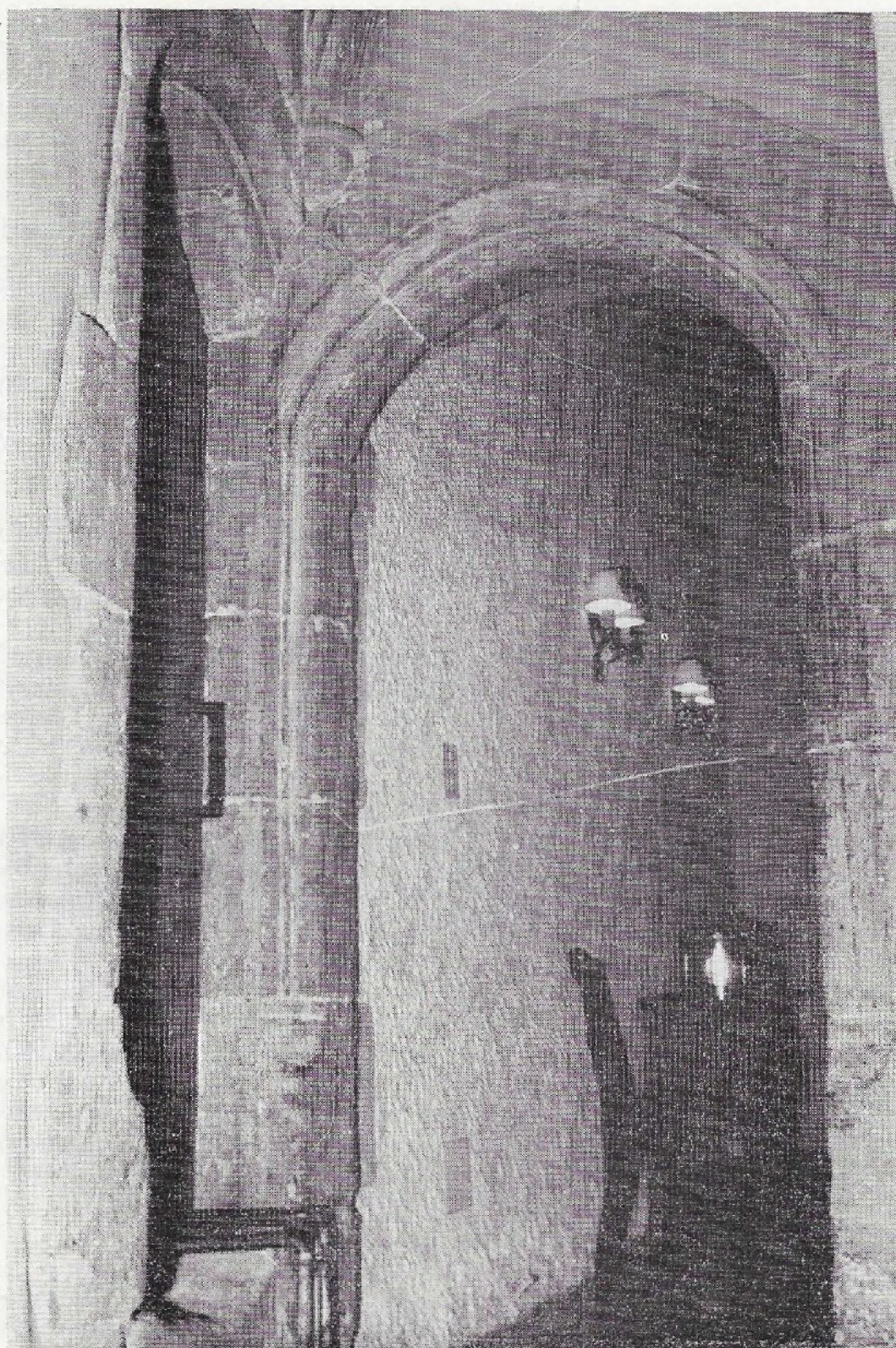
(Fig. 1) Maison Paillaret, rue de Bourgogne
Une porte de l'époque Renaissance



(Fig. 2) Maison Paillaret, rue de Bourgogne
 Voussoir armorié de l'escalier



(Fig. 5) Hôtel Saint-Maurice. - Un blason non identifié



(Fig. 3) Hôtel Saint-Maurice, - Une élégante ouverture

En revenant sur le côté droit de la rue, la Porte claustrale franche, s'élevait la maison ou cure de l'église Saint-Ferréol à l'emplacement de laquelle se trouve la maison Paillaret. Cette maison avait conservé il y a quelque quarante ans une façade ancienne ornée de très belles fenêtres à meneaux et une porte ancienne cloûtée (3). A la suite d'un regrettable incendie cette façade a été remplacée par une construction moderne construite en retrait de la rue, mais dans la cour vitrée subsiste un escalier à vis avec base de colonne sculptée, large de 1,60 m ; aux étages, des portes avec linteaux en accolade, mais le plus intéressant est une petite pièce voûtée en ogive dont la clef de voûte porte un blason que notre ami Henri Fruton avait identifié comme celui « d'Humbert Peyrolier, chantre et sacristain de l'église de Vienne et de l'église de Romans, official, docteur en l'un et l'autre droit, titulaire de l'abbaye de Saint-Ferréol sans avoir le titre d'abbé ». (Fig. 1 et 2).

Ce blason dont on ne connaît pas les émaux se lit ainsi : « Un chevron ou double chevron chargé à sa pointe d'une croisette et accompagné en pointe d'une autre croisette mise en sautoir ». (Cf. bulletin n° 59-60, 1964, pages 39-40).

Comme nous l'avons vu précédemment au début de ce chapitre, le parcellaire de Vienne nous a indiqué les maisons voisines de la cure de Saint-Ferréol, notamment celle de la cure de l'église paroissiale Saint-Laurent devant laquelle, d'après Charvet, s'élevait un four ; de cette église, seule une impasse a conservé le souvenir.

En continuant de suivre la Grand'Rue, notre attention est attirée au n° 42 par une vieille porte, mais surtout par l'immeuble portant les numéros actuels 44 à 48 dont la porte cochère s'ouvre sur une vaste cour bordée par deux ailes en retour. Cette maison est construite sur de très vastes caves et sa façade présente quelques vestiges de sculptures déjà décrits (Cf. bulletin n° 63, pages 70-72), ainsi que le blason de Jean Rochefort de la Valette, quaternier du chapitre de Saint-Maurice, mort en 1500 (4). Il s'agit très probablement de la maison d'Uzès « située aux abords de l'église Saint-Laurent, près de la maison du Four habitée en 1359 par Jean de Charbonnière pour y tenir cinq membres de l'église ». (U. Chevalier, Constitution, page 110).

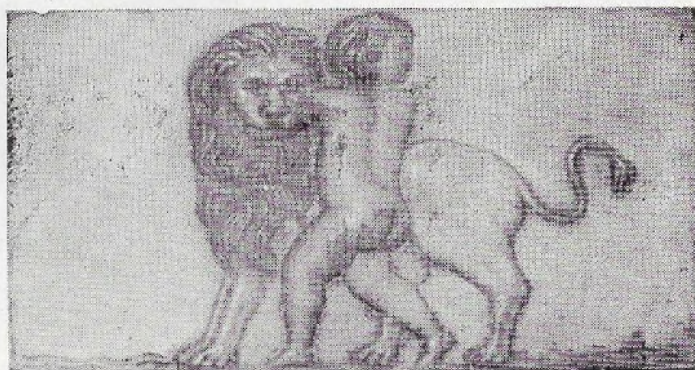
(3) Cette porte est actuellement au musée Saint-Pierre.

(4) Les quaterniers étaient les grands personnages du collège de la cathédrale à partir du XIV^e siècle ; quatre prêtres qui ont l'honneur de concourir à tour de rôle avec l'archevêque et les chanoines revêtus du sacerdoce, au service du grand autel de Saint-Maurice... Ils sont choisis par le chapitre parmi les meilleurs du collège. — Ulysse Chevalier — op. cit page 42 - 1.



(Fig. 6) Hôtel Saint-Maurice. - Cheminée

(Fig. 7)
Détail
de cette même
cheminée



Nous arrivons maintenant à la dernière maison de la rue de Bourgogne, maison massive, sans décors extérieurs, dont les fenêtres banales sont sans doute le résultat de transformations subies après la Révolution, comme celles de toutes les maisons de la place Saint-Maurice orientées au midi.

On est donc surpris de découvrir dans l'appartement du premier étage de très belles boiseries et des peintures intéressantes. Une ancienne gravure nous montre qu'il y avait autrefois une auberge dans ce bâtiment ; des caves profondes et un sous-sol sont des vestiges d'anciennes écuries. Au n° 3 de la place, la maison conserve un escalier à vis entièrement engagé ; sous la Restauration sa tourelle était encore visible comme nous la représente une autre gravure de cette époque.

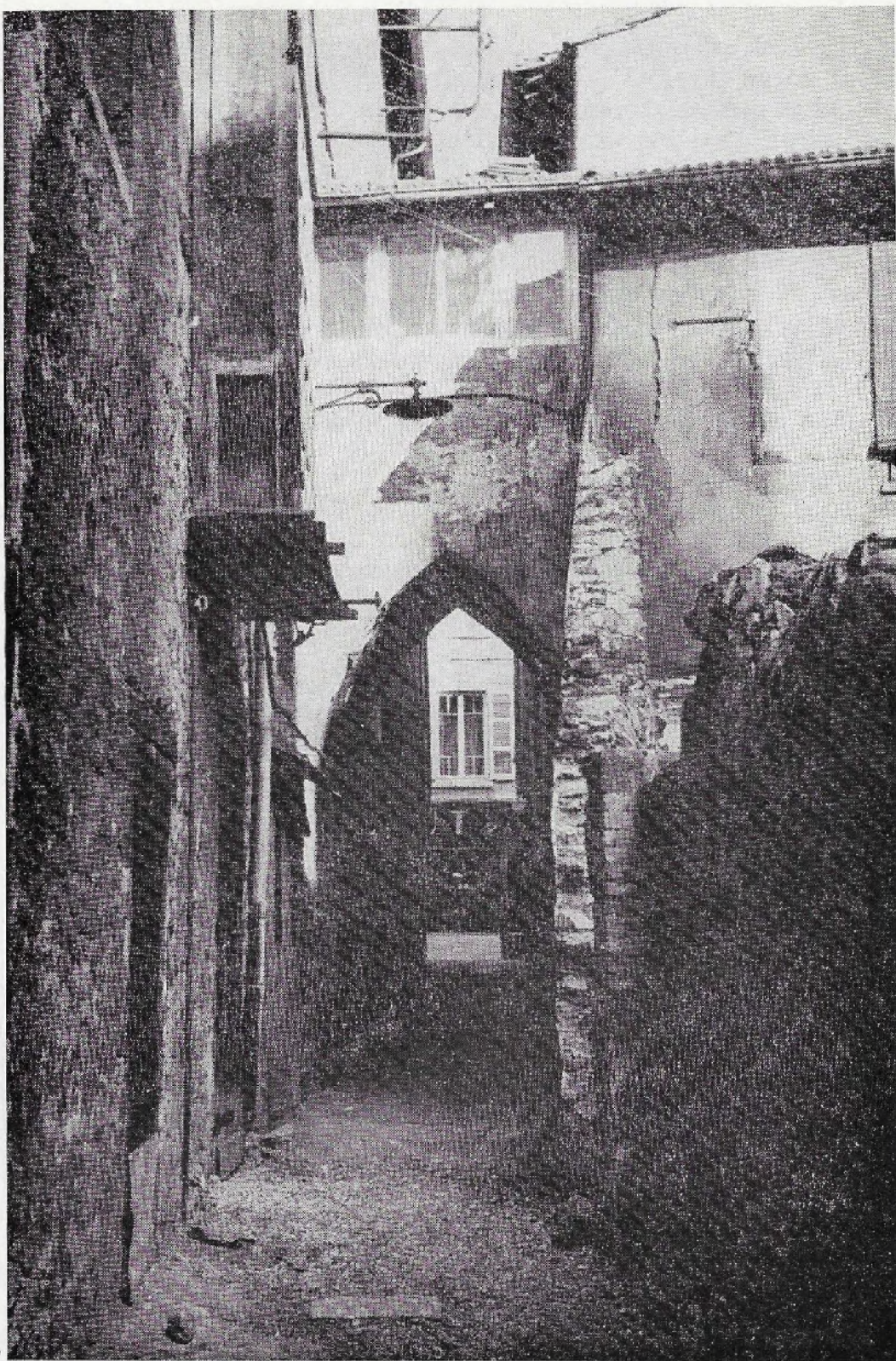
En continuant de faire le tour de la place, nous nous souviendrons qu'à l'emplacement de l'immeuble n° 2 se trouvait une maison appartenant à Guigue Romestaing, personnage important ; à l'ouest la grande maison de Rochechenal contre le rempart de la ville et au sud approximativement à l'emplacement du n° 9 actuel s'élevait au XVI^e siècle l'hôtel habité par M. de Maugiron, gouverneur de Vienne. Il était entouré d'un jardin s'étendant jusqu'au ruisseau de Fuyssin et à l'est par un autre jardin appartenant à une maison qui dépendait de la chapelle Saint-Jean et Saint-Blaise de la cathédrale.

On trouvait ensuite, en direction de l'est, la maison de Beauvoir et celle de la chancellerie. Si tous ces édifices ont disparu, il reste dissimulés derrière la façade moderne de l'hôtel Saint-Maurice de très intéressants témoins d'une maison qui dépendait de la chapelle Saint-Claude (5). Au fond du corridor d'entrée, une ouverture en plein cintre est bâtie, ainsi que les pieds droits en beaux blocs de pierre de taille, judicieusement mis au jour ; l'escalier à vis, 1,25 m de largeur, ouvre à droite ; la base de la colonne et le départ de l'escalier se trouvent au sous-sol. A l'entresol, par une ouverture de porte moulurée, on accède dans une petite pièce qui fut jadis un balcon orienté sur une courette intérieure, aujourd'hui vitrée et utilisée comme cuisine.

De l'autre côté, une ouverture semblable à la première, bâtie également en belles pierres, nous fait pénétrer dans d'autres pièces orientées sur une large terrasse du côté de la rue du Sauge et à un petit pont couvert traversant la rue conduisant

(5) Les auteurs que nous avons cités indiquent qu'en face des degrés de l'église, sur la place, deux maisons appartenaient aux chapelles Saint-Claude et Saint-Alban.

La chapelle Saint-Claude était située près du portail sud de la cathédrale sur le petit cloître du cimetière des pauvres ; on en a conservé un mur avec des ouvertures en plein cintre.



(Fig. 4) La rue Sauge

à une maison qui conserve des fenêtres anciennes avec moulures à gorge (Fig. n° 3-4). Le plafond de l'ancien balcon est voûté en ogive dont les boudins sont supportés par des culs-de-lampe sculptés : d'un côté ce sont des têtes de personnages, de l'autre des feuillages. Le blason de la clef de voûte figure un écu ancien à quatre cantons représentant un cor, un aigle déployé, des cotices, un lion passant (Fig. n° 5). Les recherches que nous avons entreprises avec Henri Fruton ne nous ont pas permis de retrouver le possesseur de ces armes. Ce fut sans doute un personnage important de l'Eglise de Vienne au XV^e siècle habitant une belle maison dont les précieux vestiges sont parfaitement conservés, entretenus et mis en valeur.

Dans une autre pièce du premier étage, on peut admirer une très belle cheminée de marbre avec de charmants motifs sculptés représentant des amours jouant dont les gestes et attitudes sont fort gracieux, elle est entourée d'un très riche décor de style pompéien. L'image que nous en donnons ne montre qu'imparfaitement le caractère de cet ensemble car un malencontreux radiateur a été maladroitement installé devant la cheminée par un précédent propriétaire, mais il sera déplacé (Fig. 6-7).

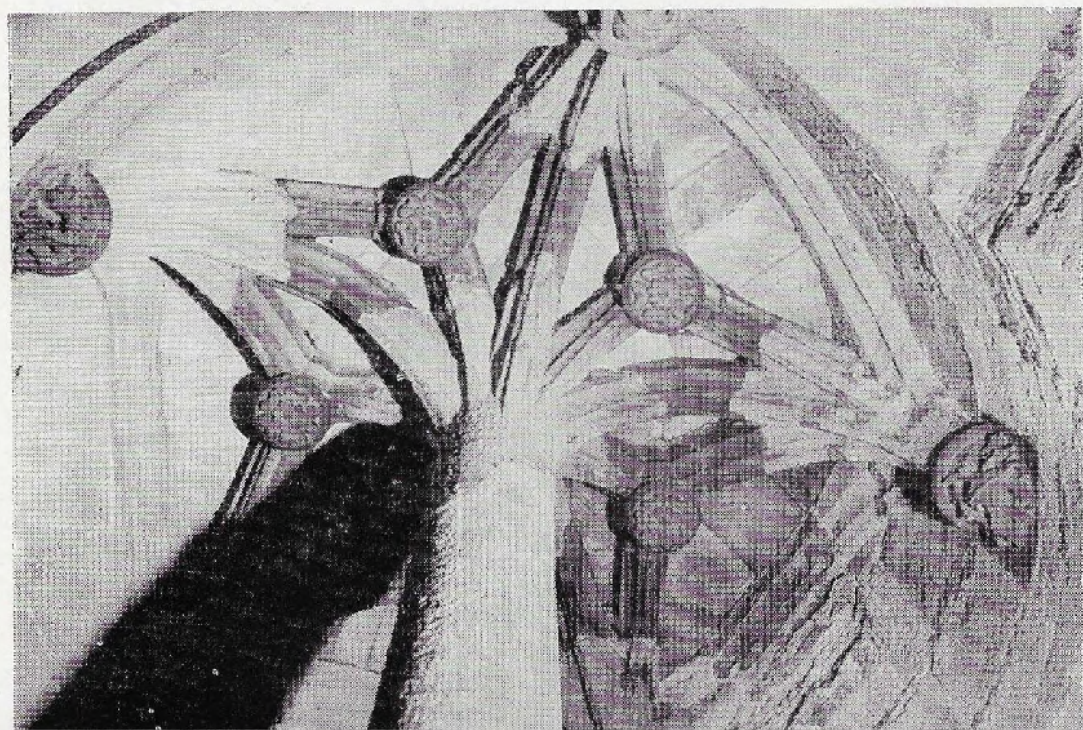
Nous entrons maintenant dans la rue Boson, à l'angle droit de laquelle une petite construction est un souvenir du Moyen Age, et peu après s'ouvre la rue du Sauge tout le long de laquelle s'élèvent des murs en appareillage romain longeant le ruisseau de Saint-Marcel au sud, tandis que tout le long de la petite rue, de l'autre côté, des murs anciens abritent des sous-sols et des caves aux voûtes massives, témoins également d'un âge reculé. Il faudrait pouvoir explorer et sonder ce vieux coin de Vienne.

De suite après la rue du Sauge se trouvait la porte sud des cloîtres Saint-Maurice, c'était la porte Muriane dont la tour renfermait la prison du chapitre. L'emplacement de la porte franchi s'ouvre à droite la rue du Rhône dont l'immeuble portant le n° 20 a conservé en partie un escalier à vis dans une petite tourelle hexagone encastrée dans les maisons et visible sur deux faces seulement : il s'ouvre à gauche, large de 1,40 m, sous arcature à gorge moulurée : la base de la colonne est également sculptée et les étages sont desservis par des galeries qui ont été coupées et fermées du côté ouest. Nous trouverons à cet endroit les mêmes mutilations, semblables à celles que nous avons signalées rue Jacques-Molay, mais cette maison est plus banale ; encore resterait-il à explorer les caves très profondes, de même que celles des maisons voisines.

Le sous-sol de cette rue du Rhône recèle certainement des fondations romaines car lors de la construction de l'immeuble de la Sécurité sociale, sur l'emplacement de la dernière maison de cette rue du côté ouest, on a mis au jour un passage dallé de

marbre, des débris de poteries et des amphores... A l'extrémité droite se trouve une cour dont le côté nord est bordé par une bâtisse en vieilles pierres, son origine est certainement fort ancienne ; dans le rez-de-chaussée occupé par des garages un énorme pilier soutient une voûte d'arêtes imposante et sous la maison moderne à l'ouest se trouvent encore des caves mystérieuses.

Il faut continuer jusqu'à la rue de la Tour-Pointe pour trouver au n° 11 à l'angle de la rue, une maison ayant conservé dans une tourelle arasée un escalier à vis de 1,30 m ouvrant directement sur la rue ; un blason au-dessus de la voûte d'entrée n'est plus du tout lisible, mais la vieille porte en bois, cloûtée avec ferrures mérite d'être conservée ; de chaque côté subsistent des boutiques anciennes délaissées qui pourraient être restaurées en respectant les vieilles pierres..



(Fig. 8) Eglise Saint-Maurice. - Escalier à vis, belle voûte du XV^e siècle

N'ayant plus rien d'intéressant à voir jusqu'au cours Brillier, nous reviendrons à notre point de départ, au coin de Saint-Maurice. Aux pieds de l'escalier, à l'angle sud on trouvait la maison des Degrés de l'église touchant, nous dit U. Chevalier « au nord le grand escalier, au sud les murs du cloître et la pri-

son du chapitre, à l'ouest la rue Intermédiaire (6). Aujourd'hui la modeste maison qui se trouve au sud du parvis, non loin du porche sud de la façade de Saint-Maurice et sur laquelle au-dessus d'une ouverture de porte avec gorges subsiste encore un blason peu visible est peut-être une partie de cette maison des Degrés ?...

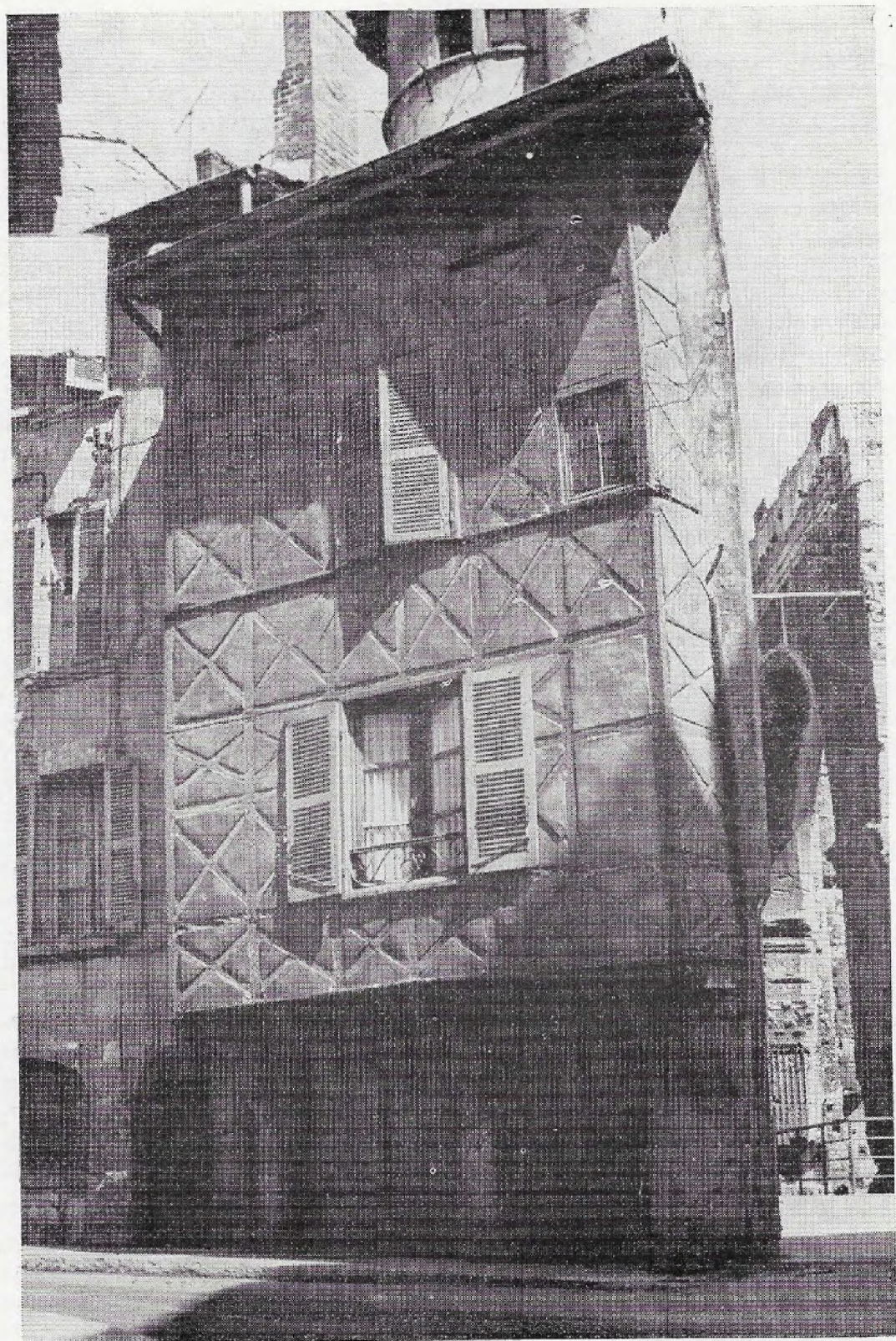
A l'angle de la rue Juiverie au n° 65, une maison du XV^e siècle n'a pas subi hélas que les injures du temps !... C'est un exemple à méditer et à donner comme preuve de ce que l'on peut réussir pour massacrer l'habitat ancien. On a certes réparé les toits, mais pourquoi moderniser à outrance cette boutique du XV^e siècle qui aurait pu être facilement mise en valeur. Il y a une douzaine d'années on a supprimé les beaux arceaux que l'on a remplacés par des ouvertures rectangulaires entourées de faïence. Cette soi-disant installation moderne sera périmée dans quelques années. L'autre boutique, si elle a conservé ses élégantes arcatures, la porte au beau heurtoir-marteau, s'est vu affliger d'un barbouillage de blancheur ripoline du plus désastreux effet...

Sur la rue Juiverie, une fenêtre a gardé son volet d'époque jusqu'à maintenant et tout à côté un curieux petit escalier de 0,65 m de largeur ouvrant à gauche fait communiquer l'arrière-boutique avec le premier étage. Dans la cour intérieure, l'escalier principal à vis (largeur 1,30 m) dans une tourelle qui surplombe les toits conduit à une petite pièce terminale à trois ouvertures servant de grenier. Des transformations ont modifié un ensemble de galeries sur cour qui ont été fermées et transformées en appartements. Côté rue et côté cour, la maison conserve de beaux encadrements de fenêtres dont l'une porte inscrite une date à peine lisible, 1462 ou 1472, car toutes ces pierres sont très usées et ne sont pas l'objet de beaucoup de soins de la part du propriétaire...

En continuant dans cette rue Juiverie, nous trouverons au n° 24 dans une cour aujourd'hui couverte, un escalier à vis ouvrant à gauche, de 1,20 m de largeur, dans une tour engagée complètement dans les maisons. La colonne avait une base sculptée en partie détruite. Elle a été refaite en fonte au départ. Nous ne nous attarderons pas non plus au n° 30 où subsiste sur la cour intérieure un autre escalier à vis très remanié et sans décor.

Il nous faut retourner de l'autre côté de la cathédrale pour découvrir quelques maisons anciennes intéressantes. Au n° 3 de la rue J.-Jacques-Rousseau, une façade banale, mais au fond du couloir d'entrée un escalier, de 1,20 m, sous une ouverture en berceau dont les moulures en fort relief sont en saillie sur

(6) Cette partie de la Grand'Rue, entre la porte des Cloîtres et la porte Muriane ou du Reminescere était ainsi dénommée rue Intermédiaire.



(Fig. 9) La maison dite « Maison de bois » XIII^e siècle

deux piliers ; on passera sous un écusson anonyme pour gagner les étages par des galeries en bois installées dans une cour aujourd'hui couverte. Un petit appartement recèle une cheminée en pierre style Louis Quatorzième, malheureusement peinte en jaune : de chaque côté, un encadrement de pilastres avec chapiteaux corinthiens et au-dessus un décor en stuc représentant une scène réunissant curieusement des lions et des amours.

En repassant rue Joseph-Brenier, la maison n° 8 fut sans doute autrefois d'une certaine importance ; la cour aujourd'hui très réduite est bordée d'un côté de quelques colonnes imposantes ; tout est bâti en belles pierres qu'une boutique rénovée a heureusement dégagé sur la façade nord, rue Vaucanson. En face, au n° 5, une maison présente cette particularité d'avoir un beau heurtoir-marteau, non seulement à la porte d'entrée mais sur chaque porte d'appartements.

A ce carrefour des rues Brenier et Vaucanson se trouvait une autre entrée nord du territoire des grands cloîtres Saint-Maurice, la porte de Caramentran, dite aussi porte de la Bobe (7).

Revenu près de Saint-Maurice, nous ne pouvons manquer de signaler, s'ajoutant à ceux si nombreux que nous avons gravis, les escaliers à vis de notre cathédrale. Du côté sud, l'un d'eux conduit dans les combles où des sculptures romanes primitives ont été réemployées, du côté nord on accède par l'escalier du clocher aux galeries du triforium en passant devant l'ancienne chambre du sonneur, incendiaire par négligence, dont la grande cheminée est bien conservée. Mais l'escalier le plus intéressant est celui dont le départ est situé près du porche nord ; il se termine par un petit clocheton voûté de style ogival fleuri avec liernes et tiercerons (Fig. n° 8), de nombreuses marques de tâcherons sont sculptées sur les murs.

L'église Saint-Pierre conserve également dans sa tour nord un petit escalier et une cheminée très restaurés.

Nous signalons dans le quartier de Saint-André-le-Haut les anciens bâtiments de l'abbaye des Nobles Dames reconstruits au XVII^e siècle après les dévastations des guerres de Religion et la chapelle en partie plus ancienne. A la Révolution tout fut converti en appartements d'un confort plutôt médiocre. Cet ensemble, de même que la chapelle de la Charité, est cité par Georges Pillement dans son livre bien connu « Monuments en péril ».

(7) Porte ainsi surnommée par les Viennois parce qu'elle était ornée d'une énorme tête de personnage barbu et sévère, d'après une expression locale encore usitée de nos jours « faire la bobé », manière d'être renfrogné et peu aimable. Cette sculpture romaine, sans doute vestige d'une grande statue de Vulcain, est aujourd'hui au musée Saint-Pierre.

Il n'est pas interdit d'espérer qu'un jour viendra où les locataires du quartier ayant la possibilité d'un habitat meilleur, ces vénérables vestiges reprendront un aspect plus digne de leur passé pour des fins culturelles ou artistiques.

Tout près du théâtre romain, au 14 de la rue Pipet, il y a une maison ancienne dont la tour à six pans s'ouvre sur un escalier de 1,55 m ouvrant à gauche ; l'entrée est cantonnée par deux pilastres avec chapiteaux surmontés d'un écu martelé ; la base de la colonne au socle arrondi et le départ de l'escalier sont dans la cave ; au deuxième étage une fenêtre à meneaux et une petite tourelle siamoise...

On ne peut parler de nos vieilles maisons sans décrire celle de la rue du Théâtre, « la maison de bois » si souvent photographiée. Le rez-de-chaussée restauré lui apporte un nouveau lustre car elle n'a plus cet air abandonné des maisons mortes ; l'escalier à vis au fond du couloir d'entrée, sous une ouverture cintrée à gorges moulurées, est large de 1,15 m dans la tour ronde qui se double d'une petite tourelle jumelle communiquant avec les appartements. La colonne de base part de la cave dont la voûte qui supporte l'escalier est surmontée d'une belle pierre sculptée d'oves formant linteau de soutien, fragment de corniche romaine du même style que les blocs placés au sommet des portiques des thermes voisins de la maison. Il y a trois étages avec marches formant palier et au sommet un plafond rond soutenu par la colonne taillée en lancette aux quatre angles (Fig. 9).

Signalons encore à l'autre extrémité de la ville sur le cours Brillier, du côté du Rhône, mais engagée dans des constructions modernes, une tour d'escalier jadis coiffée d'un dôme élevé, aujourd'hui découronnée. Il s'agit peut-être d'un vestige de ce que fut sans doute la demeure des abbés de Saint-Pierre à partir du XV^e siècle. Plus près de l'église, les anciens bâtiments de la salle capitulaire du monastère sont de la même époque. Beaucoup plus intéressants, ils réclament une restauration souhaitable qui permettrait d'abriter de nombreux vestiges lapidaires d'intérêt secondaire, de désencombrer le musée en vue de mettre en valeur les admirables pièces qu'il renferme.

Nous avons maintenant terminé ce long périple dans nos vieux quartiers. Avons-nous tout visité, tout expliqué, tout décrit, évoqué tous les souvenirs du passé ? Certainement pas, et nous aurons sans doute l'occasion de découvrir d'autres sites insolites.

Espérant que cette enquête, même incomplète, a retenu l'attention de nos compatriotes, nous souhaitons qu'elle contribue à susciter d'autres recherches, particulièrement parmi les jeunes sociétaires des « Amis de Vienne ».

Chronique archéologique

L'activité archéologique n'a pas été en sommeil pendant l'année 1970 :

I — A SAINT-MAURICE

Les travaux de consolidation des arcs-boutants de la primatiale se sont poursuivis sans interruption et il semble bien que le programme prévu par les Monuments historiques puisse s'achever dans les délais prévus ; touristes, visiteurs et Viennois en quête de spectacle insolite ont pu admirer l'efficacité des bâtisseurs... et aussi leur endurance au vertige et aux intempéries.



Visite au château fort de la Bâtie

II — A LA BATIE

Un nouveau chantier a été visité par les « Amis de Vienne », celui de la Bâtie dont les travaux ont commencé dans le cours de l'année 1969. Notre sociétaire M. Celette, nouveau propriétaire de la maison d'habitation et des ruines, s'est attaché à ce travail de sauvegarde et de mise en valeur que nous n'osions plus espérer ! Les remparts et les vestiges du château fort ont été dégagés des arbres et de la végétation envahissante ; des travaux de consolidation ont déjà été réalisés et se poursuivent.



**Du sentier qui mène aux ruines du château fort
un paysage magnifique sur Vienne et la vallée**

M. Celette a tenu à faire part aux « Amis de Vienne » des découvertes résultant de ses longues et patientes recherches sous la maison d'habitation et autour du château. Les 9 et 10 mai 1970, ce fut une véritable invasion pacifique qui prit d'assaut le mont Salomon : plusieurs centaines de visiteurs auxquels M. Celette expliqua et commenta ses nombreuses trouvailles sans se lasser des nombreuses questions qui lui furent posées.

Actuellement est en cours de dégagement le sous-sol du donjon, dont les voûtes massives sont comblées de déblais, avec le concours efficace de M. Julian. Il n'est pas douteux que ces recherches apporteront des révélations sur les constructions successives de ce site admirable. Le président Marcel Gourdan ne manquait pas de le souligner en remerciant notre hôte.

D'ores et déjà la découverte de nombreuses canalisations romaines distribuant les eaux de la colline, des citernes nous permettent de vérifier l'assertion de notre vieil historien Chorier (1) que nous tenions pour invention de son imagination souvent excessive !

Malgré le temps maussade et quelques averses, les visiteurs ont pu se rendre compte de la beauté du panorama dont on jouit du sommet

des ruines et les deux visites se terminèrent autour d'un buffet réconfortant avec l'accueil chaleureux et souriant de Mme Celette.

III — REPRISE DE FOUILLES A L'ODEON (2)

M. Pierre Senay, directeur du département des « Etudes anciennes » de l'université de Québec, avec Mme Senay et quelques étudiants, est venu procéder à des recherches à l'Odéon grâce à une subvention du Conseil des arts du Canada, sous la direction de MM. Leglay et Turrenc et le contrôle de M. Ruf, conservateur de nos musées et la collaboration de M. André Pelletier avec l'aide de quelques-uns de ses élèves. Ils ont travaillé du 20 mai au 18 juin à dégager le mur d'enceinte des gradins, les deux « parasceniae » aux extrémités de la scène et l'entrée est du théâtre. De beaux fragments sculptés ont été mis au jour.

IV — A SAINT-ROMAIN-EN-GAL

Après l'humide et long hiver, il a fallu procéder à nouveau à de nombreux travaux de consolidation.

En fin d'été des fouilles ont permis de poursuivre des recherches autour des petits thermes au nord du terrain. Des colonnes ont été redressées dont l'une porte un très riche chapiteau. Du côté sud nous avons vu commencer le dégagement de la nymphée.

Tous ces travaux et d'autres sans doute terminés, nous pourrions demander à M. Turrenc d'organiser pour les « Amis de Vienne » quelques visites par petits groupes lorsque les beaux jours seront revenus.

Joseph GARON.

-
- (1) Chorier écrit : « Le mont Salomon mérite d'être visité par ceux qui ont quelques connaissances des fortifications... Des masures conservent encore les marques de la grandeur romaine, ainsi que des urnes qu'on y a trouvées... Il est environné des restes merveilleux d'une muraille dont les pierres sont taillées avec beaucoup d'art, comme le pratiquait l'architecture romaine... On y trouve plusieurs fontaines qui l'arrosent ». (Fontaines, il faut lire sources, qui devaient exister sur les pentes du mont Arnaud et du mont Salomon et que les Romains avaient canalisées).

Si nous connaissons peu ce que représentait le fort romain, nous avons de nombreux renseignements sur le château des archevêques construit au XIII^e siècle par l'archevêque Jean de Bernin. L'histoire de la Bâtie pourra-t-elle être écrite un jour ? Les notes qu'avait glanées ici et là notre regretté ami Henri Fruton et auxquelles nous avons ajouté quelques compléments pourront sans doute être utilisées non seulement pour l'histoire de la Bâtie, mais aussi pour celle du Castrum et de la forteresse de Pipet. Les recherches en cours ne pourront que faciliter ce travail.

- (2) Ainsi se dégage peu à peu ce monument romain que nous avons l'intention de revoir en automne. Les fouilles ayant été de courte durée, les déblais se sont accumulés rendant périlleuse une visite de groupe. Nous espérons que des crédits permettront de tracer un parcours en vue de permettre une visite au printemps. Sinon il faudra attendre l'automne puisque d'autres recherches doivent être reprises en mai-juin avec le même directeur et de plus nombreux participants.

Chronique des arts

L'activité artistique ne s'est pas ralentie au cours de l'année, dans notre ville. On le doit en premier lieu à ce Centre d'éducation artistique que dirige le professeur Pierre Delorme, au Salon annuel des artistes viennois, aux expositions particulières des peintres locaux et à celles venues du dehors : celle organisée par le British Council par exemple.

Au mois de mars, nous avons eu l'exposition particulière de Mme Marie-Lise Thomas. Nos concitoyens connaissent tous l'amour qu'elle a pour les fleurs et ses toiles très nombreuses ont garni les cimaises de la galerie de l'Atelier avec quelques paysages et des compositions avec personnages, le tout traité avec goût et un sens de la couleur puisé directement dans ces pétales qu'elle nous offre en gerbes éclatantes ; à la même époque et pour une brève huitaine, nous avons pu admirer l'exposition de « Vingt ans de décor théâtral en Grande-Bretagne », organisée par le British Council auquel la plupart des dessins appartient, et présentée par le jeune et sympathique attaché culturel du consulat britannique à Lyon, en un excellent français, accueilli à la salle des fêtes par M. Abert, adjoint au maire de Vienne. Un certain nombre des artistes qui exposaient ne s'intéressaient pas en premier lieu à la décoration théâtrale, mais il y avait parmi eux un sculpteur comme Barbara Hepworth qui présentait des costumes pour un opéra « Un Mariage d'été ». Nous avons particulièrement remarqué les admirables tableaux d'Edwar Burra pour « Don Quixotte », « les Moulins à vent », « le Cauchemar », « la Caverne, les Gitans », etc... les beaux dessins de Roger Purse pour une comédie de Shakespeare : « La Douzième Nuit ». Leslie Hurry a réalisé pour l'opéra de Puccini « Turandot », l'admirable costume de la princesse et une série de costumes pour « les lenci », tragédie de Shelley. Osbert Lancaster, caricaturiste et écrivain nous a amusés par ses « costumes de ballet », un square à Reusington, le sorcier guérisseur et un couple sportif. Ces artistes, il serait trop long de les citer tous, mais tout l'ensemble était intéressant, que ce soit dans le dessin ou dans la peinture, sans parler de l'originalité de la pensée. C'était véritablement des « créations ».

A la galerie de l'Atelier, du 11 au 29 avril, s'est tenue l'exposition des œuvres de Roger Burchianti et de Carole Silvestini, peintures et poteries. Pour ces deux artistes, on sent un peu trop que leurs toiles ont pris un départ, non pas dans un contact direct avec la nature, mais que leur source a été une photographie ou une image, (de l'aveu même de ces artistes). Nous ferons toutefois une exception pour Silvestini qui, dans quelques-unes de ses toiles puise son inspiration dans sa propre imagination, et là alors c'est une réussite, réussite par la fraîcheur et la naïveté, on retrouve un peu de l'art naïf des « ymaigiers » et des « exvotos » : la fuite en Egypte, le passage de la mer Rouge, etc... C'est dans les scènes bibliques ou évangéliques qu'elle s'exprime de la manière la plus touchante.

Le premier semestre de l'an s'est clos avec l'exposition générale des artistes de l'Atelier à la salle des fêtes. Nous retrouvons là, avec plaisir, les artistes dont les noms nous sont maintenant familiers : nous avons remarqué parmi cette importante exposition, l'envoi de Gounot, d'une technique particulière qui rappelle un peu Picasso, les toiles de Jean Brisé, les belles gouaches et les dessins de Marinette Alexanian, les céramiques de Mme Lydie Chapuis ; au long des cimaises, les œuvres florales de Mme Thomas, de Mlle Soirat, de Mme Bandet, les formes colorées de Jean Eynaud, de Vincent qui se souvient du peintre Lety.

Le thème de ce salon où se sont mêlés les élèves du Centre d'éducation artistique et les artistes viennois, était : « l'Enfance » et quelques-uns des membres de l'Atelier s'y sont exercés de leur mieux.

Après les vacances, l'automne est vite là et c'est l'époque où le 22^e Salon des artistes viennois ouvre ses portes, le 17 octobre, à la salle des fêtes. Il réunit sur ces cimaises les exposants viennois, ceux du Centre d'éducation artistique et, fait nouveau dont il faut se féliciter, les artistes des villes jumelées de la nôtre : Esslingen, Norrköping, Neath et Udine. Cette confrontation est tout à fait intéressante, car elle permet de nous rendre compte de la différence d'esprit qui existe entre ces artistes étrangers et nos exposants locaux et régionaux.

Chez les étrangers, qu'ils soient anglais, italiens, allemands ou suédois, les dessins et les toiles sont d'une facture nettement moderne et de conception très originale ; c'est davantage à leur imagination qu'ils font appel qu'à des thèmes que la nature leur propose. Ils « s'expriment » réellement dans leurs œuvres, ils composent leurs toiles et transposent leur sujet.

Nous avons admiré les visages de W. Bauer, les monotypes de Horst Sokele, le « Don Quichote » de Vorreiter (Esslingen), le beau dessin de jeune fille de Wayne Gittus, un paysage de Simon Unwin, très réussi en sa simplicité évocatrice (Grande-Bretagne) ; un paysage de Derwinger et un très beau tableau : « le port en hiver » de Joseph Schibli (Suède), enfin le visage si expressif de Bertone (Italie).

Il est évident qu'avec nos peintres locaux l'esprit est différent. Scul, Serge Vesqui peut se réclamer de la même classe avec ses trois panneaux symboles de la naissance, de la mort et du bienfaisant sommeil. A quelques rares exceptions près, tous puisent non dans la représentation de la nature ou de l'objet, leur source d'inspiration, mais comme ils disent dans des « documents », comme nous le disions plus haut on sent trop chez certains la copie d'images arrangées avec plus ou moins d'adresse ; nous avons noté toutefois les aquarelles de Losdat et celles de Pratz, Bernard, de belles gravures sur bois de Umiglia. Parmi les artisans du fer forgé, Buffière de Pélussin a réalisé des personnages aux belles attitudes et n'oublions pas les travaux en céramique de Mmes Lydie Chapuis et Soulier.

Comparaison n'est pas raison, mais nous croyons, nous espérons que cette présence étrangère aura ouvert des horizons non seulement à nos exposants, mais aussi aux visiteurs de ce 22^e Salon.

Au début du printemps, nous avons eu à la galerie de l'Atelier, l'exposition de ce jeune artiste, Pierre Boutier. Sorti de l'école des beaux-arts de Lyon, sur lequel nous avons attiré l'attention de nos amis dans un précédent bulletin ; sensible au rythme des formes et à l'équilibre des masses, tant dans ses dessins que dans ses sculptures, il me semble attiré par la représentation de l'objet, mais il entend en restituer, à

nous en faire sentir la puissance architecturale ; il nous avertissait que dans ses dessins, tout rapport logique est « a priori écarté », il nous rappelait que « la poésie est un moyen de connaissance et que l'art est une certaine qualité de faire ». Nous étions, je pense, tous d'accord avec lui.

Mais cet automne, il nous convie à la même galerie à visiter son exposition : Pop, Hop et Cie. Alors c'est très amicalement qu'on peut lui dire que nous ne sommes plus d'accord. Joncher le plancher de la galerie de morceaux de plastique, d'un carreau brisé, d'une ampoule électrique éclatée et d'une collection de bouchons de bouteilles de butane entourés d'une ficelle, accrocher sur les murs des numéros 8 ou 9, ou un billet de cinq francs démesurément agrandi ? Non, nous ne marchons pas. Il a la gentillesse de prévenir nos objections : « La question est-ce de la peinture n'appelle pas de réponse car elle ne présente aucun intérêt. La vie est un spectacle, il y a des signes, des symboles privilégiés : un drapeau, des lettres, des chiffres ; il faudrait, nous dit-il, que vous puissiez regarder un jour, un drapeau et un kilomètre d'autoroute avec le même esprit.

Chers « Amis de Vienne », cette vitre brisée, ces bouchons de butane, ces numéros géants ne m'ont pas paru symboles privilégiés et je n'ai pas réussi à contempler un kilomètre de notre autoroute, une ampoule cassée, un drapeau, avec le même esprit, vous me pardonnerez de ne pouvoir davantage vous éclairer.

Je me rallie, en ce qui me concerne, à l'opinion d'un excellent peintre : Chapelain Midy qui dit : « Ainsi, c'est avec la recherche de la nouveauté à tout prix, une des observations singulières de ce temps, au nom desquelles tout est permis à celui qui veut jouir de quelque attention et être considéré comme faisant partie de l'époque présente. Sans doute est-ce bien un jeu auquel eux-mêmes sont pris, que la démarche des assembleurs d'objets industriels ou de détritius, pour ne parler que de ceux-là, qui sont considérés comme notre actuelle avant-garde.

Mais c'est un jeu qui ne semble guère amuser qu'eux-mêmes. »

Pierre Boutier qui a du talent et des connaissances, a mieux à faire, n'en doutons pas, qu'à déconcerter ses concitoyens avec des expositions - si l'on peut dire - du genre Pop, Hop et Cie.

L'année se terminera avec une exposition en décembre du groupe de l'Atelier, où nous retrouverons nos concitoyens exposants, désormais bien connus.

Louis RAIBAUD.

UNE PROMENADE EN GONDOLE

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

On a tout dit sur Venise ; il ne reste plus rien à dire.

Et c'est miracle, pour une ville, comme pour une dame, de paraître belle encore après tant d'éloges. Or l'engouement pour Venise est loin de diminuer. Jamais sans doute le palais des Doges, la basilique Saint-Marc ne virent les visiteurs défiler en cohortes plus serrées.

La renommée de la ville est ancienne et son nom est devenu magique : qui ne l'a pas vue désire y aller ; qui y est allé désire y retourner ! Car son charme est inépuisable et sa beauté inattaquable. Seul un esprit chagrin peut éprouver quelque déception. L'homme normal est séduit : Venise ne déçoit pas et ne lasse pas.

Plus que son passé glorieux, plus même que son riche patrimoine artistique, l'étrangeté de sa situation en fait une ville unique : « Elle est bâtie sur l'eau, ses rues sont des canaux » : voilà qui échauffe l'imagination et allume le rêve.

Quel rêve ? Aller là-bas, passer sur le pont de deux cent vingt-deux arches, qui relie la ville ensorcelante à la terre ferme, prendre une gondole et par le grand canal — quatre kilomètres d'un décor féérique — aller à Saint-Marc ; mettre pied à terre sur la Piazzetta, rôder autour du palais des Doges, toiser le Campanile, pénétrer dans l'obscurité de la basilique, errer sous les cinq coupes, ressortir dans la lumière aveuglante, arpenter la place en dérangeant les pigeons, attendre que l'heure sonne en guettant les géants de bronze, là-haut, sur la tour de l'horloge, pour les voir bouger lentement et sûrement, et frapper sur la cloche ; repartir ensuite par les humbles canaux, soupirer sous le pont des Soupirs, connaître le paysage vénitien fait de reflets et de nuances, admirer au passage quelque balcon ogival et byzantin, encastré dans une façade, comme dans un napperon une dentelle de Burano, jouir d'une verdure inattendue, attendre une gondole et voir passer une barque chargée de caisses... chercher les balises multicolores et trouver des pieux en bois rugueux, entendre parler le savoureux dialecte et non plus allemand, anglais ou français, côtoyer une place où se tient un marché coloré, se faufiler dans un canal étroit, entre deux murs pleins d'ombre, apprendre le cri des gondoliers (le code de la route vénitien) : « Oè ? » « staè » qui veulent dire « gondole y es-tu ? » « Attends, gondole ! », puis s'éloigner de la ville, aborder à quelque île proche... revenir à la Piazzetta... Et enfin, au retour, sur le grand canal, les regards toujours avides, pas encore rassasiés, cherchent : ils voudraient emporter un souvenir net : mais comment choisir entre plus de cent palais ?

Tout cela n'est-ce pas vivre un rêve ?

Et ce rêve laisse un parfum...

Le parfum de Venise n'est pas, croyez-le bien, celui de canaux où flottent des épiluchures, comme le disent les mauvaises langues. Il est

beaucoup plus subtil et se révèle seulement aux élus épris de beauté. Avouons-le, c'est un parfum cérébral : tous les siècles y ont contribué. Il est fait de l'or bruni de Byzance dont resplendissent les mosaïques ; il est fait des roses effeuillées sur les murs des palais et des humbles demeures ; il est fait des vieilles dentelles gothiques et des broderies Renaissance que dans le marbre ont ciselées des sculpteurs anonymes ou illustres ; il est fait de l'émeraude du grand canal et du jade des petits canaux ; il est fait de l'écho des fêtes d'autrefois, du carnaval étiré comme un accordéon ; il est fait aussi du souffle des spectres de personnages légendaires ou réels qui vécurent dans la ville aquatique, depuis le jaloux Othello et Desdémone, dont le fantôme hante toujours le palais Fasan, jusqu'à Wagner, jusqu'à d'Annunzio, et la liste est longue, et elle n'est pas close.

Hier encore Jean Cocteau préfaçait une belle édition sur Venise. Son enthousiasme invente des expressions nouvelles, découvre des sources récentes. Il insinue qu'il « défantomatise » la ville ; mais d'autre part il n'échappe pas au sortilège et il appelle à la rescousse d'autres fantômes : ne dit-il pas que du décor féerique « tritons et ondines » sont les machinistes ? Son admiration toute neuve égale celle des hôtes de jadis, d'un Montesquieu, d'un Chateaubriand... et même d'un Villehardouin...

Les propos que j'ai tenus jusqu'à présent sont peu sérieux, je le reconnais, je n'ai pas su renoncer à cette évocation qui m'a semblé un utile préambule à la « Promenade en gondole ». Si j'ai eu tort, la faute en est à Venise : son envoûtement fait négliger une science aussi grave que l'histoire. On oublie, dès qu'on sort de la gare et qu'en face une coupole semble dire : « Ici l'Orient commence », on oublie toute savante préoccupation, comme nulle part ailleurs on est entraîné par le courant... On n'a pas assez d'yeux pour tout voir et c'est trop demander à l'esprit de songer aux origines et aux causes et de supporter en même temps la joie intense du moment présent vécu dans la fabuleuse cité de Saint-Marc.

J'ose à peine rappeler que Venise fut, au temps des invasions barbares, fondée par un groupe de Vénitiens fugitifs quittant la terre ferme si exposée et leur ville détruite. Ils se réfugièrent sur quelques îlots épars dans la lagune, ainsi à l'abri des hordes dévastatrices. L'île de Torcello reste l'image de l'enfance humble de Venise, île solitaire et déserte, où se dressent l'antique basilique avec un campanile haut comme un phare, et à côté l'église octogonale de Sainte-Fosca, joyau oriental qui semble avoir été apporté tout droit de Byzance !

Car Venise est tournée vers l'Orient : au VI^e siècle c'était une province de l'Italie byzantine ; en 812 Charlemagne la rendit à l'empereur grec lointain. Aussi fut-elle peu touchée par les vicissitudes politiques des régions italiennes voisines. De l'Orient elle tira sa richesse matérielle, son faste prestigieux et son inspiration artistique.

Venise élaborait vite sa forme de gouvernement et la république oligarchique, ayant à sa tête un dux - en dialecte un doge - dura mille ans ! Aucune exagération dans ce chiffre hyperbolique : l'élection du premier doge remonte à l'an 697 ; puis il y eut des doges sans interruption de 742 à 1797.

Cette histoire singulière par sa constance a eu pour cause et pour conséquence le patriotisme vénitien qui fit la grandeur de la république et l'admiration de tous.

Je vous fais grâce du nom des cent vingt doges...

Mais je ne saurais taire la fête principale pour laquelle Venise déployait un faste sans pareil et tout oriental. Le jour de l'Ascension le doge célébrait son mariage symbolique avec la mer Adriatique. C'était

sûrement un spectacle magnifique lorsque du haut du Bucentaure - le bateau en or - en un somptueux costume le chef de la sérénissime République, d'un geste théâtral, lançait dans les flots un anneau d'or... qu'un pauvre pêcheur retrouvait quelques semaines plus tard dans le ventre d'un poisson...

La galère d'apparat à quarante rames, sculptée et dorée, le « bateau en or », est maintenant un objet de musée. Mais à l'occasion de quelque fête, des embarcations plus modestes, sculptées et dorées, parcourent encore le grand canal, évoquant la splendeur d'antan.

Cependant tout a une fin, même les républiques oligarchiques les plus sagement constituées. Venise, reine de la mer, avait vu au cours des siècles, diminuer son empire colonial, source de sa richesse ; elle avait vu ses frontières en terre ferme s'élargir, puis se resserrer. Scul l'attrait qu'elle exerçait sur l'étranger ne connaissait pas de déclin et, au XVIII^e siècle, c'était la ville d'Europe la plus gaie, la plus séduisante.

La belle indépendance dont elle s'était montrée si jalouse mourut le 16 mai 1797, lorsque les Français, commandés par Bonaparte, entrèrent en maîtres dans la cité des lagunes.

Sur la tour de l'horloge, un bas-relief doré représente le lion ailé de saint Marc. Il pose une patte protectrice sur un livre ouvert où se lisent ces mots : « Paix à toi, Marc, mon évangéliste ». Les envahisseurs se hâtèrent de graver à la place : « Liberté, égalité, fraternité ». En passant un gondolier remarqua le changement et observa : « Tiens, après tant de siècles le lion a tourné la page ! »

Oui, et les pages continuent de tourner. Les régimes politiques se suivent et ne se ressemblent pas. Mais Venise, que son sol mouvant semblait vouer à la ruine, Venise est toujours debout, plus admirée et plus aimée que jamais. Elle reçoit d'illustres visiteurs et d'obscurs voyageurs et, en vraie grande dame, à tous elle réserve le même accueil charmant...

Avec son art teinté d'Orient,
ses innombrables palais,
ses splendides monuments,
ses canaux grands et petits,
sa forêt de pilotis,
ses églises et ses balises,
sa lagune au clair de lune,
ses coupoles et ses gondoles,
et ses pigeons qui s'envolent,
pleine de poésie et de fantaisie...

Venise vous attend... !

Elisabeth JOSSIER

Conférence faite pour la société
Dante Alighieri
le 3 février 1960

COMPTE RENDU DES ACTIVITES POUR L'ANNEE 1970 DU COMITE LOCAL DE LA SOCIETE DANTE ALIGHIERI

En l'année écoulée 1970, le comité local de la société culturelle italienne Dante Alighieri a donné cinq séances de projections-causeries, ce qui est le nombre souhaitable et le maximum possible vu les fréquentes manifestations d'autres groupes culturels désormais fort nombreux à Vienne.

La première séance, le 14 janvier, sous le titre « Visions de Campanie » présentait un ensemble de diapositives qui de Caserte « aux eaux rieuses », au nord de la province, allait au sud jusqu'à Paestum, la ville grecque, l'antique Poseidonia, célèbre pour l'ensemble de ses trois temples bien conservés. Au passage on voyait, après quelques gaies images de Naples, « les villes romaines » victimes du Vésuve : Herculaneum et Pompéi ; les « joyaux de la côte » : Amalfi et Ravello ; les îles : Procida, Ischia et l'enchanteresse Capri où l'on aimerait à séjourner longtemps, toujours !

Le 4 mars, la deuxième séance répondait au désir d'informations de quelques membres de la société qui projetaient un voyage à Venise. Elle montrait les chemins possibles au nord et au sud de la plaine du Pô sous le titre « Itinéraires pour Venise ». Les deux routes, par Milan, Brescia, Sirmione, Vérone, Vicence, et par Turin, Asti, Plaisance, Crémone, Mantoue, aboutissent à Padoue et à la ville aquatique. C'était l'occasion de revoir les monuments fameux, les canaux poétiques, le tout toujours très photogénique.

Le 15 avril était consacré à « Florence, les coins que nous aimons... ».

Belle ville moyenâgeuse et berceau de la Renaissance, Florence exerce un charme particulier sur le visiteur. On revoyait sur l'écran églises et palais, marbres et pierre dorée, sculptures, statues et bas-reliefs, peintures, fresques et tableaux, et on entendait les noms prestigieux de Brunelleschi, Fra Angelico, Benozzo Gozzoli, Ghiberti et Donatello, les Della Robbia et Botticelli... En revoyant leurs œuvres, en revoyant les monuments on songeait que ce sont tous des coins que nous aimons... Florence, une des capitales artistiques de l'Italie, donne toujours lieu à une séance d'une richesse extraordinaire et attire toujours un public nombreux.

La saison automnale a vu la reprise de l'activité de la société le 24 novembre avec une soirée dédiée au mezzogiorno, c'est-à-dire au midi de l'Italie. Il faut avouer que la plupart des touristes ne prévoient pas comme but de voyage les provinces les plus méridionales : Pouille, Lucanie, Calabre, qui sont donc peu connues.

Outre ces régions, et naturellement la Campanie, on inclut dans le Mezzogiorno les Abruzzes, montagneux et sauvages, qui par leur latitude appartiennent en réalité à l'Italie centrale.

Que de beautés naturelles et de richesses artistiques sont dévoilées ! On retrouve la Campanie, on visite les Pouilles, riches en cathédrales grandioses et en style baroque, on traverse la Calabre toute empreinte de Byzance et on fait escale dans la troglodyte Matera.

Le « Périple sicilien » du 11 décembre est un tour complet de la Sicile avec incursion à l'intérieur vers la villa romaine de Casale aux mosaïques superbes. Depuis Messine se succèdent les villes grecques : Taormine, Syracuse, Agrigente, Sélinonte et Ségeste ; et voici de l'art normand à Palerme et à Monreale ; du baroque à Noto ; des volcans : l'Etna et les îles Eoliennes, et à l'occasion de poétiques légendes mythologiques... Le tout est agrémenté de fleurs dans la Sicile de juin : les ibiscus, les oléandres et les bougainvillées, les genêts et les cactus égayent les paysages et les monuments.

Il ne reste qu'à souhaiter une année aussi active pour 1971.

Chronique théâtrale

Nous ne titrons pas « l'année théâtrale » car, sauf dans les très grandes villes, les théâtres municipaux ne sont plus que des salles de spectacles, sans affectation spéciale. Ils accueillent aussi bien des tournées de comédie, que des revues de music-hall, des concerts musicaux, des séances de Ciné-Club, des conférences et même des arbres de Noël, et des présentations de mode. Ainsi en est-il à Vienne et tout le monde y trouve son compte, la municipalité elle-même, car la pluralité des représentations maintient le bon fonctionnement de son théâtre.

Il y a eu, pendant les neuf mois d'activité de l'année, des présentations de pièces classiques ou du genre « boulevard » ou d'avant-garde. Le classique a été défendu par la tournée Barré-Barelli jouant « Le Cid », le 19 février et revenant donner « Les Précieuses ridicules » et « Le Médecin malgré lui », le 29 octobre, avec succès. Les représentations de cette firme sont très suivies grâce à la valeur de ses troupes et de ses mises en scène. Il y eut aussi Jean Davy et sa compagnie, donnant, le 21 janvier, l'« Antigone » de Jean Anouilh. Plus près de notre époque, la compagnie des Alpes interpréta deux courtes pièces de Beckett : « Fin de partie » et « Actes sans paroles » et un autre jour, « Le menteur », de Cornille, d'une manière toute personnelle. Enfin, « Le Théâtre populaire jurassien » vint jouer, de façon parfaite, « Huis clos » de Jean-Paul Sartre.

La gaieté ne perdant jamais ses droits, la compagnie J.-P. Martin offrit une pièce de Marcel Achard « Noix de coco » qui fit salle comble et obtint la faveur du public davantage que, « L'Idiot », du même auteur, l'année précédente. La colonie arménienne se mit elle-même de la partie avec une pièce de Jean Fabri : « Je voudrais revoir Moussof » jouée en langue arménienne. Indiquons encore les deux soirées de la Comédie de Vienne avec « La Hobereaute » d'Audiberti et « Des Souris et des Hommes » de Steinbeck.

La chanson a fleuri au théâtre municipal comme ailleurs. Le 23 septembre, Luc Bérumont présenta « La fine fleur de la chanson française » avec Jacques Debronckart. Il y eut moins de monde que les années précédentes. Par contre, toujours dans la chanson, la revue du Concert Mayol retrouva ses habitués, les mêmes qui regrettent de ne plus voir la revue de Tichadel.

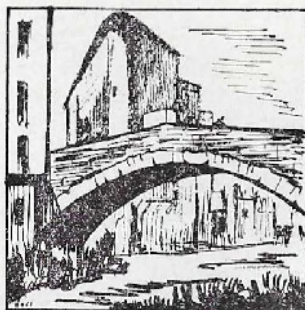
Les spectacles de danse n'ont guère de succès dans notre ville. En témoigne l'assistance réduite à cent personnes, qui accueillit, le 20 novembre, l'excellent programme du corps de ballet de Lyon. Même indifférence à l'égard des exhibitions de marionnettes. Il y en eut deux qui étaient cependant de premier ordre : le théâtre d'animation d'Yves Joly et les marionnettes de Bratislava. Le public les bouda sans rémission. Il semble qu'il fasse un injuste rapprochement avec le guignol lyonnais, qu'il considère, à tort, comme un divertissement limité aux enfants.

La conférence filmée est un genre très apprécié à Vienne, surtout quand elle se place sous l'égide de « Connaissance du monde ». A la demande du public, ces conférences sont données en matinée comme en soirée, ce qui convient aux scolaires et aux personnes se couchant de bonne heure. Les auditoires des matinées augmentent à mesure que se poursuit la saison.

Le Ciné-Club, qu'animent MM. Bonnet et Domeyne, a commencé l'année par un exploit avec le festival Marcel Pagnol. Les jeunes n'ont pas été les derniers à aller voir la trilogie célèbre : « Marius », « Fanny », « César » puis « Angèle » et « La Femme du boulanger » mais les meilleures recettes furent réalisées avec « Les Lettres de mon moulin ».

Comme l'on peut s'en rendre compte, le théâtre municipal a bien rempli sa mission en 1970. Il continuera de la même manière jusqu'en mai 1971, puis il fermera ses portes, pas longtemps, il faut le souhaiter. Les règlements de sécurité et la vétusté de la salle obligent la ville à faire exécuter des travaux indispensables qui seront complétés par un souci de coquetterie. Pourvu qu'ils soient rapidement menés et que les Viennois retrouvent, à la rentrée, la salle qui leur est si utile ...

Georges ARTUS



NOUVEAUX ADHERENTS 1970

BARBERA Jean-Lucien, « Lou Carnier », av. Maréchal-Foch, 06-Beausoleil
BISCY Raniero, immeuble Brémont, boulevard Rougier, 04-Manosque
BONNEFOND Charles, résidence Saint-Alban n° 201/1, Vienne
BONNEFOND François, 134, rue Vimaine, Vienne
BONNEFOND Pierre, H.L.M. quai Pasteur bât. B2, Vienne
BOUDIER Claude, 155, avenue Général-Leclerc, Vienne
BRENIER Pierre, dentiste, 7, rue des Lanciers, Vienne
CHAMBON Odette, 11, chemin de l'Œuvre, Pont-Evêque
CHAUTANT Didier, directeur général honoraire au ministère des P.T.T.,
46, rue André-Bonnenfant, 78-Saint-Germain-en-Laye
COLCOMBET Jean, 8, quai Maréchal-Joffre, Lyon (2°)
CROZET, radiologue, 17, place Miremont, Vienne
DEBBANNE Jean-Fierre, Edition des Quatre-Seigneurs, 16, avenue Gé-
néral-Champon, Grenoble
DUFROID Roger, 4, rue des Clercs, Vienne
DURIEUX Jacques, route de la Corniche, Vienne
DUVERNEUIL Guy, 135, rue Vimaine, Vienne
FAURE François, notaire, avenue de la Gare, Sainte-Colombe-lès-Vienne
GARDE Aimée (Mlle), 81, avenue Général-Leclerc, Vienne
GINON, rue du Port-aux-Princes, Vienne
GIRAUD Michel, 21, rue de Bourgogne, Vienne
GOURDANT Jean-Marc, 3, rue Victor-Hugo, 71-Paray-le-Monial
GUIFFRAY Jean, avenue Nivaggioli, Sainte-Colombe-lès-Vienne
GUY (Général), Les Tupinières, Vienne
JOCTEUR-MONTROZIER François, 35, chem. des Petites-Brosses, Caluire
LAFFONT Marcel, 7, boulevard F.-Point, Vienne
LAROCHÉ Germaine (Mme), 10, boulevard E.-Arnaud, Vienne
DE LECLUSE DE LONGRAGE, mas de Versailles, quartier Sainte-Blan-
dine, Vienne
MARCELIN Louis, « Les Emeraudes », boulevard E.-Arnaud, Vienne
MARCELIN (Mme), « Les Emeraudes », boulevard E.-Arnaud, Vienne
MIACHON, avocat, 38-Bourgoin
MONIN, bijoutier, 38-La Côte-Saint-André
MONTAGNIER Marcel, résidence Saint-Pierre, bd de la République, Vienne
MORGUE Joseph, 9, rue du Cimetière, Vienne
MOULIS Henri, 9, traverse Beaufort, 13-Aix-en-Provence
MOUSSIER Henri, 170, avenue Général-Leclerc, Vienne
MORAND Hubert (Mme), 6, place Président-Mithouard, Paris (7°)
NERAULT François, 49, rue de Châtenay, Estérel 5, 92-Antony
NOVAT Georges, 93, rue Vimaine, Vienne
PERRIN, 1, place Saint-Ferréol, Vienne
QUEMENEUR Jacques, rue de la République, La Côte-Saint-André
RIGODIN Régine (Mlle), 5, rue Jacquard, Vienne
ROCHE-LEMAIRE (Mme), 3, rue de la Chaîne, Vienne
ROMETTE J.-C., chirurgien dentiste, avenue Beausoleil, Marseille (12°)
SIMONNET Pierre, 23, chemin Cartallier, Pont-Evêque
TIMON Maurice, 3, rue Saint-Roch, Paris (1er)
TISSERAND Bernard, 4, montée Coupe-Jarret, Vienne
VIEUX Roger, receveur des postes, cours Brillier, Vienne
VINCENT Marc, 45, quai Riondet, Vienne

Achevé d'imprimer
le 7 JUIN 1971
sur les presses de
TERNET - MARTIN
Imprimeur
à Vienne-sur-le-Rhône

Dépôt légal n° 680 — 2^e trimestre 1971

